

TABLE DES MATIÈRES

REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Éditoriaux	5
Manifestations	5
20 mars: Pont Champlain	5
LAPRESSE.CA: Arrestation musclée de la fille de Khadir - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h26	5
JOURNAL DE MONTRÉAL: Les camionneurs furieux - Jeudi 22 mars 2012	5
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Pont Champlain Blocage: Un bouchon diabolique - Publié le: mardi 20 mars 2012, 22H50 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 23H08	5
Zéro en maths, par - Robert Poëti, Le policier du journal	5
Afficher 14 commentaires	6
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Caricature, d'Ygreck - Jeudi 22 mars 2012	7
CANOE.CA: Manifestation: «Les puants de grévistes» sur le chemin du maire Stéphane Gendron - Mardi 20 mars 2012 14h43	7
LEDEVOIR.COM: Beauchamp demande aux étudiants d'arrêter «d'écœurer» les travailleurs - Des manifestants ont bloqué l'accès au pont Champlain ce matin - Mardi 20 mars, 14h39	8
Vos réactions	8
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Pont Champlain Blocage: Mauvais pour leur image - Publié le: mardi 20 mars 2012, 12H04	14
Afficher 36 commentaires	15
JOURNALMETRO.COM: droits de scolarité: Des étudiants bloquent Champlain et compliquent l'heure de pointe - Publié: 20 mars 2012 08:37 - Mis à jour: 20 mars 2012 08:54	17
JOURNALDEMONTREAL.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Manifestation: Le pont Champlain pris en otage - Publié le: mardi 20 mars 2012, 7H56 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 8H46	17
TVANOUVELLES.CA: Les manifestants quittent: Le Pont Champlain pris en otage - Première publication 20 mars 2012 à 07h45 - Mise à jour : 20 mars 2012 à 08h32	17
LAPRESSE.CA: 1 ^{ère} page: Des étudiants sèment la pagaille sur la Rive-Sud / Manifestation au Pont Champlain: gros problèmes et grosses amendes - Publié le mardi 20 mars 2012 à 06h57 Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 07h46	18
Semaine du 19 mars 2012	20
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestation étudiante : le chauffeur du RTC suspendu - Mise à jour le vendredi 23 à mars 2012 à 5 h 54 HAE	20
Les commentaires (34)	20
LE SOLEIL: Passage forcé d'un autobus: le chauffeur relevé de ses fonctions - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 16h47 Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 23h29	21
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : manifestation familiale à Rouyn-Noranda - Mise à jour le jeudi 22 mars 2012 à 13 h 46 HAE	21
24HMONTREAL.CANOE.CA: Laval: Des étudiants campent au Collège Montmorency - Jeudi 22 mars 2012 10h19	21
CYBERPRESSE: Les étudiants manifestent dans l'est de Montréal - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 09h28 Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 12h47	22
LENOUVELLISTE: Conduite dangereuse sur la ligne de piquetage: amende de 1250 \$ - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h35	22
LESOLEIL.COM: 1 ^{ère} page: Les esprits s'échauffent / Grève étudiante: les esprits s'échauffent - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 05h00 Mis à jour à 07h43	23
JOURNALDEMONTREAL.COM: : «L'asile politique» finlandaise - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 20H33 Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 20H52	23
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Étudiants: Vandalisme éphémère pour dénoncer la hausse des droits de scolarité - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 18H28 Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 18H39	24
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestations étudiantes : un chauffeur du RTC perd patience - Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 18 h 05 HAE	24
Les commentaires (65)	24
LESOLEIL.COM: Un autobus du RTC force son passage à travers un barrage d'étudiants - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 17h47	26
RADIO-CANADA / RIVE-NORD : Une « marche funèbre » des étudiants en grève à Repentigny - Mercredi 21 mars 2012 à 17 h 06	26
Revivez notre couverture en direct de l'événement	26
JOURNALDEMONTREAL.COM: Frais de scolarité: Les étudiants de Concordia bloquent les ascenseurs - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 13H37 Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 14H21	29
Afficher 3 commentaires	29
JOURNALDEQUEBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Pavillon bloqué: Un étudiant arrêté à l'UL - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 9H01 Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 14H30	29
LAPRESSE.CA: Grève étudiante: le web, lieu de tous les débats - mercredi 21 mars 2012 08 h 28	30
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Budget 2012 : les étudiants restent déterminés à poursuivre la lutte - Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 6 h 29 HAE	30
Les commentaires (23)	31
JOURNALDEQUEBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Budget: 200 étudiants manifestent à Québec - Publié le: mardi 20 mars 2012, 20H50 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 20H59	32
LA TRIBUNE: En colère contre le budget, ils prennent la rue - Publié le mardi 20 mars 2012 à 17h47	32
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Québec :Les étudiants attendent le budget - Publié le: mardi 20 mars 2012, 8H59 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 15H33	32
Galerie Photos (JEAN-CLAUDE TREMBLAY/JOURNAL DE QUEBEC/AGENCE QMI QMI)	33
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Concordia: Le condo du recteur mis en vente - Publié le: mardi 20 mars 2012, 12H21 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 15H15	34
RADIO-CANADA / ESTRIE: Des étudiants sherbrookoïses prennent d'assaut le pont Jacques-Cartier - Mise à jour le mardi 20 mars 2012 à 14 h 46 HAE	35
LE QUOTIDIEN: Manifestation de dernière minute - Publié le mardi 20 mars 2012 à 09h30	35
LE SOLEIL.COM: Des étudiants manifestent au centre-ville de Québec - Publié le mardi 20 mars 2012 à 08h38 Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 09h12	36

TVANOUVELLES.CA / JOURNALDEMONTREAL.COM: Manifestations étudiantes: Des banderoles à la sortie du pont - Première publication mardi 20 mars 2012 à 06h38 / Publié le: mardi 20 mars 2012, 7H58 Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 8H02	36
LA PRESSE.CA: Mouvement étudiant: la pression augmente - Publié le mardi 20 mars 2012 à 00h00 Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 13h55.....	36
JOURNALMETRO.COM: Droits de scolarité: Manifestation contre le prêt accordé à l'ancien recteur de Concordia - Publié: lundi 19 mars 2012 21:31 - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 21:35.....	37
JOURNALDEQUEBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Québec: Les Funérailles de l'éducation - Publié le: lundi 19 mars 2012, 19H42 Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 19H55.....	37
PHOTOS:	37
TVANOUVELLES.CA: Hausse des frais de scolarité: 500 étudiants dans les rues de Rimouski - Première publication lundi 19 mars 2012 à 18h11.....	40
JOURNALDEMONTREAL.COM: Université Concordia: Le condo de luxe du recteur «mis en vente» par les étudiants - Publié le: lundi 19 mars 2012, 17H39 Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 17H45.....	40
TVANOUVELLES.CA: Québec: Frais de scolarité: Enseignants et étudiants manifestent à Québec - Première publication lundi 19 mars 2012 à 15h36.....	40
JOURNALMETRO.COM: Droits de scolarité La cadence des manifestations se poursuivra avant et après la manif du 22 mars - Publié: lundi 19 mars 2012 14:30 - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 17h57	41
LA TRIBUNE: Manif en famille contre la hausse des droits de scolarité - Publié le lundi 19 mars 2012 à 12h42	41
CYBERPRESSE: Des étudiants bloquent l'accès du ministère de l'Éducation - Publié le lundi 19 mars 2012 à 11h02 Mis à jour à 12h33... ..	42
LE QUOTIDIEN: 200 personnes manifestent à Alma - Publié le lundi 19 mars 2012 à 09h38	42
LE NOUVELLISTE: Grève à l'UQTR: les étudiants accentuent la pression - Publié le lundi 19 mars 2012 à 07h07 Mis à jour à 12h28.....	43
TVANOUVELLES.CA: UQTR: Des étudiants perturbent les cours - Première publication lundi 19 mars 2012 à 10h05 - Mise à jour : lundi 19 mars 2012 à 12h41.....	43
TVANOUVELLES.CA: Manifestations étudiantes: Aux trousseaux du premier ministre - Première publication lundi 19 mars 2012 à 10h40 - Mise à jour : mardi 20 mars 2012 à 00h02	44
CYBERPRESSE: 1 ^{ère} page: Hausse des droits de scolarité: les étudiants sortent en famille / Des centaines de familles pour appuyer les étudiants - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 09h48 Mis à jour le lundi 19 mars 2012 à 08h32	44
LE DEVOIR: 1 ^{ère} page / Anciens, actuels et futurs universitaires se mobilisent - Une semaine décisive s'amorce - Le nombre d'étudiants en grève pourrait atteindre 270 000 jeudi - Lundi 19 mars 2012.....	45
Vos réactions	46
Semaine du 12 mars 2012.....	48
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Hausse des frais de scolarité: Appui familial pour les étudiants - Publié le: dimanche 18 mars 2012, 23H04 Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 23H09.....	48
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les familles manifestent aux côtés des étudiants - Mise à jour le dimanche 18 mars 2012 à 22 h 09 HAE	48
Des données sur l'aide financière (source : Conseil supérieur de l'éducation)	49
Les commentaires (362).....	49
LE NOUVELLISTE: 200 personnes manifestent à Alma - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 21h24	49
LE SOLEIL: Virage famille pour le mouvement étudiant - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 17h45 Mis à jour le dimanche 18 mars 2012 à 21h54	50
Même entrain dans la métropole	51
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Étudiants: Manifestation contre la hausse - Publié le: dimanche 18 mars 2012, 13H56 Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 19H35	51
TVANOUVELLES.CA: Droits de scolarité: Des familles manifestent à travers la province - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 09h37 - Mise à jour : dimanche 18 mars 2012 à 19h06	52
LEDEVOIR.COM: Frais de scolarité - Manifestations à Montréal, Sherbrooke, Alma et Québec - Dimanche 18 mars 2012, 17h14	53
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : pas de relâche la fin de semaine - Mise à jour le dimanche 18 mars 2012 à 6 h 58 HAE....	54
Les commentaires (130).....	55
CYBERPRESSE: Des manifestants perturbent le souper de Jean Charest - Publié le samedi 17 mars 2012 à 21h02 Mis à jour le samedi 17 mars 2012 à 23h01.....	55
24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL / TVANOUVELLES.CA: Montréal: Des manifestants traquent Charest jusqu'au restaurant - Samedi 17 mars, 22h46 / Publié le: samedi 17 mars 2012, 22H50 Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 22H53 / Première publication samedi 17 mars 2012 à 22h40.....	55
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Grève étudiante: Des étudiants en deuil à Montréal - Publié le: vendredi 16 mars 2012, 19H40 Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 20H36.....	55
TVANOUVELLES.CA / JOURNAL DE MONTRÉAL / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Étudiants et enseignants manifestent: Ils «inaugurent» l'îlot Voyageur - Première publication samedi 17 mars 2012 à 13h00 - Mise à jour : samedi 17 mars 2012 à 19h56 / Publié le: samedi 17 mars 2012, 14H47 Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 19H37 / samedi 17 mars 2012 15h02 - Mise à jour samedi 17 mars 2012 19h34.....	56
CYBERPRESSE: Le bureau de la ministre Nicole Ménard est la cible de vandales - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 16h53.....	57
24HMONTREAL.CANOE.CA: Saint-Lambert: Le bureau de la ministre Nicole Ménard vandalisé - Vendredi 16 mars 2012 15h58.....	57
TVANOUVELLES.CA: Marche funèbre pour l'éducation: «La gratuité est morte» - Première publication vendredi 16 mars 2012 à 15h39....	57
CYBERPRESSE / LE SOLEIL: Hausse des droits de scolarité: Line Beauchamp maintient le cap - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 11h56 Mis à jour le vendredi 16 mars 2012 à 14h38 / Samedi 17 mars 2012	58
TVANOUVELLES.CA / JOURNALDEMONTREAL.COM: Hausse des droits de scolarité: Les étudiants du domaine de la santé manifestent - Première publication vendredi 16 mars 2012 à 12h44 / Publié le: vendredi 16 mars 2012, 15H43 Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 15H55.....	59
LE DROIT: Les étudiants grévistes se font voir à Gatineau - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h30	59
24HMONTREAL.CANOE.CA: Sherbrooke: Le comité d'accueil étudiant rate Jean Charest - jeudi 15 mars 2012 20h52	59
CYBERPRESSE: Des étudiants bloquent le pont de la Concorde - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 18h08 Mis à jour le jeudi 15 mars 2012 à 18h44.....	60
LE DROIT: Des marches étudiantes à l'heure de pointe - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 09h18 Mis à jour le jeudi 15 mars 2012 à 15h50	60

TVANOUVELLES.CA: Sherbrooke: Hausse des droits de scolarité: Jean Charest accueilli par les étudiants - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 13h27.....	60
RADIO-CANADA / ESTRIE: Manifestation étudiante à Sherbrooke sous importante surveillance policière - Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 12 h 10 HAE.....	61
TVANOUVELLES.CA: Montréal: Les manifestations étudiantes ne s'essouffent pas - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 11h34.....	61
LA TRIBUNE: L'hôtel de ville de Sherbrooke transformé en place forte - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 09h47.....	61
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestation étudiante à Québec- Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 9 h 00 HAE.....	62
Les commentaires (5).....	62
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation Grève: Promenade sur la 40 - Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H37 Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H45.....	63
JOURNALMÉTRO.COM: Les étudiants manifestent... et bloquent la Métropolitaine - Publié: mercredi 14 mars 2012 17:47 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 18:35.....	63
CYBERPRESSE: Des manifestants ont bloqué l'autoroute 40 - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 14h14 Mis à jour le mercredi 14 mars 2012 à 17h45.....	65
TVANOUVELLES.CA: Manifestation et blocage de l'A-40: Nouvelles perturbations des étudiants - Première publication mercredi 14 mars 2012 à 13h48 - Mise à jour : mercredi 14 mars 2012 à 17h40.....	65
LE DEVOIR.COM: Hausse des droits de scolarité - Nouvelles manifestations, dont une qui a bloqué la métropolitaine - Mercredi 14 mars 2012, 15h58.....	67
24HMONTREAL.CANOE.CA: Manifestation à Montréal: Des étudiants bloquent l'autoroute métropolitaine - mercredi 14 mars 2012 15h33	67
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: McGill se drape de rouge - Publié: mercredi 14 mars 2012 12:11 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 12:16.....	67
LEDEVOIR.COM: 1 ^{ère} page: La lutte étudiante se poursuit avec l'appui des syndicats / Hausse des droits de scolarité - La manifestation du jour s'est déroulée dans le calme - Mercredi 14 mars 2012.....	68
Photos : Annik MH De Carufel - Le Devoir.....	68
JOURNAL DE MONTRÉAL: 1 ^{ère} page: Sous haute tension: Manifestants et policiers joue au chat et à la souris / LE CENTRE-VILLE PARALYSÉ: 1 800 manifestants crient leur indignation dans le Quartier international - Mercredi 14 mars 2012.....	69
24 HEURES: 1 ^{ère} page: Manifestation sous haute tension / Les étudiants maintiennent la pression / Des appuis syndicaux - Mercredi 14 mars 2012.....	70
MÉTRO: Droits de scolarité : Les étudiants proposent des alternatives de financement - Publié: mardi 13 mars 2012 22:49 - Mis à jour: mardi 13 mars 2012 22:57.....	70
TVANOUVELLES.CA: La marche en images: Le centre-ville occupé par les étudiants - Première publication mardi 13 mars 2012 à 14h14 - Mise à jour : mardi 13 mars 2012 à 18h22.....	71
TVANOUVELLES.CA: Frais de scolarité: Les étudiants manifestent à Saguenay - Première publication 13 mars 2012 à 17h19.....	74
TVANOUVELLES.CA: Manifestation des étudiants à Montréal: Des milliers de marcheurs au centre-ville - Première publication mardi 13 mars 2012 à 10h55 - Mise à jour : mardi 13 mars 2012 à 17h16.....	75
RADIO-CANADA / SAGUENAY- LAC-ST-JEAN: Les étudiants manifestent à Saguenay - Mise à jour mardi 13 mars, 13h45.....	75
RADIO-CANADA / ESTRIE: Piquet de grève au Cégep de Sherbrooke - Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 11 h 16 HAE.....	76
Les commentaires (4).....	76
TVANOUVELLES.CA: Montréal: Les étudiants se réunissent au Square Victoria - Première publication mardi 13 mars 2012 à 10h55.....	76
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Des étudiants affichent leurs couleurs à l'UQAC - Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 10 h 07 HAE.....	76
LE DROIT: Première journée de grève en Outaouais - Publié le mardi 13 mars 2012 à 09h55.....	77
LA PRESSE: 1 ^{ère} page: Les étudiants baissent le ton / Manifestations étudiantes: le calme, puis la tension - Publié le lundi 12 mars 2012 à 08h57 Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 06h36.....	77
TVANOUVELLES.CA / Manifestations étudiantes: Des vitrines de <i>La Presse</i> brisées - Première publication mardi 13 mars 2012 à 06h08....	78
LE DEVOIR: Manifestations étudiantes - Le calme après les dérapages - mardi 13 mars 2012.....	79
LE DEVOIR: En visite à Paris - Charest rattrapé par la grève étudiante - Mardi 13 mars 2012.....	79
Vos réactions.....	80
JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Débrayage « historique »: Plus de 171 000 étudiants seront hors des classes à compter de jeudi - Publié le: lundi 12 mars 2012, 20H50 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 20H59.....	80
JOURNAL DE MONTRÉAL: Grosse semaine à prévoir - Mardi 13 mars 2012.....	80
JOURNALDEQUÉBEC: Université Laval: Les bureaux du recteur bloqués - Publié le: lundi 12 mars 2012, 9H29 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 23H09.....	81
JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Un «sit-in» sur Sainte-Catherine - Publié: lundi 12 mars 2012 22:47 - Mis à jour: lundi 12 mars 2012 22:48.....	81
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : manifestation pacifique au centre de Montréal - Mise à jour le lundi 12 mars 2012 à 20 h 50 HAE.....	81
En complément.....	82
Commentaires (404).....	82
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNAL DE QUÉBEC: Manifestations étudiantes: La rue Sainte-Catherine occupée - Publié le: lundi 12 mars 2012, 11H37 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 20H28.....	82
TVANOUVELLES.CA: Manifestation des étudiants à Montréal: La rue Sainte-Catherine occupée - Première publication lundi 12 mars 2012 à 11h07 - Mise à jour : lundi 12 mars 2012 à 19h19.....	83
JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève étudiante: Des pavillons fermés à l'UQAM - Publié le: lundi 12 mars 2012, 9H40 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 11H54.....	84
LE SOLEIL: Université Laval: les policiers mettent un terme à la manifestation - Publié le lundi 12 mars 2012 à 09h36 Mis à jour le lundi 12 mars 2012 à 19h25.....	84
JOURNAL DE MONTREAL.COM: Des actions plus musclées - Publié le: dimanche 11 mars 2012, 22H31 Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 9H13.....	85
98,5FM: La semaine des étudiants: Quoi prévoir ? - le lundi 12 mars 2012 à 06h17. Modifié à 06h22.....	85
LEDEVOIR.COM: Mouvement étudiant - L'UQAM et l'Université Laval perturbées - Lundi 12 mars, 17h09.....	85
Vos réactions.....	86
LE QUOTIDIEN: [UQAC]: Une affiche géante en faveur de la grève - Publié le lundi 12 mars 2012 à 14h48.....	87
CYBERPRESSE.CA: Charest rattrapé par les droits de scolarité à Paris - Publié le lundi 12 mars 2012 à 14h24.....	87



REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Éditoriaux

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants](#) – Manifestation semaine du 05 mars 2012

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants](#) – Manifestation jusqu'au 04 mars 2012

[Revue de presse sur les votes](#) – AGECVM et vote

[Autour de la GGI: jusqu'au 04 mars 2012](#)

[Autour de la GGI: du 05 mars 2012 au ...](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: janvier et février 2012](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: mars 2012](#)

Manifestations

20 mars: Pont Champlain

LAPRESSE.CA: Arrestation musclée de la fille de Khadir - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h26



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Cette photo montre l'arrestation de Yalda Machouf-Khadir après le blocage du pont Champlain, mardi.

David Santerre, La Presse

La fille du député de Québec solidaire Amir Khadir fait partie du groupe d'étudiants qui a participé au blocage du pont Champlain mardi.

Amir Khadir est un militant engagé et sa fille Yalda l'est tout autant, à titre de membre de l'Association étudiante du cégep du Vieux Montréal.

Elle a été interceptée mardi au moment où elle quittait les lieux à pied avec un autre groupe. Elle a été plaquée durement contre un banc de neige par deux agents.

Ils l'ont immobilisée contre leur voiture et identifiée, en lui reprochant d'avoir entravé la voie publique. Elle a été outrée du traitement musclé qu'elle est la seule à avoir subi ce jour-là.

Amir Khadir n'a pas voulu commenter les mésaventures de sa fille, mais dans un débat sur le droit de manifester des étudiants, hier à l'Assemblée nationale, il s'est exprimé sur le blocage du pont.

« Quand on évoque des choses comme l'obstruction des ponts, etc., c'est sûr que ce n'est jamais quelque chose qui peut être plaisant pour ceux qui le subissent, ce n'est jamais quelque chose qu'on peut appuyer. Cependant, la réalité est que, de mon point de vue, la principale obstruction sur le pont qui doit relier la jeunesse d'aujourd'hui avec son avenir, c'est le gouvernement actuel », a-t-il dit.

Yalda Machouf-Khadir devrait recevoir par la poste une contravention de 494\$.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Les camionneurs furieux – Jeudi 22 mars 2012

SARAH- MAUDE LEFEBVRE, Le Journal de Montréal

Furieux d'avoir été pris dans un bouchon de circulation à la suite du blocage du pont Champlain mardi, les camionneurs demandent aux étudiants de cesser de les « prendre en otage ». Hier, l'association du camionnage du Québec a été débordée d'appels provenant de ses membres qui ont été retardés pendant plus d'une heure, mardi matin, sur le pont Champlain.

« De 10 000 à 12 000 camions empruntent chaque jour ce pont, indique Marc Cadieux,

président-directeur général de l'association. Les étudiants ne peuvent pas aller jusque-là. »

Pris en otage

Selon ce dernier, le blocage de mardi a coûté « des milliers de dollars à l'industrie ».

« Des livraisons ont été retardées. Aussi, certains de nos camions transportent de la nourriture périssable, ce qui a posé problème », explique M. Cadieux.

« On ne veut pas que ça recommence. Les étudiants s'adressent aux mauvaises personnes. Ils

vont perdre beaucoup de sympathie s'ils continuent à nous prendre en otages de la sorte. »

D'autres actions à venir

Hier, la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a annoncé qu'une série d'actions visant à « perturber l'économie » auront lieu la semaine prochaine. D'autres ponts ou routes pourraient être bloqués. Les détails de ces « actes d'éclat » seront dévoilés lors d'un point de presse, ce dimanche.

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Pont Champlain | Blocage: Un bouchon diabolique - Publié le: mardi 20 mars 2012, 22H50 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 23H08

VIDEO: Michel Brunet explique l'intervention des policiers lors de la manifestation des étudiants qui ont bloqué le pont Champlain le 20 mars 2012, 20 mars 2012, Journal de Montréal

Manifestation en chiffres

Début de la manifestation

environ 7 h 30

Fin de la manifestation

environ 8 h 20

Fin de l'heure de pointe

environ 10 h

Nombre d'arrestations

94 dont 18 mineurs

Nombre d'autobus escortés
deux

Zéro en maths, par – Robert Poëti, Le policier du journal

Merci sincèrement aux étudiants qui ont bloqué le pont Champlain, hier matin. Ils ont dépassé et franchi la ligne qu'ils ne devaient plus traverser.

Bloquer une voie publique, de surcroît un pont, à l'heure de pointe est pour tous inacceptable.

Les policiers ont dû faire preuve de patience avant d'intervenir de façon sécuritaire, ce qui n'a pas manqué de faire dire des gros mots à de nombreux automobilistes.

Amende de 494 \$

Au bout du compte, les étudiants énervés se sont retrouvés avec une amende de 494 \$ chacun, ce qui est 94 \$ plus élevés que la première hausse des frais de scolarité qu'ils auront à assumer très bientôt.

Se foutre de la population et des conséquences collatérales de leurs gestes n'est pas plus intelligent.

C'est peut-être la goutte de trop qui incitera nos hommes d'État à une réglementation provinciale encore plus sévère. Facile à rédiger : simplement ajouter à la présente réglementation le double de l'amende en cas de récidive, l'interdiction de manifester masqué ou cagoulé et devoir obligatoirement fournir l'itinéraire de la manifestation au préalable.

Ainsi, nous serons tous gagnants... même les étudiants faibles en maths.

Valérie Gonthier

Pris en otage dans leur véhicule, des milliers d'automobilistes ont pesté pendant près d'une heure avant que les policiers interviennent auprès des manifestants, qui ont bloqué le pont Champlain, hier matin. Ce blocus a transformé en véritable cauchemar l'entrée à Montréal de ces travailleurs de la Rive-Sud.

« C'était diabolique, lance Pierre Lacasse, chroniqueur à la Radio Circulation. En 10 minutes, tous les ponts de la Rive-Sud étaient affectés. C'était un véritable stationnement. »



Ils ont été plusieurs à se demander pourquoi les policiers n'avaient pas agi plus vite, sachant pertinemment que les ponts étaient visés par leurs manifestations depuis plusieurs jours.

Des délais justifiés par une question de sécurité a assuré la Sûreté du Québec (SQ).

« Si on intervient trop rapidement et que les gens se mettent à courir partout à travers les véhicules, ça peut être extrêmement dangereux. On n'est pas là pour aggraver la situation », expose Michel Brunet, lieutenant à la SQ.

Selon lui, dès qu'un attroupement a été aperçu, le plan d'entrave a été déclenché. « Avant qu'on intervienne physiquement, il y a un continuum de force à déployer », ajoute-t-il.

Les policiers ont plutôt attendu que les étudiants quittent le pont avant de procéder à leur arrestation.

Contravention

Ceux qui ont été interceptés venaient de monter à bord de leurs autobus scolaires, stationnés dans les rues de Brossard. Les véhicules ont été encerclés par les forces de l'ordre puis escortés vers le poste de la Régie de police du Roussillon, à Candiac.

Afficher 14 commentaires

• myriam77

VIVE LES ÉTUDIANTS VIVE LÉOPOLD LAUZON

Lui, à l'émission de Lévesques, il est pour cela la gratuité: dans tout. Combien de pays socialistes ont réussi? Cré Lauzon,. Des fois, tu es pas pire, je t'aime bien mais désespoir que tu dérapes d'autres fois.

• ricov1952

Je ne sais pas si tu as un emploi. Je ne sais pas si tu as un diplôme collégial ou universitaire.

Si tu travail, comment tu te sens lorsque ton cheque de paie prend une cure d'amaigrissement pour payer toutes les gratuités que les québécois veulent ?

Comment tu te sens lorsqu'il y a des abuseur du système et que ce système c'est de ta poche qu'il vit. ?

Lorsque tu fais ton propre petit budget familiale et tes propres enfants veulent des gâteries, tu dois sûrement courir les acheter puisqu'ils sont habituer à la gratuité !

Je suis d'accord avec la gratuité jusqu'à un certain point mais l'autre partie l'étudiant doit faire un effort aussi. Ça va juste le rendre plus responsable et plus fort mentalement.

Je suis dans le domaine du financement et vous devriez voir combien d'étudiants viennent me voir pour un prêt bancaire en me disant qu'ils sont capable puisqu'ils ont des prêts et bourses. tout ça pour s'acheter une automobile ou encore des skis et ainsi de suite. Je leur répond que les prêts et bourses c'est pour payer leurs études et non des gâteries.

Donc les abuseurs seront toujours là ! Je n'aime pas voir ma paie en prendre un coup à chaque semaine et les dirigeants du gouvernement essaient de contenter tout le monde en donnant des semblant de gratuité que nous payons grassement avec nos salaires et par surcroît on s'endette de plus en plus juste pour garder les gratuité à un peuple qui ne sera jamais content et qui va en demander encore plus.

Plus ça change et plus ce sera pareil et ici les québécois ont la mémoire très très courte car tous les gouvernement antérieure s ont endetté le peuple avec leur semblant de gratuité. Les dernières années que le PQ était au pouvoir ont détruit le système de santé en mettant à la retraite forcé près de la moitié des services ÇA NOUS L'AVONS OUBLIÉ. Par contre c'est le gouvernement actuel qui est au prise avec cette situation.

Donc comme conclusion, que l'ont met n'importe quel IMBÉCILE au pouvoir il ne pourra faire mieux.

Les policiers ont alors procédé à l'identification des manifestants avant de leur remettre chacun une contravention en vertu du code de la sécurité routière frôlant les 500 \$. Les chauffeurs d'autobus ont pour leur part été questionnés par les policiers, mais n'ont eu aucune sanction.

« Je n'ai fait que mon travail. Lorsque je les ai vu partir vers le pont, c'est là que j'ai compris ce qu'ils allaient faire », a dit Robert Théorêt, un des chauffeurs, amusé.

« Je ne sais pas si c'est la meilleure façon de faire passer un message, mais c'est avec des actions comme ça que les étudiants ont un impact direct », a justifié un jeune étudiant.

« Les automobilistes se disent otages de la route, mais nous on est pris en otage par le gouvernement Charest », a ajouté un autre manifestant.

Hier, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp s'est dite outrée que les étudiants aient bloqué le pont Champlain.

« Faut que les étudiants qui revendiquent la gratuité de leurs études universitaires réalisent qu'ils sont en train d'écoeurer les travailleurs à qui ils veulent donner toute la facture »

Avec la collaboration de l'Agence QMI

• GhostRiderRun

La gratuité n'est que la solution de la réalité du problème pour le peuple québécois. Elle résoudra deux problèmes: celui de l'endettement et celui de l'accessibilité égalitaire à tous. Le prix de nos études nous le payons déjà par le prix de nos efforts à réussir nos études.

Le seul prestige que peut obtenir un étudiant c'est celui de dire qu'il a réussi ses études et non pas de dire qu'il est allé à Harvard.

Le réputé député libéral M. Coderre a admis lui-même lors d'une émission à Télé-Québec que la gratuité scolaire était la solution et que pour l'appliquer il faut du courage politique. bref, du courage politique M. Charest n'en a pas pour ce qui est du peuple, sa fin est proche maintenant qu'il a fait son show. (Modifié par l'auteur il y a 2 jour)

• ricov1952

Il n'y a rien de gratuit mon cher ami et je suis tanné de voir mon chèque de paie prendre une cure d'amaigrissement car ici les québécois aiment la gratuité par contre cette gratuité a un prix et c'est les contribuables et l'endettement qui paie tout ça.

J'ai travaillé comme plusieurs étudiants lorsque j'allais à l'université afin de payer mes études et j'en suis pas mort et ça fait de moi un travailleur et surtout ça fait de moi quelqu'un qui n'attend pas après les autres pour avoir ce que je veux. J'en suis fier. Ou est cette fierté de nos étudiants aujourd'hui ? Ils ont tout cru dans la bouche.

Par contre ils ont les moyens de perdre leurs études cette année ! Car une année de perdue c'est une année de moins de revenus de travail dans le futur. L'année de travail perdue a quelle valeur ?

Il faut s'ouvrir les yeux car n'importe quel imbécile qui sera au pouvoir ne pourra jamais faire plaisir aux enfants qâtés que sont les QUÉBÉCOIS.

Les gratuités ont un prix !

• uheep

ET vian!il est là le probleme;rien n'est gratuit.Si c'est gratuit pout un,ca veut dire que quelque part quelqu'un paie pour toi. Et ce quelqu'un au Québec c'est nous,les contribuables les plus taxés en Amérqieu du nord.

• GhostRiderRun

Effectivement il n'y a rien de gratuit mais on est pas obligé d'exploiter la jeunesse pour le prix des études. Déjà, ils achète à fort prix l'éducation qu'ils reçoivent par les efforts à étudier leurs études ce qui est en soi déjà un fort tribu à payer pour avoir un avenir.

Vous êtes tannés de payer et bien j'ai des petites nouvelles pour vous, vous aller payer

encore plus demain peut importe la raison qui vous fera payer encore plus car l'économie est déjà cernée et vous aussi.

• canadien123456

Moi je ne suis plus capable des entendres avec leur gratuité scolaire. J'ai payé et travaillé pendant mes études, j'en suis pas mort non plus. J'aime bien Mr Coderre mais la, il est dans le champ. J'en aurais long a dire.. mais j'ai pas le temps car je dois travailler, je suis pas en grève et j'ai pas les moyen de perdre une journée de salaire.

• GhostRiderRun

Les étudiants n'ont pas les moyens de perdre leur avenir non plus. De plus, ils n'ont pas tous la même capacité de travailler en même temps qu'ils font des études. Tant mieux pour vous si vous êtes plus fort qu'eux mais notre système d'éducation a besoin d'être rempé et sûrement pas avec Jean Charest.

• coutu_ju

J'en peux plus moi non plus de voir ma paye diminuer pour payer pour les autres...Je travaille comme une folle pour arriver à subvenir aux besoins de ma famille, payer mon hypothèque...Quand j'ai fait mon bacc, j'ai travaillé à temps partiel pour payer mes études...suis-je morte ? NON !!

Arrêtez de vous plaindre, quand on sait que vous ne payer que l'équivalent de 12% de votre diplôme, vous ne me faites pas pleurer...

• GhostRiderRun

Dans ce cas, mieux vaut pour vous de travailler moins et de vivre selon vos moyens au lieu de chialer et de vous répandre en plainte sur ce blogue de vos états d'âme.

Les systèmes changent et les valeurs collective aussi alors ils faut se battre car le gouvernement lui ne cédera pas. Mais les étudiants ont bien compris la leçon de M. Charest: Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais.

• Nous vaincrons !

• ricov1952

Vous ne travaillez sûrement pas et vous n'avez sûrement pas de famille a supporter pour dire autant de sottises.

Ce sont toujours les gens de votre genre que les gens comme nous prenons en pitié car vous avez tous l'air de faire pitié.

J'espère que Jean Charest vous tiennent tête car des égoïstes de votre genre nous en avons pas besoin.

Allez travaillez car si vous n'avez pas de forces c'est peut-être que vous ne faites que de l'exercices qu'avec vos pouces sur un clavier d'IPHONE.

Vous allez être le premier a CHIALER le jour que vous allez travailler et que vous allez

voir votre paie en prendre un dur coup. C'est vrai j'ai oublié c'est à cause de Charest si votre paie sera mangée de plus de la moitié à cause des GRATUITÉS.

Ou encore vous devez être du genre à travailler sous la table car vous ne voulez rien donner à ce gouvernement malade mais lorsque vient le temps de brailler pour avoir tout gratuit vous êtes les premiers à chialer. BANDE DE CHIALEUX.

Nous VAINQUERONS A BAS LES GRATUITÉS qui ont un vrai prix. Tanné de devoir travailler 2 fois plus fort pour faire vivre une bande de braillards.

- yo93
Ce n'est pas le bouchon qui est diabolique ni les étudiants mais plutôt les politiques du gouvernement Charest.

- Sara
Bien sûr,
Vous ne me ferez pas pleurer certain. Moi je me lève à chaque matin pour aller travailler, même si j'aime pas ça....je le fais parce que je dois PAYER tout le temps pour du monde comme vous. Je dois vivre! Ça m'écoeure de savoir qu'une partie de mon chèque de paie va à une bande de cabochons pareils...bloquer une voie rapide, wow, quelle bonne idée! En plus d'être très dangereux, c'est illégal et un manque de respect total envers le peuple à qui vous voulez refiler la facture! Si une ambulance avait eu besoin de passer hier matin, qu'est-ce qui se serait passé?! Chaque seconde compte dans des moments pareils!

De toute façon, après 33 ans de gel, faut arrêter de chialer! Dans un monde fantastique, avec des belles petites licornes et des arc-en-ciels, ça serait encore possible, mais un moment donné faut arrêter. En plus, il y a 10-15-20 ans, 2500\$ c'était pas mal plus d'argent qu'aujourd'hui! Vous ne faites pas pitié pour 5 cennes. Vous voulez écoeurer le gouvernement, mais vous NOUS écoeurer, nous, les travailleurs. Si vous voulez écoeurer le gouvernement, allez vous piquer des tentes devant le parlement à Québec pis restez donc là!!

Je suis d'accord qu'il y a de la « malgrance » dans les universités. Mais la solution, ce n'est pas de prendre la population en otage, ni de maintenir le gel des frais de scolarité! J'ai juste hâte que vous soyez assez écoeurés et en retard dans vos études que vous retourniez dans vos classes la queue entre les deux jambes. Je suis déjà taxée à 9,5% de tps, c'est en masse comme ça. J'ai tellement honte de faire partie de la même génération...Surtout quand j'entends des étudiants dire : « Nice! Une grève! J'vais pouvoir aller dans le sud! » Quand on sait que la moyenne des frais de scolarité au Canada avoisine les 6000\$, vous voir agir de la sorte est choquant! Il n'y a aucune excuse pour les actions que vous avez posées jusqu'à maintenant. En plus de vous mettre en danger vous-même, vous mettez la population en danger.

Plus vous vous entêtez, moins que la population et le gouvernement sont tolérants envers vous.

À bon entendeur (ou lecteur)
Signé une jeune travailleuse qui en a plein son « casse ».

ricov1952 [Réduire](#)

pas RAP comme disent les étudiants.

Ce n'est pas plus Charest ou Marois ou Coderre ou Legault qui vont changer quelques chose. Ce sont les payeurs de GRATUITÉS qui ont un mot à dire.

C'est rendu que celui qui paie toujours doit se la FERMER.

C'EST FINI CE TEMPS LÀ. Moi je ne me la FERME PLUS.

JE SUIS TANNÉ DE PAYER

J'ESPÈRE que CHAREST ne lâchera pas pour faire plaisir encore une fois aux gens qui tendent toujours la main et ce SANS FAIR LEUR PART

Tout les POLITIENS qui se présentent et qui vont offrir la lune gratuitement ne recevront pas mon vote. Par contre les politiciens qui vont se présenter en disant, retrouvons nos manches et regardons le MONSTRE que nous avons créer en donnant sur le dos des contribuables des GRATUITÉS et nettoions tout ça, LUI VA RECEVOIR MON VOTE.

Mais la population comme toi aime entendre qu'on lui donne mer et monde gratuitement !!!

Mais qui PAIE pour ça ? surement pas toi !

Pour une fois que Charest dit non aux bébé gâtés il se fait rendre dedans. Lâche pas Charest ne te laisse pas faire car mon chèque de paie est de plus en plus petit C'EST ASSEZ

JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Caricature, d'Ygreck – Jeudi 22 mars 2012



CANOE.CA: Manifestation: «Les puants de grévistes» sur le chemin du maire Stéphane Gendron – Mardi 20 mars 2012 14h43



© Agence QMI / Archives
Stéphane Gendron

Joëlle Girard, Agence QMI
MONTRÉAL - Le maire d'Huntingdon Stéphane Gendron estime que les étudiants qui ont bloqué le pont Champlain mardi matin sont des « puants de grévistes étudiants qui emmerdent le peuple au lieu de se fermer la boîte et étudier », alors qu'il avait lui-même usé d'une telle tactique en bloquant la route 138 en 2006 afin que le gouvernement verse de l'argent à sa municipalité. Coincé sur le pont Champlain, mardi matin, en raison du blocage effectué par des étudiants pour

dénoncer la hausse des droits de scolarité, le maire d'Huntingdon a exprimé sa colère sur sa page Facebook.

« Les tabarnaks d'étudiants. Les criss, ça va finir dans le sang un moment donné. Ils ne cessent de provoquer... Câlisse on veut aller travailler bande d'esties de puants sales. La bastonnade, c'est pour quand? » pouvait-on lire sur sa page, vers 8 h 30, alors qu'il se trouvait tout près de Longueuil.

Or, M. Gendron avait bloqué la route 138 durant toute une fin de semaine, en 2006, afin de dénoncer la lenteur du gouvernement à verser l'argent en provenance du Fonds d'intervention économique régionale (FIER) à la municipalité d'Huntingdon.

« J'ai mis des blocs de béton sur la route 138, en 2006, pour avoir l'aide du gouvernement, avait-il rappelé en entrevue en 2010. Le ministre Serge

Marcil m'a appelé pour me dire : "Qu'est-ce que t'as fait là?" J'ai dit : "Si Bécard (Claude) ne m'appelle pas, les blocs vont rester là". Bécard m'a appelé pour me dire : "On va t'aider". »

« J'avais du monde qui venait à mon bureau pour me dire qu'ils n'avaient plus d'argent pour manger ou qu'ils étaient au bord du suicide, avait-il renchéri. À un moment donné, il faut que tu brises la loi. »

Alors qu'en 2006, il avait fièrement bravé les policiers qui voulaient mettre fin à son blocus, M. Gendron croit aujourd'hui que l'armée devrait « frapper » contre « l'agression étudiante ».

« Charest doit prendre des mesures pour garantir l'accès aux ponts de Montréal : L'armée et la bastonnade pour les esties de morveux puants sales », a-t-il écrit alors qu'il était toujours bloqué dans le secteur de Longueuil.

« On prend en otage des populations? L'armée, et si on ne dégage pas : On frappe. C'est pas la violence. C'est l'état de droit contre la violence et les agressions étudiantes. Bande de caves... », a-t-il renchéri, alors qu'il était enfin arrivé à Outremont, vers 9 h 30.

« Les criss... »

« Les tabarnaks d'étudiants. Les criss, ça va finir dans le sang un moment donné. Ils ne cessent de provoquer... Câlisse on veut aller travailler bande d'esties de puants sales. La bastonnade, c'est pour quand? »



LEDEVOIR.COM: Beauchamp demande aux étudiants d'arrêter «d'écoœurer» les travailleurs - Des manifestants ont bloqué l'accès au pont Champlain ce matin - Mardi 20 mars, 14h39



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

La ministre Beauchamp a tenu des propos très durs à l'endroit de la faction étudiante militant en faveur de la gratuité scolaire. Ces derniers, a-t-elle dénoncé, sont en train «d'écoœurer les travailleurs» à qui ils veulent refiler «toute la facture» de leur séjour universitaire.

La Presse canadienne

Le gouvernement Charest a haussé le ton aujourd'hui contre les étudiants en grève alors que se radicalise le mouvement d'opposition à la hausse des droits de scolarité.

Le blocage du pont Champlain, sur la Rive-Sud de Montréal, en pleine heure de pointe ce matin a soulevé l'ire de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et de son collègue de la Sécurité publique, Robert Dutil.

Exaspérée par la tournure des événements, Mme Beauchamp a sommé les manifestants de cesser «d'écoœurer» les travailleurs qui assument l'essentiel des frais de scolarité au Québec.

«Il faut dire: "Ça suffit ce genre d'action". Les étudiants qui revendiquent la gratuité de leurs études universitaires doivent réaliser qu'ils sont en train d'écoœurer les travailleurs à qui ils veulent refiler toute la facture. Ça suffit, on ne peut plus se permettre ce genre d'action-là», a lancé la ministre, manifestement à bout de patience.

Ce geste d'éclat est non seulement illégal, mais dangereux et intolérable dans une société démocratique, a pour sa part soutenu le ministre Dutil.

«Bloquer un pont ou passent 200 000 automobilistes par jour et sur lequel les travailleurs passent pour aller gagner leur vie honorablement, c'est

inacceptable, cela l'a toujours été, et ça doit être tolérance zéro. Nous sommes dans une société démocratique où les problèmes ne se règlent pas de cette façon», a-t-il fait valoir.

Constats d'infraction

Les responsables du blocage du pont Champlain ont réussi leur coup d'éclat, mais ils devront payer la note: des constats d'infraction de 350 \$ plus des frais de 144 \$ leur ont été décernés.

La Sûreté du Québec (SQ) s'est montrée très ferme pour la suite des choses, prévenant que la police ne fera aucun compromis pour maintenir l'ordre sur les voies rapides. Il en va de la sécurité des usagers de la route et des manifestants, a déclaré le lieutenant Michel Brunet, de la SQ.

C'est un avertissement que l'on donne. Il n'y aura aucune tolérance pour quiconque voudra manifester sur des voies rapides», a-t-il averti.

L'autoroute 10, qui permet l'accès au pont Champlain depuis la Rive-Sud de Montréal, a été complètement bloquée pendant plusieurs minutes en début de journée, provoquant un important bouchon de circulation.

Des policiers de la Sûreté du Québec (SQ) se sont rendus sur place rapidement, mais ils n'ont procédé à aucune arrestation sur le tablier du pont ou sur les voies publiques. Les autorités ont plutôt choisi de patienter et ont attendu que les jeunes manifestants regagnent leurs autobus avant d'escorter les véhicules jusqu'au poste de police de Roussillon.

Des amendes totalisant 494 \$ seront décernées à un peu moins d'une centaine de personnes en vertu de l'article 500.1 du code de sécurité routière du Québec. Ce type de méfait lié au Code de la route n'est pas assorti à un dossier criminel.

Aussi près de Jacques-Cartier

Alors qu'une action spontanée s'est déroulée sur le pont Champlain, d'autres étudiants avaient opté pour une stratégie moins intrusive des axes routiers, sur le pont Jacques-Cartier.

Deux grandes bannières ont été déployées sur le terre-plein du pont, avec la collaboration des autorités, afin de sensibiliser la population à la cause des étudiants en grève. Les automobilistes étaient aussi invités à klaxonner pour l'éducation.

À Québec, quelques dizaines d'étudiants étaient rassemblées pour un «sit in» cet après-midi devant le Centre des congrès à l'occasion de la présentation du nouveau budget du gouvernement libéral.

Des manifestations étudiantes ont aussi eu lieu à Québec et en Outaouais. Depuis des semaines, les groupes étudiants multiplient les manifestations afin de dénoncer la hausse annoncée des droits de scolarité.

Ces droits seront augmentés de 325 \$ par année à compter de l'automne prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

Vos réactions

- Vincent Frappier - Inscrit, 20 mars 2012 14 h 06
Nous somme démocratiques

Il semblerait que Mme Beauchamp et son collègue Robert Dutil ne comprennent pas les principes d'une manifestation. Le but est de déanger, sinon ce ne serait pas un moyen de pression. Il est possible, par contre, d'être

pour ou contre le moyen de pression utilisé et alors de démontrer sont accord/désaccord. Mentionner que le coup d'éclat était "dangereux et intolérable dans une société démocratique" est définitivement la phrase la plus

- drôle que j'ai lu ce matin. Je rappelle à M. Dutil que le droit de rassemblement (de protestation) et un élément clé de toute société démocratique. Insinuer le contraire est le propre d'états autoritaires que, à ce que je sache, nous ne sommes pas.
- Je pourrais même rajouté que, sur ce commentaire : "Ces derniers, a-t-elle dénoncé, sont en train «d'écoeurer les travailleurs» à qui ils veulent refiler «toute la facture» de leur séjour universitaire." Mme Beauchamp oublie que les étudiants sont tous aussi travailleurs que n'importe quel autre citoyen québécois. Nous sommes tous citoyens du Québec et nous payons tous pour l'éducation de notre province. D'essayer de créer une guerre entre "EUX", les méchants étudiants et "NOUS" les bons travailleurs est d'une drôlerie. La santé intellectuelle du nation est l'affaire de tous.
- Louka Paradis – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 24
Tout à fait d'accord avec vous. De plus, je trouve que c'est un langage indigne d'une ministre. Elle se discrédite encore une fois.
 - Michel Richard – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 28
Vous faites erreur. Le droit de manifester, dans une société démocratique, c'est le droit de se faire entendre, c'est le droit de parler. Le droit de manifester n'englobe pas le droit de bloquer des routes. Absolument pas. Et je vois pas ce qu'il y a de drôle à se promener à pied sur une voie rapide. Ma mère m'a toujours enseigné que c'était dangereux d'aller jouer dans le trafic.
 - Finalement, que les étudiants soient travailleurs ou pas, ça ne change rien au fait qu'il est pas intelligent d'aller bloquer le pont Champlain en pleine heure de pointe. Si j'avais été dans le bouchon, je vous assure que j'aurais été pas mal écoeuré.
 - Samuel Croteau – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 30
Le droit de rassemblement en général : bien sûr. C'est la démocratie.
Le droit de rassemblement à l'entrée d'un pont en pleine heure de pointe : non. C'est une infraction au Code de la sécurité routière.
 - Filip Matzen – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 46
Manifestation: ""Rassemblement de personnes occupant un lieu et se comportant de façon à faire entendre leurs revendications aux autorités. Manifestation populaire, pacifique, silencieuse, ségrégationniste.""
Pourquoi dès que sa perturbe le fonctionnement "normal" de la société le gouvernement ce met en fureur mais quand il est question d'écouter le peuple c'est pas important.
C'est quoi que nous devons faire au nom de la démocratie pour faire entendre nos revendications et changer les choses dont la majorité souhaite si c'est pas de manifester?
Filip Delarocka, Ville de Québec
 - Vincent Frappier – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 37
@ M. Richard
Je comprends votre dégoût face aux désagréments causés par l'action des étudiants, qui ne serait pas fâché d'être coincé dans un bouchon? Je conduis, je sais ce que c'est. Tout de même : Manifester : Verbe Intransitif, Faire une manifestation, une démonstration collective sur la voie publique ; y participer. (Larousse en ligne)
Je crois bien que les routes sont voie publiques.
Et deuxièmement :
- Article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH)
1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.
Alors voilà. Il y a des manifestations pacifiques qui ne dérangent pas, et d'autres oui. Les deux restent un droit peu importe l'opinion qu'on leur porte. Et même si la DUDH n'est pas légalement obligatoire pour tous pays (et encore moins toute province), il n'empêche que la définition est là. Toute manifestation pacifique est un droit. Je garde mon opinion que M. Dutil était en tort des plus hilarant.
- Vincent Frappier – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 44
@ M. Croteau
Vous avez raison sur les deux points! L'existence d'une loi, tel celle que vous mentionnez, n'empêche pas l'existence du droit de manifester. Donc: les étudiants ont un droit de manifester, que ça dérange ou pas, et le gouvernement à le droit d'arrêter, lorsqu'une loi provinciale ou fédérale est brisée. Tout ceci est très démocratique. Le contraire, dire que manifester est "dangereux et intolérable dans une société démocratique"... et bien cela en dit long.
 - Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 08
L.M. Les droits des uns s'arrêtent là où commencent les droits des autres.
 - Michel Richard – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 17
@Vincent Frappier. Je parle au sens juridique, ou constitutionnel, ou au sens des "libertés publiques". De la même façon que des grévistes ont le droit de manifester devant le bureau ou l'usine de leur employeur, mais n'ont pas techniquement le droit d'en empêcher l'accès.
Une société démocratique est d'abord une société de lois. Avoir des lois écrites qui sont les mêmes pour tout le monde est la base de la démocratie. Ici, le code de la route prohibe spécifiquement le fait de bloquer une route lors d'une manifestation. Et j'ajoute: manifester à la sortie du Pont Jacques-Cartier, comme ce fut fait ce matin, c'est parfait. Bloquer le pont Champlain, ça ne fait pas partie du droit de manifester.
Et si la majorité est d'accord avec les étudiants, on aura un nouveau gouvernement après les prochaines élections, et la démocratie aura fait son oeuvre.
C'est trop facile, autrement, de clâmer que la majorité est avec soi, tout le monde le fait.
 - Samuel Croteau – Inscrit, 20 mars 2012 23 h 38
M. Frappier,
Merci pour votre intéressante réponse. En effet, je crois aussi qu'il y a une différence importante entre un droit et une loi.
Par contre, laissez-moi vous rappeler ce qu'a dit exactement le Ministre Béchard (tel que rapporté par Le Devoir, en tout cas) :
«Ce geste d'éclat est non seulement illégal, mais dangereux et intolérable dans une société démocratique».
Le «geste d'éclat» dont il est question ne ferait-il pas référence à la violation de la loi (ie bloquer une voie publique) plutôt qu'au droit général de rassemblement ? De manière plus générale, où doit-on tracer la limite entre une manifestation «pacifique» et une manifestation «qui dérange» ?
 - M. Mioclot – Inscrit, 23 mars 2012 10 h 26
Quand le gouvernement est illégitime, il n'y a plus de légitimité.
- Jonathan Lapointe – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 09
Les travailleurs, Mme Beauchamp, paient votre salaire et celui des autres ministres. Avec la hausse, ils devront payer plus pour leurs propres études (Oui oui, il y a beaucoup d'étudiants qui travaillent pour vivre et faire vivre leur famille) et pour les études de leurs enfants.
Vous avez été élue démocratiquement pour représenter le peuple. Il semble que vous auriez du avoir l'ouverture d'amorcer un dialogue. Je sais que ce n'est pas facile étant donné la position de certains représentants étudiants mais tout de même. Vous n'êtes maintenant pas mieux que le gouvernement à la Harper qui décide et n'écoute pas... C'est triste pour la démocratie. Svp ne venez pas faire de la démagogie après cela en faisant semblant qu'il n'y a pas d'argent ailleurs...
- Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 14
L.M. Le dialogue est une conversation entre deux ou plusieurs personnes. Quand on veut "dialoguer" avec l'autre pour lui signifier où prendre l'argent pour financer ses études, il s'agit de manipulation peut-être, de monologue, mais pas de dialogue.
 - G. Raymond – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 39
@ Lisa Moga:
Et quand on tance l'autre en leur faisant la leçon et en affirmant qu'il doit cesser d'"écoeurer", est-ce du dialogue?
Visiblemment, votre conception du dialogue est biaisée.
 - a x – Inscrit, 20 mars 2012 18 h 37
@Lise Moga
Vous en avez manqué un bout apparemment!
Depuis le mois de mars 2011 que les étudiants contestent cette nouvelle hausse et demandent à se faire entendre auprès du gouvernement qui n'a écouté partiellement que les groupes d'experts disant "une hausse c'est pas top, mais c'est ce que vous voulez alors allez-y" !
Depuis plus de 10, 20 ans les mouvements étudiants et d'autres experts non alignés avec les partis politiques produisent des mémoires et des études afin de trouver des solutions aux dépenses de plus en plus ridicules dans les universités. Celles-ci se retrouvent systématiquement sur des tablettes.
ON est juste PLUS CAPABLE d'être en désaccord sans déranger ceux qui ne veulent pas entendre!
 - Louka Paradis – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 11
Une alternative SVP
L'alternative que pourrait proposer Mme Beauchamp est le DIALOGUE, au lieu d'essayer de dresser les citoyens les uns contre les autres. «Diviser pour régner» : on sait par expérience que c'est un vieux principe très apprécié des Libéraux ; cependant, ce n'est pas une solution, ça mène plutôt à l'impasse. Une ministre incompétente et indigne de sa fonction.
 - Gilles Théberge – Abonné, 20 mars 2012 14 h 11
Sans tomber dans la vulgarité...
La ministre devrait peut-être s'interroger. Et si c'étaient les politiques du gouvernement auquel elle participe qui «écoeuraient» le monde ? !
J'ai eu des enfants qui ont fréquenté l'université. Ils n'ont pas eu de bourse mais des prêts tant que t'en veux. Ils, (et non le gouvernement) paient encore leur dette d'étude

- parce que la pensée magique de madame Beauchamp n'a pas d'effet sur les parents de ces enfants.
- Moi je pense que ce dont on est écoeurés, c'est des raisonnements abscons de la ministre, de son boss (qui s'en va bientôt faire une descente en parachute doré) et de ses chums de l'Institut économique de Mûrial. Libérons-nous des libéraux!
- Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 23
L.M. J'ai aidé mes jeunes à payer leurs études et leurs prêts dont les intérêts sont sujets à des retours d'impôt, ne sont pas si tragiques que ça. Cependant, ils n'ont pas mené une vie de pacha, pour aggraver la situation, que bien des contribuables fournissant plus de 85% des frais, ne peuvent se permettre.
 - Annie Claude Belisle – Abonné, 20 mars 2012 14 h 15
les étudiants sont des travailleurs et vice-versa
Madame Beauchamp, n'ayez crainte, je suis l'étudiante en grève, je suis aussi la travailleuse qui paiera des impôts toute sa vie, la "facture de mon séjour à l'Université". Je la paierai moi-même, des dizaines de fois. Je vous prie de cesser d'utiliser cette fausse distinction, nous sommes tous étudiants et travailleurs, à un moment ou l'autre de notre vie.
 - Gabrielle Palmieri – Abonnée, 20 mars 2012 14 h 15
Merci messieurs Frappier et Lapointe Des commentaires comme les vôtres me redonnent foi en l'humanité.
Mme Beauchamp devrait comprendre que NOUS sommes "écoeurés" d'hurler et de protester devant un gouvernement qui fait la sourde-oreille. J'espère que les usagers du pont comprendront que si nous en venons là, c'est que nous n'en pouvons plus de crier au centre ville, sans que personne n'y prête attention.
Je vous en supplie, avant de râler contre les étudiants, demandez-vous ce qui nous a poussé à commettre une telle action. C'est le découragement, l'épuisement.
Mais nous gardons en tête qu'un peuple uni jamais ne sera vaincu.
Avec nous dans la rue, citoyens!
 - 54lili – Inscrit, 20 mars 2012 17 h 01
Je serai là demain avec vous tous et beaucoup d'autres y seront aussi.
Vous n'êtes pas seuls.
Qui paie la rue, nous tous.
Alors à nous la rue !!
 - Maxime Massarotto – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 16
Action nuisible pour tout le monde
Cette manoeuvre des étudiants est désolante pour notre cause, j'ai déjà de la difficulté à faire raisonner les gens au-delà de leurs sentiments et de les amener à comprendre la légitimité de cette cause. Franchement, ça ne nous aide pas du tout, et par nous, j'entends toute la société.
Ensuite, quand la ministre parle que les étudiants veulent "refiler la facture" aux travailleurs, alors là, permettons-nous de regarder les choses en face.
En 2002, les diplômés universitaires formaient 16% de la population alors qu'il rapportaient 33% des recettes d'impôts sur le revenu et ne recevaient que 9% des transferts gouvernementaux aux particuliers (<http://www.quebec.ca/capres/Publications/FBM/Doc->, p. 337). Le ministère de l'éducation reconnaît lui-même qu'en ce moment,

- les universitaires représentent un investissement public moyen rapportant 8.5% et ce, en comptant même l'argent qu'ils ne paient pas en impôt pendant leurs études (<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/p> Autrement dit, pour chaque perte de tête universitaire moyenne, les contribuables essuient des pertes fiscales importantes. Et qu'on ne me fasse pas accroire que la hausse des frais de scolarité n'aura pas d'impact sur l'accessibilité: quand on parle d'accessibilité, on ne parle pas seulement de l'action d'entrer dans un programme universitaire mais aussi d'y persévérer. Et la persévérance universitaire est de l'ordre de 83%. Quand on demande aux 17% de "décocheurs" pourquoi ils arrêtent, autour de 40% d'entre eux disent qu'ils n'ont plus les moyens. Conséquence: des gens abandonnent une formation qu'ils ont et que nous contribuables avons payés dans le vide. Plusieurs doivent s'éterniser aux études à temps partiel pour arriver à joindre les deux bouts - autant de pertes fiscales qui sont encourues parce qu'ils travaillent à salaire total et horaire bien moindre que s'
- Horace Blunt – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 23
Excellent commentaire monsieur Massarotto. Très pertinent dans ce débat qui semble opposé économie et droits aux études.
 - Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 27
L.M. C'est gratuit au secondaire et ça ne les empêche pas de décrocher!
 - Samuel Croteau – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 17
Et les fédérations étudiantes ?
A-t-on entendu des fédérations étudiantes (CLASSE, FEUQ, FECQ) dénoncer ce geste ? Si oui, m'en informer s'il-vous-plaît, hyperlien à l'appui.
Sinon, je crois que l'adage «qui ne dit mot consent» s'applique bien à la situation. Souvenez-vous qu'à Tout le monde en parle, il y a quelques semaines, Gabriel Nadeau-Dubois avait refusé de condamner les gestes de violence posés par les étudiants, sous prétexte «qu'ils n'ont pas à décider de ce qui est bien ou pas». Drôle d'argument, si vous voulez mon avis. Ils ne sont pas supposés représenter les étudiants ? Une fédération ne peut pas expulser ou réprimer les associations qui en sont membres ?
M. Nadeau-Dubois, ce même qui a mené l'intrusion dans le bureau de circonscription de Line Beauchamp, nous a d'ailleurs prévenu qu'il y aurait d'autres «perturbations économiques» à venir.
Ce cautionnement de la violence représente selon moi la plus grosse lacune du mouvement étudiant, ce qui leur fait perdre le plus de crédibilité et de potentiel de négociation. La deuxième serait la ridicule démonisation du gouvernement Charest.
 - Samuel Croteau, Étudiant «aux études»
Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 29
L.M. Bien dit!
 - Louise Lanctôt – Abonné, 20 mars 2012 14 h 18
Séjour universitaire
Je ne retiens de son exaspération que l'identification des études comme «un séjour universitaire», comme si l'éducation supérieure relevait de la période de vacances!!!
La Ministre et son gouvernement refilent aux étudiants, à leurs parents et à tous les travailleurs la facture des exonérations fiscales, des abris fiscaux, des subventions aux compagnies et aux minières. D'une société du Savoir, comme on le proposait il y a quelques années, on en est revenu à une so-

- ciété de «cheap labor» pour satisfaire les entreprises, les banques, les minières. On veut une société bête, laissée aux seules élites capables de payer les études, comme avant les années soixante. Quelle aberration! Si la Ministre est exaspérée, la population l'est tout autant du gouvernement Charest.
- André Lajoie – Abonné, 20 mars 2012 14 h 22
Écoeurer les travailleurs?
Votre gouvernement le fait très bien merci. Et qui croyez-vous va la payer votre augmentation, les étudiants? hahahaha...
 - forgetsteve21 – Abonné, 20 mars 2012 14 h 25
Ne lâcher pas Mme Beauchamp
Mme Beauchamp, ne cédez pas devant la pression des étudiants. Je suis du côté du gouvernement dans ce dossier-ci (et j'ai pourtant été souvent contre votre gouvernement. Ceux qui pensent comme moi commencent à s'exprimer aujourd'hui, les étudiants les poussent à bout.
 - Jean Peupu – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 28
et le peuple lui!!
le peuple est écoeuré de votre gouvernement qui ne sait que faire de notre opinion et qui tape toujours sur le même clou ...depuis 2003 le Québec s'en va dans le trou grâce à votre réingénierie
 - Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 08 h 47
Les contribuables sont surtout écoeurés de travailler 6 mois par année pour payer des "avantages" trop dispendieux pour notre capacité de payer. 40% de la population ne paient pas d'impôt... donc, ils rebrésistent les 2/3 de nos efforts de support social. C'est assez!
 - Airdutemps – Inscrite, 20 mars 2012 14 h 34
Langage populaire
On s'attendrait à un langage un peu plus policé de la part d'une ministre de l'Éducation. La vulgarité n'est pas de mise même dans des circonstances difficiles.
 - pinaute – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 35
trouver du fric
chers ministres et députés libéraux vous avez un si grand talent pour trouver des fonds pour votre caisse électorale. Aux mêmes sources y en aurait ti un peu aussi pour nos étudiants.
 - Nicole Moreau – Inscrite, 20 mars 2012 14 h 49
Les étudiants ont aussi des alliés dans la société civile
Si madame Beauchamp n'a pas vu que plusieurs parents, des professeurs et d'autres, ont pris position en faveur des étudiants. La police est payée pour assurer la sécurité en cas de manifestation. Pour quelle raison ne pas la laisser faire, dans ce cas précis, sans en ajouter? Le message que je reçois, c'est le suivant, il n'est pas question d'ouvrir sur quelque sujet que ce soit, c'est réglé, rentrez à l'université. Pourtant, il me semble qu'en politique, une des premières leçons qu'on est supposé apprendre, c'est qu'il ne faut pas faire perdre la face à un adversaire, sans ça, les positions risquent de se durcir davantage. Apostropher les étudiants de la manière dont c'est rapporté fait montre de l'impossibilité du dialogue.
 - Nicole Lamarre – Inscrit, 20 mars 2012 14 h 53
Mme Beauchamp
Je trouve votre discours tellement vide. Vous n'avez même pas le courage de rencontrer les représentants étudiants. S'il y a dégradation de la situation vous l'aurez provoquée.
 - Portage – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 23

- La vraie vie
Pour une fois je suis d'accord avec La ministre. Nous, les contribuables paient environ 85% de votre éducation. C'est assez. Arrêtez de pleurer gros bébés et retourner en classe.
- G. Raymond – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 42
Vos propos sont inqualifiables car ils ridiculisent des citoyens qui veulent le respect de leurs droits.
Dans "la vraie vie", le respect est une condition essentielle au fonctionnement de toute société. Si vous n'êtes pas capable de respect, ne vous attendez pas à ce que l'on vous respecte en retour. Et, dans votre cas, ne vous attendez pas à ce que ces futurs contribuables payent pour vos services.
 - Portage – Inscrit, 20 mars 2012 21 h 47
G. Raymond,
Je préfère de ne pas compter sur la société pour payer mes frais ou mes factures. Ce n'est pas la responsabilité des autres. J'économise mon argent, j'ai économisé pour l'éducation de mes enfants depuis leur naissance, je n'ai pas de iPhone ni de iPad. Ce sont MES choix, ce sont MES responsabilités. C'est les élèves devraient montrer un peu de respect envers les gens qui vont travailler, ou qui vont chercher leurs enfants à la garderie. Ils ont des droits eux aussi.
 - G. Raymond – Inscrit, 21 mars 2012 07 h 53
@ Portage.
Je résume vos propos: Me, Myself, and I. Encore une fois, c'est irrecevable.
Quand vous vous rendez compte que vous vivez en société, et qu'en société d'autres citoyens ont aussi leurs propres conceptions de la responsabilité (collective cette fois) sans que vous les discrétiez sous le prétexte fallacieux qu'ils ont des iPhones et des iPads, vos propos pourront être dignes de respect. À ce moment-là, je vous considérerai comme une personne apte au dialogue et non à l'invective.
 - Portage – Inscrit, 21 mars 2012 11 h 29
Oui, je vis dans une société où les gens doivent prendre soin d'eux-mêmes et ne pas toujours vouloir que tout soit servi sur un plateau d'or.
Ce sont les manifestants qui veulent tout, I want, I want, I want, more, more, more. Qu'ils paient 12 ou 15 pourcent de leur éducation n'est pas suffisant? Nous avons déjà investi beaucoup dans l'éducation. C'est pourquoi nous payons les plus faibles taux de scolarité en Amérique du Nord et pourquoi nous payons les impôts les plus élevés. Ne sommes nous pas déjà endettés? Combien maintenant au Québec, 145 milliards, et cela parce'on veut que tout soit "gratuit!
Finalement, les manifestants n'ont pas le droit d'endommager la propriété publique, ou est le respect ?
 - G. Raymond – Inscrit, 21 mars 2012 13 h 56
@ Portage.
Avez-vous pris la peine d'écouter leurs revendications? Nul part il est question d' "I want, I want, I want, more, more, more". Ces étudiants plaident pour l'accessibilité aux études, que la hausse va réduire fortement. 7 000 étudiants de moins aux études l'année prochaine, c'est 7 000 contribuables qui ne pourront pas gagner un salaire correspondant à des études universitaires, dont un manque à gagner en termes de taxes et d'impôts. Et ne me sortez pas l'argument fallacieux des "chômeurs instruits": lorsque l'on a des études supérieures, on est plus équipé pour s'intégrer de nouveau au marché du travail. Ce sont les décrocheurs que l'on re-
- trouve le plus dans le groupe des sans-emplois.
Pourquoi le gouvernement de Dalton McGuinty en Ontario veut maintenant réduire les droits de scolarité universitaires? C'est que ce gouvernement voit les impacts sur l'accessibilité aux études supérieures et sur la croissance économique à long terme. Si nous voulons payer cette fameuse dette, c'est en misant sur ces citoyens instruits que nous le pourrons. Pas en les endettant davantage.
Je ne suis pas d'accord avec le fait d'endommager la propriété publique. Toutefois, si nous respectons la dignité des citoyens au lieu de les traiter comme des enfants gâtés, ils n'agiront pas comme des enfants gâtés.
Daniel Savard – Inscrit, 24 mars 2012 06 h 47
@Portage,
on respire par le nez, dans cinq ans, les revenus des hausses représenteront 200 millions de dollars, nous ne parlons pas de milliards là! Dans son budget Raymond Bachand distribue à des amis à la ronde 211 millions de dollars, dont 26 millions à l'Oratoire St-Joseph. L'argent est là, c'est juste que le PLQ a décidé d'arroser les amis avec cet argent-là au lieu de le mettre là où il devrait aller. Pensez que nous payons près de 30% trop cher nos infrastructures routières qui se chiffre annuellement à des milliards de dollars. Cessez de nous prendre pour des imbéciles, la hausse n'est absolument pas justifiée.
Qui accepterait une hausse de 75% de son loyer, du prix de l'essence, de sa facture de téléphone, de l'électricité, de l'épicerie, du billet d'autobus? Sortez-vous la tête du sable, cette hausse est inacceptable, point!
Signé un père de famille avec deux enfants ADULTES à l'université.
D. Savard
• Claude Kamps – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 28
Lors du barrage du pont Mercier
Les gens de Kanesatake ont ils eux des contraventions à payer?
Toutes ces augmentations de frais, de taxes, etc sont payer par tout le monde pauvre ou riche. Pensez vous cher madame la ministre qui attend avec impatience une pension 5 x plus grosse que la moyenne des gens gagne, qu'avec 60.000.00 par an pour une famille de 3 enfants c'est être riche???
- Qui écoere vraiment les travailleurs?
Avec votre appui éhonté à Rio Tinto Alcan dans le bras de fer qui l'oppose aux travailleurs d'Alma, avec vos subventions généreuses aux entreprises étrangères qui empochent les profits et qui repartent avec la caisse quand ça ne fait plus leur affaire, avec vos pratiques douteuses avec les amis du régime et le monde interlope présent dans certains secteurs d'activités, et j'en passe, Madame Beauchamp, c'est votre gouvernement qui écoere les travailleurs, étudiants compris (car ils sont près de 70% à travailler plus de vingt heure semaines). Si la démocratie parlait vraiment, vous seriez tous sur le carreau, Madame la ministre, tous autant que vous êtes au Conseil des ministres.
- Claude Simard – Abonné, 20 mars 2012 15 h 37
Aux étudiants ...

Allez grossir les manifestants travailleurs de chez AVEOS , la ministre sera bouche-bée...
Michelle Bergeron – Abonné, 20 mars 2012 15 h 45
Bon pour pitou bon pour minou
Madame Beauchamps elle n'écoere pas les étudiants? avec une hausse aussi grande sans aucune considération à discuter avec eux.
Ceci ne devrait pas être une grève d'étudiant mais plutôt avec parents car ce sont eux qui sont acculer au pied du mur. Cette classe de cochon payeur et oui la classe moyenne et basse moyenne.
Quand on pense qu'un revenu de 60000 brut vos enfants n'auront droit à aucune bourse CEGEP et université car on estime que le parent peut payer 6000/an pour chaque enfant alors payer un deux trois appartements souvent dans des villes différentes n'est plus possible pour cette classe qui pourtant paye en masse la part de taxe. Personne ne questionne les dépenses de ces gros gestionnaires que le béton les appels comme le miel pour les abeilles.
Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 20 h 10
L.M. C'est certain que si les parents ne prévoient pas que leur jeune va se rendre à l'université et qu'ils ne mettent pas graduellement de côté les économies pour lui aider, la situation va être désastreuse.
- François Le Blanc – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 45
En tant que travailleur
En tant que travailleur, je ne suis nullement « écoeuré » par les étudiants.
Ils ont plus de courage et de maturité que n'en auront jamais les commentateurs qui les intimement de retourner en classe.
- Pierre Carpentier – Abonné, 20 mars 2012 15 h 50
La démocratie se doit déranger
En effet, si l'exercice de la démocratie n'avait jamais été dérangé au Québec, nous n'aurions jamais obtenu de meilleures conditions de travail pour les femmes, les hommes et les étudiants et étudiants. Mais surtout, nous n'aurions jamais pu bâtir la société actuelle où jeunes et moins jeunes revendiquent le droit à des études supérieures sans avoir à supporter le discours démagogique d'une ministre qui n'est même pas capable de s'asseoir et de parler avec des jeunes, des jeunes qui tiennent un discours des plus structurés et rigoureux, des jeunes qui expriment une vision de la société qui rejoint celle des filles et des garçons de toutes les régions du Québec qui voulaient avoir accès aux études dans les années 60. Ce ne sont pas les travailleuses et travailleurs qui sont pris en otage cette fois, mais ces jeunes qui doivent être traités avec respect de la part du gouvernement. Je ne répéterai les positions défendues par Mme Lanctôt, MM. Frappier, Lapointe et plusieurs autres, mais j'abonde exactement dans le même sens. Il n'est pas vrai que maintenant que je suis une grand-maman je vais accepter qu'on humilie celles et ceux qui forment avec nous le Québec d'aujourd'hui et de demain.
Oui, Gabrielle, avec vous dans la rue pour contrer l'approche mercantile et vénale de ce gouvernement en matière d'éducation!
Monique Bisson
• Pierre Carpentier – Abonné, 20 mars 2012 17 h 13
Je suis tout à fait d'accord avec vos propos
Mme Bisson.
Pierre Carpentier
• Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 06 h 41

- L.M. Une démocratie peut se transformer en dictature!
- Killian Meilleur – Inscrit, 21 mars 2012 15 h 59
Surtout, surtout à partir du moment où les dirigeants se mettent à représenter les intérêts du peuple pour avantager les compagnies privées tout en se fermant totalement à la possibilité de discuter de leur position avec ledit peuple.
Rappelez-vous que Bachand se vante de vivre dans une des provinces qui taxe et impose le moins les compagnies, alors qu'il nous force tous à nous serrer la ceinture (400\$ pour la santé, frais d'éducation)...
Il y a d'autres options moins socialement destructives que la hausse des frais, mais Lili (qu'elle soit à jamais tutoyée) a carrément barré des possibilités de la présente situation une ouverture au dialogue.
Et ça, un gouvernement qui refuse de se justifier, c'est totalement à l'opposé de la démocratie.
 - Daniel Savard – Inscrit, 24 mars 2012 06 h 50
@Lise Moga,
en effet, c'est d'ailleurs la tendance au PLQ et au gouvernement actuellement. Une des caractéristiques d'une dictature c'est de refuser tout dialogue, ce que fait exactement le PLQ dans plusieurs dossiers incluant celui de la hausse des frais de scolarité et celui des enquêtes publiques sur la construction. Regardez-vous dans le miroir SVP avant d'ouvrir votre clavier.
 - Philippe D. Cote – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 53
Parlant des travailleurs
Message à nous les travailleurs qui appuient le mouvement contre la hausse, voici un groupe Facebook:
<http://www.facebook.com/EntreprisesContreLaHausse>
 - Sylvain Auclair – Abonné, 20 mars 2012 15 h 56
Quelques minutes de retard
Et combien d'heures devrai-je travailler pour payer les 10 000\$ supplémentaires que vous me demander pour les bacs de mes deux enfants? Alors, 15 ou 30 minutes de retard, ce n'est pas trop grave.
 - Yves Claudé – Inscrit, 20 mars 2012 15 h 57
Le sens des responsabilités ...
Les étudiants ont à faire preuve d'un sens des responsabilités, s'ils veulent avoir l'appui de la population. Malheureusement, la direction d'une partie du mouvement étudiant, la CLASSE, a donné un très mauvais exemple en appelant ses membres à participer au carnaval antipolicier, alias "festival des casseurs", du 15 mars dernier. Il semble que la direction de ce regroupement ne soit pas à même de reconnaître cette erreur et de corriger la situation.
Yves Claudé
 - Discret – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 01
Cynisme méprisant
C'est vous, Mme Beauchamp, M. Charest, M. Bachand, qui écoeurez les travailleurs, pas les étudiants.
Comment osez-vous même prononcer le mot «démocratie», vous qui écrasez sous votre botté droitière au service du big business les intérêts économiques et les aspirations au bonheur et à la justice de tout un peuple?
Votre cynisme touche à sa fin.
 - Yves Claudé – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 07
Suite: manifestants pris en otage ... ?
Il semble que les manifestants aient été pris en otage : les étudiants qui ont fait le blo-
- quage du pont n'auraient pas été informés à l'avance (avant de monter dans leur autobus...) du type d'action auquel ils allaient participer ! Si c'est le cas, selon les informations actuellement disponibles, cela ressemble fâcheusement aux méthodes du carnavale antipolicier.
Les mouvements qui revendiquent la démocratie ne peuvent se soustraire aux principes de cette valeur dans leur fonctionnement interne !
Yves Claudé
- Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 08 h 50
L.M. Ils ne savaient pas ce qu'ils allaient faire! Ouf!
 - Francis Robillard – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 12
Plaît-il
Il ne faut pas s'en faire, les libéraux n'en n'ont plus pour longtemps à nous écoeurer.
Pour le mouvement des étudiants il faut passer à l'offensive et exiger des engagements claires de l'opposition pour établir la gratuité scolaire pour tout les québécois qui ont au moins un parent né au Québec et un remboursement pour ceux qui font leurs études ici et vont travailler ailleurs.
Le manque de courage et la tromperie des libéraux ne doit pas nous faire oublier qu'il y a des milliardiers qui ne servent à personne d'autres qu'à leurs amis avant de priver la classe moyenne de tout dont des études supérieures.
Pour les universités, laisser donc tomber les services à la vie étudiantes boulimiques (souvent la 2e dépenses après le salaire des profs et redonnez le contrôle aux étudiants qui voteront pour les services qu'ils souhaitent payer avec leurs cotisations.
 - Leys – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 12
Révolution culturelle
M. Bachand n'a-t-il pas récemment parlé de "révolution culturelle" ? C'est fort à propos car c'est bel et bien le langage de la révolution culturelle chinoise auquel a ici recours la ministre Beauchamp... Si elle était au fédéral, elle pourrait envoyer l'armée pour mater les étudiants... Elle pourrait même envoyer ceux-ci travailler dans les champs une couple d'années...
 - Karl Jarry – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 46
Divide et impera
Diviser pour mieux régner. Un précepte que Machiavel a popularisé il y a de cela quelques années... Bon nombre de chefs politiques ont trop souvent utilisé cette tactique pour arriver soi, à défaire des gouvernements, briser une révolution populaire ou tout simplement conserver le pouvoir. Mme. Beauchamp essaie de diviser la population sur un enjeu qui concerne toute la société québécoise, l'éducation. N'y a-t-il rien de plus nécessaire que l'instruction d'un peuple pour pouvoir aspirer à un futur meilleur, innover, transformer le rêve en réalité?
Tous, peu importe la classe sociale dont ils proviennent, doivent avoir un accès égal à une éducation de qualité afin de faire grandir tout les membres d'une société. En l'absence d'un quelconque début de dialogue avec les étudiants, la ministre laisse le temps passer, laisse le sel faire son oeuvre dans les plaies ouvertes de bon nombre de citoyens. L'étudiant est un citoyen à part entière, il travaille, paie des taxes, il contribue lui aussi, du mieux de ses capacités, à financer l'état. Nous travaillons pour tout le monde et nous étudions pour le bien-être et la prospérité de la société en même temps.
- Manifestations après manifestations, la ministre reste de glace et laisse la population se déchirer entre eux. Je ne suis pas pour ce type de manifestation et je crois qu'il y a des moyens beaucoup plus civilisés pour se faire entendre, mais je ne crois pas que nos cris se rendent, les excavatrices du Plan Nord font beaucoup trop de bruit. La liberté des uns s'arrête où celle des autres commence. En ce sens, je crois que la ministre se doit, de part son rôle de représentante du peuple, écouter ce que les gens ont à dire.
À bon entendeur,
Karl Jarry, étudiant qui n'est malheureusement pas en grève de l'école des sciences de la gestion de l'UQAM.
- Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 20 h 23
L.M. Mme Beauchamp écoute les 50% de la population qui sont pour la hausse des frais de scolarité et les 79% qui ne veulent pas que l'on vienne piger dans leurs poches pour améliorer la qualité des universités.
 - Karl Jarry – Inscrit, 20 mars 2012 22 h 56
Mme. Moga, 129% de la population me semble un peu exagéré comme statistique. Il faut prendre en compte que les 79% du total auquel vous faites allusion ne connaissent pas toutes les options qui s'offrent à eux, quand vient le temps de trouver des fonds publics et de distribuer l'argent qui aura été perçu à même leurs poches. L'argent est là, mais il est drôlement mal distribué et administré. Je suis persuadé que vous comprenez que le 79% ne peuvent pas tous être mis dans le même panier.
Ce n'est pas parce que quelqu'un ne se mobilise pas directement en tant que manifestant qu'il n'est pas en accord avec l'idéologie derrière un mouvement. Bon nombre de gens doivent travailler, faire vivre leur familles, ÉTUDIER par exemple. Il est drôle de voir comment la façon de penser des gens évolue avec le temps.
Il n'y a pas 6 mois de cela, lors d'une de vos toujours pertinentes interventions, vous mentionniez, à l'annonce de la commission Charbonneau que: «Serait-ce que de soudoyer mon syndicat pour asservir, livrer ses membres à une idéologie que tous ne partagent pas, serait un grave accroc à la démocratie plus grave que "CE QUE L'ON OBSERVE CHEZ L'ADVERSAIRE"?»
Mme. Moga, sans animosité, je trouve que vous faites preuve de mauvaise foi dans ce dossier et qu'il serait important de réellement écouter les gens concernés, c'est-à-dire toute la société, ne serait-ce que pour les écouter et pour ouvrir un débat social, publique, nécessaire et pertinent sur la question de fond qui est: Où voulons-nous que nos fonds soient investis? Les minières du Plan Nord et les entreprises ou la future vache à lait du Québec qui est présentement assise sur les bancs d'école. Mille excuses, j'oubliais aussi toute la génération d'après aussi...
 - Y Gody – Inscrit, 20 mars 2012 16 h 53
De même
Mme Beauchamp faite donc de même vous et votre parti cessent d'écoeurer le peuple.
 - France Marcotte – Abonnée, 20 mars 2012 17 h 03
Monter le ton à mesure que monte la mobilisation
Opposer les étudiants aux travailleurs...voilà donc la stratégie. Mangez-vous entre vous les gueux!
Mais au fond, madame, les deux ont plutôt un problème commun: vous et votre gouvernement.

- Ils ne s'opposent pas, ils sont côte à côte, de plus en plus.
Et vous, vous servez un triste maître.
- Maco – Abonné, 20 mars 2012 17 h 03
Madame la ministre
Cessez d'écooeurer les travailleurs avec vos sophismes.
 - NiDieuNiMaitre – Inscrit, 20 mars 2012 17 h 15
C'est don épouvantable
Quelques étudiants «écooeurent» quelques travailleurs et la ministre est toute retournée. Mais une ministre qui écooeure des centaines de milliers d'étudiants et de parents de la classe moyenne, ça c'est pas grave. C'est bien beau l'idéologie conservatrice de la réduction de l'état et l'utilisateur-payeur mais pourquoi je dois payer 200\$ de taxe santé si je ne suis pas malade? Pourquoi mes impôts financent les pétrolières si je n'ai pas d'auto? Pourquoi je subventionnerais des minières si ça me donne pas de job ou si je ne suis pas au parti libéral? Pourquoi on restreint mes services et on me surtaxe tout en sachant que tout ce qu'on fait en mon nom est taxé par la mafia et les corporations? pourquoi faire cracher les étudiants quand l'argent est dilapidé dans et pour les hautes sphères de l'administration?
 - Lise Moga – Inscrit, 20 mars 2012 20 h 32
L.M. "... mais pourquoi je dois payer 200\$ de taxe santé si je ne suis pas malade?" Ça, c'est comme avec une assurance, c'est mieux de payer pour rien que de passer au feu...
 - Daniel Savard – Inscrit, 24 mars 2012 07 h 00
@Lise Moga
êtes-vous bien certaine que vous comprenez comment ça fonctionne au Québec? Nous payons déjà l'assurance-maladie au Québec. Nous payons depuis des décennies cette assurance, ce n'est que récemment que le gouvernement a trouvé le moyen d'y ajouter des frais en double.
 - Yves Claudé – Inscrit, 20 mars 2012 18 h 22
Diviser pour régner!
Il est évident que pour un pouvoir qui représente une minorité dominante et possédante, il importe de diviser pour régner. C'est pourquoi un sens élémentaire d'une responsabilité et d'une éthique sociales commande de ne pas contribuer à cette division. C'est pourtant ce que semble faire la CLASSE, si c'est bien elle qui a organisé (avec un ou plusieurs autobus...) l'action de blocage du pont Champlain à l'encontre de citoyens se rendant à leur travail.
Certaines délégations ou directions étudiantes semblent inspirées par une pensée "anarchiste" mal comprise qui se démarque passablement de ce qui pourrait être une pensée libertaire authentique, laquelle proclamait d'ailleurs: «À bas le désordre, vive l'Anarchie!». Le mouvement étudiant aurait intérêt à prendre radicalement ses distances avec un anarcho-stalinisme socialement irresponsable et intégralement antidémocratique!
 - Yves Claudé
hugues2 – Inscrit, 20 mars 2012 18 h 34
C'est odieux d'entendre la ministre parler ainsi
Elle dit que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture, j'en reviens pas de l'entendre parler ainsi, alors que ce gouvernement taxe l'éducation comme une vulgaire marchandise.
J'ai honte de cette ministre, en plus de personnaliser le débat, de refuser toute forme de négociation, elle leur fait porter l'odieux de son manque de courage et d'ouverture.
Si vous ne pouvez passer outre vos frustrations personnelles, démissionnez madame!
 - Roland Berger – Abonné, 20 mars 2012 22 h 10
Écooeurer la classe moyenne
Madame Beauchamp et son patron peuvent écooeurer la classe moyenne à volonté, comme vient de l'illustrer le ministre des Finances du gouvernement libéral-conservateur.
Roland Berger
claude landry – Inscrit, 20 mars 2012 22 h 27
Qui a donc à coeur le salut de ce peuple!
Curieusement les étudiants sont aussi des travailleurs et des payeurs de taxe. On dit aussi que les étudiants on tous des chars, ce sont donc aussi des automobilistes. Voilà une catégorie de citoyens bien en vue (on parle d'eux tous les matins) les automobilistes. Mais dans la vie on peut être automobiliste, étudiant, payeur de taxe, cycliste et piéton tout à la fois. Quel est donc cette réthorique, issue directement des radio populistes madame la ministre? Avant d'être automobiliste, étudiant, cycliste etc on est citoyen c'est ce qui nous définit comme être politique. Les radio populistes font grand cas de ces interruptions de service des automobilistes et la ministre en remet mais elle n'est pas animatrice de radio populiste mais ministre de ce gouvernement qui pour ma part m'a obligé à descendre maintes fois dans la rue. Le printemps étudiant un vent de fraîcheur! La circulation des automobiliste perturbés c'est plutôt divertissant, cela change du ronron quotidien. (mais oui il faut aller travailler et l'augmentation des frais de scolarité fera en sorte que les étudiants travailleront encore plus et payeront plus de taxe - mais n'auraont pas de plus gros chars) Les étudiants ont compris le fonctionnement de nos bon médias. Ce n'est pas ce que l'on dit qui compte mais si on perturbe ces payeurs de taxe que sont les automobilistes qui sont aussi des citoyens, des étudiants, des travailleurs qui font leur juste part pour foutre le bordel. Bravo!
 - Madeleine Chandonet – Abonnée, 20 mars 2012 22 h 33
L'Éducation: une valeur prioritaire
Madame la ministre, si vous avez à coeur votre ministère. Si vous faites de l'éducation une priorité. Cela devrait se refléter dans les actions que vous devrez poser pour régler la grève des étudiants.
Alors rencontrez les étudiants et communiquez leurs vôtres intérêt pour qu'ils réussissent leurs études. Soyez créative et trouvez une solution pour éviter le pire .
QUI SEME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE.
 - Rémi Saint-Pierre – Abonné, 20 mars 2012 22 h 37
Petites mises au point sur la démocratie, le droit de manifester, et la société
Je trouve drôle d'un sens, que l'on dise que les manifestants ne devraient pas déranger les travailleurs. D'abord, parce qu'il n'y a aucune distinction entre les 2, ceux bloqués dans le trafics ayant fort probablement, pour la majorité, étudié, et que les étudiants étudient pour travailler. Mais au delà de ça, c'est l'idée qu'il ne faudrait pas que ça dérange qui m'irrite.
Le gouvernement et certaines personnes s'étant exprimés ici semble considérer la grève actuelle comme si elle opposait les étudiants à leurs universités respective. En quel cas, tel lors d'un conflit syndical, le but de la grève serait de nuire à l'activité de l'entreprise en conflit, donc se serait de chaque université.
Mais ici, il s'agit d'une mesure gouvernementale, donc conséquemment, elle oppose les étudiants à la société. On clame haut et fort la démocratie comme argument pour tenter de délégitimer le dérangement que provoquent les étudiants. Si nous sommes en démocratie, alors c'est le peuple représenté qui est en conflit, et par le principe même de la démocratie, c'est envers lui que le mécontentement doit s'exprimer. Le peuple est responsable de ceux pour qui il vote.
De plus, si le mouvement étudiant, en grand nombre, débarque à l'Assemblée Nationale ou dans les bureaux même de la ministre Beauchamps, nous savons pertinamment que les forces de l'ordre appliquerons la violence pour les déloger. Parce que 250 000 personnes contre une seule personne ou contre une certaine sera jugé trop incontrôlable et dangereux. Faute de déranger les représentants, qui, tout le monde le sait, s'en foute mais royalement (à ne pas prendre au sens figuré), il reste l'ensemble des individus démocratiquement supposés responsables.
Nous ne sommes pas, je le redit, dans une position des étudiants contre les universités, mais des étudiants contre le choix faussement dit démocratique du gouvernement en place. Si, tel que le dit la ministre, les "
 - Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 14 h 10
L.M. Diminuer la part d'un privilège, ce n'est pas antidémocratique. 79% des gens ne veulent pas se faire faire les poches pour que votre contribution soit moindre.
 - Daniel Savard – Inscrit, 24 mars 2012 07 h 07
@Lise Moga,
le budget Bachand prévoit plus de 25 millions à l'Oratoire St-Joseph, ça, ça s'appelle se faire faire les poches. Payer pour l'éducation, c'est prendre en charge l'avenir de notre société. Je n'en ai rien à foutre de l'Oratoire St-Joseph. Et Bachand distribue comme ça 211 millions de nos dollars dans son budget. Vous, est-ce que vous savez combien rapporteront dans cinq ans les hausses? 200 millions qu'elles rapporteront. Et de ce 200 millions, 100 millions ira pour aider les plus démunis à payer pour les hausses en bonifiant le régime des prêts et bourses. L'argent il est déjà là et il sera dépensé à l'Oratoire St-Joseph. Mes taxes serviront à rénover un lieu de culte. Le gouvernement peut facilement annuler les hausses sans augmenter les impôts. Et là, nous ne parlons même pas de ce 35% de trop que nous payons pour nos routes et pour remplir les poches des mafieux. Si vous voulez réduire les impôts, battez-vous pour les bonnes causes et lâchez les étudiants. Le gros de la cagnotte, ce ne sont pas les étudiants qui la mette dans leurs poches contrairement à ce que vous semblez penser.
 - Slo Mo – Inscrit, 20 mars 2012 23 h 11
Mitaines du printemps
Charest ne s'oppose pas très fort aux politiques Harperiennes et de plus il s'est lui aussi acoquiné d'une marionnette à la Ambrose.
Je tiens toutefois à souligner l'effort qu'elle met à tenter d'opposer les étudiants au reste de la population. Premièrement, elle demande aux profs de franchir la ligne de piquetage. Les profs s'allient ensuite aux étudiants, qu'à cela ne tienne; elle dira qu'ils écooeurent les travailleurs. Les travailleurs,

c'est plus large et ils s'associeront pas pour lui donner tort, bien vu. Ma foi, Line, as-tu lu Sun Tzu?

- Pragmatique - Abonné, 21 mars 2012 12 h 37

Perte de temps

Chers étudiants,

Pourquoi croyez-vous avoir plus de droits que les autres étudiants de l'Amérique du Nord? Ils paient tous plus que vous pour leurs études.

Regardez les transferts fédéraux au Québec. Le Québec est subventionné par des contribuables canadiens qui payent déjà plus que vous pour envoyer leurs enfants aux études. Vous savez quoi, ils sont écoeurés eux autres aussi de subventionner des frais inférieurs aux leurs, des garderies à 7\$ qu'ils n'ont pas, etc. Ils commencent à trouver que nos bébés québécois (petits et grands) sont un peu trop exigeants. Combien vont perdre une année scolaire pour sauver 365\$. Est-ce un calcul sensé? Et les contribuables qui devront payer une année de plus? Ils n'en peuvent déjà plus. La relativité. Mettez vos priorités en relation avec celles des autres. Vous n'êtes pas les seuls à avoir besoin des ressources de l'état. Et vous n'êtes pas les seuls étudiants au monde.

- Killian Meilleur - Inscrit, 21 mars 2012 16 h 59

« combien vont perdre une année scolaire pour sauver 365\$ »

Vous délirez. Complètement. Personne, personne et absolument personne ne perdra une année scolaire pour sauver 365\$.

C'est 365\$ de plus par année pendant 5 ans, pour un total de 1625\$.

Total qui, d'ailleurs, sera multiplié par le nombre d'années d'études.

La façon dont vous ridiculisez la position étudiante indique la profondeur de l'irrationalité (programmée, d'ailleurs) de votre position.

Et nous ne sommes pas les seuls étudiants au monde, en effet! Nous militons justement pour avoir autant de droits que les étudiants d'ailleurs dans le monde, comme les étudiants danois, qui vivent dans un pays bien géré, se portant aussi bien, sinon mieux, que le Québec, et qui étudient sans même payer de frais de scolarité - et les Danois en sont très fiers!

Le libéralisme économique a raison lorsqu'il prétend qu'il faut dynamiser l'économie, y investir... Mais les Charest de ce monde oublient qu'au-delà de la dynamique économique se trouve le problème de l'équilibre entre ce que le gouvernement donne, et ce

qu'il demande en retour, et que si ce rapport n'est pas justement calculé, il en résulte une perte pour l'état.

C'est cette perte, résultant de la mauvaise gestion de la construction, du trop-plein de subventions au privé et de la trop grande liberté donnée aux recteurs qui gaspillent les taxes de la collectivité qu'on veut nous faire payer.

Bachand est fier de vivre dans une des provinces qui taxent le moins les compagnies, et coïncidentalement nous faisons partie des provinces les plus endettées...

Les compagnies et multinationales (souvent étrangères - et dont le capital quitte le Québec après un certain temps) qui profitent de nos ressources et de notre énergie doivent aussi payer leur juste part.

- Portage - Inscrit, 21 mars 2012 20 h 23

Merci, je suis complètement d'accord avec vous!

- Lise Moga - Inscrit, 21 mars 2012 14 h 03

@Karl Jarry

"Il n'y a pas 6 mois de cela, lors d'une de vos toujours pertinentes interventions..." Il y a 6 mois, le contexte n'était pas au refus de l'augmentation des frais de scolarité. Je me sens aussi impliquée que vous dans cet enjeu: le gouvernement, c'est le contribuable qui paie la facture en investissant 6 mois de travail. De plus j'ai aidé mes enfants pour leurs études postsecondaires. Je passe mon tour. Que ceux qui sont aux études maintenant s'assument.

- Daniel Savard - Inscrit, 24 mars 2012 07 h 12

@Lise Moga,

bravo, vous avez aidé vos enfants, c'est bien. C'est aussi ce que font tous les autres parents dans la mesure de leurs moyens respectifs. Ça ne vous vaudra donc pas une médaille en chocolat. Mais, comment trouveriez-vous que l'on vous demande tout à coup de payer 75% plus cher pour ces mêmes études de vos enfants? Jusqu'à ce que le gouvernement décide de hausser de 75% les frais de scolarité, personne n'allait dans la rue manifester. Vous n'aviez pas remarqué ça?

- Sanzalure - Inscrit, 23 mars 2012 08 h 45

Je suis aussi un travailleur!

Je suis autant travailleur que n'importe quel autre travailleur et je suis tanné du gouvernement, pas des étudiants.

Et je n'ai ABSOLUMENT aucune sympathie pour les «égoïstes» qui mettent leur petite personne au-dessus des impératifs de la société dans son ensemble. La lutte des étu-

dians est pour le bien de tous. Chiâler parce que la circulation est entravée, c'est pour le bien de personne.

Les étudiants ne veulent pas que les gens plaient plus d'impôts, ils veulent que le gouvernement place l'argent là où il sera le plus utile au lieu de le fripper dans des aventures risquées et inutiles.

Si le gouvernement a les moyens de GASPILLER des milliards, il a aussi les moyens de payer l'Éducation de nos enfants.

Serge Grenier

- MAGALIE BAUDOY - Inscrite, 23 mars 2012 08 h 51

Écoeurer les travailleurs?

Ce sont ces mêmes travailleurs «écoeurés» qui vont devoir aider leur enfants à payer leurs études supérieures 75% plus chers. Il faut réfléchir plus loins que le bout de son nez et arrêter de penser à court terme.

- Alain Carmel - Inscrit, 23 mars 2012 09 h 23

Je demande à la ministre et au gouvernement d'arrêter d'écoeurer les étudiants et la population!

- M. Miclôt - Inscrit, 23 mars 2012 10 h 23

Brève réponse

Que Beauchamp et ses acolytes libéraux arrêtent d'écoeurer le peuple québécois en démissionnant par exemple. Personne ne va les regretter.

- Pierre St Vincent - Inscrit, 23 mars 2012 21 h 01

Madame

Madame

Les étudiants savent lire madame. Vous leurs dites de payer un peu plus. Comment voulez-vous qu'ils acceptent votre demande? Ils ont regarder la Commission Gomery à la télévision, ils ont suivi tout le débat sur la mafia, la FTQ et le parti libérale, ils ont lus des articles sur le fait que les travaux routiers coutent 30% plus cher au Québec, ils ont constaté votre mauvaise administration vs la Caisse de dépôt, et l'Ilot des voyageurs, et les salaires des recteurs d'université. Ils ont entendu parler de Monsieur Tomasini qui est payer à rien faire chez lui (sans oublier son compte de dépense).

Votre gouvernement à perdu le contrôle du Québec. Lorsque la corruption s'installe il est certain qu'une perte de contrôle est inévitable, voir certains pays européens.

Je demande maintenant la démission immédiate de votre gouvernement avant que la situation devienne plus grave.

Pierre St Vincent

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Pont Champlain | Blocage: Mauvais pour leur image -

Publié le: mardi 20 mars 2012, 12H04

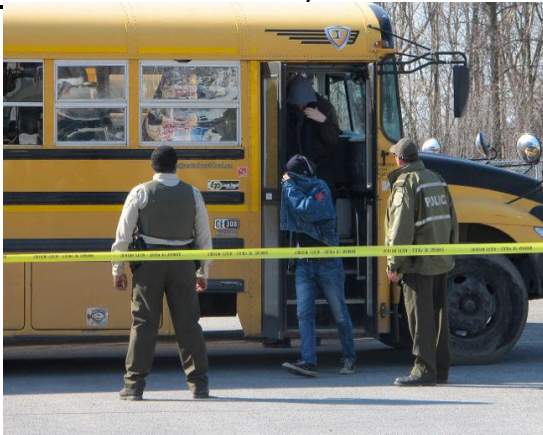


photo le journal de montreal, valerie gonthier
Les 94 étudiants arrêtés ont été escortés à bord de leurs autobus scolaires au poste de police de Roussillon à Candiac. Ils ont été formellement identifiés avant de recevoir une contravention de 494 \$.

Sarah-Maude Lefebvre

L'image des étudiants en a pris pour son rhume, hier, à la suite du blocage imprévu du pont Champlain. Selon des experts en image, le mouvement étudiant aura fort à faire pour regagner la sympathie de la population.

« C'est clair qu'ils sont allés trop loin. Ils vont perdre beaucoup de leurs appuis », lance Patrice Ryan, chargé de cours en relations publiques à l'Université de Montréal et président du cabinet Ryan Affaires publiques. Déjà, en fin de matinée hier, plusieurs automobilistes déversaient leur fiel sur les réseaux sociaux, frustrés d'avoir perdu de précieuses minutes à l'heure de pointe.

« Il n'y a aucun doute que cela risque de faire changer d'avis des gens qui leur étaient jusqu'à présent favorables. Ils devront tenter de récupérer ces appuis », croit M. Ryan.

Même si l'action, d'hier matin, n'a pas été organisée par des associations étudiantes reconnues et n'est l'oeuvre que d'une poignée d'étudiants, les impacts pourraient être « très négatifs » pour l'image des étudiants.

« Ils sont pris dans un paradoxe. Ils doivent poser des actions pour attirer davantage l'attention, mais s'ils sont trop provocants, ça se retourne contre eux », décrit Bernard Motulsky, titulaire de la Chaire de relations publiques et communication marketing de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

« Il y a eu quelques bavures depuis le début de la grève, poursuit-il. Mais là, ça va un peu trop loin. Ça débute très mal la semaine, à quelques jours de leur grande manifestation nationale. »

Les étudiants ambivalents

Même si elles affirment ne pas avoir organisé le blocage du pont, aucune association étudiante n'a clairement condamné ce coup d'éclat.

Seule la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a remis en question le bien-fondé de cette manifestation.

« On n'a peut-être pas visé la bonne cible, affirme le porte-parole Yanick Grégoire. Ce genre d'initiative vient occulter d'autres activités qui n'entravent pas la circulation, comme la manifestation, d'hier matin, à l'entrée du pont Jacques-Cartier. »

« Il faut comprendre aussi les étudiants qui se font ignorer, depuis des semaines, par Québec. Ils sont en colère », nuance pour sa part Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

« Les étudiants n'ont pas la même visibilité qu'une compagnie minière ou un lobby. Ils doivent faire des actes d'envergure pour se faire entendre. »

« Notre but n'est pas de rendre la vie difficile aux gens, mais de se faire entendre. Libre aux gens de se faire une opinion par la suite. »

CE QU'ILS ONT DIT...

« C'est triste qu'on en vienne aux arrestations alors que les étudiants avaient décidé de partir. Je ne comprends pas pourquoi les policiers ont choisi de les réprimer à ce moment-là. »
— Guillaume Vézina, étudiant

« Durant toute l'heure de pointe, le téléphone n'a pas dérangé. Les automobilistes voient cette manifestation comme un manque de respect. Ils trouvent que les étudiants sont des bébés gâtés. »
— Pierre Lacombe, chroniqueur à Radio Circulation 730

« Qui va payer la facture ? Ce sont les travailleurs qui traversaient le pont Champlain. Cette situation ne peut pas perdurer. »
— La ministre Line Beauchamp

Lu sur les réseaux sociaux...

« Les tabarnaks d'étudiants. [...] Ça va finir dans le sang un moment donné. Ils ne cessent de provoquer... Câlisse on veut aller travailler bande d'estries de puants sales. La bastonnade, c'est pour quand? » (sic)
— le maire Stéphane Gendron sur Facebook

« Bravo les étudiants! Moi aussi, vouloir vendre une idée, j'rais écoeurer le monde qui veut aller nourrir leur famille un mardi matin. » (sic)
— Crapules sur Twitter

« Le gouvernement de Charest ou celui d'Harper, peuvent me fourrer à la journée longue, c pas grave. Mais un étudiant sur un pont là... » (sic)
— Rotov74 sur Twitter

Afficher 36 commentaires

- Paterson81
Par simple curiosité, je suis tu le seul taouin qui crois que le cout de la vie à augmenté ????
- Tout le monde doit faire des sacrifices pour que le Québec ne devienne pas la Grèce nord américaine....Tout le monde sauf bien sur les fonctionnaires, les étudiants, e.c.t.....
On pelte encore dans la cours de la classe moyenne, celle de ceux qui travail comme des chiens pour vivre comme des B.S où on se partage un peu le fardeau et on fonce collectif ????
- Si Charest décide d'augmenté mes impots pour payer vos études, je vais grogner mais je vais suivre les règles du jeux....D'ici là, qu'y en est pas un maudit qui se mette entre moi et mon travail car croyez le où non....J'AI DES COMPTE À PAYER !!!!
Alor comme le propriétaire de mon 3 1/2, l'hydro, le mécanicien qui tien ma minoune en vie se fichent que je n'ai pas pu me rendre au travail à cause de vous, ben moi, si vous êtes dans mon chemin, je vous tasse et je passe...!"/\$%?&*
- Alor vous allez occupé le bureau de Charest, le parc de votre choix libre à vous ! Mais faire ***** le peuple ne feras que nous mettre le feu au ***.....
- Merci
- SRSteJulie
Sans masque ou jupe a MOMAN pour se cacher, ils ne sont que des enfants gâtés et font une crissette...
- uheep
Eh oui. Aller écoeurer les travailleurs a l'heure de pointe. Belle attitude pour se faire du capitale du sympathie!!!
Pour une tres rares fois, j'appuie le gouvernement liberal.
- RD_21
Le gouvernement n'est pas fermés, il n'ignore pas les étudiants, il leur a juste dit non. Pourquoi est-ce si dure à comprendre. Quelqu'un va devoir leur apprendre ce que non veut dire.
Ils ne sont pas des employés qui négocient avec leur patron, ce sont des étudiants qui vont subir une hausse du coût de la vie. (Modifié par l'auteur il y a 1 jour)
- Johanne Belanger
Pas habitué de se faire dire non nos pauvres jeunes!!!

Qui blamer?? Les jeunes, le gouvernement ou nous, les parents qui donnent toutes à nos jeunes tout cuit dans le bec??

Notre génération, nous avons du travailler en plus d'étudier et nous n'avions surement pas les moyens de se payer une voiture, des voyages dans le sud et des vêtements de marques. Mais comme la plupart des parents, nous voulions mieux pour nos enfants, et bien, bravo à nous ;-), ils ont effectivement mieux!!!!

coutu_ju

100% d'accord !!

Le gouvernement a dit non, même ma fille de 9 ans sait ce que ça veut dire....

Faque les ti amis, retournez donc sur vos bancs d'école !!! Pis fichez la paix aux travailleurs, payeurs d'impôts qui contribuent à 83% de la valeur de votre diplôme !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

Victor Brière

je pense que tu ne comprend pas tres bien ce qui se passe. le gouvernement n'est pas supposer etre notre patron nous sommes les patrons du gourvenement, car NOUS payons leurs salaires. nous comprenpn tres bien le NON tellement bien que nous allons leurs prouver que notre non a la hausse est bien plus grand que le leur!

RD_21

J'ai bien hâte de voir ça, je suis sûr que vous allez retourner sur les bancs d'écoles bre-douilles. Bien sûr le peuple est le patron du gouvernement, mais ce patron a été élu de façon démocratique afin de prendre des décisions qui ne sont pas toujours populaires et qui n'ont certainement pas à l'être.

Les frais ont été gelés pendant trop longtemps et le Québec est l'endroit le moins cher au Canada pour étudier.

Je connais beaucoup de gens qui sont sur les bancs d'écoles et la plupart sont en accord avec cette hausse (bien sûr je ne veux pas insinuer que mon expérience représente la réalité, seulement que ce ne sont pas tout les étudiants qui sont contre la hausse).

Et je crois qu'une bonne partie du peuple sont aussi en accord avec cette hausse ou s'en moque complètement et c'est ça qui m'écoeuré là-dedans. Même si vous êtes 250 000 en grèves et manifestation il y a des milliards d'habitants au Québec qui vont travailler à toutes les jours et qui ne prendront pas le temps de faire une manifestation contre votre manifestation.

Votre nombre ne veut donc rien dire à mes yeux et il ne veut clairement rien dire aux yeux du gouvernement aussi.

Sans compter le fait que si je te demandes ce que tu veux payer entre deux montants (montant A étant le montant actuel et montant B étant le montant proposé par le gouvernement avec la hausse), tu vas me dire le moins cher et c'est normal (je n'aimes pas ça non plus lorsque je vois le prix gas monter, le montant de mes impôts monter, le prix des maisons monter, etc.), mais le prix B même si il est plus cher est toujours raisonnable.

Que ça vous plaise ou non, ils ont dit non et j'espère de tout coeur que leur non sera plus fort que le vôtre.

daigon

Combien va couté au Quebec cette grève (surtemps pour la police, perte de salaire au travailleur sur le pont, reprise des courts etc...) J'espère que ce cout sera ajouté au augmentation de frais de scolarité nous n'avons pas a payer pour ca. Ils doivent payer pour leurs actes

ginbo33

Entre le commentaire du maire Gendron et la passivité des autorités face aux manifestations étudiantes, il y a une "maudite marge"...Que les étudiants se trouvent d'autres façons de se faire entendre autrement qu'en s'en prenant aux travailleurs sinon qu'ils payent les amendes salées que la SQ leur a remises aujourd'hui....Nous ne sommes pas responsables des politiques du gouvernement alors pourquoi nous pénaliser ???

myriam77

ON EST DES MOUS

On attends jusqu'à la dernière minute avant de bouger. Une chance que l'on est rattaché au Canada, sinon, avec le PQ et un pays, on serait comme la Grèce, en faillite. J'écoutes ce matin une émission où l'on parlait de la dette. Et qu'elle a commencer il y a plus de 30 ans. Qui était au pouvoir quand les gros déficits ont commencé? Vous dites le PQ? je pense que vous avez raison.

monacoo

Prochaine manifestation des étudiants va être contre les amandes de police.....

gontrane

La photo parle beaucoup: on se cache la face, comme un criminel...

Dur dur d'assumer ses gestes.

- coutu_ju
C'est exactement ce que je me disais à l'inst- tant...
Papa et maman ne serait surement pas cont- ent de voir fille ou fiston se faire arrêter !!!
- nixia
Je suis d'accord avec les étudiants. Et la dé- mocratie n'existe pas au Québec. Un gouver- nement qui agit au nom du peuple, et non contre lui. Le gouvernement ne veut rien sa- voir des étudiants, ne veut même pas nous écouter, ce qui va à l'encontre même de la démocratie. Pour répondre au maire de Hun- tingdon, on est obligé de faire des actions plus percutantes pour être vraiment écouté (malheureusement). Pendant que des rec- teurs partent avec des primes avoisinant le million, on essaye de nous faire croire que l'on doit payer notre juste part, alors que de l'argent est gaspillé pour des besoins per- sonnels. !!!
- skyorion
la tension monte.
- yo93
Est-ce les étudiants qui sont responsables ou le gouvernement qui ferme la porte à toutes négociations? Les automobilistes pris dans l'embouteillage devraient y réfléchir.
- Dominic Gagné
Négociation?! depuis quand les étudiants ont un pouvoir de négociation?! le monde sort-tu dans rue pour bloquer les ponts quand le gouvernement augmente une taxe ou un im- pôt?! le gouvernement a rien pentoute à né- gocier, surtout pas avec une petite bande de crottés qui veulent faire suer les contri- buables qui payent pour leurs études à ra- bais. J'ai jamais été grand fan du gouverne- ment libéral, mais là, je les appuis à 100%. (Modifié par l'auteur il y a 1 jour)
- uheep
C'est drola a dire mais moi aussi pour une première fois j'apuuie le gouvernement Chare- st.Meme que je suis d'accord avec Ste- phane Gendron.Ca me fait tout drole....
- GhostRiderRun
La police est devenu une police politique du gouvernement Charest qui est de mauvaise foi. Mais le mouvement va s'emplifier de plus en plus et le gouvernement Charest va s'user de plus en plus.
Les décisions de ce gouvernement vont à l'encontre des valeurs morales que nous nous sommes donnés en tant que peuple. Il est temps de mettre un stop à ce gouverne- ment.
(Modifié par l'auteur il y a 2 jour)
- uheep
Valeurs morales?
AH OUI?
Ecoeuurer les travailleurs pour leur en enlevés encore plus,ce sont des valeurs morales?
Foutre le bordel au centre-ville,défoncer la porte de la ministre et bouculer sa secré- taire,ce sont des valeurs morales?
Intimidation,valeurs morales ca aussi?
La majorité est CONTRE le gel des frais de scolarité et CONTRE les manif étudiants.
Consultez les sondages,blogues et lignes ou- vertes.
- GhostRiderRun
Les sondages cher monsieur ne veulent rien dire alors cessez de m'inportuné avec ce dé- tail imbécile. Tous les moyens de pression sont bon contre un tel gouvernement qui tue la liberté d'expression et l'avenir des jeunes. Ce gouvernement en est un de dictat admin- istratif qui écrase les pauvres.
Ce n'est pas la majorité qui est contre la grève car la majorité des étudiants sont dans

la rue et les votes des autres institutions en- boitent le pas à la grève.

GhostRiderRun
Si Mme Isabelle Gaston a réussi à faire plier le gouvernement de Québec, eh bien les étu- diants eux aussi peuvent faire plier Québec. Là ou il y a une morale, il y a deux poids deux mesures cher monsieur.
Nous vaincrons !
coutu_ju
Faut vraiment que tu te fasses soi- gner...Isabelle Gaston a deux bonnes raisons d'avoir fait plier le gouvernement...
C'est drôle ce midi, en plein centre-ville, on a vu des étudiants porter sur des cartons verts, des messages POUR la hausse...ils ont été applaudis par les gens tout autour...
Est-ce qu'on peut en dire autant de ceux qui bloquent les rues ???
Les sondages ne veulent rien dire, mais prends le pouls dans la rue mon cham- pion...tu verras que votre chantage, c'est comme une grosse enfantillage !!!!!!!!!!!!!!!
- GhostRiderRun
Gardez votre démagogie pour vous, il y a bien plus des victimes en jeu dans ce débat et il y a déjà des gens qui s'occupent de faire passer le message des intérêts étu- diants. Bien sur ! il y a toujours des dissi- dents qui sont prêts à accpeter n'importe quoi comme conditions pour favoriser les riches et pouvoir faire leur études.
Le modèle québécois des prêts et bourses est usé à la corde et il ne représente plus les be- soins des étudiants dans cette nouvelle aire de modernité qui nous habite.
- RD_21
Tu fais penser à un enfant gâter qui se bouches les oreilles en criant "GNAGNAGNA- GNAGNA JE NE PEUX PAS T'ENTENDRE".
Tout ce qui ne fait pas ton affaire, tu es prêt à le nier. Tu crois vraiment que le Québec est derrière les étudiants de façon majoritaire?
- nathm
Stéphane Gendron vante l'utilisation de la force au nom du droit de travailler :(La mi- nistre Beauchamp ne veut pas négocier avec les étudiants et les concitoyens qui s'oppo- sent à son projet de hausse drastique des frais de scolarité à l'université. Sans oublier qu'elle utilise 200 000\$ de nos fonds pu- blics pour promouvoir un projet qui ne per- met pas de défendre le droit à l'éducation. La preuve est donc faite qu'il n'y a pas justes des jeunes qui dépassent les bornes.
- GhostRiderRun
Le modèle culturel québécois nécessite un nouveau mode de financement des études supérieures. les prêts et bourses ne sont plus à la mesure des besoins des étudiants, la formule favorise les riches au détriment des pauvres.
- Simon Petit
Pour les gens qui ne sont pas au courant, les étudiants n'ont qu'une grève et une manifes- tation de possible pour se faire entendre. Ça fait plus de 2 ans qu'on se bat et le gouver- nement ne nous a pas encore ouvert de porte, pas plus de fenêtre.
Beaucoup de familles croulent sous des dettes, les enfants de ces familles là n'ont pas les moyens d'Aller à l'école même avec les frais actuels. Si les frais passent, on va redevenir un petit peuple de cheap labor, à la gouverne du Canada Anglais, car eux, ont les moyens d'étudier. Pour les habitants des autres provinces canadiennes, les impôts n'ont rien de comparable, le coût de la vie n'a pas augmenter aussi rapide- ment qu'au Québec et leur salaire est nette-

ment supérieur. Ils peuvent payer plus cher pour aller à l'école (même si selon moi, c'est beaucoup trop élevé).

Ceux qui chialent présentement seront les bénéficiaires retraités pour lesquelles nous nous fendront le "cul en quatre". Il y a présentement, aujourd'hui, hier et depuis longtemps, un manque alarmant de person- nels dans les hôpitaux (pour ne nommer que ce secteur)... rappelons-nous que dans quelques années à peine, ils y aura PLUS (+) de personnes âgées que de jeunes. Si nous avons déjà de la difficulté à gérer les hôpitaux, en raison du manque de personnel, qu'arrivera t'il dans quelques années? n'oublions pas que dès la première année d'entré en vigueur de cette fameuse loi, pas moins de 7000 personnes n'auront plus accès aux études supérieurs. Il ne faut pas oublier aussi que notre gouvernement à souvent tendance a négliger les impacts, donc assurément que plus de 7000 per- sonnes n'iront pas à l'université. L'équation est simple à faire. Si vous voulez vieillir en santé, il faut voter non à la hausse.
Pour ce qui est du blocage du pont, et bien j'Approuve à 100%. Malgré le nombre TRÈS important de la population qui nous appui, le nombre d'étudiant en grève qui ne fait qu'augmenter (+ de 220 000), le gouverne- ment ne bronche pas. On va devoir aller en- core plus fort qu'une simple marche en fa- mille dans les rues de Montréal. Bien sur que quelques personnes sont en colère de devoir patienter sur un pont, mais c'Est là où nous sommes rendu.
Pour finir avec l'argument: "Quand les taxes augmentent, ça me fait grogner mais je ne manifeste pas".. Et bien c'est un droit de ci- toyen de manifester. Lorsqu'on croit que le gouvernement à tort, c'Est à nous, en tant que société, de lui faire savoir. Tout le monde a toujours approuver les décisions du gouvernement? Laissez-moi en douter!
Alors au lieu de vous défouler sur nous, qui aurait à s'occuper de votre pension, défou- lez-vous donc sur le gouvernement.
- RD_21
Je suis encore jeune, donc tu ne t'occuperas pas de ma pension et je ne sais même pas si nous allons en avoir une pension à force de vouloir que rien n'augmente jamais.
Le prix des maisons et de l'essence, ÇA c'est des hausses BIEN PLUS significatives que celle que le gouvernement Charest tente de faire passer pour les frais de scolarité.
à la fin la réponse sera non et vous n'aurez pas d'autres choix que de retourner sur les bancs d'écoles bredouilles. Le gouvernement ne vous ignorent pas, il vous a entendus, mais à dit non.
J'ai déjà aborder la question dans un autre commentaire, mais tes nombres sont bidons. Même si vous êtes 220 000 en grèves, ce n'est pas les 220 000 qui sont pour la grève, une majorité c'est 50 + 1%. Et tu ne peux pas évaluer l'appui de la population (person- nellement je ne connais PERSONNE qui ap- puis les étudiants tant des étudiants, que mes collègues de travail, que ma famille et mes amis). Les gens sont occuper à travail- ler, pas à faire des manifestations pour dé- montrer qu'ils appuient le gouvernement.
La minorité vocale que vous êtes prends les grand moyens, mais la majorité silencieuse que nous sommes ne s'en mêle pas.
Si le gouvernement finit par penser à plié j'aimerais VRAIMENT (dans un monde idéal, car je ne veux pas que l'on perde de l'argent pour ça) un référendum sur le sujet pour voir

si la population vous appuis comme tu le crois.

Et ceux pour qui tu vas te fendre le cul en quatre comme tu dis, ce sont fendus le cul encore plus en quatre que toi, car ils avaient des emplois dans des conditions bien pire que nous et n'avait pas autant d'emplois intellectuelles qu'il y en a aujourd'hui.

- GhostRiderRun

La lutte doit continuer contre ce gouvernement dictateur de l'enseignement scolaire qui impose à coup de bayon. Ils savent très bien que les étudiants ne peuvent prendre en otage personne et qu'ils n'ont pas de levier pour se faire comprendre. Ce gouvernement le sait très bien et il va faire tout son possible afin de discréditer les étudiants devant la population québécoise.

Les étudiants ne sont que le dernier cerceau de la société alors pourquoi le gouvernement les écouterait-il puisque pour lui ils ne représente rien à part que des enfants revendicateurs gâtés.

Le budget prouve toute la mauvaise foi du gouvernement à ne pas vouloir écouter les étudiants et même à les conspuer à la criminalité comme citoyens. C'est la seule valeur qu'ils connaissent comme gouvernement car ils sont corrompus en donnant des millions à droite et à gauche aux entreprises à grands

revenus. Mais pour les étudiants il n'y a rien car les étudiants ne rapportent rien dans la poche du Ministre.

RD_21

Je vais le répéter, ils vous ont écoutés, ils ont juste dit NON.

- Que veux-tu, qu'on sorte tous dans les rues pour toutes les hausses, qu'on ne travaille plus jusqu'à ce que tout les montants que l'on doit payer diminues en oubliant que nos services diminueront aussi?

- Tu dis que le gouvernement ne veux pas vous écouter, mais vous, l'écoutez-vous plus lorsqu'il vous dit non?

[Victor Brière](#)

- et pour le blocages de pont peu être qu'on se met des gens a do sauf que ces personnes vont tellement chialer au gouvernement en lui disant faite quelque chose arreter les! on est plus capable... et le gouvernement va vite se rendre conte que la facons de nous arreter est de négocier!

coutu_ju

Ouf ! Je pense que tu es quelque peu naïf...

Les gens sont écoeurés de vous voir bloquer les ponts mais le gouvernement ne changera pas d'idée pour ça !! C'est quoi le problème à se faire dire non ?? Vous ne savez pas ce que ça veut dire ?? Faut vous faire un dessin ?? Pourtant, on parle d'étudiants du cégep, de

l'université...normalement, rendu à ce niveau, faut faire preuve de maturité...un peu au moins!!

Là, pitié, arrêtez de pleurnicher, retourner étudier, sacrez nous la paix pis avaluez votre pilule !! Non, c'est non!!

alexcela18

À voir les fautes que tu fais, il est grandement temps que tu retournes sur les bancs d'école. Pas surprenant que vous sachiez pas compter non plus...

RD_21 [Réduire](#)

La façon de vous arrêter est de continuer à vous dire non et vous allez devoir l'accepter et comprendre.

Si vous continuez à être en grève vous allez manquer votre session ou pire devoir suivre des cours d'été. Si vous suivez des cours d'été vous allez perdre de l'argent, car vous ne pourrez pas travailler l'été. Et si vous perdez votre session vous retardez votre entrée sur le marché du travail d'un an et vous perdez un an de salaire.

Tu ne peux pas t'essayer jusqu'à ce que le non devienne oui. Non c'est non, les gens ne se plaindront pas à leurs politiciens, ils vont seulement chialer et espérer de plus en plus que le gouvernement applique la hausse.

[JOURNALMÉTRO.COM](#): droits de scolarité: Des étudiants bloquent Champlain et compliquent l'heure de pointe - Publié: 20 mars 2012 08:37 - Mis à jour: 20 mars 2012 08:54



MéTRO

Un imposant bouchon de circulation s'est formé sur l'autoroute 10 en direction du pont Champlain mardi matin.

MÉTRO

Quelques dizaines d'étudiants ont décidé de bloquer les trois entrées du pont Champlain en direction de Montréal mardi matin vers 7h30.

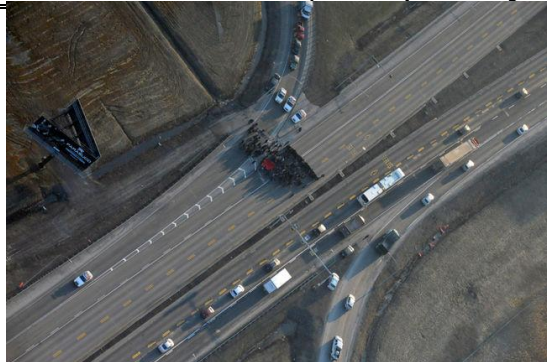
Ils étaient encerclés par plusieurs agents de la Sûreté du Québec, ce qui n'a pas empêché la création d'importants bouchons de circulation.

L'autoroute 10 a dû être fermée en direction de Montréal et vers 8h, la circulation refoulait jusqu'à l'autoroute 30, selon le 98,5. Tous les autres ponts de la Rive-Sud ont subi les contrecoups de cet incident.

Le pont Champlain et l'autoroute 10 ont été rouverts à la circulation vers 8h30.

Une trentaine d'étudiants ont par ailleurs protesté à l'entrée du pont Jacques-Cartier, sans toutefois entraver la circulation. Ils invitaient les automobilistes à klaxonner en guise d'appui à leurs revendications.

[JOURNALDEMONTREAL.COM](#) / [24HMONTREAL.CANOE.CA](#): Manifestation: Le pont Champlain pris en otage - Publié le: mardi 20 mars 2012, 7H56 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 8H46



Agence QMI

Des étudiants ont bloqué mardi matin l'accès à l'île de Montréal par le pont Champlain.

Selon Bruno Beaulieu, de la Sûreté du Québec, 150 étudiants sont arrivés par autobus vers 7 h 30 et ont bloqué le pont Champlain, la sortie 132 et l'autoroute 10 en direction est. Ils se sont ensuite déplacés et ont bloqué les deux directions de l'autoroute.

L'hélicoptère TVA a effectué des prises de vue à partir desquelles on voit que les manifestants ont érigé une barricade à partir de blocs de ciment et de bouteilles d'eau de 18 l.

Différentes associations étudiantes, dont la FEUQ, la FECQ et la CLASSE ont nié être impliqués dans cette action.

À 8 h 20, les groupes d'intervention seraient arrivés sur les lieux et les étudiants auraient alors entrepris de se déplacer sur l'autoroute. Après avoir bloqué celle-ci dans les deux directions pendant quelques minutes, ils ont finalement quitté la voie rapide pour s'engager dans une rue perpendiculaire.

Le bouchon de circulation était très important et atteindrait le quartier Dix30, à Brossard.

[TVANOUVELLES.CA](#): Les manifestants quittent: Le Pont Champlain pris en otage - Première publication 20 mars 2012 à 07h45 - Mise à jour : 20 mars 2012 à 08h32



Crédit photo : Maxime Landry TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Voyez les images aériennes captées par l'hélicoptère TVA

Des manifestants, appartenant visiblement au mouvement étudiant, ont bloqué mardi matin tous les accès au pont Champlain sur la Rive-Sud de Montréal, ce qui cause d'immenses problèmes de circulation.

Selon Bruno Beaulieu, de la Sûreté du Québec, 150 étudiants sont arrivés par autobus vers 7 h 30 et ont bloqué le pont Champlain, la sortie 132 et l'autoroute 10 en direction est. Des blocs de béton ont été installés.

La plupart des manifestants étaient cagoulés.

Des membres de l'unité d'urgence de la SQ étaient sur place, mais ne sont pas intervenus.

Peu avant 8h30, les manifestants ont quitté les lieux par les quartiers résidentiels. La situation va donc vraisemblablement revenir à la normale sous peu, mais les effets sur la circulation devraient se faire sentir pendant une partie de la matinée.

La FEUQ et la FECQ réagissent

En entrevue ce matin sur les ondes de LCN, Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, a dit ne pas savoir quel groupe était à l'origine de cette initiative.

«Pour nous, le but pour nous n'est pas de bloquer quoi que ce soit», a dit la présidente de la FEUQ. «Nous, on avait une [bannière devant le pont Jacques-Cartier](#) pour informer, et non pour bloquer», a-t-elle ajouté.

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, lui aussi en entrevue sur les ondes de LCN, a soutenu ignore lui aussi qui est à l'origine de cette initiative.

LAPRESSE.CA: 1^{ère} page: Des étudiants sèment la pagaille sur la Rive-Sud / Manifestation au Pont Champlain: gros problèmes et grosses amendes – Publié le mardi 20 mars 2012 à 06h57 | Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 07h46



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

DES ÉTUDIANTS SÈMENT LA PAGAILLE SUR LA RIVE-SUD

Les jeunes grévistes bloquent le pont Champlain. Et en paient le prix. En attendant la grande manifestation de demain.
PAGES A18 À A20

Photos: Patrick Sanfaçon, La Presse



Les policiers de la SQ, aidés de ceux de Longueuil, ont encerclé les autobus dans lesquels sont montés les étudiants après la manifestation.



Les étudiants ont paralysé le pont Champlain en direction de Montréal pendant une heure, mardi matin.



Des étudiants ont pris la fuite et ont été pourchassés par les policiers.



Plusieurs des participants à cette manifestation en paieront toutefois le prix, soit une amende de 494 \$.



Les facteurs de la violence ont été analysés à la fermeture du pont Champlain. Voici quelques-uns de leurs commentaires disponibles sur Facebook.

« Ils disent qu'ils ne sont pas écoutés... ça fait longtemps que votre message est passé et le gouvernement ne changera pas d'idée, alors retournez étudier et profitez de l'argent que vous avez déjà investi dans votre session au lieu de prolonger votre "March Break" et profiter du beau soleil dehors... » - Dan Champagne

« Voici la preuve que des actions telles que le blocage de ponts doivent être entreprises pour que les médias en parlent. Parle-t-on des pancartes affichées à l'entrée du pont Jacques-Cartier sans avoir bloqué le pont? Bien sûr que non! »

- Simon Crépault

« Cessez de blâmer les étudiants [...]. Plus vite le gouvernement acceptera de négocier, plus vite vous pourrez retourner à vos petites vies paisibles! »

- Fanny Forques

David Santerre, La Presse

Video: Pont Champlain bloqué: plusieurs étudiants arrêtés

Quelque 150 étudiants ont causé de sérieux maux de tête aux automobilistes qui voulaient entrer à Montréal, mardi matin, en bloquant pendant une heure le pont Champlain. Une démonstration de force qui coûtera 494\$ à chacun de ceux qui se sont fait arrêter.

Visiblement bien préparé, le groupe est arrivé en autocar vers 7h30, par la bretelle d'accès de l'autoroute 132, à Brossard. Les manifestants ont placé des blocs de béton sur l'autoroute 10 en direction de Montréal.

>>> [Visionnez notre galerie de photos](#)

Un peu plus tôt, une dizaine d'étudiants de l'INRS s'étaient installés au pont Jacques-Cartier, tranquilles, avec une banderole invitant les automobilistes à klaxonner pour l'éducation. Les agents de la Sûreté du Québec (SQ), sur le qui-

vive depuis le premier blocage du pont Jacques-Cartier par les étudiants et cégépiens, en février, s'y sont dirigés.

Cette manœuvre, qui n'aurait pas été coordonnée avec la première, a eu un effet de diversion pour les manifestants qui ont envahi le pont Champlain.

Manque d'effectifs

Les policiers ont ainsi eu du mal à trouver rapidement des effectifs pour sécuriser les lieux.

« Cette manifestation a causé énormément de problèmes. Il a fallu communiquer avec nos partenaires, les services de police de Montréal et de Longueuil. Il fallait à tout prix éviter que les manifestants montent sur le tablier du pont et aient accès aux deux voies. Et il fallait aussi les protéger de gens en colère qui auraient pu vouloir passer avec leur voiture malgré la manifestation », a expliqué le lieutenant Michel Brunet, de la SQ.

Quand les manifestants ont vu arriver les agents des services d'urgence de la SQ, ils sont partis de leur propre chef et ont sillonné des rues résidentielles jusqu'au stationnement où étaient garés leurs autocars, avenue Panama, à Brossard.

Les policiers ont alors attendu qu'ils y montent pour les encercler et les empêcher de sortir des véhicules.

Une trentaine de manifestants ont réussi à prendre la fuite par les stationnements de centres commerciaux voisins, pourchassés par des voitures de police.

Un jeune a sauté sur le capot d'une voiture avant d'être pris en chasse, mais c'est plutôt un jeune

Semaine du 19 mars 2012

femme qui a été arrêtée de façon musclée. Elle a été identifiée puis relâchée.

Arrestations

Une centaine de jeunes manifestants ont été amenés dans un poste de police, où tous ont été identifiés, un processus qui a duré quelques heures. Ils recevront par la poste une amende de 494\$ pour avoir obstrué une voie rapide.

Le lieutenant Michel Brunet souhaite que cela serve de «pensez-y-bien» pour les grévistes.

Cette action spectaculaire a été organisée par un groupe de cégépiens et étudiants du Grand Montréal.

«On savait qu'on avait une action ce matin, mais les trois quarts des personnes ne savaient pas ce

qu'on allait faire, ça ne nous avait pas été dit pour que ça ne se sache pas», a confié un manifestant, qui a admis avoir des sentiments partagés quant à cette action qui risque de faire diminuer la sympathie du public à l'égard de la cause étudiante.

«Ça nous nuira peut-être dans l'opinion publique, mais notre rapport de force n'est pas avec le public, mais avec le gouvernement», a soutenu une autre étudiante.

494\$ Amende salée

C'est la contravention que devront payer les manifestants qui ont été arrêtés pour avoir obstrué une voie rapide, en l'occurrence le pont Champlain.

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestation étudiante : le chauffeur du RTC suspendu – Mise à jour le vendredi 23 à mars 2012 à 5 h 54 HAE

Le chauffeur du Réseau de transport de la Capitale (RTC) impliqué [mercredi](#) dans un incident avec des manifestants étudiants a été suspendu avec solde pour une durée indéterminée.

Rappelons qu'il a forcé son chemin à travers une poignée de manifestants qui bloquaient la rue Saint-Jean et qui prévoyaient y rester pendant une quinzaine de minutes.

Le RTC dit avoir regardé les images diffusées mercredi à Radio-Canada.

« Nous prenons ça au sérieux. Le chauffeur a été relevé de ses fonctions. On va faire enquête auprès des témoins pour comprendre ce qui s'est vraiment passé », explique la responsable des communications au RTC, Carole Brousseau.

Le RTC confirme avoir reçu une cinquantaine de plaintes à la suite de l'événement, au cours duquel personne n'a été blessé.

Chez les chauffeurs, les avis sont partagés. Plusieurs déplorent l'attitude du chauffeur, mais il y a également une vague de sympathie à son endroit. « Je ne cautionne pas tout ce qui s'est passé, mais je ne peux pas dire que je suis en désaccord », a dit l'un d'eux. « Moi, personnellement, j'aurais arrêté. Je serais peut-être sorti pour leur demander si je pouvais passer parce que j'ai un horaire à respecter », a dit un autre.

De son côté, la police de Québec n'a reçu aucune plainte. L'enquête se fera donc au niveau du RTC.

Les commentaires (34)

Envoyé par [Denis Larrivée](#) de Québec, 23 mars 2012 à 09 h 33 HAE

Le chauffeur n'avait qu'à attendre....rien d'autre. Ce n'est pas la première fois qu'un autobus aurait eu un 15 minutes de retard.

Un chauffeur d'autobus a la responsabilité de plusieurs personnes et j'espère que ça ne s'arrête pas à celles qui sont dans l'autobus. Un chauffeur d'autobus doit arrêter son véhicule au passage à niveau, même s'il n'y a pas de train. Alors il est assez irresponsable de continuer sa route s'il y a des gens devant, pour quelques raisons que ce soit.

Cette personne mérite une sanction sinon un avertissement sérieux. Et ne venez pas me dire que c'est la faute aux étudiants....ils n'ont mis la vie de personne en danger à ce que je sache!

Envoyé par [Jacques Tremblay](#) de Ottawa, 23 mars 2012 à 09 h 22 HAE

Admettons que le chauffeur d'autobus aurait été patient et qu'il aurait pris du retard sur son horaire, est-ce que ses patrons aurait accepté la justification de son retard.

Envoyé par [Denis Larrivée](#) de Québec, 23 mars 2012 à 09 h 35 HAE en réponse à [Jacques Tremblay de Ottawa](#)

Vous pensez que c'est le seul bus de la journée à avoir été en retard? et ce pour toutes sortes d'autres raisons?

Envoyé par [Jacques C-Royer](#) de Québec, 23 mars 2012 à 06 h 38 HAE

C'est le monde à l'envers suspendre le chauffeur alors qu'il faisait son travail... que les étudiants retournent donc en classe là ça commence à faire, le gouvernement ne cédera pas et il fait bien de tenir son bout!

Envoyé par [Jerry Paré](#) de Québec, 23 mars 2012 à 00 h 28 HAE

On devrait suspendre les policiers qui n'ont pas fait leur job de faire circuler les étudiants sur le trottoir.

Envoyé par [Michel Alain](#) de Lac-Beauport, 23 mars 2012 à 00 h 13 HAE

Au lieu de le suspendre avec salaire, je l'aurais envoyé en stage une couple de semaines dans une ville qui est quotidiennement perturbée par des manifestations, Montréal, au lieu de le sus-

pendre avec salaire. Ça aurait sûrement amélioré sa patience.

Envoyé par [559277](#), 22 mars 2012 à 21 h 51 HAE

vraiment je suis vraiment tanné de voir tous ses étudiants qui se disent persécutés...comment peut-on les appuyer, il demande aux gouvernement de payer plus mais ils ne se rendent pas compte que l'argent ne tombe pas des arbres mais biens de nos poches nous les contribuables..gens qui travaillons a la sueurs de notre front ... ils veulent toute avoir pour rien mais sa marche pas de meme dans la vie!!! les bars des université sont toujours pleins il n'ont qu'à diminuer le party et leurs finances se porteraient mieux!!!! faite des adultes de vous meme et cesser donc cette mascarades!!!!!!

Envoyé par [Denis Larrivée](#) de Québec, 23 mars 2012 à 13 h 22 HAE en réponse à [559277](#)

Et bien cher 559277, faudrait le savoir, vous êtes "étudiante" ou "contribuable qui travaille à la sueur de votre front?":

Envoyé par [559277](#), 22 mars 2012 à 21 h 13 HAE en réponse à Marie Giroux de Québec

et bien je suis étudiante a tres faible revenue mais je suis entierement d'accord avec le gouvernement...et je suis vraiment en désaccord avec votre opinion les étudiant ne respecte pas personne et ne pense qu'a leur nombril....ce n'est qu'une minorité qui veut cette greve stupide et empeche a ceux qui veulent poursuivre leurs cours d'entrer dans leur classe

Envoyé par [Eric Marcotte](#) de Québec, 22 mars 2012 à 19 h 22 HAE

La sécurité d'autrui n'a jamais été en jeu... Le chauffeur a agit selon les directives du policier qui l'aidait à se frayer un chemin. Malheureusement les image de Radcan ne le montre pas.

Envoyé par [Yvan Dubois](#) de Québec, 22 mars 2012 à 16 h 31 HAE

Est-ce que le chauffeur aurait mieux fait de foncer dans l'tas?

Regardez bien les images. Il n'a fait que pousser un peu.

Les étudiants eux ne se sont pas privés pour varger sur l'autobus.

Je trouve que le chauffeur à fait cela bien calmement et correctement.

Attendez de voir lorsqu'un conducteur écoeuré va vraiment foncer dans le tas.

J'espère que ça arrivera pas mais les étudiants jouent de plus en plus avec le feu.

Envoyé par [Francine Desaulniers](#) de Québec, 22 mars 2012 à 22 h 08 HAE en réponse à [Yvan Dubois de Québec](#)

Il y a de graves conséquences à foncer dans le tas comme vous le dites. C'est simplement un manque de jugement de sa part, puisque ce geste est très provocateur, surtout dans les circonstances. Il n'avait pas à passer à travers cette foule. Si les patrons ont jugé bon de le retirer pour le moment avec salaire... c'est qu'il n'avait pas raison.

Envoyé par [Thomas Vallée](#) de Québec, 23 mars 2012 à 10 h 46 HAE en réponse à [Yvan Dubois de Québec](#)

Faux! Les patrons ont suspendu le chauffeur à cause du traitement biaisé de la nouvelle, ainsi que du grand nombre de plaintes émisent au RTC, par quelques groupes étudiants.

Envoyé par [Melanou Melanie](#) de Québec, 22 mars 2012 à 14 h 45 HAE

Je me demande combien de parents applaudiraient le chauffeur si leur enfant avait fait partie des manifestants?

Envoyé par [Thomas Vallée](#) de Québec, 22 mars 2012 à 17 h 05 HAE en réponse à [Melanou Melanie de Québec](#)

C'est vrai que les parents auraient été paniqués de voir un autobus caresser aussi vivement leurs enfants!

Envoyé par [Dominic Roy](#) de quebec, 22 mars 2012 à 17 h 22 HAE en réponse à [Melanou Melanie de Québec](#)

Pour ma part, mes parents m'ont toujours dit de ne pas jouer dans la rue. Je sais pas pour vous.

Envoyé par [Melanou Melanie](#) de Québec, 22 mars 2012 à 18 h 59 HAE en réponse à [Melanou Melanie de Québec](#)

Sans parler de panique, je doute qu'ils s'en seraient réjouis.

Envoyé par [Jean claude Papillon](#) de lac beauport, 22 mars 2012 à 13 h 08 HAE

Je suis persuadé que les passagers de l'autobus étaient en accord avec la conduite du chauffeur.

En visionnant les images à la tv, on s'aperçoit que le chauffeur a été prudent et qu'il n'y avait pas de danger pour les étudiants qui frappaient sur l'autobus à coups de poings et bâtons. C'est



dommage que les patrons du chauffeur ne sachent pas cela et qu'il ait été puni alors que les fautifs sont les jeunes étudiants.

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 22 mars 2012 à 13 h 07 HAE

Faut vraiment avoir atteint des sommets dans l'intolérance pour applaudir aux gestes d'une personne qui met la vie d'autrui en danger, sciemment, et franchement sans aucune bonne raison, s'il y en a.

Pour avoir la sympathie de la population, faut qu'il y ait des étudiants qui sautent dans le feu Summerhill Caroline?? En autant que la circulation ne soit pas perturbée, tout est beau dans le meilleur des mondes n'est-ce-pas?

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 22 mars 2012 à 12 h 57 HAE

Le message est claire: citoyens, laissez-vous manger la laine sur le dos.

Le chauffeur aurait dû être félicité et mérite une promotion.

C'est les étudiants qui méritent des sanctions pour troubler l'ordre publique.

Qu'un simple citoyen ordinaire bloque les rues et empêche un autobus public de circuler et il recevra très rapidement contravention...

Si le chauffeur d'autobus avait appelé les policiers, ceux-ci auraient-ils intervenus ?

Deux poids, deux mesures.

Envoyé par [Pierre Therrien](#) de Québec, 22 mars 2012 à 12 h 26 HAE

Manifester est un privilège dont il ne faut pas abuser, mais mettre sciemment en danger la vie d'autrui est un crime. Il y a quelques années, des employés du RTC ont déclenché une grève en janvier. Ne subsistaient que les services essentiels. La clientèle a dû faire preuve de patience car les bus étaient surchargés et les horaires, à peu près plus respectés. Un étudiant de l'UL avait "manifesté" son mécontentement en aspergeant un chauffeur avec le contenu d'un sceau d'eau. Si ma mémoire ne me joue pas de tour, il avait fait l'objet de poursuites et tout le monde avait approuvé. Rien ne justifie de mettre en péril les gens qui bousculent votre horaire: c'est ça vivre en société.

Envoyé par [Summerhill Caroline](#) de Québec, 22 mars 2012 à 12 h 20 HAE

Bonjour,

Encore une fois, un travailleur légitime payé pour les idioties d'étudiants bébés gâtés. Au lieu de perturber la bonne conduite de la société, ils devraient plutôt aller dans un parc, pour manifester et à cet endroit, ils pourront sauter, chanter et même se faire des grands feux et sauter dedans. Ils auront peut-être à ce moment-là un peu de sympathie de la population.

Envoyé par [Michel B Rivard](#) de Québec, 22 mars 2012 à 12 h 16 HAE

On va suspendre les gens qui ne font que leur travail maintenant?

Envoyé par [Pascal Blaise](#) de Giffard, 22 mars 2012 à 11 h 55 HAE

Reste à prouver que la ligne de conduite dans un tel cas était claire pour tous les chauffeurs du RTC.

Si elle l'était... Le chauffeur a gaffé.

Qu'il assume sa bêtise.

Envoyé par [Charles Levasseur](#) de Beauport, 22 mars 2012 à 11 h 55 HAE

Félicitations au chauffeur puisqu'il n'y a pas eu de blessés et que les clients ont pu se rendre à destination à l'heure prévue.

LE SOLEIL: Passage forcé d'un autobus: le chauffeur relevé de ses fonctions - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 16h47 | Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 23h29



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Mercredi, un chauffeur du RTC a forcé le passage de son autobus à travers un groupe d'étudiants qui bloquait la rue Saint-Jean. Plusieurs manifestants ont eu très peur et ont porté plainte.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Le chauffeur du Réseau de transport de la Capitale (RTC) qui a forcé le passage de son autobus à travers un groupe de manifestants qui bloquaient la rue Saint-Jean, mercredi, a été relevé de ses fonctions pour une période indéterminée.

La porte-parole du RTC, Carole Brousseau, précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'une suspension, mais d'une procédure normale. «C'est dans notre protocole d'intervention, explique-t-elle. Lorsqu'il y a un incident avec un chauffeur, il est automatiquement relevé de ses fonctions.»

Le chauffeur ne sera pas autorisé à reprendre la route tant que le RTC n'aura pas terminé de consulter les témoins de l'accrochage et décidé s'il y a matière à sévir. «C'est très préoccupant, et on prend ça très au sérieux», dit Mme Brousseau.

Peu après 16h, mercredi, une trentaine de manifestants bloquaient les voitures sous la porte Saint-Jean lorsque le chauffeur est arrivé. Il a ralenti, mais a continué à avancer lentement, jusqu'à ce que les manifestants finissent par céder. Aucun d'entre eux n'a été blessé, mais plusieurs ont porté plainte contre lui.

Après les faits, le chauffeur a immobilisé son autobus un peu plus loin dans la même rue. *Le Soleil* lui a demandé pourquoi il avait poursuivi son chemin malgré la présence des étudiants. «Je m'en occupe pas, d'eux autres!» a-t-il répondu avant de refermer brusquement sa fenêtre.

Le RTC devrait déterminer le sort du chauffeur la semaine prochaine.

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : manifestation familiale à Rouyn-Noranda - Mise à jour le jeudi 22 mars 2012 à 13 h 46 HAE

(archives)



Des étudiants protestent contre la hausse des droits de scolarité

Une manifestation familiale pour soutenir les étudiants en grève est prévue pour samedi à Rouyn-Noranda. Le rassemblement est organisé par La Maison de la famille de Rouyn-Noranda et par le Syndicat des enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les organisateurs souhaitent attirer plus de 200 personnes à cette manifestation.

La coordonnatrice de la Maison de la famille de Rouyn-Noranda, Suzanne Boisvert, explique que la manifestation a pour but de montrer que les familles aussi sont affectées par la hausse des droits de scolarité. « Quand on doit quitter la région pour avoir accès aux études supérieures, pour plusieurs, c'est les parents qui assument une partie des frais de scolarité et des frais de logement », soutient-elle.

24HMONTREAL.CANOE.CA: Laval: Des étudiants campent au Collège Montmorency - Jeudi 22 mars 2012 10h19



© Google Street View
 Mathieu Courchesne
 LAVAL - Une cinquantaine de cégépiens en grève ont passé la nuit de mercredi à jeudi à l'intérieur du Collège Montmorency de Laval sous l'œil attentif des gardiens de sécurité. Le « bed in » aurait été autorisé par la direction de l'établissement.
 « Nous voulons être prêts pour la grande manifestation de jeudi, avait expliqué Joey Racine, président de l'Association étudiante du Collège

Montmorency (AGEM). Tout est arrangé pour que les étudiants puissent dormir dans les classes. On a préparé des pancartes. L'ambiance est très festive. »
 L'AGEM s'attendait à ce qu'au moins 500 de ses membres soient présents dans les rues de Montréal lors de la manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité. Les élèves du Collège Montmorency sont en grève depuis le 13 mars dernier.

CYBERPRESSE: Les étudiants manifestent dans l'est de Montréal - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 09h28 | Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 12h47



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
 Des étudiants ont bloqué une entrée du port de Montréal, jeudi matin. Isabelle Audet et David Santerre, La Presse
 Blocage du port, repli, nouveau blocage du port. C'est à un véritable jeu du chat et de la souris qu'ont été invités les policiers par les étudiants ce matin à Montréal.
 La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) avait promis hier une action de «perturbation économique» pour ce matin, avant la grande manifestation de l'après-midi. Ils ont tenu parole, et c'est le port qu'ils ont choisi comme cible.
 Un groupe d'étudiants s'était formé au parc Émilie-Gamelin vers 8h. À un moment donné, ils se sont engouffrés dans le métro. Un groupe partant sur la ligne jaune vers Longueuil, un autre vers l'est sur la verte.
 Ce dernier groupe a été rejoint par environ 200 manifestants au métro Cadillac. Tous sont descendus au terminus Honoré-Beaugrand pour marcher, voir même courir, sur plusieurs kilomètres.
 Vers 9h, entre 300 et 400 jeunes sont arrivés de toute part devant l'entrée du port de Montréal, angle Notre-Dame et Boucherville.
 Ils ont bloqué l'accès au port pendant une bonne demi-heure, empêchant des dizaines de camionneurs d'aller charger ou décharger leur marchandise.
 Ils ont finalement été évincés par la police. Le ton a monté, mais les manifestants ont quitté sans affrontement. Ils ont fait mine de retourner au métro Honoré-Beaugrand.

«Nous sommes partis en raison de l'intervention rapide des policiers, mais nous avons réussi ce que nous voulions: bloquer le port et entraîner des conséquences économiques. C'est le seul langage que comprend le gouvernement», a alors déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de LA CLASSE.



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
 La situation est devenue tendue, à un certain moment, entre les étudiants et les policiers au port de Montréal.
 Pour lui, cette action était à ce moment terminée.
 Mais quelques minutes plus tard, un groupe plus petit, d'environ 150 étudiants, est revenu à la course pour bloquer de nouveau la même entrée, prenant les policiers de court.
 Si certains camionneurs coincés dans une interminable file semblaient fulminer, d'autres klaxonnaient, le sourire aux lèvres, en guise d'appui à la cause étudiante.
 «Le gouvernement peut bien trouver de l'argent pour eux. Ils sont le cœur de notre société», a indiqué l'un d'eux à La Presse.
 Ce second blocage n'a duré que quelques minutes, les étudiants ont repris la rue Notre-Dame, vers l'est. Les manifestants se sont dispersés en fin d'avant-midi.
 Les étudiants comptent maintenant manifester cet après-midi au centre-ville de Montréal. Environ 100 000 personnes sont attendues, place du Canada, dès 13h.

LENOUVELLISTE: Conduite dangereuse sur la ligne de piquetage: amende de 1250 \$ - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h35

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
 L'UQTR a dû faire intervenir les policiers de la Sécurité publique de Trois-Rivières à au moins deux reprises, depuis lundi, alors que des automobilistes ont fait preuve d'agressivité au volant lorsqu'ils ont été ralentis par les lignes de piquetage des étudiants aux entrées de l'Université.
 Une automobiliste a notamment reçu une contravention pour conduite dangereuse assortie d'une amende totalisant 1250 \$, soit 1000 \$ plus les frais et de quatre points d'inaptitude pour son comportement dérogatoire.
 La direction de l'Université a donc demandé à ses agents de sécurité de se tenir au devant des manifestants afin d'éviter de nouveaux incidents.

«La règle qui a été donnée, c'est que les gens qui sont au niveau du ralentissement des entrées ont en charge de prendre les numéros de plaques des gens qui sont des contrevenants et de remettre la liste à M. (Christian) Montembeault, le directeur de la protection publique (de l'Université)», a expliqué hier Claude Arbour, vice-recteur à l'Administration, aux Finances et à la Vie étudiante.
 Le directeur a d'ailleurs déjà rencontré certains des conducteurs qui ont été identifiés.
 «On n'a pas pour ainsi dire de mesures disciplinaires qui sont en place, mais on va regarder le tout. Il les rencontre au moins en signe de pré-

vention pour ne pas que ça se produise dans les jours qui viennent», fait valoir M. Arbour.
 «C'est certain qu'on ne laissera pas ceux qui ont transgressé les règles continuer à se comporter comme ça. Il va falloir prendre des mesures», ajoute-t-il.
 Selon ce que Le Nouvelliste a pu apprendre, une automobiliste aurait eu à plusieurs reprises des comportements avec son véhicule pouvant poser danger aux manifestants tandis qu'un autre est passé sur le terre-plein pour se servir de la voie de sortie afin d'éviter la ligne de piquetage.





Le Soleil, Jocelyn Bernier

Un autobus du RTC a forcé le passage à travers des manifestants dans la rue Saint-Jean à Québec.



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Des étudiants ont bloqué la circulation sous la porte Saint-Jean, hier en fin d'après-midi, pendant un peu plus d'un quart d'heure.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La tension sociale monte autour de la hausse des droits de scolarité, alors que des dizaines de milliers d'étudiants sont attendus, aujourd'hui, pour une manifestation monstre à Montréal.

Mercredi après-midi, dans le Vieux-Québec, un chauffeur du Réseau de transport de la Capitale (RTC) a forcé le passage de son autobus à travers un groupe de manifestants qui bloquaient la rue Saint-Jean, risquant de les blesser.

Peu après 16h, une trentaine de manifestants empêchaient les voitures de traverser sous la porte Saint-Jean lorsque le chauffeur est arrivé dans un autobus presque vide. Il a ralenti, mais a continué lentement, en avançant par petits coups.

Les étudiants criaient et tapaient dans la vitre de l'autobus. Mais le chauffeur refusait de s'immobiliser, et les manifestants ont fini par céder.

Aucun d'entre eux n'a été blessé, mais plusieurs ont eu peur. Marie-Pier Vallières, par exemple, s'est retrouvée coincée entre l'autobus et une voiture bleue. «J'aurais pu me faire écraser, dit-elle. Mais j'ai été assez vite.»

Après les faits, le chauffeur a immobilisé son autobus une quarantaine de mètres plus loin dans la même rue.

Le Soleil lui a demandé pourquoi il avait poursuivi son chemin malgré la présence des étudiants. «Je m'en occupe pas, d'eux autres!» a-t-il répondu avant de refermer brusquement sa fenêtre.

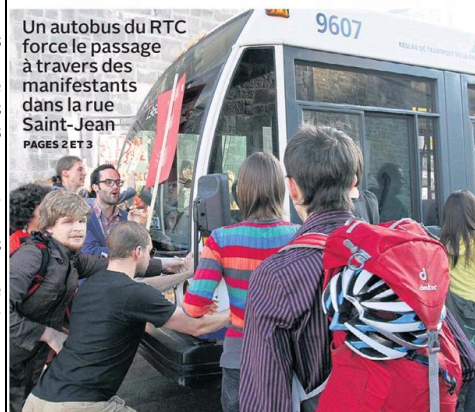
La porte-parole du RTC, Carole Brousseau, a indiqué mercredi qu'il s'agit d'un «excellent chauffeur», mais que «des mesures seront prises s'il y a eu faute». Des manifestants songent à porter plainte contre lui.

Si le comportement du chauffeur reste inexplicable, il semble témoigner d'une tension croissante au sein de la société autour de la hausse des droits de scolarité.

Devant le gouvernement qui refuse de revenir sur sa décision, le mouvement étudiant se montre plus menaçant et multiplie les coups d'éclat, au risque d'irriter la population.

GRÈVE ÉTUDIANTE

LES ESPRITS S'ÉCHAUFFENT



«Il y a certaines associations qui sont en grève depuis cinq semaines. Les gens sont excédés par l'attitude intransigeante du gouvernement», a souligné mercredi Marie-Christine Trottier, porte-parole du Front régional des associations étudiantes à Québec (FRAQ), après le blocage à la porte Saint-Jean, qui a duré exactement 16 minutes 25 secondes (comme dans hausse de 1625\$).

Une arrestation

Mercredi matin, des membres du FRAQ, lié à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, ont aussi bloqué les portes du pavillon Félix-Antoine-Savard, à l'Université Laval. Un

étudiant qui refusait de quitter les lieux a été arrêté par la police de Québec.

Dans les derniers jours, le gouvernement aussi semble avoir monté le ton. Mardi, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a sommé les étudiants de cesser «d'écoeur» les travailleurs après le blocage par des manifestants du pont Champlain, sur la Rive-Sud de Montréal, en pleine heure de pointe matinale.

Les deux camps ne risquent pas de relaxer, aujourd'hui. Les trois grandes fédérations étudiantes qui organisent la manifestation à Montréal s'attendent à dépasser les 100 000 personnes qui avaient marché en 2005 pour dénoncer la conversion de 103 millions\$ de bourses en prêts.

«Ça va être une manifestation historique», dit Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec. «Le gouvernement s'attendait à ce que le mouvement s'écrase assez rapidement, mais là, on voit qu'ils se sont trompés sur toute la ligne.»

Aujourd'hui, environ 63 000 étudiants qui ont voté une levée de cours pour la manifestation s'ajoutent à près de 240 000 étudiants en grève. C'est donc près de 303 000 étudiants qui boycotteront leurs cours à l'université et au cégep, sans compter les élèves du secondaire qui ont demandé à désertier leurs classes.

22 000 grévistes à l'UL

À Québec, plus de 22 000 étudiants de l'Université Laval seront en grève aujourd'hui dans toutes les disciplines, de l'anthropologie à la médecine en passant par la foresterie. Les associations étudiantes des cégeps de Sainte-Foy et Limoilou et le Collège F.-X.-Garneau ont aussi voté pour une levée de cours.

Environ 1500 étudiants de la région de Québec devraient monter dans des autobus ce matin pour aller manifester à Montréal.

Sami Bouabdellah / Agence QMI
MONTREAL – Une centaine de personnes se sont rendues, mercredi après-midi, au consulat de Finlande de Montréal pour simuler une demande d'asile politique.

Les manifestants souhaitent ainsi demander une amélioration de l'accès aux programmes de retour aux études et de formation au Québec. Selon eux, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Julie Boulet, agit «comme un véritable boulet» pour leurs aspirations.

Les manifestants ont vanté les qualités du système d'éducation de la Finlande, où 97% des jeunes terminent leur secondaire 5 dans les délais prévus, selon eux.



Jean-François Villeneuve / Agence QMI

Une cinquantaine de membres du groupe ARTUNG! ont installé, mercredi matin, plus de 300 affiches artistiques partout à Montréal.

Jean-François Villeneuve / Agence QMI

Des activistes ont trouvé une façon originale d'interpeller la population sur la question de la hausse des droits de scolarité. Ils ont installé, mercredi matin, plus de 300 affiches artistiques partout à Montréal.

Une cinquantaine de membres du groupe ARTUNG! ont créé leurs différentes œuvres d'art dans le but de les superposer à des panneaux publicitaires aménagés dans les présentoirs triangulaires disséminés sur les trottoirs de la ville.

«Notre but premier est de dénoncer la marchandisation de l'espace et des services publics, a expliqué Peggy Faye, porte-parole d'ARTUNG! La hausse des droits de scolarité s'articule dans cette mouvance et c'est tout naturellement que nous avons décidé de les appuyer».

Mme Faye nie tout lien avec les associations étudiantes qui manifestent quotidiennement depuis quelques semaines. «Nous ne sommes aucunement affiliés avec eux. Notre geste est une initiative collective autonome». Les affiches sont glissées dans les présentoirs, sans endommager le mobilier. «Il n'y a aucune détérioration des bornes. C'est une manifestation éphémère, qui est généralement enlevée par les compagnies dans les heures et les jours qui suivent».

Du vandalisme toléré

Sans condamner les gestes des activistes d'ARTUNG!, Olivier Racette, conseiller aux communications corporatives chez Astral, estime qu'il s'agit tout de même de vandalisme. «Pour être honnête, c'est dommage, mais ce n'est pas un problème majeur».

Il poursuit en ajoutant que la situation pourrait être différente si ce genre de manifestations devenait courant. «Pour l'instant, nous ne prévoyons pas faire de plainte contre ce groupe», a-t-il reconnu.

Les dessins et les peintures de l'exposition urbaine ont toutefois été retirés rapidement par les employés des compagnies d'affichage visées, dont Astral et CBS.

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestations étudiantes : un chauffeur du RTC perd patience – Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 18 h 05 HAE

Un chauffeur d'autobus du Réseau de transport de la Capitale (RTC) a perdu patience et a repoussé des manifestants avec son autobus. Une trentaine d'étudiants bloquaient la rue Saint-Jean vers 16 h, mercredi, en guise de protestation contre la hausse des droits de scolarité.

L'incident a provoqué la colère des manifestants. «C'est vraiment un geste inconscient socialement et pour la sécurité des manifestants», a dénoncé Mathieu Bureau, étudiant à l'Université Laval.

Le RTC n'exclut pas la possibilité de prendre des sanctions contre le chauffeur. La direction va d'abord visionner l'incident. Normalement, dans des cas semblables, la consigne donnée aux chauffeurs est de s'arrêter. «Ils doivent s'immobiliser et communiquer immédiatement avec le contrôle. On envoie un inspecteur qui va prendre les mesures nécessaires», explique Carole Brousseau, du RTC.

Quant aux étudiants, ils poursuivent leurs moyens de pression. Ils affirment que cette action ainsi que les manifestations qui se sont tenues à Québec mercredi sont un avant-goût de ce qui se passera jeudi à Montréal, où 30 000 étudiants sont attendus, dont 1500 de Québec.

Par ailleurs, des étudiants de la Faculté d'architecture de l'Université Laval ont manifesté dans le Vieux-Québec en après-midi.

Ils ont dit qu'il n'est pas facile pour eux d'assumer la hausse des droits de scolarité, et ce, même s'ils toucheront un bon salaire lorsqu'ils seront sur le marché du travail.

Ils ont organisé un rallye avec leurs propres créations à différents endroits du Vieux-Québec.

«Avec 325 \$ par année jusqu'à atteindre 1625 \$, vraiment, c'est trop. On ne peut pas supporter ça. C'est vraiment la régression pour l'étudiant qui est à terre, qui n'en peut plus», a affirmé une étudiante.

En matinée, une quarantaine d'étudiants ont bloqué l'accès au pavillon Félix-Antoine-Savard sur le campus de l'Université Laval. Les manifestants ont aussi réussi à hisser leur symbolique drapeau rouge sur le toit du pavillon.

Certains étudiants auraient commis des méfaits en posant ce geste d'éclat. Un étudiant qui avait refusé d'obtempérer à l'ordre d'évacuation donné par les policiers a été arrêté.

Les autres manifestants ont choisi de quitter les lieux à la suite de cette arrestation.

Les commentaires (65)

Envoyé par [Erick Gagnon](#) de Québec, 22 mars 2012 à 10 h 24 HAE

Ce "chauffard" de bus devrait lui-même "avancer par en-arrière" dans l'histoire : il se rendrait compte que les chauffeurs du RTC ont déjà utilisé la grève pour manifester leur mécontentement. Et quelle est la couche de la société qui

souffre le plus de l'arrêt de ce service? Eh oui : les étudiants.

Et si on ajoute le fait que cette réaction nous vient de quelqu'un qui a un salaire de base de 24,21 \$ l'heure pour un boulot qui ne demande aucune étude particulière...

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 56 HAE



Des étudiants bloquent la rue Saint-Jean



Manifestation des étudiants en architecture

Bravo au chauffeur ! Tous les automobilistes devraient faire de même. Nous n'avons pas à être pris en otage.

Que les étudiants aillent manifester devant le parlement.

Que le gouvernement oblige les étudiants à retourner étudier et qu'il leur refille la facture.

Envoyé par [John Smith](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 51 HAE

Quand on se plante au milieu de la rue faut s'attendre à se faire frapper.

Quand on tente d'imposer son point de vue et qu'on empêche les honnêtes travailleurs de se rendre au travail, faut aussi s'attendre à se faire frapper.

Envoyé par [Guy Boulette](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 33 HAE

Triste événement car il n'y aura jamais aucune justification valable d'avancer avec son véhicule sur des manifestants. Je craignais d'ailleurs que cela se passe à Montréal où les automobilistes, qui sont déjà très impatients, y goutent pas mal plus qu'à Québec. Celà étant dit, pourquoi la police n'est-elle pas intervenue avant, ils n'étaient tout de même pas des milliers?

Envoyé par [Marie Gagnon](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 13 HAE

«Que vous êtes sensée et raisonnable madame Gagnon. Je vous répond parce que je sais que votre commentaire s'adresse à moi comme d'habitude.»

Mme Giroux, vous vous donnez pas un peu d'importance ici? N'êtes pas la seule à faire abstraction du fait que les automobilistes ne sont pas tous en «promenade d'agrément»...voyez le nombre de gens en accord avec vos commentaires...

Envoyé par [Marie Gagnon](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 02 HAE

En me relisant j'ai réalisé que mon premier commentaire semblait «excuser» des comportements d'impatience qui peuvent être dangereux pour les manifestants, c'est loin d'être ce que je voulais dire...j'aimerais que et les étudiants, et certains «commentateurs» réalisent par contre que plusieurs personnes au volant ont des obligations et des responsabilités...certaines qui sont plus ou moins contraignantes d'autres qui le sont pas mal plus, c'est une simple question d'empathie 101...

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 22 mars 2012 à 09 h 00 HAE

Marie Gagnon a écrit: il y a une foule de raisons très valables et parfois très sérieuses pour qu'une personne n'ait pas le loisir d'attendre que les étudiants s'enlèvent du chemin, Ainsi donc, il y aurait une foule de raisons valables et sérieuses pour excuser quiconque foncerait sur des manifestants?? Vous êtes sérieuse...? Quand on n'a pas le loisir d'attendre, on fonce?

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 22 mars 2012 à 08 h 59 HAE

"L'incident a provoqué la colère des manifestants. « C'est vraiment un geste inconscient socialement et pour la sécurité des manifestants », a dénoncé Mathieu Bureau, étudiant à l'Université Laval."

Cher Mathieu Bureau, le geste dangereux pour les manifestant est de se planter dans la rue et de bloquer la circulation.

Quand à ceux qui disent que les gens chialent parce que vous bloquez les voitures, sachez que ce n'est pas pour la voiture que les citoyens récriminent mais pour les rendez-vous manqués; une entrevue d'embauche, un rendez-vous médical, un départ en train, toutes sortes de rendez-vous importants et difficiles à remettre.

Dans les grèves, on bloque l'entreprise contre qui on est en lutte, pas la rue ou le pont!!!

À moins que vous en ayez contre la population sachant que la majorité ne vous appuie pas !!!

Retournez donc sur les banc et apprenez à vivre.

Envoyé par [Marie Gagnon](#) de Québec, 22 mars 2012 à 08 h 45 HAE

Certaines personnes semblent totalement inconscientes qu'il y a une foule de raisons très valables et parfois très sérieuses pour qu'une personne n'ait pas le loisir d'attendre que les étudiants s'enlèvent du chemin, même s'ils sont d'emblée sympathique à leur cause...c'est pas une question de désolidarisation sociale, des fois, c'est juste les obligations de la vie qui entre en ligne de compte!

Envoyé par [Marie Morin](#) de Montréal, 22 mars 2012 à 08 h 20 HAE

@ Marie Giroux dit :On dirait que plusieurs n'ont pas d'enfants, ou n'ont jamais été jeunes, ou se foutent de l'éducation, ou se foutent seulement des autres, mais c'est un portrait de société bien laid que ce manque de solidarité, envers notre jeunesse en plus.

Ma chère regarder donc comment la plupart des étudiants(es) gère leur argent, moi je suis pas intéresser à faire vivre d'avantage les bars de la ville.

les vrais étudiants qui voit à leur éducation sont assis sur le banc d'école et non dans la rue à manifester car il n'ont pas de temps à perdre eux et il passe pas leur bourse à boire.

je considère pas cela comme un manque de solidarité mais comme une prise de conscience qu'on fais à nos jeunes, ils ont de l'argent pour consommer mais pas pour payer leurs études. où est la logique ?

Envoyé par [Sébastien Lucas](#) de Québec, 22 mars 2012 à 07 h 37 HAE

Il était temps quand tu bloque la route et que la police a pas le courage d'agir il y a des gestes comme ça qui arrive.

Les travailleurs d'Aveos eux sont tassé sauvagement par l'anti-émeute les étudiants eux se la coule douce.

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 22 mars 2012 à 07 h 28 HAE

Je pense que plusieurs ici seraient prêts à manifester pour défendre les droit de passage à leur auto plutôt que le droit d'accès à l'éducation.

On dirait que plusieurs n'ont pas d'enfants, ou n'ont jamais été jeunes, ou se foutent de l'éducation, ou se foutent seulement des autres, mais c'est un portrait de société bien laid que ce manque de solidarité, envers notre jeunesse en plus.

Vive les jeunes, vive les étudiants, vive l'éducation! Continuez!

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 22 mars 2012 à 07 h 18 HAE

Il y en a ici qui ont une vie tellement vide et égocentrique que même rendus sur le lit de mort, ils rageront encore après cette période de leur vie où eux et leur sacro-sainte automobile auront été ralentis par une manif étudiante....le drame de leur vie.....

Envoyé par [Jacques C-Royer](#) de Québec, 22 mars 2012 à 06 h 28 HAE

J'espère que ce chauffeur n'aura pas de sanction, les jeunes devaient se trouver en cours et non perturber la circulation... c'est le monde à l'envers!

Envoyé par [Marco Jetté](#) de Gatineau, 22 mars 2012 à 05 h 15 HAE

Pourquoi la RTC devrait prendre des sanctions envers son chauffeur ? ca devrait être le contraire et de poursuivre au civil comme au criminel ces étudiants ayant voulu empêcher cet homme de faire son travail. C'est vraiment le monde en envers.... on va protégés les malfrats maintenant.

Envoyé par [Daniel Bone](#) de Saint-Jérôme, 22 mars 2012 à 00 h 45 HAE

Je trouve cela vraiment incroyable de lire tous les commentaires. Lorsque les syndicats ont poussé nombre d'employés de grandes entreprises publiques et privées, ils ne se sont pas souciés des gens qu'ils mettaient dans l'embaras. Ce que je constate, c'est que les étudiants ne sont pas pris au sérieux dans ce débat. Ils ont le droit de revendiquer au même titre que tous

citoyens du Québec. Ce ne sont pas des enfants du primaire et du secondaire, ce sont des adultes. Cette négation dont ils sont victimes ne fera qu'augmenter leur détermination et risquera d'entraîner d'autres groupes de pression.

Je trouve cela très bizarre que la réaction des gens face à ce débat. Cela laisse une saveur amère dans la bouche. Cela sent la démocratie à la solde du capitalisme éhonté. Les gens sont rendus tellement individualistes, ça a même pas de sens et les jeunes n'oublierons pas cette épisode de leur vie et elle aura des répercutions dans le futur, dans la société future, croyez-moi.

Envoyé par [Marie Morin](#) de Montréal, 21 mars 2012 à 23 h 16 HAE

Combien d'argent est dépensé à toutes les jeudis, vendredis et samedis soirs seulement au bar la petite grenouille sur la rue Galvani à Québec ? par les étudiants(es) Il faut pas prendre le monde pour des pions. Le pire dans tout cela c'est les étudiants qui étudient vraiment et qui gère leur argent convenablement qui sont pénaliser et qui passe pour de pareil à ceux qui chiale.

Au cégep, vous passez votre temps à organiser des voyages à l'extérieur du pays qui sont payer à 80 % par les contribuables. Des voyages pour vos études dites vous ?. La première chose qu'on entend de ces voyages c'est que la téquila était bonne.

Envoyé par [Jasmin Bolduc](#) de St-Georges, 21 mars 2012 à 22 h 06 HAE

Bientôt, les policiers ne seront plus là pour surveiller les manifestations étudiantes mais pour les protéger de la colère de la population!

Envoyé par [Nicolas Lajeunesse](#) de Québec, 21 mars 2012 à 21 h 59 HAE

IL y a juste les étudiants et les fonctionnaires qui peuvent se permettre d'exiger d'avoir service et bien sans en payer le quart et ce, aux dépends des autres en plus ! Quel injustice évidente ! C'est drôle, tout ceux que je connais qui étudient dans des domaines où les gens sortent presque avec un emploi assurer s'en occupe pas de vos revendication parce que eux, ils veulent juste étudier peu importe le prix et finir au plus vite pour aller travailler et non pas pour végéter 6 ans à l'université après 5 ans au Cegep.

Envoyé par [Maxime Pinard](#) de Québec, 21 mars 2012 à 21 h 42 HAE

C'est dommage car à chaque fois que les étudiants agissent de la sorte, ils perdent des appuis considérables auprès de la population, ce qui risque de jouer contre eux éventuellement...

Envoyé par [Alain Rousseau](#) de Gatineau, 21 mars 2012 à 21 h 37 HAE

Suite a demain on va voir le sérieux du gouvernement...ou il se rend au demande des étudiants,ou il décrète une date pour la fin de la session et tous ceux qui continuent la grève vont subir les pertes, comme tous ceux qui font la grève il y a une perte a subir...faut être conséquent avec ses gestes,car ceux ci parlent plus que nos paroles..il faut que la récréation finisse d'une façon ou d'une autre....

Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec, 21 mars 2012 à 21 h 08 HAE

Vous n'avez encore rien vue. La semaine prochaine sera la semaine de la perturbation économique. Je sais que tout le monde aimerait qu'on s'y prenne autrement, moi le premier, mais on en est malheureusement rendu là.

Envoyé par [Denis Genois](#) de Québec, 21 mars 2012 à 21 h 06 HAE

J'ai bien hâte de voir en vertu de quelle loi ils vont déposer plainte puisqu'eux même étaient en train de commettre un geste illégal !

Et ça va être quoi les sanctions des étudiants pour avoir bloqué une voie publique et tenter d'endommager l'autobus???

Pas fort de se mettre à dos le public. En quoi bloquer une rue pour empêcher les travailleurs, pères et mères de familles, de rentrer chez eux vâ-t-il faire reculer le gouvernement?

Envoyé par [Jeff Lafleur](#) de Bas du Fleuve, 21 mars 2012 à 20 h 47 HAE

Quand t'écœure ceux qui paient les taxes et impôts pour faire instruire ces égoïstes du système, il ne serait pas surprenant qu'il y aie du brasse camarade dans un avenir rapproché.

Les barrages de ponts, de rues, d'édifices, etc., les étudiants frappent sur le mauvais clou, celui de ceux qui pourraient prendre fait et cause pour eux.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec, 21 mars 2012 à 20 h 22 HAE

Une belle illustration du fait que nous gagnerions tous à avoir une population plus scolarisée!

Envoyé par [Daniel Minville](#) de Québec, 21 mars 2012 à 20 h 19 HAE

Ce chauffeur doit absolument être sanctionné et de façon exemplaire. Je ne crois pas du tout qu'il représente un exemple de ce qu'aurait fait ses confrères. Son geste était inapproprié, dangereux, inconscient et comme le disait un autre intervenant, s'il est capable de ça, je ne me sentirais pas en sécurité dans un autobus conduit par lui.

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 21 mars 2012 à 20 h 03 HAE

Les étudiants jusqu'à maintenant n'ont pas su jouer leurs cartes.

Et demain s'il y a de la casse....le gouvernement va se camper dans ses positions avec le support

de tous les payeurs de taxe....qui en ont marre de payer

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 21 mars 2012 à 20 h 00 HAE

Est-ce que le chauffeur a perdu patience ou si les étudiants étaient sur le parcours des autobus ???

Des gestes insensés se multiplient par des

Envoyé par [Pierre Pelletier](#) de Québec, 21 mars 2012 à 19 h 38 HAE

Je ne serais pas surpris que ce chauffeur soit blanchi auprès du RTC..... Et pendant ce temps, des pompiers qui sont venus en aide à une dame risquent de perdre leur emploi....

Envoyé par [Dany Paquet](#) de Québec, 21 mars 2012 à 19 h 31 HAE

À trop tanner le peuple, le peuple va se tanner !

Envoyé par [Claude Boucher](#) de Québec, 21 mars 2012 à 18 h 39 HAE

Je questionne le comportement du chauffeur de bus, qui a perdu la tête dans le trafic. Un chauffeur qui agit de telle manière n'assure pas la sécurité de ses passagers, ce qui devrait être la priorité numéro 1 de tout titulaire de permis de conduire de classe 2. En tant qu'usager, j'espère que le RTC saura discuter avec ses chauffeurs des procédures à prendre dans de telles situations.

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 21 mars 2012 à 17 h 36 HAE

30 manifestant !!!

Rappelez-moi donc: ils sont combien en grève? 30 manifestant !!!

Comme disent les jeunes : MDR

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 21 mars 2012 à 16 h 52 HAE

Fermons tout les départements universitaires qui ne donne pas un pourcentage de placement supérieur à 80%.

Limitons les prêts et bourse à un montant maximal et pour un temps maximal normal pour un BAC.

Remontons les critères d'admissibilité universitaire.

Ajustons comme il se doit les frais universitaire par d'autre moyen.

Si les étudiants gagnent ont vas sens aller vers cela.

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 21 mars 2012 à 15 h 19 HAE

Allons -nous revoir les événements malheureux de London le 17 mars ???

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 21 mars 2012 à 14 h 53 HAE

Pourquoi la manifestation au Savard en non au Pouliot, Vachon ou Vandry

Parce que les étudiants au Savard on la plus petite cote R et se foute de leur avenir à l'encontre des étudiants en médecine, pharmacie, sciences infirmières et sciences pures et génie

Tres significatif

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 21 mars 2012 à 13 h 53 HAE

Des geste d'éclats oui, dans le respect des lois.

Demain beaucoup seront dans la rue surtout à Montréal et beaucoup seront là pour observé.

Il fait chaud et demain bien que plus frais, si la manif devait se poursuivre en soiré, c'est certain que ça vas dégénéré.

Si cela dégénère le public n'aimeras pas cela et plusieurs pencherons du coté du Gouvernement.

LESOLEIL.COM: Un autobus du RTC force son passage à travers un barrage d'étudiants - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 17h47



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Un chauffeur du RTC a forcé le passage de son autobus à travers un groupe d'étudiants qui bloquait la rue Saint-Jean dans le Vieux-Québec, mercredi après-midi. Plusieurs manifestants ont eu très peur, mais personne n'a été blessé.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Un chauffeur du RTC a forcé le passage de son autobus à travers un groupe d'étudiants qui bloquait la rue Saint-Jean dans le Vieux-Québec, mercredi après-midi, pour manifester contre la hausse des droits de scolarité.

Il n'a pas fait de blessés, mais des manifestants ont eu très peur. Peu après 16h, une trentaine d'étudiants empêchaient les voitures de traverser sous la porte Saint-Jean lorsque le chauffeur est arrivé dans un autobus qui semblait presque vide. Il a ralenti pour ne pas écraser les étudiants, mais a avancé lentement pour forcer le passage. Les étudiants criaient et tapaient dans sa vitre, mais le chauffeur refusait de s'immobiliser comme les voitures qui le précédaient, gesticulant agressivement pour ordonner aux étudiants de se tasser. Sous la menace du poids lourd, les manifestants ont fini par céder. Marie-Pier Vallières, une des manifestantes, raconte qu'elle a eu peur lorsqu'elle s'est retrouvée coincée entre l'autobus et une voiture bleue. «J'aurais pu me faire écraser, dit-elle. Mais j'ai été assez vite.» Le chauffeur est ensuite resté immobilisé une quarantaine de mètres plus loin sur la rue Saint-Jean. Questionné à savoir pourquoi il avait poursuivi son chemin malgré la présence des étudiants, le chauffeur a répondu: «Je ne m'occupe pas d'eux autres!», avant de refermer brusquement sa fenêtre.

RADIO-CANADA / RIVE-NORD: Une « marche funèbre » des étudiants en grève à Repentigny - Mercredi 21 mars 2012 à 17 h 06



Vincent Champagne

Quelques dizaines d'étudiants des trois campus du Cégep régional de Lanaudière (Joliette, Terrebonne et L'Assomption) ont manifesté mercredi après-midi à Repentigny, dans le cadre de la grève étudiante. Le groupe a emprunté les rues du centre-ville avant de terminer la marche devant les bureaux administratifs du cégep. Les étudiants ont qualifié leur action de « marche funèbre » afin « d'enterrer symboliquement l'éducation universitaire ». Un cercueil symbolique était porté par les étudiants qui ont observé une minute de silence en cours de route. Les étudiants dénoncent la hausse des frais de scolarité. [Revivez notre couverture en direct de l'événement] Pendant ce temps, les élus poursuivent le débat sur les droits de scolarité. La chef du Parti québécois, Pauline Marois, [exhorte Jean Charest](#) à dialoguer avec les étudiants.

Revivez notre couverture en direct de l'événement



Quelques dizaines d'étudiants des trois campus du cégep régional de Lanaudière ont manifesté mercredi à Repentigny contre la hausse des frais de scolarité. Les étudiants ont qualifié leur action de « marche funèbre » afin « d'enterrer symboliquement les études universitaires ».



Selon la police de #repentigny, il n'y a pas plus de 50 personnes. pic.twitter.com/P5ZpuBB8



1.



Je suis arrivé au parc de l'Ile-Lebel, à #repentigny, où se réunissent les étudiants des cégep de #Lanaudière. pic.twitter.com/Ad0nWWMA



2.



Selon Caroline Nicol, de l'asso étudiante de #lassomption, à gauche sur la photo, on attend environ 200 personnes. pic.twitter.com/0DyVcEki



3.



4.



"Le gouvernement est resté sur ses positions avec le budget, nous restons aussi sur nos positions." - Luca Galarneau pic.twitter.com/DVqQzaT3



5.



Une grande bannière est déployée : "#Lanaudière en grève" pic.twitter.com/DMKuQBqT



6.



Kathleen et Christophe, du cégep de [#Terrebonne](#), pleurent lors des "funérailles de l'éducation", le thème du jour. pic.twitter.com/d4hjOp5b



7.



Des étudiants de [#Terrebonne](#), accompagnés d'un prof, Sylvain Harvey pic.twitter.com/spbRwzOB



8. C'est parti! La marche s'ébranle. [#Grèveétudiante](#) [#repentigny](#)



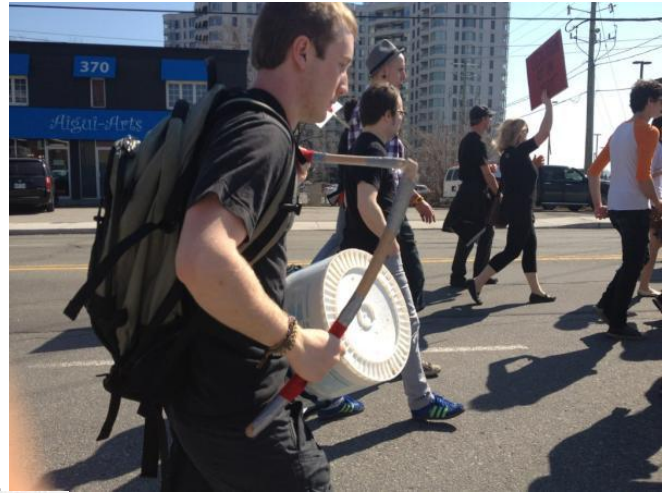
9.



Le groupe d'environ 75 étudiants, bien encadré par la police, marche d'un bon pas sur la rue Notre-Dame direction ouest pic.twitter.com/oh89JINT



10. Des automobilistes klaxonnent pour appuyer les étudiants.



11.



Un percussionniste donne le rythme aux chants revendicateurs. "Oui oui oui à la gratuité scolaire". pic.twitter.com/YdQ9JSim



12.



Le "cercueil de l'éducation" transporté par les manifestants : pic.twitter.com/PHeSErvi



13.



Les manifestants sont maintenant sur le boulevard Iberville. "So-So-So... Sauvons l'éducation!" pic.twitter.com/DNI6UYFS



14.



Les étudiants sont en forme : ils marchent vite ! "Non à la hausse!", scandent-ils. pic.twitter.com/sdkf3niA



15.

"Étudiants en colère pour la gratuité scolaire""À qui la rue?À nous la rue"
"Un peuple instruit jamais ne sera vaincu"chantent les étudiants

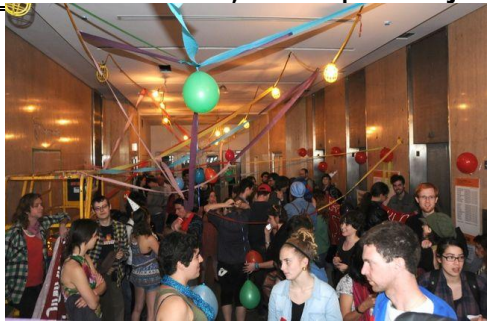


16.



Les étudiants observent une minute de silence pour "la mort de l'éducation". pic.twitter.com/PJaIT688

JOURNALDEMONTREAL.COM: Frais de scolarité: Les étudiants de Concordia bloquent les ascenseurs - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 13H37 | Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 14H21



© Maxime Deland / Agence QMI

Des étudiants ont bloqué l'accès aux ascenseurs.

Maxime Deland / Agence QMI

MONTREAL - Le mouvement de protestation étudiant ne semble pas vouloir s'essouffler. Quelques dizaines de manifestants ont Afficher 3 commentaires

- carial
Bonjour
Depuis quelque semaine les étudiants font la grève, bloc des routes, des ponts, tout cela coute très cher a la société
Voici ce que je pense qu'on devrait offrir
Frais de scolarité Ex: \$4000 mais si tu termine et réussis tu obtiens un remboursement complet des tes frais de scolarité payé par la société (Gouvernement) je suis sur que cela, causerais beaucoup moins de problème et couterais beaucoup moins cher

- Qu'en pensez-vous? :)
GhostRiderRun
Si Mme Isabelle Gaston a fait pu faire plier Québec, les étudiants aussi peuvent faire plier Québec.
C'est la même démocratie et le même enjeu : de l'aide pour les victimes et de l'aide pour les étudiants.
(Modifié par l'auteur il y a 1 jour)
- coutu_ju [Réduire](#)
Ayoye !! Quel discours...
Mme Gaston parle de vraies victimes, alors que les étudiants se POSENT en victimes

alors qu'ils ne le sont absolument pas !!!
Isabelle Gaston a perdu ses enfants parce qu'un sociopathe les a tués...alors que les étudiants sont sur le bord de perdre une session et seront obligés de la reprendre...Mais bon, si tu trouves que la demande est la même...t'as le droit d'avoir l'air fou...tes arguments sont tellement farfelus !!
Vous ne faites pas pitié...vous ne faites pleurer personne...arrêtez, on vous a assez vu, il me semble que l'acharnement thérapeutique a une limite...vos bouffonneries aussi !!!

bloque l'accès aux ascenseurs de l'université Concordia, mercredi matin, avant d'être expulsés par les policiers.

Les étudiants ont occupé l'entrée de l'établissement pendant environ trois heures. Leur présence a empêché le personnel de l'université, ainsi que les étudiants souhaitant assister à leurs cours, d'utiliser les ascenseurs. Vers 11 h 15, un avis d'expulsion a été lu aux manifestants et ils ont reçu l'ordre de quitter l'endroit. S'ils refusaient de s'exécuter, une douzaine de policiers étaient sur les lieux pour procéder à leur arrestation. Les manifestants ont alors quitté dans le calme. Ils se sont ensuite rendus quelques centaines de mètres plus loin, où ils se sont assis au beau milieu du boulevard De Maisonneuve Ouest, devant le pavillon Henry F. Hall. Les étudiants ont installé chaises, divans et tables de pique-nique sur la voie publique, ce qui laisse croire qu'ils prévoient demeurer à cet endroit pendant un bon moment, comme ils l'avaient fait mardi. Par conséquent, le boulevard De Maisonneuve Ouest a dû être fermé à la circulation entre les rues Bishop et Mackay. De leur côté, les policiers veillaient au grain, quelque peu en retrait.

JOURNALDEQUEBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Pavillon bloqué: Un étudiant arrêté à l'UL - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 9H01 | Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 14H30

VIDEO: Un étudiant a été arrêté, ce matin, lors d'une manifestation à l'Université Laval. , 21 mars 2012, Journal de Québec
Nicolas Saillant

Une quarantaine d'étudiants se sont postés devant les portes du pavillon Félix-Antoine-Savard et ont empêché les étudiants de pénétrer dans le bâtiment.

Les manifestants disaient vouloir interdire l'entrée jusqu'à l'avis d'éviction. Vers 8 h 35, les policiers présents ont toutefois exigé que les manifestants libèrent l'endroit.



Un étudiant qui voulait voir de ses yeux l'avis d'éviction avant de quitter a finalement été arrêté par la police de Québec pour entrave. «On n'a pas eu d'avis d'éviction, mais je me fais arrêter quand même», a-t-il dit pendant qu'un agent lui passait les menottes. Plus tard, une plainte de méfait a été déposée par l'Université Laval à la police en raison de bris qui seraient survenus sur le toit du pavillon. Les

étudiants qui voulaient installer un immense carré rouge sur la façade de la tour, auraient brisé une porte. Le SPVQ a donc ouvert une enquête.

Faible appui

Ce sont des grévistes en philosophie de la FRAQ-ASSÉ qui ont bloqué le pavillon, mais un grand nombre d'étudiants venus assister à leur cours

souhaitent que le bâtiment soit libéré rapidement.

«Je n'ai aucune solidarité pour des actes illégaux», a lancé Christian, un étudiant en théologie. Finalement, ceux-ci ont pu se rendre en classe dès 8 h 45.

La FRAQ-ASSÉ prévoit faire une autre manifestation cet après-midi au centre-ville de Québec.

LAPRESSE.CA: Grève étudiante: le web, lieu de tous les débats – mercredi 21 mars 2012 | 08 h 28



Photo: Martin Chamberland, La Presse

Le blocage du pont Champlain par des manifestants cégépiens et étudiants, hier matin, en direction de Montréal, a provoqué un important bouchon de circulation sur la Rive-Sud.

Marie-Eve Morasse, La Presse

Les bouchons de circulation sont d'une redoutable efficacité quand vient le temps de tester la patience des gens. Celle de milliers d'automobilistes a été mise à rude épreuve, hier matin, quand le pont Champlain a été bloqué par une manifestation étudiante.

Dans le lot se trouvait le maire haut en couleur de Huntingdon, Stéphane Gendron. De sa voiture, il a exprimé son mécontentement.

«Les tabarnaks d'étudiants. Les criss, ça va finir dans le sang un moment donné. Ils ne cessent de provoquer... Câlisse on veut aller travailler bande d'esties de puants sales. La bastonnade, c'est pour quand?», a-t-il écrit [sur sa page Facebook](#).

Ses propos ont rapidement été relayés sur les réseaux sociaux. Certains ont appelé le maire au calme et déploré son agressivité, d'autres l'ont félicité et en ont rajouté.

Joint par *La Presse*, celui qui se dit en faveur de la hausse des droits de scolarité n'a pas renié ses propos. «Moi, je suis monsieur et madame

Tout-le-Monde quand je suis dans mon char. Je ne suis pas fait en bois. Ces gens-là se plaignent le ventre plein!», a-t-il déclaré.

Stéphane Gendron n'a pas le monopole des coups de gueule sur le web. La grève étudiante des dernières semaines montre de nouveau qu'il s'agit d'un lieu vers lequel on se tourne naturellement pour débattre et s'indigner.

C'est également un bouchon de circulation causé par une manifestation étudiante à la fin du mois de février qui a convaincu Matthieu Bonin de déverser son fiel sur YouTube. En des termes que Stéphane Gendron n'aurait peut-être pas reniés et en multipliant les sacres, il a accusé les étudiants de s'en prendre aux mauvaises cibles en bloquant la circulation. Son discours a visiblement touché une corde sensible. La vidéo intitulée [«Les osti d'manifestations»](#) a été vue plus de 235 000 fois sur YouTube.

«Je l'ai fait pour donner l'envers de la médaille, pour donner une opinion qui est partagée par la population qui est impliquée malgré elle», explique le jeune homme de 22 ans d'un ton posé qui contraste avec sa virulence sur le web.

Étudiant à l'École nationale de l'humour, Matthieu Bonin affirme que son ton hargneux lui a valu «trois ou quatre menaces de mort». Mais il ne regrette pas d'avoir utilisé son ordinateur pour faire valoir son point de vue ou «péter sa coche», selon ses propres dires.

«J'aurais pu envoyer une lettre à mon journal local et être lu par 2000 personnes, mais je considère que le web est le média le plus efficace pour transmettre un message», dit-il.

Une efficacité sur laquelle misent les grévistes. À la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Julien Royal a pris le rôle de responsable des réseaux sociaux. Il relaie les blogues, photos ou vidéos diffusés par les étudiants et cégépiens et tente de s'assurer qu'ils soient vus.

«L'information voyage très vite et l'internet permet de mobiliser des gens qui ne seraient pas mobilisés autrement. C'est un moyen de connecter les gens entre eux, de mobiliser les étudiants autour de certaines idées», explique-t-il.

Il compare les réseaux sociaux au «parvis de l'église des temps modernes». «Bien sûr, ça a aussi des travers. Les discussions sont parfois houleuses et on voit des déclarations à l'emporte-pièce. Mais je considère que c'est un outil qui sert davantage à rassembler les gens qu'à les diviser», conclut-il.

- Avec la collaboration de David Santerre

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Budget 2012 : les étudiants restent déterminés à poursuivre la lutte – Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 6 h 29 HAE



Étudiants devant le Parlement de Québec

Manifestations étudiantes en images



Manifestation étudiante devant le Parlement de Québec.



Des étudiants manifestent sur le boulevard René-Lévesque devant le parlement.



Les étudiants ont installé ce carré de tissu rouge à place de l'Université du Québec.

Tel qu'annoncé, le nouveau budget maintient la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année, à compter de l'automne prochain. Cette mesure déçoit les étudiants, mais ne les décourage pas pour autant dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, souligne qu'en plus de la hausse des droits de scolarité, le budget ne contient ni bonification du programme des prêts et bourses ni mesure visant à améliorer la façon dont les universités gèrent leur argent. Ce budget va amplifier la mobilisation dans les prochains jours, affirme-t-il.

« Si le gouvernement Charest s'attendait à ce que ça scie les jambes du mouvement étudiant, je pense qu'il se trompe, et de beaucoup. »

Il ajoute qu'une grande manifestation nationale est prévue le 22 mars prochain à Montréal. Les organisateurs attendent des dizaines de milliers d'étudiants de toutes les régions. Des manifestations sont également prévues le 27 mars et le 4 avril.

« Si ce que voulait le gouvernement libéral, c'est la guerre. Eh bien! il va l'avoir. » — Léo Bureau-Blouin

Journée de manifestation étudiante

Les étudiants ont manifesté mardi, à Québec, pendant le huis clos précédant le dépôt du budget du gouvernement Charest. Certains ont bloqué une partie du boulevard René-Lévesque pendant deux heures.

Une centaine d'entre eux ont accueilli en avant-midi le ministre des Finances, Raymond Bachand, à son entrée au Centre des congrès.

Des centaines d'autres, membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), se sont joints aux manifestants vers 14 h devant l'Assemblée nationale. L'escouade antiémeute était sur place ainsi que des policiers spécialisés dans le contrôle des foules, mais le tout s'est déroulé dans le calme.

Tôt mardi matin, les étudiants ont effectué une opération de visibilité à l'intersection de la rue de la Couronne et du boulevard Charest.

Vêtus de rouge, les manifestants ont brandi des pancartes et scandé des slogans sans toutefois perturber la circulation. Ils ont aussi installé une grande affiche rouge à la place de l'Université du Québec pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.



Manifestation étudiante à Québec

Les commentaires (23)

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec, 21 mars 2012 à 12 h 59 HAE

Au fait, je ne vois aucune mesures sur les hausses de frais de scolarité?? Le gouvernement a même dit qu'il y aurait 7000 étudiants de moins sur les bancs et pour combler cela il a dit qu'il bonifierait les prêts.

Or, je ne vois rien dans ce budget qui soit sensible à l'accessibilité aux études supérieures advenant une hausse des frais de scolarité à terme de 75%!

Envoyé par [Etienne Lareau](#) de Val-d'Or, 21 mars 2012 à 10 h 26 HAE

Après le dépôt du budget, déficitaire qui plus est, je pense que c'est fini, le gouvernement ne pliera pas. La situation n'est pas la même qu'en 2005, où l'enjeu était 103 millions de dollars de bourses que les libéraux avaient converti en prêts.

Envoyé par [Maxime L](#) de Montreal, 21 mars 2012 à 08 h 50 HAE

Seulement 13% de la population québécoise a un diplôme universitaire. De ce 13% seulement 7% travaille réellement dans leur domaine.

Alors pour 100% des contribuable devrait payer pour seulement 7% de la population qui va gagner 2 fois mon salaire.

J'espère que Charest va garder le cap.

Envoyé par [Salomé Guyon](#) de Montréal, 21 mars 2012 à 08 h 37 HAE

(suite du premier message)

Quant aux médias, ils devraient peut-être retourner à l'école et apprendre à compter. Combien serons-nous dans les rues demain ? 24 ?!!!!!!! Ne vous trompez pas. C'est la température prévue !

Envoyé par [Salomé Guyon](#) de Montréal, 21 mars 2012 à 08 h 36 HAE

Et les rangs des manifestants grossissent. Les élèves du secondaire se mobilisent et seront présents demain, lors de la manifestation nationale. J'ai assisté à une de leurs rencontres hier midi (alors qu'il faisait soleil et oui, ils étaient enfermés, n'en déplaie à certains pensant que nos jeunes profitent du soleil !), et ils m'ont agréablement impressionnée par la qualité de leurs réflexions. Ils comprennent parfaitement les enjeux de cette hausse et ils ont été capables de faire le pour et le contre de celle-là.

Par ailleurs, le débat n'a pas seulement porté sur l'argent. Ils ont mis en exergue la gratuité scolaire et les choix que fait notre société. Je persiste à penser que le savoir et l'enseignement sont des droits universaux et, de façon utopique, ils ne devraient avoir ni frontières ni continents.

Je suis consciente que cela reste une utopie et une idéologie quelque peu naïve, mais peut-être que certaines utopies verront finalement le jour. En attendant, je suis très fière de nos jeunes et je serai à leur côté demain.

(suite dans un autre message)

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 20 mars 2012 à 23 h 18 HAE

Les étudiants gagne rien en bloquant des ponts, mais ils perdent beaucoup d'appuis chez la population et d'avantage que ceux qu'ils ont bloqué, par ce que la diffusion dans les médiats font que le monde se demande s'il seront bloqué à leurs tour demain matin et la beaucoup change d'avis fasse à ces manif

On vas assisté dans les prochaines heures à un clivage de plus en plus grand entre les pour et les contres.

Le gouvernement ne doit pas plié d'aucune façon.

Depuis deux jours on a entendu tellement d'ineptie de la par de certain dirigeant étudiants (24h en 60 minute spécial étudiants) et d'autre interviu un peut partout. Les étudiants affirme des fauseté et sans serve comme prémisse à justifié leurs demande.

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 20 mars 2012 à 19 h 17 HAE

Il y a un aspect pervers de cette grève: Pour réussir il faut de la motivation. Or cette grève est un élément démotivant. Ceux qui sont dans la rue sont ceux qui ont le moins de chance de décrocher un emploi rémunérateur
Ma prédiction: Cette grève fera augmenter le décrochage au CEGEP et bacc.
Cette cause est perdue d'avance et vous allez perdre votre session.....et le support du publique.
Alors retourner à vos cours et vite....
Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 20 mars 2012 à 13 h 55 HAE
On peut comprendre que personne ne veut payé plus cher quoi que se soit.
Mais tout as un prix

La première année universitaire (qui es ici au Québec l'équivalent de la deuxième année collégiale) est gratuite. (en comparant avec le reste du Canada)
Envoyé par [Jonathan Breton](#) de Lévis 20 mars 2012 à 13 h 39 HAE
Sont pas beaucoup. J'en compte une soixantaine, 80 tout au plus
Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 mars 2012 à 12 h 03 HAE
WoW! Quel mouvement de So! So! Solidarité!
Une dizaine de peinturé tout rouge... à entendre les présidents des différents comités il y a de plus en plus d'étudiants qui s'unissent au mouvement?
Une dizaine... Un cours de math accéléré peut-être? Ou en fumer du un petit peu moins fort?

Envoyé par [Patrick Roberge](#) de Québec, 20 mars 2012 à 11 h 34 HAE
Si les étudiants sont si certains qu'ils ont un appui majoritaire de leurs membres, qu'ils fassent un vote de grève secret sur trois jours. Comme ça, tout le monde aura le temps de voter et il n'y aura pas d'intimidation d'un bord ou de l'autre.
Mais c'est pas la manière des gauchistes et/ou des syndicaux!
Envoyé par [Claude Lavoie](#) de Sillery, 20 mars 2012 à 09 h 15 HAE
"Vêtus de rouge, les étudiants brandissent des pancartes et..." -SRC
Vêtus de rouge? La seule couleur rouge vraiment présente sur la photo c'est la couleur de la superbe Dodge Challenger.

JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTRÉAL.COM: Budget: 200 étudiants manifestent à Québec - Publié le: mardi 20 mars 2012, 20H59 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 20H59



Photo Daniel MALLARD / Agence QMI
Des étudiants ont manifesté pacifiquement à Québec, mardi, jour de dépôt du budget provincial.

Agence QMI
QUÉBEC – Environ 200 étudiants ont manifesté devant le Centre des congrès de Québec, vers 14 h, mardi, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité à l’occasion du dépôt du budget Bachand.

On les attendait d'abord devant l'Assemblée nationale, où ils devaient faire un sit-in, mais ils se sont finalement présentés de l'autre côté du boulevard René-Lévesque, devant le Centre des congrès
Ils ont bloqué la circulation en direction ouest, sur le boulevard René-Lévesque, tout juste devant l'endroit où les journalistes étaient réunis à huis clos pour la présentation du budget.
Puis, vers 16 h, certains se sont postés devant l'Assemblée nationale, alors que les autres ont tout simplement levé le siège. Les derniers manifestants ont quitté le parvis de l'Assemblée nationale vers 16 h 30.
«On veut dire qu'on est encore présents, qu'on va encore être actifs et qu'on va les talonner jusqu'à la fin, a expliqué une manifestante, plus tôt mardi matin. On attend toujours des réponses de leur part, côté éducation. On va voir s'il y a quelque chose ou pas.»
En matinée, ils ont été une quarantaine à s'asseoir, durant quelques minutes, autour d'un carré de tissu rouge posé devant l'Assemblée nationale, avant de se rendre manifester dans la Basse-ville de Québec, au coin du boulevard Charest et de la rue de la Couronne.
À cette intersection, ils ont défilé, sans nuire à la circulation, profitant des feux pour piétons pour traverser la rue, drapeaux et pancartes rouges en main, en scandant des slogans.
Puis, certains d'entre eux se sont ensuite rendus manifester durant quelques minutes devant le Centre des congrès de Québec et prévoyaient s'y rendre à nouveau pour le dépôt du budget.
Une manifestation étudiante est prévue le 27 mars prochain à Québec.

LA TRIBUNE: En colère contre le budget, ils prennent la rue - Publié le mardi 20 mars 2012 à 17h47



Imacom, Julien Chamberland

Claude Plante, La Tribune

(Sherbrooke) Le budget provincial présenté mardi n'a rien pour calmer la grogne qui sévit des mouvements populaires et étudiants depuis plusieurs mois. Même qu'il a tendance à l'amplifier.
Le ministre des Finances, Raymond Bachand, n'avait pas encore fini de lire son discours que les représentants des divers groupes de Solidarité populaire Estrie prenaient la rue pour une manifestation, la deuxième de la journée à Sherbrooke contre la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans.
Le tout s'est déroulé sous surveillance policière. Même qu'une autopatrouille du Service de police de Sherbrooke était stationnée pas très loin du 187 de la rue Laurier, comme si les autorités s'attendaient à une marche dans la rue.
Cette présence policière a quelque peu surpris les organisateurs de la rencontre de visionnement du budget Bachand qui précédait la manifestation.
Malgré les manifestations et les gestes d'éclat des dernières semaines, ce budget maintient la hausse des droits de scolarité. «C'est insultant pour nous les étudiants», lance Isabelle Houle, porte-parole de l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEEFLSH).

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Québec :Les étudiants attendent le budget - Publié le: mardi 20 mars 2012, 8H59 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 15H33

Nicolas Saillant
VIDÉO: Manifestation devant le Centre des congrès d'étudiants alors que les journalistes et les experts étudient le budget Bachand à huis clos. , 20 mars 2012 , Journal de Québec
Nicolas Saillant
Une centaine de manifestants qui s'étaient regroupés devant l'Assemblée nationale en prévision d'un «sit-in», bloquent maintenant le boulevard René-Lévesque devant le Centre des congrès de Québec où à lieu le

huis clos des journalistes affectés à l'étude du budget Bachand.
Le «sit-in» organisé par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) devait débiter à 14 h en prévision du dépôt du budget provincial prévu à 16h. Les manifestants réunis devant l'Assemblée nationale se sont toutefois dirigés directement vers le Centre des congrès et ralentissent la circulation qui se fait sur une seule voie.
Manif depuis ce matin

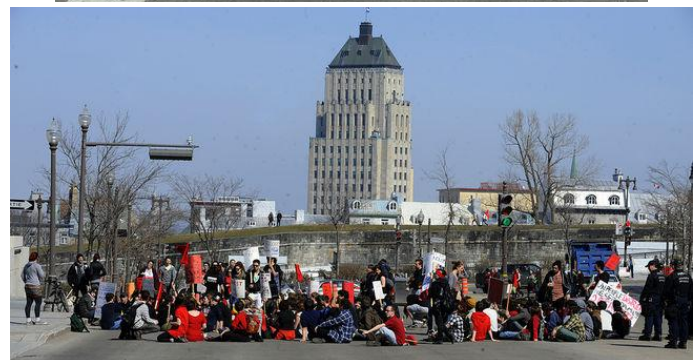
Ce matin, une trentaine de grévistes se sont postés au coin de la rue de la Couronne et du boulevard Charest pour sensibiliser les automobilistes à leur cause, sans nuire à la circulation.
Un énorme carré rouge, symbole de la manifestation étudiante, a aussi été placé sur la porte Saint-Jean dans le Vieux-Québec. À Montréal, d'autres manifestations étudiantes se sont tenues ce matin. Un groupe a même bloqué le pont Champlain et d'autres axes routiers vers 8 h 15.



À La Baie, au Saguenay, le bureau de comté du ministre délégué aux Ressources naturelles, porte.

Serge Simard, a été la cible des étudiants qui ont
Galerie Photos (JEAN-CLAUDE TREMBLAY/JOURNAL DE QUEBEC/AGENCE QMI QMI)





JEAN-CLAUDE TREMBLAY/JOURNAL DE QUEBEC/AGENCE QMI

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Concordia: Le condo du recteur mis en vente - Publié le: mardi 20 mars 2012, 12H21 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 15H15



© Matthieu Payen / Agence QMI

Les étudiants se sont rendus au 1515, avenue du Docteur-Penfield où réside Frederick Lowy, recteur de l'université.

Matthieu Payen / Agence QMI

MONTRÉAL – Une centaine d'étudiants opposés à la hausse de frais de scolarité ont symboliquement mis aux enchères le condo de luxe de leur recteur, mardi matin, afin de dénoncer la gestion des finances des universités.

Ils se sont donné rendez-vous devant le pavillon Hall de l'Université Concordia, avant de mettre le cap sur le 1515, avenue du Docteur-Penfield où

réside Frederick Lowy, recteur de l'université. Comme l'avait révélé le «Journal de Montréal» en mars 2011, M. Lowy a obtenu de son université un prêt sans intérêt de 1,4 million \$ afin qu'il conserve son condo.

Ce prêt très avantageux avait servi de compensation pour le recteur nouvellement nommé. Celui-ci comptait en effet vendre ce condo et s'était déjà engagé dans l'achat d'un logement dans une autre ville, lorsqu'il a été appelé à prendre la tête de l'université. Concordia a donc consenti un prêt à hauteur du prix estimé de l'appartement. Prêt que M. Lowy s'est engagé à rembourser quand il quittera ses fonctions et vendra le condo, soit en août 2012.

«Après l'affaire des primes de départ des administrateurs de l'Université, la semaine dernière, cela montre bien le nouveau style de gestion des universités calqué sur celui des entreprises, qui ne se soucient que du bien-être de leurs chefs», a dénoncé Anna Kruzynski, professeure à l'École des affaires publiques et communautaires de Concordia.

Même consternation chez Martin Godon, professeur de philosophie au Cégep du Vieux-Montréal et coordonnateur du comité d'action des professeurs contre la hausse. «On nous parle de juste part, alors que la gestion des finances des universités n'est pas juste, a-t-il soutenu. Le gouvernement investit dans le béton, mais ferait mieux d'investir dans les personnes qui fréquentent les universités, les étudiants, les professeurs et le personnel.»

Le professeur de philosophie ajoute: «Avec le salaire qui est le sien (350 000 \$ par an), M. Lowy a certainement les moyens de se payer lui-même un logement.»

Les manifestants ont installé des chaises au pied de l'immeuble où vit le recteur et ont organisé une fausse mise aux enchères de son condo, bloquant ainsi la circulation dans l'avenue vers 11 h, pendant une demi-heure. Ils se sont ensuite redirigés vers l'Université Concordia, sans incident.

RADIO-CANADA / ESTRIE: Des étudiants sherbrookoïses prennent d'assaut le pont Jacques-Cartier – Mise à jour le mardi 20 mars 2012 à 14 h 46 HAE



Manifestation étudiante devant les bureaux de Jean Charest

Plus d'une centaine d'étudiants ont bloqué pendant quelques instants le pont Jacques-Cartier à Sherbrooke mardi midi.

Ils ont poursuivi leur marche jusqu'aux bureaux du député de Sherbrooke et premier ministre du Québec, Jean Charest.

Le Service de police de Sherbrooke tente d'encadrer la marche des étudiants sans en avoir l'itinéraire précis.



Manifestation étudiante devant les bureaux de Jean Charest

Selon le porte-parole du SPS, Martin Carrier, les étudiants ne respectaient pas les consignes de sécurité. Ils marchaient des deux côtés de la rue. Aucun avis d'infraction n'a été émis.

LE QUOTIDIEN: Manifestation de dernière minute - Publié le mardi 20 mars 2012 à 09h30



Photo Michel Tremblay

Les étudiants ont scandé divers slogans et ont tenté de passer leur message contre la hausse des frais de scolarité.

Stephane Begin, Le Quotidien

(JONQUIÈRE) Quelques étudiants des programmes d'Arts plastiques et de Travail social du Cégep de Jonquière ont tenté, encore une fois, de passer leur message d'opposition à la hausse des frais de scolarité. Le message est donné, mais les étudiants se demandent s'il est vraiment entendu de la part des élus du gouvernement du Québec.

Hier matin, en solidarité avec leurs collègues de Montréal, les cégepiens se sont rendus au local du ministère de l'Éducation au Saguenay-Lac-Saint-Jean afin de manifester leur mécontentement face à la tournure des événements.

« Tout s'est bien déroulé. Il n'y a eu aucun problème. Nous sommes satisfaits de la participation des étudiants, surtout que ce fut une action de dernière minute. »

« Nous passons notre message, mais on dirait que le gouvernement fait la sourde oreille. Le gouvernement de Jean Charest paraîtrait mal s'il changeait d'idée tout de suite, mais nous espérons qu'il va accepter de s'asseoir avec les étudiants et qu'il va nous écouter », a indiqué Cloé Marcoux, présidente des étudiants du programme d'Arts plastiques.

D'autre part, les étudiants du cégep de Jonquière tiennent une assemblée générale aujourd'hui. Il sera question de grève et des autres moyens de pression qui pourraient être mis en place. Mis à part ceux des programmes de Travail social et d'Arts plastiques, tous les autres étudiants doivent participer à leur cours.

« Il s'agit d'une consultation populaire. Le dossier se jase beaucoup dans les murs du cégep. Nous voulons voir où nous en sommes actuellement, car lors du vote (rejetant la grève), il y avait quelque 30 000 étudiants en grève et là c'est rendu à 200 000. La situation a changé et nous voulons voir où nous nous situons face à ça », mentionne Antoine Rail, le président de l'Association générale des étudiants du cégep de Jonquière.

Du côté d'Alma, la première journée de la grève générale s'est déroulée rondement. Des étudiants ont érigé des lignes de piquetage durant la

matinée. Ils vont établir les activités à venir pour la prochaine semaine et entreprendront diverses actions.

De plus, Nadia Bergeron, une étudiante de l'UQAC et mère d'une fillette de sept ans a tenu à rectifier certains propos de la ministre Yolande James, qui disait que les enfants ont eu peur de la présence des étudiants en grève à la conférence de presse du Centre des enfants de Chicoutimi.

« Je tiens à dire que ni ma fille, ni son ami n'ont eu peur des manifestants. Ils étaient les deux seuls enfants présents, considérant que les quatre autres mineures étaient des adolescentes. Il s'agit d'une fausse déclaration pouvant nuire à l'image des manifestants qui ont été pacifiques du début à la fin », de noter Mme Bergeron.

LE SOLEIL.COM: Des étudiants manifestent au centre-ville de Québec - Publié le mardi 20 mars 2012 à 08h38 | Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 09h12



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Les manifestants en action

Une quinzaine d'étudiants ont manifesté ce matin pendant 90 minutes à l'intersection du boulevard Charest et de la rue de la Couronne, brandissant des pancartes rouges et scandant des slogans dénonçant la hausse des frais de scolarité par le gouvernement de Jean Charest.

Les manifestants arborant le fameux carré rouge profitaient du répit donné par les feux de piétons pour parader devant les automobilistes immobilisés, certains les encourageant même du klaxon.



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Mise à part la distraction causée par ces interventions ponctuelles d'une durée de 20 secondes, la circulation ne s'en est pas trouvée perturbée.

À noter qu'un immense carré rouge a été installé au sol, à la place de l'Université-du-Québec, tout à côté de cette manifestation, et juste en face des bureaux du *Soleil*.

Le *Soleil* vient d'apprendre que les étudiants annoncent maintenant «un geste d'éclat» devant le Parlement.

TVANOUVELLES.CA / JOURNALDEMONTRÉAL.COM: Manifestations étudiantes: Des banderoles à la sortie du pont - Première publication mardi 20 mars 2012 à 06h38 / Publié le: mardi 20 mars 2012, 7H58 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 8H02



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

Une quinzaine d'étudiants se trouvaient mardi matin à la sortie du pont Jacques-Cartier, à Montréal, où de nombreux policiers se sont aussi déplacés, laissant prévoir un ralentissement de la circulation.

Selon les premières informations, les étudiants opposés à la hausse des frais de scolarité se situeraient à la sortie du pont, du côté métropolitain. Ils ne bloqueraient pas la route, mais brandiraient plutôt des banderoles enjoignant les automobilistes à klaxonner pour démontrer leur support à la cause étudiante.

Le Service de police de la Ville de Montréal et la Sûreté du Québec auraient dépêché une quinzaine de voitures sur place pour surveiller la situation.

On ne signalerait aucune entrave à la circulation, même si celle-ci risque d'être ralentie par la présence des étudiants et des policiers.

LA PRESSE.CA: Mouvement étudiant: la pression augmente - Publié le mardi 20 mars 2012 à 00h00 | Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 13h55

Pascal Breton, La Presse

Les étudiants font monter la pression, à quelques jours d'un rassemblement d'envergure à Montréal. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a même annulé une conférence de presse prévue hier dans une école secondaire, craignant la présence de manifestants.

La ministre devait participer à une conférence de presse à l'école secondaire Henri-Bourassa, située dans sa circonscription de Montréal-Nord, afin d'annoncer les détails d'un concours pour lutter contre l'intimidation. À la dernière minute, l'événement a été annulé.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs étudiants avaient fait part de leur intention d'aller manifester devant l'école, a expliqué Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de la ministre.

Il y avait une crainte que les élèves du secondaire soient «perturbés» par cette action, a-t-elle indiqué. «La priorité de la ministre était que les jeunes puissent suivre leurs cours en toute quiétude.»

Face à ce revirement, les étudiants ont changé de cible. Quelques dizaines d'entre eux se sont réunis devant les bureaux de Google, à Montréal, où le premier ministre Jean Charest était invité à prononcer une allocution.

Plusieurs actions et rassemblements sont prévus cette semaine et culmineront jeudi avec une manifestation d'envergure dans les rues de Montréal. Les organisations étudiantes espèrent attirer encore davantage de participants qu'à la manifestation du 10 novembre dernier, qui avait réuni 30 000 personnes, selon leur estimation.



Photo : Patrick Sanfaçon, La Presse

Un groupe d'étudiants qui souhaitent perturber une conférence de presse de Jean Charest se sont fait repousser à coup de jets de gaz irritant CS par la police de Montréal, hier. La manifestation devant les bureaux qu'inaugurait Google, rue McGill, en présence du premier ministre, a regroupé entre 300 et 400 étudiants, en bonne partie de l'Université de Montréal, mais aussi des universités Concordia et McGill. - David Santerre Écoles secondaires

Au cours des derniers jours, les étudiants ont tenté de rallier les élèves du secondaire à leur cause. Des tracts et des journaux faisant la promotion de la grève, avec des arguments dénonçant la hausse des droits de scolarité, ont été distribués aux élèves.

Hier, après l'école secondaire Paul-Gérin-Lajoie, les élèves de l'école secondaire de la Pointe-aux-Trembles ont d'ailleurs voté majoritairement

pour une levée des cours jeudi afin de participer à la grande manifestation étudiante.

De son côté, le gouvernement Charest campe toujours sur ses positions. De passage à l'émission *Tout le monde en parle*, dimanche, la ministre de l'Éducation a réitéré qu'il n'est pas question de négocier avec les étudiants.

En septembre 2010, un petit groupe d'étudiants, avec à sa tête le porte-parole de la Coalition élargie pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a occupé les bureaux de la ministre, à Montréal-Nord. Un souvenir toujours amer.

«D'un point de vue personnel, je trouve ça difficile de me demander de le rencontrer après de tels agissements», a déclaré Mme Beauchamp.

En entrevue à *La Presse*, le porte-parole de la CLASSE a rétorqué en estimant cette attitude «faible et insultante». «La ministre de l'Éducation a actuellement sur les bras ce qu'on peut qualifier de plus grande grève étudiante de toute l'histoire du Québec et la seule excuse qu'elle trouve pour justifier son attitude de fermeture au dialogue, c'est un événement anecdotique qui date d'un an et demi», a déclaré M. Nadeau-Dubois.

Le mouvement compte plus de 220 000 étudiants en grève. Les étudiants en médecine de l'Université de Montréal sont d'ailleurs en grève à compter d'aujourd'hui, une position qui doit être réévaluée tous les trois jours.

Dissensions

Mais la grève suscite des dissensions au sein même des groupes d'étudiants. La semaine dernière, la grève a été votée par seulement 48 voix à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Craignant pour la sécurité du personnel, des professeurs et des étudiants, l'administration a fermé le campus pour deux jours avant de reprendre les activités régulières. Mécontents, des étudiants en grève ont organisé des piquets de grève et une tournée des classes hier matin pour interrompre les cours.

À l'Université du Québec à Rimouski, la direction a de son côté suspendu les cours jusqu'à nouvel ordre, le 13 mars dernier, en raison du vote pour la grève des étudiants.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Manifestation contre le prêt accordé à l'ancien recteur de Concordia - Publié: lundi 19 mars 2012 21:31 - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 21:35

MÉTRO

Les étudiants de l'Université Concordia et la Coalition Profs contre la hausse tiendront une manifestation mardi pour dénoncer le prêt sans intérêt que l'université aurait accordé à son recteur pour l'achat d'un condo de luxe.

L'établissement aurait prêté 1,4 M\$ à Frederick Lowy. Les instigateurs de l'événement veulent «mettre en vente» le condo du 1515 Docteur-Penfield pour remettre en question le sous-financement des universités, dans un contexte de grève

étudiante pour protester contre la hausse des droits de scolarité. «Nous refusons que la facture de ces dépenses frivoles soit refilée aux étudiants et étudiantes», a exprimé Liz Colfrod, porte-parole de l'événement.

JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Québec: Les Funérailles de l'éducation - Publié le: lundi 19 mars 2012, 19H42 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 19H55

Jean-François Racine

QUÉBEC - Professeurs, étudiants et citoyens ont protesté contre la hausse des frais de scolarité dans une mise en scène très théâtrale, hier, à Québec.

La situation était toutefois beaucoup plus calme qu'à Montréal.

Fabriqués de noir, les manifestants ont défilé cercueil en main pour annoncer la mort du système d'éducation supérieure accessible à tous. Un cortège funèbre silencieux a déambulé sur la rue Saint-Jean avant la mise en terre devant l'Assemblée nationale.

Le mouvement des Profs de Québec contre la hausse des droits de scolarité était présent pour

appuyer les opposants. Environ 200 professeurs se sont rassemblés pour prendre part à cette marche spéciale.

Le mouvement étudiant ne semble pas s'essouffler alors qu'une manifestation auprès des recteurs est prévue aujourd'hui, 48 heures avant la grande manifestation nationale de jeudi au centre-ville de Montréal.

PHOTOS:

Profs contre la hausse - Funérailles de l'éducation supérieure accessible le lundi 19 mars 2012 à Québec. Les professeurs, étudiants, et citoyens sont invités à prendre part aux funérailles nationales de l'accessibilité à l'éducation supérieure. Un cortège funèbre silencieux défilera sur la rue St-Jean dans le recueillement avant la mise en terre du cercueil devant l'Assemblée nationale.

SIMON CLARK/JOURNAL DE QUÉBEC/AGENCE QMI









TVANouvelles.ca: Hausse des frais de scolarité: 500 étudiants dans les rues de Rimouski - Première publication lundi 19 mars 2012 à 18h11



Credit photo : TVA Nouvelles
TVA Nouvelles

En plus de Montréal et de Trois-Rivières, une manifestation regroupant plusieurs centaines d'étudiants a aussi eu lieu, cet après-midi, à Rimouski, dans le Bas-Saint-Laurent.

Plus de 500 personnes ont ainsi marché dans les rues de la ville pour réclamer un changement de cap de la part du gouvernement Charest concernant la hausse annoncée des frais de scolarité.

Les étudiants présents provenaient de l'Université du Québec à Rimouski, ainsi que des cégeps de Rimouski, Matane, Rivière-du-Loup et Amqui.

Huit syndicats d'enseignants de la région ont offert leur appui au mouvement étudiant.

JOURNALDEMONTREAL.COM: Université Concordia: Le condo de luxe du recteur «mis en vente» par les étudiants - Publié le: lundi 19 mars 2012, 17H39 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 17H45



Joël Lemay / Agence QMI

Le recteur de l'Université Concordia, Frederick Lowy

Agence QMI

Les étudiants de l'Université Concordia et la Coalition profs contre la hausse prévoient mettre en vente mardi le condo de luxe du recteur de Concordia, Frederick Lowy, pour protester contre la hausse de 75 % des droits de scolarité d'ici 2017.

Les étudiants et les professeurs doivent se réunir mardi, vers 10 h 30, devant l'édifice Hall de l'Université Concordia, situé sur le boulevard de Maisonneuve Ouest, pour une manifestation.

Cette action symbolique vise à dénoncer le fait que l'Université Concordia a accepté de prêter à M. Lowy 1,4 million \$ afin qu'il puisse acheter un

nouveau condo, un prêt sur lequel il ne paiera aucun intérêt.

«Le scandale n'est pas seulement le sous-financement des universités, mais aussi leur culture de gestion, a souligné Liz Colford, porte-parole étudiante de l'événement. De toute évidence, le sous-financement ne les a pas empêchées (les universités) de gaspiller nos fonds jusqu'à maintenant.»

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a récemment imposé à l'Université Concordia une pénalité de 2 millions \$, pour l'année 2012-2013, pour sa mauvaise gestion des fonds publics. L'université avait octroyé 3,1 millions \$ en prime de départ à cinq administrateurs en l'espace de quelques années.

TVANouvelles.ca: Québec: Frais de scolarité: Enseignants et étudiants manifestent à Québec - Première publication lundi 19 mars 2012 à 15h36



Credit photo : TVA Nouvelles



TVA Nouvelles

Environ 200 enseignants et étudiants ont manifesté lundi midi dans les rues de Québec pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

Leur marche, depuis la cathédrale Notre-Dame-de-Québec jusqu'à l'Assemblée Nationale, a pris des allures de cortège funèbre, les partici-

pants, vêtus de noir, disant célébrer les funérailles des études supérieures accessibles. Selon eux, en effet, il est faux de dire que la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité, répartie sur cinq ans, ne se fera pas aux dépens de l'accessibilité aux études universitaires.

«Une hausse de 1625 \$, c'est énorme et il est tout-à-fait faux de dire que ça ne touchera personne. Il y a des étudiants qui n'iront pas à l'université

et qui y seraient allés autrement. Ils vont avoir peur de l'endettement», explique Laurence Daignault-Desrosiers, enseignante au CEGEP d'Ahunt-sic.

Cet augmentation, rappelle-t-elle, va venir s'ajouter aux frais de scolarité, frais afférents et autres frais de subsistance que de nombreux étudiants doivent déjà assumer.

JOURNALMÉTRO.COM: Droits de scolarité La cadence des manifestations se poursuivra avant et après la manif du 22 mars - Publié: lundi 19 mars 2012 14:30 - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 17h57



Lia Lévesque, La Presse canadienne

MONTREAL — Une conférence du premier ministre Jean Charest au centre-ville de Montréal a été perturbée par des étudiants, lundi en fin d'après-midi. Les étudiants qui manifestaient contre la hausse des droits de scolarité étaient au départ entre 200 et 300 devant l'édifice qui abrite Google Québec, l'entreprise où le premier ministre a pris la parole vers 15h.

Durant l'allocution de M. Charest, le service de sécurité de l'immeuble a pris la parole dans l'interphone pour demander aux gens de rester sur les étages, dans leur bureau, et de ne pas utiliser les escaliers ou les ascenseurs pour leur "sécurité". Jean Charest lui-même s'est amusé de l'interruption en lançant "ne vous gênez pas s'il y a autre chose". Il a aussi blagué sur la popularité des dirigeants de Google Québec, en disant qu'ils avaient su attirer "des centaines d'étudiants" à l'extérieur. Même après que toutes les allocutions eurent été prononcées et que le premier ministre eut quitté les lieux, les journalistes et caméramans n'ont pu sortir de l'édifice, le service de sécurité les en empêchant, de crainte qu'en ouvrant les portes, la poignée de manifestants qui restaient en profitent pour y entrer.

Joint plus tard au téléphone, un porte-parole du Service de police de la ville de Montréal, Raphael Bergeron, a indiqué que des "techniques de dispersion" avaient dû être utilisées pour repousser les étudiants qui voulaient entrer dans l'édifice, parlant de "gaz irritants". L'attroupement s'était formé vers 15, et le tout s'est terminé "dans le calme" environ une heure plus tard, a affirmé la police.

Plusieurs minutes après la fin de la conférence, les représentants des médias et les invités ont pu quitter, mais par un tunnel qui communiquait avec un autre édifice. Répondant aux questions des médias, le premier ministre Charest a justifié la campagne de publicité sur les droits de scolarité qui rappelle que le gouvernement bonifiera du même souffle le régime de prêts et bourses. Sans ces hausses des droits de scolarité touchant les étudiants d'université, c'est toute la classe moyenne qui devrait payer davantage pour mieux financer les universités du Québec, a justifié le premier ministre.

Il a aussi rappelé qu'il n'y aura rien sur les droits de scolarité dans le budget Bachand, qui sera déposé mardi à l'Assemblée nationale, puisque la décision de les hausser pendant cinq ans a été prise l'an passé. Ces droits seront augmentés de 325 \$ par année à compter de l'automne

prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017. Lundi, plus de 205 000 étudiants ont boycotté leurs cours dans l'ensemble du Québec.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui est l'une des organisations qui participeront au grand rassemblement du jeudi 22 mars, à Montréal, s'attend à ce que 266 000 étudiants débraient cette journée-là, soit près d'un sur deux. Et le mouvement étudiant s'attend à ce que ce rassemblement réunisse plus que les 30 000 étudiants qui avaient manifesté, en novembre dernier, a affirmé en entrevue la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Des enseignants et des parents doivent participer à cette manifestation. Mme Desjardins s'attend à ce que tous les étudiants de l'Université du Québec à Montréal et tous ceux de l'Université Concordia débraient cette journée-là. Si certains employés rapportent avoir eu le mot d'ordre de ne pas se présenter, jeudi, vu l'ampleur du débrayage étudiant, Mme Desjardins ne peut parler de fermeture d'universités. "Dire qu'il y aurait une fermeture de l'établissement? Je n'ai pas été mise au courant s'il y avait une fermeture de ces établissements. Une chose est sûre, tous les étudiants de l'UQAM vont être en grève la journée du 22, donc il n'y a aucun cours qui va être donné cette journée-là. Et à Concordia, ça va être exactement la même chose, d'autant plus que notre point de rassemblement, pour le contingent FEUQ, va se faire à Concordia. Donc la majorité des autobus qui vont provenir par exemple de Sherbrooke, Rimouski, Chicoutimi et l'Abitibi vont se rejoindre à Concordia", a-t-elle résumé.

La cadence des actions de tous ordres sera maintenue d'ici là, ont assuré Mme Desjardins et Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale. Par exemple, les étudiants avaient prévu manifester ce lundi matin lors d'une conférence de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, mais comme l'événement a été annulé, ils se sont rabattus sur la conférence du premier ministre Charest.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante a été la première sur place, faisant un sit-in sur le trottoir devant l'édifice, puis la FEUQ et la FECQ sont arrivées quelques minutes plus tard. La rue McGill Collège a été fermée entre les rues Sainte-Catherine et Cathcart. Les policiers ont aussi dû intervenir lors d'une autre manifestation étudiante, lundi, du côté de l'Université de Montréal. Le service de police a dit avoir su que "quelqu'un aurait commis une voie de fait, possiblement un employé de l'université qui aurait été victime d'une voie de fait par un étudiant", a rapporté M. Bergeron.

Une personne a été arrêtée. À la suite de l'intervention, "les étudiants ont encerclé les gens qui étaient là", a dit M. Bergeron, assurant que tout s'était terminé dans le calme. Même après la grande manifestation du 22 mars, d'autres événements sont prévus, comme une manifestation à Rimouski le 24, une autre le 27 à Montréal, une le 4 avril à Sherbrooke dans la circonscription du premier ministre Charest. Les étudiants ne lâcheront pas, a assuré Mme Desjardins. Elle affirme que les étudiants connaissent les conséquences possibles de leur choix de boycotter leurs cours à long terme. "Il est clair que la session va être prolongée. Je pense qu'il n'y a personne qui s'est fait de fausse idée à ce propos. Il est clair pour nous qu'étant donné que certains sont en grève depuis maintenant un mois, le tout allait s'allonger. Mais, pour l'instant, les étudiants sont très loin de s'essouffler", a-t-elle rapporté.



LA TRIBUNE: Manif en famille contre la hausse des droits de scolarité - Publié le lundi 19 mars 2012 à 12h42





Imacom, Jocelyn Riendeau

Véronique Larocque, La Tribune (Sherbrooke) Depuis le début des revendications étudiantes contre la hausse des droits de scolarité, le carré rouge est de toutes les manifestations. Dimanche, ce petit morceau de feutre écarlate s'est fait plusieurs

alliés. Présents en très grand nombre lors de la marche jusqu'aux bureaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les même les enfants dans les poussettes ont démontré leur appui au mouvement, signe que les étudiants ne sont pas seuls.

À 13 h, près de 1000 personnes étaient regroupées devant l'hôtel de ville de Sherbrooke. Des universitaires et des cégépiens, bien évidemment, mais aussi, et surtout, des parents, des enfants, des grands-parents.

« C'est vraiment le fun de voir qu'on est minoritairement des étudiants », s'est réjoui Guillaume Plourde, adjoint à l'exécutif de l'Association générale étudiante de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEFLESH).

En choisissant le thème « L'éducation, c'est l'affaire de tous et toutes », les organisateurs de la manifestation d'hier voulaient inciter les familles à descendre dans les rues pour demander au gouvernement de revenir sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 325 \$ par année sur cinq ans. Invitation formulée, invitation reçue.

Parmi la foule, la jeune Éva Roy, 11 ans, brandissait une pancarte qu'elle avait créée de ses mains et sur laquelle on pouvait lire « Et moi, combien ça coûtera? ». « La hausse va étrangler la classe moyenne. Si le gouvernement commence, ça n'arrêtera plus », a déploré sa mère, Annie Lawrence, qui tenait à se joindre au mouvement, même si ses trois filles fréquentent encore l'école primaire.

CYBERPRESSE: Des étudiants bloquent l'accès du ministère de l'Éducation - Publié le lundi 19 mars 2012 à 11h02 | Mis à jour à 12h33



Photo: Robert Skinner, La Presse

Hier, Valentine Abraham, 18 ans, étudiante au Cégep du Vieux-Montréal, manifestait contre la hausse des droits de scolarité en compagnie de sa mère, Anne-Laure.

La Presse Canadienne
Un groupe d'étudiants bloquait, lundi matin, l'accès aux bureaux du ministère de l'Éducation, au 600, rue Fullum, à Montréal.

Selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), une marche étudiante était prévue, lundi matin, à partir du métro Papineau. Celle-ci n'aurait toutefois pas eu lieu, les étudiants préférant se diriger directement vers les bureaux du ministère de l'Éducation.

Une manifestation avait également lieu lundi matin à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Des étudiants seraient entrés dans l'Université pour vider les salles de cours et ainsi faire respecter le mandat de grève.

Dimanche, quatre manifestations pour dénoncer la hausse des frais de scolarité se sont déroulées dans la province.

Elles ont eu lieu simultanément à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma, en après-midi.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a estimé qu'environ 30 000 personnes se sont jointes au rassemblement à savorer familiale à Montréal.

Quelques milliers de personnes se sont rassemblées à Sherbrooke, Alma et Québec, toujours selon la CLASSE.

Plusieurs manifestations sont prévues au courant de la semaine. Mardi, un sit-in sera organisé devant l'Assemblée nationale, alors que le ministre des Finances déposera son budget.

Jeudi, ce 22 mars, une grande manifestation nationale est prévue à Montréal.

Pour l'occasion, plusieurs étudiants universitaires et collégiaux rejoindront leurs collègues déjà en grève, le temps d'une journée.

Des dizaines de milliers de personnes sont attendues.

LE QUOTIDIEN: 200 personnes manifestent à Alma - Publié le lundi 19 mars 2012 à 09h38



Photo Gimmy Desbiens

Le président syndical Marc Maltais était accompagné de sa conjointe et de ses cinq enfants lors de la marche.

Stéphane Bégin, Le Quotidien
(ALMA) Environ 200 personnes ont participé, hier après-midi, à une manifestation familiale dans les rues d'Alma afin de contester la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec.

L'événement, qui s'est tenu aussi à Montréal, Québec et Sherbrooke, a été organisé par la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et les associations étudiantes du collège d'Alma et du cégep de Saint-Félicien.

La marche a réuni des étudiants, mais aussi des parents d'élèves, des enseignants et des syndicalistes, notamment l'ancien maire d'Alma, Gérard Scullion et le président du syndicat de l'usine Rio Tinto Alcan à Alma, Marc Maltais, et l'ancien directeur général du cégep d'Alma, Jean Paradis. D'une même voix, ils dénoncent la décision du gouvernement du Québec de vouloir augmenter les frais de scolarité à l'université.

La marche a été entreprise vers 13h en face du cégep d'Alma. Durant près d'une heure, les 200 manifestants ont pris d'assaut des rues de la ville. Tout s'est déroulé dans le calme. Les policiers de la Sûreté du Québec ont surveillé la situation de près, mais n'ont pas eu à intervenir, si ce n'est d'assurer la sécurité des participants et des automobilistes.

La rencontre pacifique a permis aux citoyens de s'exprimer, de dénoncer la volonté gouvernementale de hausser les frais de scolarité de 1625 \$ au cours des cinq prochaines années pour les étudiants universitaires.

« Je ne trouve pas qu'il s'agit d'une bonne idée de vouloir hausser les frais de scolarité. Je crois qu'il doit y avoir d'autres moyens d'assurer le financement des universités. Je pense que c'est la responsabilité de la communauté et non pas celle de citoyens en particulier », indique Jean Paradis.

Ce dernier a aussi précisé qu'il s'oppose à la hausse des frais de scolarité, mais qu'il ne se prononce pas sur les moyens utilisés par les étudiants pour faire passer leur message.

Le président du Syndicat des travailleurs de l'aluminium d'Alma (STAA), Marc Maltais, était aussi de la partie. Père de famille, lui aussi veut s'assurer que ses enfants pourront un jour fréquenter l'université sans que cela ne leur coûte les yeux de la tête.

« J'ai cinq enfants et cinq bonnes raisons d'être ici si je veux qu'ils aient droit à une éducation de qualité. C'est un devoir de citoyen de s'impliquer », a lancé Marc Maltais.

Dans un autre ordre d'idées, la direction du cégep de Jonquière avise les étudiants que les cours sont donnés comme prévu ce matin et que les professeurs seront à leur poste, même si les étudiants en Travail social et en Arts plastiques ont pris un vote de grève.

LE NOUVELLISTE: Grève à l'UQTR: les étudiants accentuent la pression - Publié le lundi 19 mars 2012 à 07h07
| Mis à jour à 12h28



Photo; François Gervais
 Les étudiants de l'UQTR manifestent ce matin.

Mathieu Lamothe et Marie-Eve Lafontaine, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) La direction de l'UQTR ayant refusé de suspendre à nouveau les cours malgré un ultimatum, les étudiants ont décidé d'accroître leurs moyens de pression. Ils vont occuper le pavillon administratif Pierre-Boucher jour et nuit et bloquer certaines entrées du campus. Pour aujourd'hui, ils prévoient bloquer trois entrées sur six dont celle située sur le boulevard des Récollets.

L'AGE estime que la décision de l'administration de poursuivre les cours «met en péril la paix sociale sur le campus en accentuant la confusion et la tension entre les étudiants».

Ce matin, des étudiants manifestaient à différentes entrées du campus et tout s'est bien déroulé. Des étudiants ont respecté le mandat de grève alors que d'autres se sont rendus à leurs cours.

Même si la décision de poursuivre les cours est effective depuis samedi matin, elle a eu bien peu d'impacts au cours du week-end. En effet, aucun cours n'était à l'horaire hier et seulement quelques-uns l'étaient samedi.

Bien que ces derniers aient été quelque peu perturbés, des étudiants militant contre la hausse des frais de scolarité et appuyant le mouvement de grève s'y sont présentés afin de rappeler aux étudiants présents qu'un mandat de grève générale illimitée avait été adopté, aucun débordement n'est survenu.

«Il y a même certains étudiants qui étaient dans les cours qui ont pris la parole pour expliquer ce qui se passait et se positionner face à la hausse des frais de scolarité. Certains professeurs ont également parlé à leurs étudiants. Les cours ne se sont donc pas vraiment déroulés comme prévu

étant donné qu'il y a eu des allocutions, mais il n'y a pas eu de manifestation. Le gros du mouvement de grève devrait plus se déployer lundi (aujourd'hui)», a mentionné le président de l'AGEUQTR, Hugo Mailhot-Couture, lorsque joint au cours du week-end.

Ce dernier appréhendait, cette fin de semaine, que la tension monte d'un cran dès aujourd'hui, n'hésitant pas à qualifier le dernier week-end de période de calme avant la tempête.

«Ça sera effectivement une tempête lundi (aujourd'hui). Mais comme l'AGEUQTR ne cesse de le répéter, on désire que ça se passe sans violence. C'est notre mot d'ordre. Mais on veut que le mandat de grève qui nous a été donné soit respecté», a-t-il tenu à préciser.

Dans cette optique, un groupe d'une quarantaine d'étudiants, des dirigeants de l'AGEUQTR et des militants pour la plupart, ont participé, samedi, à une formation sur les mesures à prendre lors de mouvements de mobilisation. Ce sont des militants plus habitués à ce type de mouvements provenant de l'Université Laval à Québec qui ont donné la formation qui a duré une bonne partie de la journée.

«C'était pour se préparer un plan de match, mais aussi pour que tout se passe de façon sécuritaire. On veut s'assurer que tout le monde soit au courant de la ligne de conduite préconisée par l'AGE, c'est-à-dire qu'aucune violence ne sera tolérée. On s'est également assuré d'avoir des gens qui sont formés en premiers soins au cas où il arriverait des imprévus. On voulait s'assurer que les gens qui vont être responsables des groupes lors de la mobilisation sur le terrain comprennent bien les raisons pour lesquels il faut que tout se déroule dans le calme et l'ordre», a expliqué le président de l'AGEUQTR avant d'ajouter que cette formation avait été prévue avant que la direction décide de lever la suspension des cours et des activités. Cette décision n'a cependant pas eu pour effet de changer le contenu de la formation.

«Notre programme était déjà pas mal axé là-dessus, car on se doutait bien que la direction de l'université changerait de position sur ce point. Nous étions prêts à toutes éventualités. Nous avons un plan A et un plan B», a-t-il poursuivi.

Manifestation tranquille

Pendant que certains de leurs collègues se préparaient pour aujourd'hui, une dizaine de militants ont passé une partie de la journée de samedi dans le parc Champlain afin de participer à une manifestation silencieuse. Vêtus de rouge pour la plupart et arborant tous le carré de feutre rouge, symbole de l'opposition à la hausse de frais de scolarité, ils ont brandi des pancartes et discuté avec les passants, notamment pour leur expliquer la teneur de leurs revendications.

«Ce fut une manifestation tranquille et pacifiste. Je prévois que ça sera moins tranquille lundi (aujourd'hui) sur le campus, mais je crois que ça sera tout autant pacifiste», a laissé tomber la responsable de la manifestation, Carol-Ann Hobbs.

TVA NOUVELLES.CA: UQTR: Des étudiants perturbent les cours - Première publication lundi 19 mars 2012 à 10h05 - Mise à jour : lundi 19 mars 2012 à 12h41



Crédit photo : TVA Nouvelles



(Photo: TVA Nouvelles)

TVA Nouvelles Des étudiants bloquent, depuis ce matin, l'accès aux pavillons de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Les manifestants réclamaient la levée des cours après-midi, ce que la direction de l'établissement a refusé. En avant-midi, les étudiants ont fait le tour des pavillons et se sont rendus devant des salles de classe en incitant les étudiants présents à quitter. À l'extérieur, ils invitaient les étudiants à ne pas se présenter aux cours. Cette manifestation était loin de plaire à l'ensemble des étudiants. Plusieurs ont d'ailleurs déploré le fait que les manifestants perturbent les activités. «Ils nous ont fait clairement comprendre que notre place n'était pas ici. Sauf que moi j'ai payé ma session, l'université me dit qu'il faut que je me présente, je n'ai pas le choix je ne prendrai pas le risque de manquer une évaluation. On est en fin de baccalauréat, on n'a pas le choix», a lancé

l'un d'eux. «Une association étudiante, selon moi, n'a pas le pouvoir d'empêcher les autres étudiants d'assister à leurs cours», a dit un autre. En plus de bloquer les entrées à l'établissement, les manifestants ont aussi bloqué le boulevard des Récollets. La police de Trois-Rivières dit surveiller la situation de près et se tient prête à intervenir en cas de besoin. Les étudiants de l'UQTR sont [tombés en grève générale illimitée tard mercredi soir](#), par une marge de seulement 48 votes. Rappelons que les cours ont été suspendus par la direction de l'institution jeudi et vendredi dernier, mais celle-ci a décidé de [reprendre les activités à leur rythme normal](#) dès samedi.

[TVANOUVELLES.CA: Manifestations étudiantes: Aux troussees du premier ministre - Première publication lundi 19 mars 2012 à 10h40 - Mise à jour : mardi 20 mars 2012 à 00h02](#)



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles et Agence QMI Au lendemain de la [manifestation familiale](#) organisée par les étudiants contre la hausse des droits de scolarité, une centaine d'entre-eux étaient de retour dans les rues de Montréal, lundi matin. Vers 10h30, ceux-ci ont déambulé bruyamment et sous escorte policière sur le boulevard de Maisonneuve Est, en poursuivant leur route en direction ouest. Une centaine d'étudiants se sont rendus devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, sur la rue Fullum, où les attendaient de nombreux policiers. Aucune association étudiante n'était représentée sur les banderoles affichées par les manifestants. Les étudiants se sont arrêtés notamment devant le cabinet d'avocats Heenan Blaikie. La marche s'est déroulée dans le calme et s'est finalement essouffée non loin du Centre Bell.



(photo: TVA Nouvelles)

Le premier ministre «talonné» En après-midi, environ 200 étudiants ont manifesté devant le 1255, McGill College, où le PM se trouvait pour l'inauguration des bureaux de Google Québec.

Les portes de l'entrée principale ont été tapissées d'auto-collants par les étudiants, qui ont ensuite tenté d'entrer à l'intérieur du bâtiment. Ils ont alors été aspergés de gaz irritants par les policiers. «À un certain moment, un petit groupe de manifestants a tenté de forcer son entrée à l'intérieur de l'édifice, a indiqué l'agent Raphaël Bergeron, porte-parole de la police de Montréal. Le groupe d'intervention a été appelé sur place pour les disperser.» Les barreaux métalliques installés par les agents de sécurité de l'édifice afin de bloquer les portes ont cédé sous l'insistance des étudiants qui tentaient d'entrer. Un manifestant a lancé une barre vers les policiers. Jean Charest a quitté les lieux un peu avant 16 h, mais son départ est passé inaperçu. Les manifestants se sont dispersés sans plus d'incidents. Le regroupement de la CLASSE promet de traquer le premier ministre dans tous ses déplacements cette semaine et d'interrompre ses activités, comme ils l'ont fait samedi soir, lors d'un souper familial.



Photo: TVA Nouvelles

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, rappelle que ce ne sont pas que les étudiants québécois qui écopent de la mauvaise gestion financière des universités et des gouvernements. «Les attaques à l'accessibilité à l'éducation ne sont pas le lot uniquement du Québec. Ce qui se passe à travers le monde, c'est une vague non seulement au Canada, mais aussi en Amérique du Sud, en Europe. C'est une vague de privatisation des universités, une vague des augmentations des frais de scolarité.

Voies de fait à l'Université de Montréal Au même moment, sur le campus de l'Université de Montréal, un agent de sécurité aurait été pris à partie par un étudiant qui manifestait en compagnie d'une cinquantaine de camarades. «Pendant que les agents maîtrisaient le suspect, ils ont été encerclés par les autres manifestants», a dit l'agent Bergeron. Les policiers ont été demandés sur les lieux pour rétablir le calme. Aucune arrestation n'a été effectuée, mais le suspect devrait être rencontré par les enquêteurs au cours des prochains jours et des accusations criminelles pourraient être déposées contre lui incessamment. **Immobilisés pour le gel des droits de scolarité** Environ 1500 étudiants, vêtus de rouge, se sont ensuite déplacés vers le Quartier des spectacles où ils s'y sont immobilisés pendant 15 minutes. Les étudiants ont voulu manifester pacifiquement contre la hausse des droits de scolarité en faisant un «freeze» (gel). En date de lundi, pas moins de 161 associations étudiantes, regroupant au total plus de 205 000 étudiants, étaient en grève dans la province.

[CYBEPRESSE: 1^{ère} page: Hausse des droits de scolarité: les étudiants sortent en famille / Des centaines de familles pour appuyer les étudiants - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 09h48 | Mis à jour le lundi 19 mars 2012 à 08h32](#)

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Des milliers de Montréalais ont effectué une sortie dominicale en famille hors de l'ordinaire dimanche: des étudiants en grève ont entraîné parents, frères et sœurs jusqu'au centre-ville pour une manifestation festive et sans heurts.

Le trajet emprunté par le convoi n'avait toutefois pas été remis aux policiers. Ils étaient 30 000 selon les organisateurs, au moins 5000 ou 6000 personnes selon des agents de police sur place. Les jeunes d'âge universitaire semblaient en minorité parmi les marcheurs.



Valentine Abraham, 18 ans, étudiante au cégep du Vieux Montréal, en compagnie de sa mère Anne-Laure.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

LES ÉTUDIANTS SORTENT EN FAMILLE

Des milliers d'étudiants et des familles ont profité d'un record de chaleur hier pour refaire valoir leur position. PAGE A9



Photo Robert Skinner, La Presse

Des parents, des grands-parents et de jeunes enfants sont descendus dans la rue pour accompagner les étudiants et s'opposer à la hausse des droits de scolarité.

Les manifestants ont atteint les bureaux montréalais du ministère de l'Éducation en fin d'après-midi, sous un soleil resplendissant. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) organisait la manifestation.

Gabriel Nadeau-Dubois, son porte-parole, s'est dit surpris par le nombre de participants qui se sont déplacés. «On est touchés de voir autant de gens descendre dans la rue avec nous», a-t-il dit.

Ils ne sont pas seuls

Léandre, lui, a refusé de marcher contre la hausse des frais de scolarité. Trop fatigant, semble-t-il. Du haut de ses «presque trois ans», le petit garçon a préféré observer le tout bien installé sur les épaules de son père, Stéphane Chênevert, qui battait le pavé.

«C'est un enjeu de société», a affirmé ce dernier pour expliquer sa participation à la manifestation des étudiants. La hausse des droits de scolarité et les efforts mis dans la lutte au décrochage scolaire créent «un message contradictoire» de la part du gouvernement, estime sa conjointe, Johanne Nasstrom, qui l'accompagnait.

Annick Nabot ne traînait pas sa fille sur ses épaules. Aude, une étudiante de l'Université de Montréal en grève depuis trois semaines, marchait aux côtés de sa mère, carré rouge sur le chandail.

«Je trouve que c'est bien que les étudiants ne soient pas seuls, que le reste de la population vienne donner son avis et contester», a fait valoir Mme Nabot.

D'autres manifestations familiales ont eu lieu en parallèle à Sherbrooke, Québec et Alma.

Poursuite contre la grève

Si certains descendent dans la rue pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis de la position du gouvernement Charest, d'autres souhaitent reprendre les cours au plus vite. Philippe-Olivier Daniel, étudiant à l'Université de Sherbrooke et président d'un groupe contre la grève, a même décidé de demander à des associations étudiantes de le compenser pour les cours qu'il aura manqués pendant le débrayage.

Il menace notamment de les traîner en justice si elles refusent de le dédommager ou continuent à prôner la grève comme moyen d'action. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) sont notamment visées par la mise en demeure.

Ces associations «ont conduit une campagne massive (et hautement médiatisée) de désinformation auprès de la population pour faire croire à un droit de grève illusoire (visant à perturber la tenue de cours) pour les associations et fédérations étudiantes», plaide M. Daniel via un communiqué de presse.

LE DEVOIR: 1^{ère} page / Anciens, actuels et futurs universitaires se mobilisent - Une semaine décisive s'amorce - Le nombre d'étudiants en grève pourrait atteindre 270 000 jeudi - Lundi 19 mars 2012

LE LUNDI 19 MARS 2012

1,09\$, taxes = 1,25\$

ANCIENS, ACTUELS ET FUTURS UNIVERSITAIRES SE MOBILISENT



ANNE MARIE DE CARUFEL - LE DEVOIR

Plusieurs générations se sont unies hier pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Ils étaient des dizaines de milliers à manifester à Montréal (ci-dessus), mais aussi à Québec, Sherbrooke et Alma.

Une semaine décisive s'amorce

Le nombre d'étudiants en grève pourrait atteindre 270 000 jeudi

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Des dizaines de milliers de personnes opposées à la hausse des droits de scolarité ont fait résonner leur voix, hier après-midi, dans les rues de Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma. Plusieurs centaines d'étudiants universitaires ont répondu à l'appel de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) en prenant part à l'une de ses quatre manifestations familiales.

«C'est été un mouvement historique, peu importe le résultat», a fait remarquer le porte-parole de

CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, avant de prendre la tête du défilé montréalais et allongement par moments sur plus d'un kilomètre et demi. Quelques 20 000 personnes ont défilé du parc Lafontaine à l'Assemblée devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Lise Beaudet. Ils ont notamment marqué au rythme des slogans «Je ne paie pas pour aller à l'école», «L'éducation est un droit», «Scolarité libre, grève générale» sur les rues Charest jusqu'à Saint-Véran, Saint-Catherine et Palliser.

A deux jours du dépôt à l'Assemblée nationale du budget 2012-2013 par le ministre des Finances, Raymond Bachand, ils ont retenu leur op-

position à la hausse des droits de scolarité de 325 dollars par année durant cinq ans.

Les membres de la CLASSE ont pu se délecter les manifestants de bon après à refaire le coup à l'occasion de la manifestation nationale prévue jeudi dans les rues de la métropole, qui s'annonce d'être et déjà comme le point culminant de la contestation étudiante.

Il y a eu aussi beaucoup d'associations étudiantes qui ont tenté des débrayages à une journée précédemment pour le 22 mars. C'est certain qu'un

VOIR PAGE A 9. ÉTUDIANTS



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Plusieurs générations se sont unies hier pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Ils étaient des dizaines de milliers à manifester à Montréal (ci-dessus), mais aussi à Québec, Sherbrooke et Alma.

Marco Bélaïr-Cirino

Des dizaines de milliers de personnes opposées à la hausse des droits de scolarité ont fait résonner leur voix, hier après-midi, dans les rues de Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma. Plusieurs «anciens, actuels et futurs étudiants universitaires» ont répondu à l'appel de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) en prenant part à l'une de ses quatre manifestations familiales.

«C'est déjà un mouvement historique, peu importent les résultats», a fait remarquer le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, avant de prendre la tête du défilé montréalais s'allongeant par moments sur plus d'un kilomètre et demi. Quelque 30 000 personnes ont défilé du parc Lafontaine à l'immeuble abritant les bureaux de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp. Ils ont notamment marché au rythme des slogans «On veut étudier, on ne veut pas s'endetter!» et «Sabotage libéral, grève générale!» sur les rues Cherrier puis Saint-Denis, Sainte-Catherine et Fullum.

À deux jours du dépôt à l'Assemblée nationale du budget 2012-2013 par le ministre des Finances, Raymond Bachand, ils ont réitéré leur opposition à la hausse des droits de scolarité de 325 dollars par année durant cinq ans.

Les membres de la CLASSE ont pris soin d'appeler les manifestants de tous âges à refaire le coup à l'occasion de la manifestation nationale, prévue jeudi dans les rues de la métropole, qui s'annonce d'ores et déjà comme le point culminant de la contestation étudiante.

«Il y a aussi beaucoup d'associations étudiantes qui ont voté des débrayages d'une journée spécifiquement pour le 22 mars. C'est certain qu'on va être au-dessus du [cap des] 270 000 grévistes, ce qui est un record dans l'histoire du mouvement étudiant québécois», a-t-il déclaré, alors que le nombre d'étudiants en grève a franchi un seuil sans précédent au cours des derniers jours.

Plusieurs élèves du secondaire préoccupés par la question de l'accessibilité des études supérieures ont exprimé hier leur souhait de venir grossir les rangs des étudiants des cégeps et des universités actuellement en grève. Parmi eux, des élèves des écoles Paul-Gérin-Lajoie, Joseph-François-Perrault — qui érigeront une ligne de piquetage «symbolique» dans le parc sis devant leur école —, Saint-Louis, pour ne nommer que celles-ci, ont fait part de leur intention de participer à la manifestation nationale de jeudi, peu importe si la direction de leur établissement ou de leur commission scolaire leur donne le feu vert.

«À la croisée des chemins»

Les étudiants ont ainsi donné le coup d'envoi d'une semaine décisive dans le bras de fer l'opposant au gouvernement du Québec, la CLASSE se préparant toutefois déjà à une démobilitation au lendemain du 22 mars. Elle convoque «une centaine de délégués» provenant des «délégations de toutes les associations membres de la Coalition» à un congrès le week-end prochain afin d'établir «un plan de match» pour la suite des choses.

«Après le 22 mars, le mouvement étudiant va être à la croisée des chemins», a admis Gabriel Nadeau-Dubois, hier. Toutes les idées susceptibles de faire plier le gouvernement de Jean Charest seront débattues à cette occasion, sauf celle d'un retour en classe. «C'est exclu», a-t-il tranché hier.

«Le 22 mars, ce n'est pas la fin. À moins que le gouvernement libéral ne nous surprenne, il ne reculera pas», a dit M. Nadeau-Dubois, se gardant de préciser les actions qui seront menées par les étudiants après la démonstration de force de cette semaine. «Je vais garder le plus croustillant pour plus tard, mais ça va être vraiment après le 22 mars qu'on va avoir

Vos réactions

- Carole Dionne – Inscrite, 19 mars 2012 01 h 00
J'ai hâte de voir qui aura le plus de guts Jean James Charest, l'imperturbable ou les étudiants. Je gage un petit deux sur les étudiants.
- France Marcotte – Abonnée, 19 mars 2012 03 h 20
Un grande marche douce
Une force tranquille qui coulait, serrée, entre les caissons des maisons. des enfants, des ballons rouges, des chansons... des têtes grises, des têtes brunes ou blondes. des policiers tapis tranquilles (on ne charge pas sur des enfants et des parents). de la colère qui fuse mais par la force du nombre cette fois, tout simplement.
À plusieurs, on ne fait que marcher et on est entendus. Personne ne peut dire le contraire. C'est impossible de faire dire à une foule qui marche en si grand nombre autre chose que ce qu'elle dit.
- I poisson – Inscrit, 19 mars 2012 03 h 27
Aux jeunes du secondaire de passer à l'action
Combien d'élèves du secondaire devront-ils se joindre aux étudiants des Cegeps et universités pour que M. Charest permette à sa ministre Beauchamp de déserrer les dents ?

besoin de l'ensemble de la population concrètement dans la rue avec nous.»

Le gouvernement inébranlable

Dans le cadre d'une entrevue à l'émission Tout le monde en parle diffusée hier soir sur les ondes de Radio-Canada, la ministre Line Beauchamp a répété que la décision de son gouvernement était sans appel. «On n'est pas dans une négociation. Il y a une décision qui a été prise», a-t-elle déclaré sans détour, n'entendant pas ouvrir le dialogue avec les leaders étudiants, et surtout pas le dirigeant de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. L'étudiant s'est discrédité en prenant part à une occupation de son bureau de circonscription durant laquelle les lunettes de sa secrétaire ont été endommagées, a-t-elle déploré hier.

Alors que le conflit s'enlise, la porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds a jugé improbable que la ministre Beauchamp ordonne l'annulation du trimestre d'hiver 2012. «Il n'y a jamais eu de session annulée [lors des huit dernières grèves générales illimitées]. D'un point de vue logistique et économique, c'est quelque chose d'assez improbable», a-t-elle affirmé, exhortant une nouvelle fois le gouvernement libéral à surseoir à la hausse des droits de scolarité de 1625 dollars. «L'argent est là. Ce n'est pas un problème d'argent. C'est un choix idéologique qui se cache derrière cette hausse-là», a-t-elle fait valoir.

Pour sa part, le président de la Coalition étudiante pour l'association libre (CÉPAL), Philippe-Olivier Daniel, mettait la dernière main à une mise en demeure sommant des associations étudiantes de «cesser de porter atteinte à son droit d'assister à ses cours».

Le gouvernement a aussi essuyé hier les tirs groupés des 140 membres de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics qui ont profité de la journée de manifestations familiales pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

«Même si le gouvernement Charest se montre inflexible jusqu'à présent, on a l'impression que le rapport de forces est de plus en plus dans le camp des étudiants», a souligné le porte-parole de la Coalition, François Saillant, invitant la population à se joindre en grand nombre aux prochaines activités de visibilité des étudiants en grève, en plus d'exprimer leur opposition à la hausse des droits de scolarité, mais également des tarifs d'Hydro-Québec et à la taxe santé à leur député et au premier ministre, Jean Charest. «Achalez-le! Utilisez tous les moyens à votre disposition pour faire entendre votre voix. Ça peut faire la différence à l'heure actuelle.»

Au Pied de cochon

La CLASSE n'a pas sermonné les dizaines de personnes qui ont perturbé samedi soir un souper privé du chef du gouvernement au Pied de cochon, un restaurant de la rue Duluth, à Montréal. Au contraire. «Il y a des gens qui, quand ils voient passer le premier ministre, ils nous appellent et nous disent: "Venez donc le déranger, venez donc l'interpeller"», a dit M. Nadeau-Dubois. «Hausser les frais de scolarité, ça va bousculer la vie privée de milliers d'étudiants et d'étudiantes, alors il n'y a pas de raison pour laquelle la vie privée de M. Charest ne serait pas un tout petit peu perturbée.»

Pour un étudiant de secondaire 5 voulant se rendre à l'université, la hausse des frais de scolarité signifie au moins 1625 \$ au cours des 5 prochaines années, sans parler des frais afférents... Mieux vaut débrayer tout de suite plutôt que de décrocher faute de moyens dans 2 ou 3 ans.

Avouant candidement à TLMP avoir développé une antipathie personnelle à l'égard de l'étudiant Gabriel Nadeau-Dubois, Mme Beauchamp défend bec et ongles le premier ministre qui se fait le plus discret possible, quitte à aller festoyer en France.

Avant de finalement instaurer la Commission Charbonneau, M. Charest a longtemps joué au chat et à la souris avec l'opinion publique ainsi que ses propres ministres Lise Thériault et Jean-Marc Fournier. Fera-t-il la même chose à Mme Beauchamp qui est la conjointe d'un organisateur libéral hors-pair?

Prenant la relève de la ministre Michelle Courchesne (trop compromise dans le scandale des garderies libérales), Mme Beauchamp a dû faire son deuil, en plein congrès libéral, d'une trop ambitieuse réforme des commissions scolaires. Pas touche aux bureaucrates et à leurs primes... mais faisons payer les jeunes et leurs parents.

Ce conflit étudiant empêche M. Charest de déclencher des élections. Il ne voudra pas traîner ce boulet jusqu'à l'automne. Si les

jeunes du secondaire se mobilisent en nombre suffisant, M. Charest changera la cassette de Mme Beauchamp et il se transformera en sauveur de l'éducation...

Pierre Cossette – Inscrit, 19 mars 2012 05 h 11

Jamais senti ...

de momentum comme celui qui est train de se mettre en place au Québec. En tant que vieil observateur de la scène politique québécoise, (plus de 40 ans) d'intéressé sociologique et même si je ne suis l'actualité que via internet étant paysan campagnard un peu à l'abri du capharnaüm, les plus grands espoirs me font lever le poil sur les bras juste à voir comment nos jeunes qu'on dit dépolitisés démobilisés sont à nous faire la leçon aux vieux militants usés. Je vous remercie jeunes de nous redonner le goût du combat, je vous remercie de nous montrer votre altruisme, de nous remuer jusqu'aux larmes par votre intelligence si peu relayée par nos médias de masse inféodés depuis toujours aux nantis. À vous voir aller j'ai le goût de faire ajuster mes orthèses pour aller fouler le bitume avec vous, un printemps québécois est à nos portes, l'espoir renaît pour un monde meilleur à notre mesure et qui portera nos valeurs de partage, de joie, de souci de l'environnement. Notre joug s'allège, vous êtes à nous faire pousser des ailes

- qui nous conduiront vers les plus belles migrations.
- Solange Bolduc – Abonné, 19 mars 2012 09 h 40
Quel bel encouragement! Et si bien dit, et si sincère ! On en redemande !
 - Christian Feuillet – Abonné, 19 mars 2012 05 h 26
Pitoyable démonstration de la ministre Line Beauchamp était visiblement très mal à l'aise hier soir à TLMEP. Son sourire légendaire était vraiment plus crispé que d'habitude et elle avait si peu d'arguments pour justifier l'inflexibilité du gouvernement qu'elle en bafoillait. En fait, ce qui est ressorti, c'est une vendetta personnelle qu'elle a envers le leader étudiant Gabriel Nadeau-Dubois qui serait responsable selon elle d'une occupation de son bureau de comté, dans laquelle les lunettes de sa secrétaire auraient été cassées! C'est faible comme prétexte pour refuser de rencontrer les étudiants. La ministre aura donc à assumer l'entière responsabilité de l'affrontement actuel.
 - Christian Feuillet
Dmarquis – Abonné, 19 mars 2012 06 h 38
Quelle valeur accordée à un diplôme amputé de plusieurs semaines??
Il est à prévoir que ce conflit va s'enliser dans un affrontement. Dans ce contexte, quelle valeur peut-on accordée à un diplôme amputé de plusieurs semaines? En 26 ans d'expérience dans un cégep et quatre longs conflits de ce genre je n'ai connu aucune véritable reprise. Des journées ajoutées à l'horaire, des samedis, avec seulement des gardiens sur place ... Tout repose sur l'enseignant qui doit comprimer la matière, voir la réduire ... Les étudiants doivent mettre les bouchées doubles et dans certains cas on observe, suite à un long conflit, un plus grand taux d'échecs, voire d'abandon dans un programme. Le tout en dit long sur la crédibilité d'un diplôme post-secondaire au Québec, non- notobstant que l'on soit pour ou contre cette grève ..
 - Yves Petit – Inscrit, 19 mars 2012 06 h 54
Au travail
Comme souvent dans notre société, on lance la balle à l'autre. Dans ce cas-ci, certains parents disent au gouvernement de payer pour les études de leurs enfants, alors que cela devrait être en grande partie leur responsabilité.
Nos 3 enfants sont tous les trois sortis de leurs études universitaires sans aucune dette parce que nous avons mis de l'argent de coté dès leurs naissances. Le gouvernement Charost n'est pas efficace du tout dans sa gestion de nos taxes et impôts et je ne l'appuie aucunement, mais sur la hausse des frais de scolarité, il a raison.
Autre sujet mais relié...pourquoi les milliers de Phd de nos universités ne réussissent-ils pas eux à générer des revenus pour leurs universités?
 - Gabrielle Palmieri – Abonnée, 19 mars 2012 09 h 30
Monsieur Petit, que dites-vous aux étudiants qui ne peuvent pas compter sur l'appui de leurs parents? (décès, ou autre?)
Vous conviendrez qu'à 12 000\$ par année, c'est difficile d'en perdre le tiers dans mon loyer (4000\$) et ensuite le tiers dans mes frais de scolarité (encore 4000\$)
Et ensuite, la nourriture, l'électricité, les livres scolaires? Il me reste 4000\$ pour VIVRE.
Et je n'ai pas droit aux prêts et bourses. Je n'ai même pas le droit de m'endetter!
 - MARCEL Ferland – Inscrit, 19 mars 2012 07 h 04
Anciens, actuels et futurs universitaires
À priori il est normal de vouloir payer moins cher pour un service mais lorsqu'on sait que quelqu'un d'autre devra payer pour nous c'est faire preuve d'un manque de réalisme et d'une tendance à la dépendance. C'est d'autant plus le cas que le Québec a mis en place une société qui offre à ses citoyens beaucoup plus qu'il peut se permettre et dont l'endettement et la fiscalité sont prohibitifs. Avec ce genre d'irréalisme on s'en va en plein dans le mur. C'est tout le contraire de ce que l'on devrait s'attendre de futurs dirigeants. Pour nue fois je suis tout à fait d'accord avec le Gouvernement en place. Il faut aussi que ceux qui se rendent compte de la réalité de notre société se lèvent pour contrebalancer ces mouvements de personnes à la recherche de gratuités à tout prix plutôt que de vivre à la hauteur de leurs moyens.
 - Christian PHILIPPE – Inscrit, 19 mars 2012 07 h 12
Les pieds de cochon... en avant?
Avouons que le plus malheureux est que, dans nos pays soi-disant démocratiques, un jeune Peuple soit obligé de sortir massivement se faire tabasser dans la rue pour faire comprendre à des dinosaures, l'évidente réalité de droits parfaitement constitutionnels, sinon de pure intelligence ou de simple nécessaire modernité!
Mais ces bestiaux là, aujourd'hui aucunement responsables devant une quelconque législation qu'ils se réalisent eux-mêmes, se prélassant dans des tanières d'ivoire asseptisées d'intérêts communs, privilégiés par les impôts des autres à profusion, comment resteraient-ils toujours naturellement sains? Darwin de l'habitude!
Preuve est faite ici, que les kermesses, magouilles électorales, fiction de programmes électoraux mensongers, leurrent les aspirations réelles des Peuples! On vote pour du vent!
Toutes nos pseudo-démocraties occidentales sont aujourd'hui les repaires de tels animaux continuellement en rut électoral. Devenus purs loups politiques avides alors, ils bouffent tous les principes, violent tous les Droits qui passent entre leurs pattes. Les Peuples sont réduits à digérer comme ils peuvent les charognes qu'ils nous laissent!
J'ai honte de ma génération, pardonnez nous les jeunes!
Grave de grave est qu'il s'agit ici d'une "petite" question particulière; l'Education!
Alors imaginez un peu ce qu'il va falloir faire, pour leur faire comprendre que nous devons changer la donne sociale du monde pour un nouveau concept moderne du Droit des Hommes pour simplement maintenir notre civilisation.
Oui en effet ils ne sont pas "sortis de l'auberge" ces politicards là. Ainsi, s'ils ne comprennent toujours pas, ils risquent fortement un jour, de sortir leurs pieds de cochons devant!
Navrant navrant que nos jeunes soient eux-mêmes dans l'obligation de nous montrer l'exemple dans le monde pourri que nous leur laissons. Bon courage!
 - Lise Moga – Inscrit, 19 mars 2012 07 h 51
La guerre des chiffres
30 000 manifestants selon les rouges; 5 000, selon les policiers. La réalité, elle se situe où? Doit-on toujours diviser par 6, la perception syndicaliste de l'événement. Même si l'annulation du trimestre d'hiver 2012 n'est pas probable, il pourrait y avoir des conséquences majeures à compenser le temps perdu, par des fins de semaines ou du temps emprunté sur les emplois d'été, à moins qu'une formation à rabais fasse l'affaire.
 - Maxime Renaud – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 25
Y étiez-vous à la manifestation ? Si oui, vous avez dû vous rendre compte à quel point le nombre avancé par le SPVM est farfelu. Je n'ai, personnellement, jamais assisté à une manifestation où il y avait autant de personnes.
Au moment où je tournais sur Ste-Catherine, certaines personnes étaient arrivées à destination (rue Fullum). Et je n'étais pas à la fin de la manifestation !
Entendre le SPVM dire que nous n'étions que 5000 à la manifestation, m'amène à me demander réellement si celui-ci n'est pas au service du politique en tentant de miner la crédibilité de ce mouvement social.
 - Pierre Vincent – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 05
Les lunettes de sa secrétaire ont été endommagées?
Décidément, le gouvernement actuel ne comprend pas le mouvement de protestation des étudiants contre la hausse des frais de scolarité, qui menace l'accès aux études des moins bien nantis de notre société. Ce n'est pas un mouvement égoïste de quelques privilégiés mais bien un mouvement semblable aux manifestations existentielles d'il y a une quarantaine d'années.
Et si les lunettes de la secrétaire de la ministre de l'Éducation ont été abimées dans tout cela, c'est regrettable, mais cela ne discrédite personne. Sauf, bien entendu, si la dame en question portait ses lunettes au moment de l'incident. Était-ce le cas? Sinon, je pense que la ministre ne devrait même pas en parler et s'occuper de choses sérieuses plutôt que de nier l'existence du mouvement de protestation qui prend de plus en plus d'ampleur et reviendra hanter le gouvernement lors de la prochaine campagne électorale.
 - Sanzalure – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 27
Ça ne fait que commencer...
Petit message à Philippe-Olivier Daniel et à tous les autres étudiants qui n'ont aucune solidarité avec le peuple qui est dans la rue pour mille et une raisons.
Votre diplôme ne vous servira pas à grand chose plus tard, car vu que vous n'avez pas fait preuve de solidarité avec la population quand c'était le temps, je ne vois pas pourquoi la population vous soutiendrait lorsque vous chercherez un emploi ou que vous voudrez lui vendre quelque chose.
Vous ne pensez qu'à vous-mêmes aujourd'hui, hé bien, vous ne pourrez compter que sur vous-mêmes plus tard.
 - Serge Grenier
Regine Pierre – Abonnée, 19 mars 2012 08 h 35
Le droit à l'éducation supérieure pour tous
Au xxie siècle, un diplôme secondaire, qui, tait l'objectif de la Réforme Parent (1965), n'est plus suffisant non seulement pour s'intégrer sur le marché du travail mais pour fonctionner au quotidien comme en témoignent, entre autres, la problématique de la littératie financière.
Nos enfants et nos petits-enfants auront besoin d'un diplôme d'études supérieures. La hausse drastique des frais de scolarité créera les divisions socio-économiques aux-

quelles la Réforme Parent a voulu mettre fin. Ce sont les générations des jeunes d'aujourd'hui qui vont payer pour le refus du gouvernement de négocier comment le problème du sous financement des universités devrait se régler.

Il faudrait permettre aux jeunes familles, qui ont la responsabilité première de l'éducation de leurs enfants, de s'y préparer en commençant à économiser dès la naissance de leurs enfants, reporter la mise en oeuvre de l'augmentation et l'étaler sur une plus longue période pour que le fardeau de l'augmentation soit mieux partagé.

Obliger les étudiants à travailler davantage pendant leurs études, c'est compromettre la validité de leurs diplômes. En terme, c'est la société qui en pâtira.

La position totalement fermée dont la ministre de l'éducation a témoigné à Tout le monde en parle est irresponsable. Elle a montré que son véritable mobile est personnel.

Madame la ministre n'accepte pas d'être contestée et elle méprise les jeunes qui n'exercent que leur droit démocratique à être écoutés.

- Sebastien S.D - Inscrit, 19 mars 2012 08 h 56

Manifestation familiale

Ce sont les parents et les grands-parents, pas nécessairement d'anciens étudiants, entourés des milliers d'enfants qui étaient particulièrement beaux hier. La cause étudiante ne peut aller très loin sans l'appui de la population. Et voilà, enfin, nous voyons que nous ne sommes pas seuls.

- Hugues Tremblay Manigouche - Inscrit, 19 mars 2012 09 h 19

Faire sa part

Les puissants disent que "chacun doit faire sa part", or il y en a qui font leur part plus

que les autres... Les étudiants seraient peut-être plus ouverts à payer plus si on n'avait pas eu l'étalement continu, depuis des mois et des années, des excès des dirigeants - ces parachutes dorés des directeurs de Concordia, les primes juteuses des CEOs, des hauts fonctionnaires, etc. Dans une époque où les gros se graissent la patte impunément, ou 'corruption' est un mot qui fait bailler, ça devient indécent de demander à la multitude de 'faire sa part'.

- Michel Page - Inscrit, 19 mars 2012 09 h 22

Une zone de compromis et rectification mutuelle de positions campées
Une zone de compromis est possible. Le gouvernement pourrait rectifier sa position sans perdre la face, et le mouvement étudiant pourrait prendre en compte le bien-être des étudiants de l'UQAM entrés en grève dès le 13 février. Comment? :

Voir " *Financement des universités et hausses des droits: solidarité citoyenne, contrat social, saine gestion et des non-dits*, 7 mars 2012. 40p., disponible Coop UQAM Sc gestion. Bien votre

- Sebas124 - Abonné, 19 mars 2012 09 h 26

Violence

Comme la photo le montre, on parle de violents manifestataires ici! Lynne Beauchamp et le SPVM on raison! Vite! Lacer leur les gaz lacrimogènes!

/sarcasm off

Sébastien

- Ante circus - Inscrit, 19 mars 2012 09 h 30

Une super photo

J'ai surtout remarqué la photo qui est porteuse d'un message fort: l'amour est plus fort que la volonté du gouvernement Charest d'écraser la résistance citoyenne à la source, c'est-à-dire aux portes du savoir et de la connaissance et mieux contrôler les cer-

veaux. Il serait plus simple de créer un Fonds des générations à même les redevances du Plan Nord pour injecter dans l'éducation post-secondaire et favoriser une chance égale pour tous d'accéder à la diplomation sans ruiner personne.

- Solange Bolduc - Abonné, 19 mars 2012 09 h 32

Rancunière la ministre Beauchamps: une bavure à la base du refus d'entendre les étudiants!

J'ai bien écouté l'entrevue avec la ministre de l'Éducation à "Tout le monde en parle"

Boquée et rancunière comme ça, c'est à couper le souffle! Et cela sur le dos de tous les étudiants qui en font les frais. Parce que :

"L'étudiant s'est discrédité en prenant part à une occupation de son bureau de circonscription durant laquelle les lunettes de sa secrétaire ont été endommagées, a-t-elle déploré hier."

La punition, pour leur erreur de jeunesse, serait à la base du refus d'entendre les étudiants ou de négocier. Quelle erreur politique!

L'expression du visage rouge et boursoufflée par la hargne et l'orgueil, sans doute, de Mme Beauchamps, en dit long sur l'aspect buté de sa personnalité.

Je tentais , mais en vain, d'y trouver chez elle quelque chose d'humain, mais il n'y avait que rancœur ou de beaux tableaux de chiffres bien alignés dans une symétrie parfaite, comme son cerveau.

Quand l'argent et le graissage des petits amis du parti passe avant l'accès à l'éducation, il ne faut pas s'attendre à autre chose qu'à la dérive de nos personnages politiques qui jouent au plus fort pour remonter la pente dans les sondages!

Une telle mentalité nous fait reculer 30 ans en arrière!

-c'est ma conviction! Est racinière la Madanme!"

Semaine du 12 mars 2012

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Hausse des frais de scolarité: Appui familial pour les étudiants - Publié le: dimanche 18 mars 2012, 23H04 | Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 23H09

Nicolas Saillant

Plusieurs familles se sont réunies au Cégep Limoilou dimanche après midi pour appuyer les revendications étudiantes contre la hausse des frais de scolarité.

Les étudiants ont reçu l'appui de plusieurs parents et enfants qui se sont mêlés à la marche qui s'est déroulée dans une atmosphère légère, hier après-midi, dans les rues de Limoilou, faisant contraste avec les manifestations précédentes.

« C'est exactement le but de faire une manif familiale et s'éloigner un petit peu de notre clientèle cible. La majorité des étudiants travaille le dimanche », précisait Valérie Plante-Lévesque, porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Profitant du soleil, plusieurs parents sont venus marcher pour préserver une plus grande accessibilité à l'université pour leurs enfants. « S'il y a un manque de financement au niveau de l'État, ce n'est pas en taxant les étudiants qu'on va y arriver, c'est injuste », indiquait Serge Petitclair, derrière une poussette. « Je suis venu par solida-

rité et surtout je pense à mon fils », ajoutait un autre participant, qui marchait avec son petit garçon.

Professeurs présents

Près de 500 personnes ont répondu à l'appel et ont marché dans les rues en l'absence quasi-totale de policiers. Plusieurs professeurs étaient aussi de la partie. Valérie Guilloteau, professeure de philosophie au Cégep Limoilou, s'est d'ailleurs adressée aux manifestants pour encourager la mobilisation.

« C'est vraiment un mouvement qui doit s'étendre à toute la société, l'éducation c'est un enjeu pour tout le monde. » Près de 400 enseignants de la région de Québec ont signé une déclaration pour appuyer le mouvement étudiant jusqu'à maintenant.

La députée Agnès Maltais a aussi participé à la marche. « Ce qu'on ressent, c'est que plus ça va, plus la population se range derrière les étudiants et comprend l'enjeu qui est énorme. Ils se battent pour les futurs étudiants, pour l'avenir », justifiait-elle. La prochaine grande manifestation est prévue jeudi, le 22 mars.

À Montréal

Enfants, étudiants, parents et grands-parents ont aussi défilé par milliers dans les rues du centre-ville de Montréal hier.

« On est agréablement surpris de voir qu'autant de gens ont répondu à l'appel », a déclaré Jeanne Reynolds, porte-parole nationale de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui a estimé la foule à près de 30 000 personnes.

« On est même touché de voir des gens comme ça descendre dans la rue avec nous. Ça démontre qu'au Québec, on est en train d'avoir un débat de société important », a poursuivi Gabriel Nadeau-Dubois, l'autre porte-parole national de la CLASSE.

Les organisateurs de l'événement, qui n'avaient pas fourni le trajet de leur marche aux policiers, ont mené la foule jusqu'au bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, situé au 600, rue Fullum.

D'autres manifestations du genre avaient lieu à Sherbrooke et Alma.

Avec la collaboration de l'Agence QMI

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les familles manifestent aux côtés des étudiants - Mise à jour le dimanche 18 mars 2012 à 22 h 09 HAE

Ce n'était pas une journée de relâche dimanche pour les étudiants, qui tenaient des manifestations familiales pour dénoncer la hausse des droits de scolarité à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma.

À Montréal, une marée humaine composée d'étudiants et de leur famille a envahi le parc La Fontaine, dans une ambiance plutôt festive, même si plusieurs faisaient part de leur indignation devant les politiques du gouvernement Charest. Ces manifestants (5000 selon le SPVM, 30 000 selon

les organisateurs) ont ensuite marché vers le bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, rue Fullum.

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui regroupe plus de 140 organismes, a profité de cette journée pour organiser une conférence citoyenne. Le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, Jean Trudelle,



a déclaré que la classe moyenne sera fortement touchée si l'augmentation des tarifs est approuvée.



Le fait que 22 % plus d'étudiants provenant de milieux défavorisés ou de régions éloignées fréquentent les campus québécois qu'ailleurs au Canada illustre bien, selon lui, que le gouvernement ne doit pas toucher aux droits de scolarité.



À Sherbrooke, plus de 1000 personnes ont marché de l'hôtel de Ville jusqu'aux bureaux du ministère de l'Éducation. Plusieurs participants n'avaient pas encore l'âge des études postsecondaires. Un adolescent rencontré par Radio-Canada a affirmé qu'il se sentait concerné parce qu'il voulait « pouvoir faire son travail plus tard ».

À Québec, plus de 400 manifestants de tous les groupes d'âge se sont rassemblés au cégep Limoilou, point de départ d'une marche qui les a amenés à la Basse-Ville de la capitale. L'une des personnes présentes a décrit l'éducation comme un « bien public ».

Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans, à compter de l'automne prochain.



Un souper perturbé

Samedi, des étudiants ont tenté de perturber la soirée du premier ministre Jean Charest, alors qu'il mangeait à Montréal.

Des manifestants se sont rassemblés devant le restaurant Au pied de cochon en arborant une banderole noire. Une dizaine de policiers les ont repoussés. Aucune arrestation n'a été effectuée.

Plus tôt dans la journée, tandis qu'il participait à la Commission jeunesse de son parti, Jean Charest a réitéré qu'il ne reculerait pas sur la hausse des droits de scolarité.

De vendredi soir à samedi, des étudiants ont par ailleurs organisé un « marathon musical » de plus de 24 heures à l'église St-John the Evangelist, et dans la salle de spectacle L'Astral. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a aussi annoncé « ses propositions budgétaires et ses alternatives » à la hausse des droits de scolarité.

À ce jour, plus de 200 000 étudiants participent au mouvement de contestation.

La mobilisation atteindra son point culminant jeudi prochain, journée de manifestation « nationale ».

Des données sur l'aide financière (source : Conseil supérieur de l'éducation)

En 2008, près de 40 % des étudiants québécois recevaient une aide financière provenant du Programme de prêts et bourses :

- Un peu plus du quart de ces étudiants avaient des bourses;
- 13 % de ces étudiants recevaient des prêts seulement.

Pour déterminer le montant d'aide, le Programme de prêts et bourses tient compte de différents facteurs :

les dépenses admises, soit les frais de subsistance et les droits de scolarité moins les revenus de l'étudiant et la contribution parentale.

Le résultat, s'il est positif et que l'écart est élevé, ouvre la porte à une bourse et un prêt.

S'il est positif, mais bas, l'étudiant aura droit à un prêt seulement.

L'importance de la contribution parentale

Dans tous les cas de figure, la contribution parentale est une donnée déterminante du calcul. C'est du reste une des raisons qui expliquent les mariages blancs que font les étudiants entre eux pour obtenir un maximum d'aide en éliminant la contribution parentale.

Et les mariages pourraient se multiplier. Parce que la diminution de la contribution parentale annoncée dans le budget du Québec aura surtout un impact positif pour les ménages à faible revenu.

Les boursiers protégés

Ce sont d'ailleurs les boursiers qui profiteront des hausses, puisqu'elles n'auront aucun impact négatif sur leur aide. Au contraire. Avec un plafond de prêt à 2400 \$ et étant donné que les droits de scolarité font partie des dépenses admises, les hausses des droits se traduiront par des bourses mieux garnies.

C'est d'ailleurs cette mesure de protection des boursiers qui accapare près des trois quarts des sommes consacrées à l'aide financière aux études dans le budget Bachand.

L'allocation spéciale

L'autre mesure qui aidera les étudiants à éponger les dommages collatéraux des hausses, c'est l'allocation spéciale, destinée aux détenteurs de prêts seulement. Cette allocation permet aux étudiants de disposer de liquidités pour éponger les hausses.

De 100 \$ en 2007, elle passera à 325 \$ pour les cinq prochaines années.

En complément

Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - Le reportage de Louis-Philippe Ouimet

Les commentaires (362)

LE NOUVELLISTE: 200 personnes manifestent à Alma - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 21h24



(Photo Gimmy Desbiens)

Près de 200 personnes, jeunes et moins jeunes, ont pris part à une marche pacifique dans les rues d'Alma contre la hausse des frais de scolarité. STÉPHANE BÉGIN, Le Quotidien

(ALMA) Environ 200 personnes ont participé, en après-midi, à une manifestation familiale dans les rues d'Alma afin de contester la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec. L'événement, qui s'est tenu aussi à Montréal, Québec et Sherbrooke, a été organisé par la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et les associations étudiantes du collège d'Alma et du cégep de Saint-Félicien. La marche a réuni des étudiants, mais aussi des parents d'élèves, des enseignants et des syndicalistes, notamment l'ancien maire d'Alma, Gérald Scullion, le président du syndicat de l'usine Rio Tinto Alcan à Alma, Marc Maltais et l'ancien directeur général du cégep d'Alma, Jean Paradis. D'une même voix, ils dénoncent la décision du gouvernement du Québec de vouloir augmenter les frais de scolarité à l'université.

La marche a été entreprise vers 13h en face du cégep d'Alma. Durant près d'une heure, les 200 manifestants ont pris d'assaut des rues de la ville. Tout s'est déroulé dans le calme. Les policiers de la Sûreté du Québec ont surveillé la situation de près, mais n'ont pas eu à intervenir, si ce n'est d'assurer la sécurité des participants et des automobilistes.

La rencontre pacifique a permis aux citoyens de s'exprimer, de dénoncer la volonté gouvernementale de hausser les frais de scolarité de 1625 \$ au cours des cinq prochaines années pour les étudiants universitaires.

«Je ne trouve pas qu'il s'agit d'une bonne idée de vouloir hausser les frais de scolarité. Je crois qu'il doit y avoir d'autres moyens d'assurer le financement des universités. Je pense que c'est la responsabilité de la communauté et non pas celle de citoyens en particulier», indique Jean Paradis.

Ce dernier a aussi précisé qu'il s'oppose à la hausse des frais de scolarité, mais qu'il ne se prononce pas sur les moyens utilisés par les étudiants pour faire passer leur message.

LE SOLEIL: Virage famille pour le mouvement étudiant - Publié le dimanche 18 mars 2012 à 17h45 | Mis à jour le dimanche 18 mars 2012 à 21h54



Le Soleil, Yan Doublet

Les manifestants ont sillonné les rues de Saint-Roch et de Limoilou dans une atmosphère de fête dans l'après-midi.

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Des familles et des gens de toutes les générations sont descendus dans les rues de Québec dimanche pour appuyer les étudiants et dénoncer les hausses des droits de scolarité du gouvernement de Jean Charest.

Plusieurs centaines de citoyens de 0 à 90 ans se sont massés dimanche après-midi dans les rues de Limoilou et de Saint-Roch pour soutenir la lutte étudiante. Une bonne partie d'entre eux ne paient pas le moindre sou en droits de scolarité, mais ils tenaient néanmoins à être du rassemblement.

«Même si je paie pas encore pour mes enfants, je paie encore pour moi, et je paierai encore pour moi au moment où je paierai pour mes enfants!» a lancé Gabriel Bouchard, un enseignant du Collège François-Xavier-Garneau accompagné de ses jeunes enfants Flavie et Elliot. «Je suis là

comme prof contre la hausse, comme père contre la hausse, et je suis là aussi comme ancien étudiant contre la hausse», a-t-il ajouté.

Cet enseignant en littérature se dit bien placé pour constater les conséquences d'une hausse des droits de scolarité dans les disciplines moins bien rémunérées.

«Si on étudie en médecine, c'est correct, mais si on fait des choix comme littérature, ça fait lourd et cher comme risque. C'est intimidant. C'est plus difficile pour les gens en art, en histoire. Et on se demande : s'il n'y a plus personne qui va étudier dans ces domaines, c'est parce que c'est inutile... Dans quelle société allons-nous vivre? Une société où on produit, mais où l'on ne réfléchit pas et on ne crée rien?»

Claude Tousignant est pour sa part bien loin des bancs d'école. Ce retraité de Québec arborait pourtant le petit carré rouge, symbole du mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité. La lutte, il la fait pour ses petits-enfants et les générations futures.

«On a au Québec, devant les yeux, toutes sortes de beaux résultats de l'enseignement universitaire et de l'enseignement au cégep, qui a été accessible pendant 40 ans. On l'a sous les yeux, et je pense que ça devrait nous convaincre de laisser l'enseignement très accessible financièrement.»

Il se dit particulièrement inquiet des répercussions des hausses pour les jeunes issus des régions éloignées. «Les hausses, elles vont atteindre en particulier certains groupes; je pense à tous les jeunes qui ne vivent pas dans les villes universitaires québécoises.»

«Un enjeu social»

Diplômé de l'Université Laval et enseignant en philosophie au Collège François-Xavier-Garneau, Pierre Mercure n'assume pas encore de factures de droits de scolarité. Ses enfants entament tout juste leur cheminement au primaire. Peu importe. Il devait témoigner son appui aux étudiants.

«C'est un enjeu plus que strictement étudiant; c'est un enjeu social. Le Québec s'est doté d'un système d'éducation qui est reconnu partout dans le monde. Mais on est en train de renier les principes de base, la gratuité, l'accessibilité», insiste-t-il.

«Il faut que ce mouvement-là, tout le monde se l'approprie. Ce n'est pas tellement une mobilisation pour mes enfants, mais de façon générale, pour ce que ça apporte dans notre société», poursuit le père de famille.

Les manifestants ont sillonné les rues de Saint-Roch et de Limoilou dans une atmosphère de fête durant l'après-midi. Le tout avec peu de surveillance policière, et aucune trace de débordements.

Combat de société

C'est précisément ce que souhaitaient les organisateurs, des membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Le but, c'était de faire une manif familiale. On voulait s'éloigner un peu de notre clientèle cible. La majorité des étudiants travaillent le dimanche, alors on va chercher la famille et les amis. On voulait dire que ce n'est pas juste un combat étudiant. C'est un combat de la société en général», a indiqué la porte-parole de la manifestation, Valérie Plante-Lévesque, une étudiante au Collège François-Xavier-Garneau.

Des manifestations similaires se sont également déroulées à Montréal, Alma, Sherbrooke, Saint-Jérôme et Rimouski. Plus de 10 000 personnes ont ainsi marché dans les rues du Québec, dimanche.

La contestation étudiante prend sa source dans la décision du gouvernement libéral de Jean Charest de hausser les droits de scolarité de 1625 \$ d'ici les cinq prochaines années.

Même entrain dans la métropole

La Presse et La Presse Canadienne

MONTREAL— Dans la métropole, les étudiants en grève ont eux aussi fait une sortie en famille hier, traînant parents et fratrie jusqu'au centre-ville pour une manifestation annoncée comme festive. Selon des policiers sur place, au moins 5000 ou 6000 personnes ont déambulé dans les rues du centre-ville de Mon-

tréal. Selon les organisateurs, ils étaient 30 000. Dans la foule, les jeunes d'âge universitaire étaient en minorité, alors que les poussettes étaient légion.

Plus tôt dans la journée, lors d'une conférence de presse à Montréal, des organisations syndicales et de la société civile ont donné leur appui aux étudiants en grève. La présidente de la Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi, et le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, ont parlé de l'effet négatif des augmentations annoncées et interpellé le ministre des Finances, Raymond Bachand, à deux jours du dépôt du budget provincial.

La coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics avait quant à elle organisé une conférence citoyenne, à Montréal, pour révéler les conséquences que pourrait avoir, selon elle, la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ d'ici cinq ans.

Le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNNEQ), Jean Trudelle, a soutenu que la classe moyenne doit comprendre les effets concrets qu'elle subira si le gouvernement refuse de reculer. Elle doit savoir, explique M. Trudelle, que 22% plus d'étudiants provenant de milieux défavorisés ou de régions éloignées fréquentent les campus québécois ailleurs qu'au Canada. Il attribue cette statistique aux coûts des études au Québec. Selon lui, l'opinion publique s'est renversée dans les dernières semaines, et les citoyens sont de plus en plus nombreux à appuyer le mouvement étudiant.

JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Étudiants: Manifestation contre la hausse - Publié le: dimanche 18 mars 2012, 13H56 | Mise à jour: dimanche 18 mars 2012, 19H35



Photos ELIZABETH LAPLANTE/AGENCE QMI

Quelques milliers de personnes étaient rassemblés aux abords du parc Lafontaine à Montréal.

AGENCE QMI

MONTREAL - C'est par milliers qu'enfants, étudiants, parents et grands-parents ont défilé dans les rues du centre-ville, dimanche après-midi, afin de montrer leur opposition à la hausse des frais de scolarité et leur appui au mouvement de grève étudiante.

«On est agréablement surpris de voir qu'autant de gens ont répondu à l'appel», a déclaré Jeanne Reynolds, porte-parole nationale de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). «On est même touché de voir des gens comme ça descendre dans la rue avec nous. Ça démontre qu'au Québec on est en train d'avoir un débat de société important», a poursuivi Gabriel Nadeau-Dubois, l'autre porte-parole national de la CLASSE.

À moins de deux jours du dépôt du budget par le ministre des Finances, Raymond Bachand, le mouvement contre la hausse semble loin de s'essouffler. Alors que le Service de police de la Ville de Montréal parle de plusieurs milliers de manifestants, la CLASSE a estimé la foule de dimanche à près de 30 000 personnes. «La lutte contre la hausse des frais de scolarité, ça ne doit pas être une lutte étudiante appuyée par la population, ça doit être une lutte de la population», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois.

Des manifestants de tous les horizons

Les manifestants se sont regroupés au parc La Fontaine en début d'après-midi, sous un chaud soleil. Vers 13h45, ils ont commencé à déambuler sur les rues Cherrier, Saint-Denis et Sainte-Catherine dans une ambiance des plus festives. Au sein du mouvement, des gens de tous les horizons avaient décidé d'apporter leur appui aux étudiants, en cette journée de manifestation qui se voulait plus «familiale» que les précédentes.

«Nous, on est parents, on a fini nos études et on vient pour nos enfants. On est contre la hausse des frais de scolarité parce qu'on se dit que si nos enfants vont à l'université plus tard, c'est nous qui allons payer, puis ça va coûter cher», a déclaré Pascal, un jeune père de famille.

«Moi, j'ai revendiqué dans mon temps des droits et j'ai apprécié que les personnes âgées et les parents m'appuient dans mes revendications», a

soutenu Marie, une dame âgée qui marchait fièrement aux côtés des étudiants.

Les organisateurs de l'événement, qui n'avaient pas fourni le trajet de leur marche aux policiers, ont mené la foule jusqu'au bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, situé au 600, rue Fullum.

«Si on se fie au bilan du gouvernement depuis son entrée au pouvoir, c'est un gouvernement qui commence toujours par s'entêter, mais qui finit toujours par reculer», a soulevé Gabriel Nadeau-Dubois qui demeurait confiant, dimanche, face à l'impact du soulèvement populaire.

D'autres manifestations du genre avaient lieu dimanche à Sherbrooke, Québec et Alma dans le cadre de cette Journée de mobilisations familiales. Alors quelque 200 000 étudiants sont actuellement en grève, une importante manifestation est prévue à Montréal ce jeudi.





TVANouvelles.ca: Droits de scolarité: Des familles manifestent à travers la province - Première publication dimanche 18 mars 2012 à 09h37 - Mise à jour : dimanche 18 mars 2012 à 19h06



Crédit photo : Agence QMI

Des manifestants en marche vers le bureau de la ministre de l'Éducation, à Montréal.

TVA Nouvelles

Des milliers de Québécois sont descendus dans les rues de plusieurs villes de la province dimanche, afin de protester contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest.

À quelques jours du dépôt du budget Bachand, les étudiants n'entendent pas relâcher la pression et des manifestations ont été organisées à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma, dans le cadre d'une Journée de mobilisations familiales.

À Montréal, 30 000 personnes se sont rassemblées aux abords du parc Lafontaine, en début d'après-midi, selon l'estimation des organisateurs de la manifestation. Des étudiants, mais aussi des familles et des personnes de l'âge d'or étaient sur place. L'ambiance était décontractée.

Le trajet qu'ils devaient emprunter a été tenu secret, mais en milieu d'après-midi, les manifestants ont abouti devant les bureaux de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui se trouvent sur la rue Fullum. Leur présence dans les rues a entraîné des perturbations dans la circulation routière urbaine. Les policiers ne rapportent toutefois aucun incident fâcheux.

À Québec, ils sont plus de 1000 à être descendus dans les rues.



Crédit: Agence QMI

Manifestants dans les rues d'Alma.



Crédit: Agence QMI

Manifestants dans les rues de Québec



Crédit: Agence QMI

Manifestants dans les rues de Montréal

Les organisateurs souhaitaient que l'événement attire les familles pour généraliser le débat à l'ensemble de la population, un objectif que le

porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une Solidarité syndicale étudiante croit avoir atteint en bonne partie.

«Nous sommes très fiers d'avoir mis ce débat-là sur la table et, peu importe la façon dont le conflit se règle, je pense que ça va avoir été super important pour le peuple québécois d'avoir eu ce débat sur l'éducation universitaire», affirmait Gabriel Nadeau-Dubois, en entrevue à TVA Nouvelles, dimanche.

Pour sa part, une manifestante rencontrée au parc Lafontaine disait adhérer à cette vision. «J'ai déjà été étudiante et j'ai déjà beaucoup milité, alors je trouve ça important de venir avec mes enfants et de leur montrer c'est quoi nos idéaux et comment on fait pour se tenir debout», a expliqué cette mère de famille.

En matinée, le dévoilement des résultats d'un [sondage Léger Marketing](#) mené pour le compte de l'émission *Larocque Lapierre* révélaient que les étudiants qui protestent n'arrivent pas à obtenir un appui massif de la population.

Pour M. Nadeau-Dubois, il s'agit de la preuve «qu'il y a un débat en cours présentement au Québec». «Je crois que c'est ça, le plus important», a-t-il ajouté.

LEDEVOIR.COM: Frais de scolarité - Manifestations à Montréal, Sherbrooke, Alma et Québec – Dimanche 18 mars 2012, 17h14



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Les étudiants ont manifesté à Montréal (sur la photo), Sherbrooke, Alma et Québec.

Organisées par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), quatre manifestations pour dénoncer la hausse des frais de scolarité se sont déroulées dimanche au Québec.

Elles ont eu lieu simultanément à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma, en après-midi.

Peu après la fin de la manifestation montréalaise, les organisateurs ont estimé qu'environ 30 000 personnes se sont jointes au rassemblement, qui s'est terminé devant les bureaux du ministère de l'Éducation.

Quelques milliers de personnes se sont rassemblées à Sherbrooke, Alma et Québec, toujours selon la CLASSE.

Enjeu de société

La CLASSE a indiqué que cette manifestation familiale vise à illustrer que la hausse des droits de scolarité touche tout le monde et représente un véritable enjeu de société.

Selon Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE, des centaines de familles sont venues exprimer l'importance de s'assurer que l'éducation reste accessible pour tous, peu importe leurs capacités financières.

Les familles de la classe moyenne seront particulièrement touchées, selon Mme Reynolds.

Pendant ce temps, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) était réunie en congrès à Jonquière, pour organiser la suite des choses. Elle a ensuite annoncé la tenue d'un sit-in devant l'Assemblée nationale, mardi, alors que le ministre des Finances doit déposer son budget.



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Les étudiants ont manifesté à Montréal (sur la photo), Sherbrooke, Alma et Québec.



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Les étudiants ont manifesté à Montréal (sur la photo), Sherbrooke, Alma et Québec.

La Presse canadienne



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Les étudiants ont manifesté à Montréal (sur la photo), Sherbrooke, Alma et Québec.

Prochaines semaines

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a également annoncé la tenue de plusieurs manifestations dans les quatre coins du Québec au courant des prochaines semaines, si le gouvernement refuse de reculer sur la hausse des droits de scolarité.

Loin de se calmer, le mouvement étudiant devrait prendre de l'ampleur cette semaine, alors qu'une grande manifestation nationale est prévue jeudi prochain à Montréal.

Pour l'occasion, plusieurs étudiants universitaires et collégiaux rejoindront leurs collègues déjà en grève, le temps d'une journée.

Des dizaines de milliers de personnes sont attendues.

La FECQ a d'ailleurs annoncé dimanche que ses membres commenceront, dès lundi, à faire du porte-à-porte et à faire aller leur téléphone dans toutes les régions afin de convaincre les gens de se joindre à la manifestation du 22 mars.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : pas de relâche la fin de semaine – Mise à jour le dimanche 18 mars 2012 à 6 h 58 HAE

Tant les étudiants que les professeurs les appuyant poursuivent en fin de semaine leurs manifestations pour convaincre le gouvernement du Québec de renoncer à la hausse des droits de scolarité décrétée dans son dernier budget, et qui sera selon toute vraisemblance maintenue dans le prochain.

Le tout a commencé par un « marathon musical » de plus de 24 heures qui s'est déroulé à l'église St-John the Evangelist, dans le centre-ville de Montréal, où des étudiants en musique ont joué de vendredi soir jusqu'à 11 h samedi.

La seconde partie du marathon, organisé par le Mouvement de mobilisation des étudiants en musique, se déroulait samedi soir dans la salle de spectacle L'Astral, où des dizaines d'artistes, dont les Zapartistes, se succédaient sur scène jusqu'à minuit.

Au total, plus de 175 musiciens de la relève se seront produits sur scène dans le cadre du marathon.

Les étudiants en musique [estiment](#) qu'un diplôme en art « ne garantit aucunement un emploi lucratif » et que la hausse des droits de scolarité et son impact sur l'accessibilité aux études causeront aussi « un appauvrissement culturel ».

Dimanche, les étudiants comptent défiler en famille à Montréal, Québec, Sherbrooke et Alma. La mobilisation atteindra son point culminant jeudi prochain, journée de manifestation « nationale ».

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a annoncé par ailleurs « ses propositions budgétaires et ses alternatives » à la hausse des droits de scolarité, samedi à Québec.

Le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, estime que le gouvernement doit non seulement renoncer à l'augmentation des droits de scolarité, mais aussi faire appel au secteur privé. « D'un côté, il impose unilatéralement une augmentation des frais de scolarité à l'ensemble des étudiants et des étudiantes et de l'autre côté, pour les entreprises, on ne retrouve qu'un encouragement à une contribution sur une base volontaire. Nous, on croit que les entreprises doivent faire leur juste part dans le financement des universités », dit-il.



Des étudiants en musique ont participé à un marathon musical à Montréal à l'église St-John the Evangelist.

La CLASSE fait des suggestions au ministre des Finances, Raymond Bachand, qui déposera son budget mardi prochain :

Créer un système d'imposition à 10 paliers, « ce qui aurait comme résultat de baisser les impôts de 87 % des contribuables, tout en générant

près de 1,2 milliard de dollars de revenus de plus chaque année dans les coffres de l'État québécois ».

Restaurer la taxe sur le capital des entreprises financières, pour ajouter 800 millions de dollars par année dans les coffres du gouvernement.

En guise de comparaison, la CLASSE souligne que la hausse des droits de scolarité rapportera 265 millions de dollars par année à l'État. La coalition affirme que le coût net de la gratuité scolaire serait de 176 à 405 millions par année.

À ce jour, plus de 200 000 étudiants participent au mouvement de contestation.

À l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), la grève générale a été rejetée vendredi par une mince majorité. Quelque 650 des 5000 étudiants de l'UQAC demeurent cependant en grève.



L'Îlot Voyageur « inauguré »

Samedi midi, des enseignants de cégep et d'université ont organisé une fausse inauguration de l'Îlot Voyageur, symbole, selon eux, de l'errance financière et administrative des universités et du gouvernement. Le controversé projet de construction de l'Université du Québec à Montréal, qui a coûté des centaines de millions de dollars en fonds publics, est toujours inachevé.

Ce mouvement d'enseignants milite pour une éducation gratuite et contre la hausse de 75 % des droits de scolarité, qui va, disent-ils, « alourdir le fardeau de toute une génération ». Il croit que la gestion des universités doit être revue avant de penser à un dégel de la contribution étudiante.

L'« inauguration » de l'Îlot Voyageur a rassemblé quelques centaines de manifestants.

Le [collectif Profs contre la hausse](#) invite ses membres à prendre part aux manifestations familiale de dimanche et « nationale » de jeudi prochain.



En complément
Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - Le reportage de Louis-Philippe Ouimet
Les commentaires (130)

CYBERPRESSE: Des manifestants perturbent le souper de Jean Charest - Publié le samedi 17 mars 2012 à 21h02 | Mis à jour le samedi 17 mars 2012 à 23h01



Photo: PC

Des protestataires ont déployé une grande bannière noire dans la vitrine du restaurant Au pied de cochon. À l'arrière de l'établissement, d'autres s'employaient à crier des slogans et à faire du bruit en tapant sur des bacs de poubelle.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

(Montréal) Une trentaine de manifestants ont tenté de perturber le souper du premier ministre Jean Charest dans un restaurant du centre-ville de Montréal, samedi soir.

Des protestataires ont déployé une grande bannière noire dans la vitrine du restaurant Au pied de cochon, au coin de l'avenue Duluth Est et de l'avenue de Chateaubriand.

À l'arrière de l'établissement, d'autres s'employaient à crier des slogans et à faire du bruit en tapant sur des bacs de poubelle.

Le Service de police de la Ville de Montréal est rapidement intervenu sur place. Une dizaine d'agents ont repoussé les manifestants, avant de former une ligne devant le restaurant.

L'attaché de presse du premier ministre, Hugo D'Amours, a indiqué à *La Presse* que son patron prenait part à un souper strictement familial entre les murs du restaurant. M. Charest a poursuivi son repas malgré le tapage, a-t-il ajouté.

Daniel Crespo, un leader étudiant présent sur place, a affirmé qu'il s'agissait d'un rassemblement tout à fait spontané, créé sur les réseaux sociaux. Il ignore totalement d'où provenait l'information selon laquelle le premier ministre était Au pied de cochon, a-t-il juré.

Selon lui, les étudiants n'ont pas manqué de respect en s'en prenant à Jean Charest lors d'une activité personnelle. «Un premier ministre est un premier ministre à temps plein. Il ne l'est pas de 8 à 5 du lundi au vendredi», a-t-il fait valoir.

Mais même s'il ne s'agissait pas d'un déplacement officiel, Jean Charest était accompagné par des gardes du corps. «Il y a toujours un minimum de sécurité autour de lui», a précisé M. D'Amours.

Les étudiants n'ont d'ailleurs pas tenté de pénétrer dans le restaurant, «le but n'étant pas de créer l'émoi dans l'établissement», a expliqué Daniel Crespo.

Aucune arrestation n'a été effectuée. Les manifestants se sont dispersés une quinzaine de minutes après l'arrivée des policiers.

[24HMONTREAL.CANOE.CA](#) / [JOURNAL DE MONTRÉAL](#) / [TVANouvelles.ca](#): Montréal: Des manifestants traquent Charest jusqu'au restaurant - Samedi 17 mars, 22h46 / Publié le: samedi 17 mars 2012, 22H50 | Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 22H53 / Première publication samedi 17 mars 2012 à 22h40



Pascal Girard / Agence QMI

Agence QMI

Le souper du premier ministre Jean Charest aurait été perturbé samedi soir alors que plusieurs dizaines de personnes ont manifesté devant un restaurant de la rue Duluth, à Montréal.

«Il y a eu beaucoup de mouvement, des gens qui faisaient du grabuge et ils criaient 'Charest, cochon, rends ta démission!», a raconté la gérante d'un établissement voisin. «Moi, j'avais peur qu'ils lancent des roches.»

La porte-parole du SPVM Anie Lemieux nous a confirmé que la police est intervenue devant un restaurant de la rue Duluth, qu'elle n'a toutefois pas voulu identifier, afin de repousser des manifestants.

L'événement se serait déroulé aux environs de 20 h; vers 22 h, des policiers étaient toujours sur place.

Hugo D'Amours, attaché de presse du premier ministre, a indiqué samedi soir à l'Agence QMI qu'il ne pouvait commenter cette information, car il s'agissait d'une activité familiale.

[JOURNALDEMONTRÉAL.COM](#) / [JOURNALDEQUÉBEC.COM](#): Grève étudiante: Des étudiants en deuil à Montréal - Publié le: vendredi 16 mars 2012, 19H40 | Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 20H36



Photo Elizabeth LAPLANTE / Agence QMI

Tombeaux, cercueils et pleureuses; tous les éléments étaient rassemblés afin de dénoncer le manque d'accessibilité aux études supérieures.

Agence QMI

MONTRÉAL – Le centre-ville de Montréal avait des allures funèbres vendredi après-midi, alors que près de 250 étudiants ont entrepris une marche symbolique afin de lutter contre la hausse des frais de scolarité.

Le thème de la manifestation qui a duré environ deux heures, était l'enterrement de Monsieur Accès aux Études et de Madame Éducation Supérieure. Les participants ont voulu souligner «la mort de la gratuité».

Main sur le coeur, leurs manteaux arborant le célèbre carré rouge, les étudiants ont marché dans les rues, portant de fausses pierres tombales et de faux cercueils rouges. Certains étaient habillés en croque-morts, d'autres en veuves inconsolables. Vers 15 h 30, les manifestants sont entrés dans le parc Lafontaine où les étudiants ont déposés les «morts» et des roses autour des cercueils et des pierres tombales.

«On démontre qu'il y a une certaine mort de la gratuité scolaire, un deuil à l'accessibilité à l'université avec les pierres tombales. Mais on veut symboliser l'espoir, voir un Québec qui va fleurir. Les fleurs représentent la gratuité scolaire qu'on aimerait atteindre», a expliqué un porte-parole de la manifestation.

Les étudiants ont invité les gens à venir prier auprès des cercueils. La manifestation s'est déroulée dans le calme et s'est terminée sans incident.

TVANouvelles.ca / [JOURNAL DE MONTRÉAL](http://JournalDeMontréal.com) / 24HMONTREAL.CANOE.ca: Étudiants et enseignants manifestent: Ils «inaugurent» l'îlot Voyageur - Première publication samedi 17 mars 2012 à 13h00 - Mise à jour : samedi 17 mars 2012 à 19h56 / Publié le: samedi 17 mars 2012, 14H47 | Mise à jour: samedi 17 mars 2012, 19H37 / samedi 17 mars 2012 15h02 - Mise à jour samedi 17 mars 2012 19h34



Crédit photo : Agence QMI

Étudiants et enseignants devant l'îlot Voyageur.



Photo: Agence QMI

Par Elizabeth Laplante | Agence QMI et TVA Nouvelles

C'est dans une ambiance pacifique et humoristique que plus de 300 professeurs, étudiants et citoyens se sont réunis samedi après-midi devant l'«Îlot Voyageur» de la rue Berri, à Montréal, afin de manifester leur appui aux étudiants en grève.

Le rassemblement était orchestré par le collectif d'enseignants Profs contre la hausse des frais de scolarité qui voulait dénoncer la mauvaise gestion financière des universités en rappelant à la mémoire du public le fiasco monumental qu'a été le projet de l'«Îlot Voyageur».

Le collectif avait convoqué journalistes et sympathisants pour une - fausse - inauguration de l'édifice non achevé de l'«Îlot Voyageur».

«C'est une action ironique aujourd'hui. On trouve que ça été une gestion complètement dérisoire et puis on répond par le même ton à cela», a indiqué Anne-Marie Bélanger, porte-parole du collectif et enseignante au cégep de Joliette.

«On pense que si la gestion était faite différemment dans le financement des universités, il y aurait possibilité d'éviter cette hausse des frais de scolarité», a-t-elle poursuivi.

Une manifestation festive

Vers 12 h 30, plus de 300 personnes se sont rassemblées à la place Émilie-Gamelin où une chorale d'étudiants animait la foule. «Charest à genou! Le peuple manifeste!» chantaient la chorale, sur l'air de la célèbre chanson *Minuit Chrétien*.

«C'est une autre sorte de moyen de pression par l'art », a soutenu Alexandrine, une étudiante de l'Université de Montréal qui a décidé de se joindre au mouvement.



Photo: Agence QMI

Parmi la foule, plusieurs enseignants, mais aussi de simples citoyens étaient venus démontrer leur appui envers les étudiants. «C'est surtout pour les générations à venir, c'est un choix de société qu'on doit faire. Est-ce qu'on veut que l'accès aux études supérieures soit accessible à tous», a exprimé Cindy Brodeur.

Les manifestants ont ensuite entrepris une marche afin de se rendre devant l'édifice de l'«Îlot Voyageur» sur la rue Berri, où un orchestre les attendait. Une série de discours ont ensuite été proclamés.

«Ces jeunes-là, il faut leur donner tout ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire l'espoir», a déclaré le peintre et sculpteur Armand Vaillancourt, qui souhaitait revendiquer l'accès aux études. «Qu'est-ce qu'ils vont faire ceux qui n'ont pas d'argent? Ne pas y aller? S'endetter?» a-t-il scandé.

L'économiste retraité de l'UQAM Louis Gill a profité de l'occasion pour retracer l'historique du scandale de l'«Îlot Voyageur» et donner son appui aux manifestants. «Je vous souhaite le meilleur succès possible. Vive la résistance, vive le carré rouge, vive la grève!» a-t-il conclu.

La cérémonie s'est terminée par la traditionnelle coupe du ruban.

La manifestation, pacifique, a duré environ une heure. La rue Berri a temporairement été fermée entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Ontario.

Scandale de l'Îlot

Le projet de l'Îlot Voyageur, annoncé en 2005, est né d'une entente entre l'UQAM et la firme Busac. Le projet immobilier, qui n'a jamais vu le jour, devait notamment abriter des résidences pour étudiants, des salles de classe et un stationnement souterrain.

Au fil des ans, le gouvernement a englouti plusieurs centaines de millions de dollars dans l'«Îlot Voyageur», un fiasco financier qui passera à l'histoire.

En décembre dernier, Québec a annoncé la création du Campus de santé publique Norman-Bethune sur le site.

Les manifestations s'intensifient

Les manifestations commencent à s'intensifier et plusieurs événements sont prévus au cours de la semaine, en marge de la manifestation nationale le jeudi 22 mars.

Dimanche, des milliers de personnes sont attendues au parc Lafontaine dans le cadre d'une manifestation familiale pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Lundi à Québec, une marche funèbre, organisée pour souligner la «mort de l'accessibilité à l'enseignement supérieur», partira de la Cathédrale pour se terminer à l'Assemblée nationale.

Mardi, les étudiants mettront symboliquement en vente le condominium du recteur de Concordia. Rappelons que l'Université a été récemment punie pour sa mauvaise gestion des fonds publics. De nombreux directeurs de l'école ont empoché des milliers de dollars en prime de départ.

Enfin, le jeudi 22 mars sera la journée nationale de manifestation où des dizaines de milliers de personnes sont attendues.

Le coordonnateur affirme que les enseignants «appuient massivement les étudiants.» D'ailleurs, un manifeste qui dénonce l'argument de la juste part circule et a été signé par plus de 1800 personnes, souligne-t-il.

CYBERPRESSE: Le bureau de la ministre Nicole Ménéard est la cible de vandales - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 16h53

La Presse Canadienne, Longueuil

Le bureau de circonscription de la ministre du Tourisme, Nicole Ménéard, situé à Saint-Lambert, a de nouveau été la cible de vandales jeudi soir.

Certaines vitrines de l'édifice abritant les bureaux de la ministre ont été recouvertes de peinture, a indiqué le service de police de la Ville de Longueuil.

Le dossier a été transmis aux enquêteurs.

Mercredi, des graffitis avaient fait leur apparition sur les portes du bureau de la ministre lors d'une manifestation étudiante.

24HMONTREAL.CANOE.CA: Saint-Lambert: Le bureau de la ministre Nicole Ménéard vandalisé - Vendredi 16 mars 2012 15h58



© Alexandre Lampron / Agence QMI

Alexandre Lampron

SAINT-LAMBERT - La police de Longueuil a ouvert une enquête, vendredi, après que d'importants actes de vandalisme eurent été commis au bureau de circonscription de la ministre du Tourisme et députée de Laporte, Nicole Ménéard, situé sur la rue Woodstock à Saint-Lambert.

Selon l'agent Martin Simard, il est trop tôt pour identifier le ou les suspects, mais l'enquête permettra certainement d'y voir plus clair au cours des prochains jours.

La valeur totale des dommages n'a pas encore été déterminée par les autorités.

« Nous sommes à regarder la possibilité de lier deux événements, soit ces actes de vandalisme et la manifestation des étudiants, plus tôt, cette semaine (mercredi), a expliqué l'agent Simard. Mais pour l'instant, nous traitons l'affaire comme deux dossiers distincts. »

La porte d'entrée du bureau a été peinte en rouge et les mots « Sabotage libéral » y ont été inscrits. De plus, la pancarte qui identifie clairement le bureau de la députée Ménéard a été recouverte d'autocollants. À l'endos de cette affiche, il est aussi possible d'y lire « Tu violes mon éducation ».

Enfin, sur le muret du bâtiment qui mène au garage souterrain du bâtiment, un « 1625 \$ » a été peint en rouge, faisant vraisemblablement référence à la hausse des frais de scolarité impo-

see par le gouvernement du Québec au budget de 2011.

La ministre commente

En entrevue vendredi, la ministre Nicole Ménéard a condamné ces actes criminels, qu'elle a qualifiés « d'inacceptables et irrespectueux ». Selon Mme Ménéard, ce n'est pas la première fois, au cours des derniers mois, que de tels actes de vandalisme sont commis à son bureau de Saint-Lambert.

« Ce sont les contribuables qui paient pour le nettoyage, a indiqué Mme Ménéard. Je souhaite aussi préciser que le gouvernement ne reculera pas. La décision de hausser graduellement les frais de scolarité a été prise il y a un an. La hausse s'accompagne aussi d'une importante bonification du régime de prêts et bourses pour ne pas réduire l'accessibilité aux études. À terme, la contribution des étudiants au financement des universités passera de 12 à 17 % en 2017. »

TVANOUVELLES.CA: Marche funèbre pour l'éducation: «La gratuité est morte» - Première publication vendredi 16 mars 2012 à 15h39



Crédit photo : Archives Agence QMI

Marche funèbre pour la «mort de la gratuité»

TVA Nouvelles

Plus de 250 étudiants en science de l'UQAM ont de nouveau sillonné les rues de Montréal vendredi après-midi. Leur manifestation, cette fois, une marche funèbre, est partie du centre-ville, au coin des rues Peel entre Sherbrooke et de Maisonneuve.

Le thème de la manifestation, qui a duré environ deux heures, était l'enterrement de Monsieur Accès aux Études et de Madame Éducation Supérieure. Ils ont voulu souligner «la mort de la gratuité.»

Main sur le coeur, leurs manteaux arborant le célèbre carré rouge, les étudiants ont marché dans les rues, portant de fausses pierres tombales et de faux cercueils rouges. Certains étaient habillés en corbillards, d'autres en veuves inconsolables. Vers 15h30, les manifestants sont entrés dans le parc Lafontaine où les étudiants ont déposé les «morts» et des roses autour des cercueils et des pierres tombales.

«On démontre qu'il y a une certaine mort de la gratuité scolaire, un deuil à l'accessibilité à l'université avec les pierres tombales. Mais on veut

symboliser l'espoir, voir un Québec qui va fleurir. Les fleurs représentent la gratuité scolaire qu'on aimerait atteindre», explique un porte-parole de la manifestation.

Les étudiants invitent les gens à venir prier auprès des cercueils.

La manifestation s'est déroulée dans le calme et s'est terminée sans incident.





CYBERPRESSE / LE SOLEIL: Hausse des droits de scolarité: Line Beauchamp maintient le cap - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 11h56 | Mis à jour le vendredi 16 mars 2012 à 14h38 / Samedi 17 mars 2012

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, répète que peu importe le nombre de manifestants, les hausses annoncées des droits de scolarité seront maintenues.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal
Une centaine d'étudiants ont eu beau manifester à l'extérieur d'une école secondaire où la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a pris la parole, vendredi matin au sud-ouest de Montréal, et l'attendre même à la sortie, celle-ci n'a pas bronché: la hausse des droits de scolarité annoncée s'appliquera à compter de l'automne prochain.

Les manifestants de la Fédération étudiante collégiale et de la Fédération étudiante universitaire du Québec étaient calmes et il n'y a pas eu le moindre incident. Ils ont simplement fait valoir leur point de vue de nouveau, avec porte-voix, sirène et slogans, et ce, sous haute surveillance policière.

Interrogée à ce sujet, la ministre Beauchamp a maintenu le cap, répétant que peu importe le nombre de manifestants, les hausses annoncées des droits de scolarité seront maintenues.

«Nous persévérons dans notre décision, parce que nous savons qu'elle est nécessaire, qu'elle est juste et qu'elle est raisonnable. C'est pour un meilleur financement des universités, pour que le diplôme qu'on va chercher dans une université québécoise garde sa valeur, qu'on ait les meilleurs enseignants, les meilleurs équipements, les meilleurs équipements de recherche», a justifié la ministre Beauchamp.



Photo: Jacques Boissinot, Archives PC

Elle a rappelé qu'un gel des droits de scolarité maintenu d'année en année signifie que les universités reçoivent moins d'argent d'année en année, puisque leurs dépenses, elles, augmentent.

Elle a aussi indiqué que le programme de prêts et bourses sera bonifié afin de maintenir l'accessibilité des classes démunies et moyennes aux études supérieures. «C'est le meilleur régime de prêts et bourses à l'échelle du Canada. Notamment, le volet bourse est extrêmement important au Québec», a dit la ministre.

Les droits de scolarité seront haussés de 325 \$ par année pendant cinq ans, à compter de l'automne prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

L'appui successif aux étudiants des centrales syndicales, de la Fédération interprofessionnelle de la santé et de parents ne l'a pas ébranlée non plus. Elle ne voit «pas d'élément nouveau» dans le fait que des syndicats appuient les associations étudiantes, puisqu'ils font souvent partie des mêmes coalitions ou alliances sociales que les étudiants.

Le mouvement étudiant ne s'essouffera pas après le budget du 20 mars ni après la grande manifestation prévue le 22 mars, à laquelle des dizaines de milliers de manifestants sont attendus à Montréal. «Au con-

traire, on va continuer les protestations tant et aussi longtemps qu'il va le falloir», a promis Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale, présent à la manifestation de vendredi.

«Il y a d'autres événements après le 22 mars qui vont être annoncés. Même si la ministre ne recule pas au budget, ça ne va pas refroidir les troupes, bien au contraire. On va intensifier la pression», a-t-il ajouté. Les étudiants manifestants voulaient interpeller la ministre Beauchamp, lorsqu'elle est sortie de l'école après son allocution et sa rencontre avec la presse, mais son véhicule est sorti rapidement du garage et les étudiants ont été tenus à distance par les policiers.

M. Bureau-Blouin a précisé que 200 000 étudiants des niveaux postsecondaires boycottent maintenant leurs cours dans l'ensemble du Québec, soit près d'un étudiant sur deux.

De son côté, la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Régine Laurent, a appuyé officiellement leur mouvement, vendredi. «La lutte que mènent les étudiants est celle de l'ensemble de la société québécoise. La hausse des frais de scolarité aura, entre autres, des conséquences directes sur l'accessibilité», a-t-elle affirmé.

TVANouvelles.ca / JOURNALDEMONTREAL.COM: Hausse des droits de scolarité: Les étudiants du domaine de la santé manifestent - Première publication vendredi 16 mars 2012 à 12h44 / Publié le: vendredi 16 mars 2012, 15H43 | Mise à jour: vendredi 16 mars 2012, 15H55



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Les manifestations d'étudiants qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité se poursuivent.

Cet avant-midi, une cinquantaine d'étudiants du domaine de la santé, autant de cégeps que d'universités, se sont rassemblés devant les bureaux du premier ministre, à Montréal, dans l'espoir de faire reculer le gouvernement Charest.

«On veut rappeler au premier ministre que les gens qui vont assurer les services publics de demain, qui vont prendre soin de la population vieillissante, ce sont actuellement les gens qui sont sur les bancs d'école. Donc, si on veut les meilleurs médecins, les meilleures infirmières, les meilleurs ambulanciers, il faut donner la chance à tous les jeunes de fréquenter

l'université», a déclaré Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec.



Photo: Agence QMI

Les étudiants ont aussi reçu un appui de taille, celui de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec et de sa présidente, Régine Laurent.

«Depuis le début, nous appuyons la grève des étudiants. Ce n'est pas seulement leur lutte, mais c'est une lutte de l'ensemble de la société», a-t-elle affirmé. «Hausser les frais de scolarité, c'est risquer qu'on prive notre société de gens qui vont étudier et qui vont devenir des citoyens qui vont participer pleinement à la vie de notre société.»

LE DROIT: Les étudiants grévistes se font voir à Gatineau - Publié le vendredi 16 mars 2012 à 05h30



Étienne Ranger, LeDroit

Les étudiants en grève ont voulu se faire voir de la population, hier, en organisant des marches en pleine heure de pointe.

Justine Mercier, Le Droit

Les étudiants en grève ont voulu se faire voir de la population, hier, en organisant des marches en pleine heure de pointe.

Dans le secteur Hull, des grévistes des modules de l'éducation et des sciences sociales de l'UQO ont occupé le boulevard Alexandre-Taché, à compter de 8 h, forçant les autorités à détourner la circulation.

Environ 250 étudiants du campus Gabrielle-Roy du Cégep de l'Outaouais ont pour leur part emprunté le boulevard de la Cité-des-Jeunes, sur le coup de 8 h, pour se diriger vers le boulevard Saint-Raymond.

Dans le secteur Gatineau, les étudiants du campus Félix-Leclerc avaient prévenu les policiers qu'ils marcheraient en empruntant les boulevards de la Gappe, Maloney et de l'Hôpital, ainsi que la montée Paiement.

Un plus petit groupe d'étudiants du cégep a aussi manifesté en après-midi à proximité des carrefours giratoires du boulevard des Allumettières.

Les étudiants espèrent ainsi rallier la population à leur cause. Ils s'opposent à la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans qu'entend imposer Québec.

24HMONTREAL.CANOE.CA: Sherbrooke: Le comité d'accueil étudiant rate Jean Charest - jeudi 15 mars 2012 20h52

Josee Cloutier

SHERBROOKE - Le premier ministre Jean Charest a esquivé jeudi les étudiants venus l'attendre à l'hôtel de ville de Sherbrooke, où il a fait l'annonce d'une contribution financière de 13 millions \$ pour les Jeux d'été du Canada qui auront lieu à Sherbrooke en 2013.

Deux cents manifestants du Cégep et de l'Université s'étaient déplacés dans l'environnement de l'hôtel de ville, dont les accès étaient contrôlés. Une barrière de sécurité entourait l'édifice et les rues avoisinantes, tenant les étudiants à l'écart.



© Claude Croisetière / Agence QMI

Des membres de l'unité de contrôle de foule de la police de Sherbrooke et un peloton de l'urgence auxiliaire de la Sûreté du Québec avaient été déployés.

Charest et Beauchamp répondent aux étudiants

Cet accueil des étudiants de Sherbrooke, pas plus que les autres manifestations, ne semble ébranler la position de Jean Charest sur la hausse des frais de scolarité.

«À terme, un étudiant sera appelé à contribuer 17 % du coût de sa formation, ce qui, à nos yeux à nous, est un effort certainement raisonnable dans notre société. Et je vous réitère que cela a fait l'objet de longues discussions et que ce n'est pas une affaire qui arrive par surprise. Nous croyons que c'est une bonne solution», a expliqué le premier ministre.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a pour sa part rappelé aux étudiants qu'ils devraient nécessairement reprendre les cours perdus et prolonger leur session de soir ou de fin de semaine pour obtenir leur diplôme.

CYBERPRESSE: Des étudiants bloquent le pont de la Concorde - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 18h08 | Mis à jour le jeudi 15 mars 2012 à 18h44



Photo fournie par le mouvement étudiant
Manifestation étudiante sur le pont de la Concorde.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
Profitant de la mobilisation policière au centre-ville dans le cadre de la manifestation contre la brutalité policière, des étudiants ont bloqué le pont de la Concorde, entre l'île de Montréal et l'île Notre-Dame.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), affirme que la plupart des manifestants proviennent de l'Université du Québec à Montréal. La CLASSE affirme ne pas organiser directement l'action.

Selon lui, les étudiants veulent bloquer la voie d'accès au Casino de Montréal, situé sur l'île Sainte-Hélène. Celui-ci apporte des revenus à l'État québécois, ce qui en fait une cible de choix pour les perturbations, selon M. Nadeau-Dubois.

Il a d'ailleurs fait valoir que ce blocage ne nuisait pas aux citoyens. La manifestation a duré environ une heure et s'est terminée vers 18h30.

LE DROIT: Des marches étudiantes à l'heure de pointe - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 09h18 | Mis à jour le jeudi 15 mars 2012 à 15h50



Étienne Ranger, LeDroit
Dans le secteur Hull, des grévistes de l'UQO ont occupé le boulevard Alexandre-Taché, à compter de 8h.

Le Droit

Les étudiants en grève du Cégep de l'Outaouais et de deux modules de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont voulu se faire voir de la population, jeudi matin, en organisant des marches en pleine heure de pointe.

Dans le secteur Hull, des grévistes de l'UQO ont occupé le boulevard Alexandre-Taché, à compter de 8h, forçant les autorités à détourner la circulation vers les rues Boucherville, Pharand et Dupuis.

Environ 250 étudiants du campus Gabrielle-Roy du Cégep de l'Outaouais ont pour leur part emprunté le boulevard de la Cité-des-Jeunes, sur le coup de 8h, pour se diriger vers le boulevard Saint-Raymond. Cette marche ne bloquait qu'une seule voie du boulevard Cité-des-Jeunes.

Dans le secteur Gatineau, les étudiants du campus Félix-Leclerc avaient prévenu les policiers qu'ils marcheraient en empruntant les boulevards de la Gappe, Maloney et de l'Hôpital, de même que la montée Paiement.

Les étudiants en du Cégep prévoient manifester en après-midi, jeudi, à proximité des carrefours giratoires du boulevard des Allumettières. Les organisateurs et cette «manifestation artistique» qui doit se dérouler de 15h30 à 17h30 affirment que les étudiants veulent ainsi sensibiliser la population à leur cause, mais qu'ils «ne perturberont pas la circulation routière ni les automobilistes».

TVA NOUVELLES.CA: Sherbrooke: Hausse des droits de scolarité: Jean Charest accueilli par les étudiants - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 13h27



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Deux cents étudiants du cégep et de l'Université de Sherbrooke ont manifesté autour de la mairie de Sherbrooke en attendant la venue de premier ministre, Jean Charest, jeudi matin.

Vers midi, une quinzaine d'étudiants étaient postés dans les escaliers menant à l'hôtel de ville, où Jean Charest a fait une annonce officielle.

Lors de son arrivée, le premier ministre a réussi à esquisser les manifestants en entrant par une porte située sur le côté de la bâtisse.



(photo: TVA Nouvelles)

Le comité d'accueil étudiant était d'ailleurs très bien surveillé par les policiers. Sur place, des agents de la Sûreté du Québec et de l'unité de contrôle de foule de la police de Sherbrooke surveillaient les manifestants de près.

Selon les manifestants, cette action paisible ne méritait pas un déploiement policier aussi important.

Le premier ministre Charest y a fait l'annonce d'une subvention de 13 millions de dollars pour les Jeux du Canada de 2013, qui se tiendront à Sherbrooke.

RADIO-CANADA / ESTRIE: Manifestation étudiante à Sherbrooke sous importante surveillance policière – Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 12 h 10 HAE



Environ 200 étudiants ont manifesté à Sherbrooke jeudi matin.

Environ 200 étudiants ont profité de la venue du premier ministre Jean Charest et de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp à Sherbrooke pour manifester leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

Les deux représentants du gouvernement étaient de passage à l'hôtel de ville pour annoncer une aide financière en vue des jeux du Canada qui aura lieu en 2013 à Sherbrooke.

Un important déploiement policier était présent pour l'occasion. Le tout s'est déroulé dans le calme. Les étudiants ont quitté l'hôtel de ville sherbrookoise vers 10 h 30. Ils se sont rendus aux bureaux du ministère de l'Éducation de la rue Belvédère Sud.

Pas moins de [180 000 étudiants collégiaux et universitaires québécois débraient en ce moment](#) pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décrétée par le gouvernement Charest. La grande majorité d'entre eux sont en grève générale illimitée.

TVANOUVELLES.CA: Montréal: Les manifestations étudiantes ne s'essouffent pas - Première publication jeudi 15 mars 2012 à 11h34



Crédit photo : TVA Nouvelles

Les étudiants en urbanisme de l'UQAM manifestent.

TVA Nouvelles

Avec plus de 150 000 étudiants en grève, le mouvement étudiant, loin de s'essouffler, prend de l'ampleur partout au Québec, et plus particulièrement à Montréal.

En avant-midi jeudi, ce sont les étudiants en urbanisme de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui ont manifesté au coin des rues Berri et René-Lévesque. Dans une action symbolique, ils ont interrompu les automobilistes pour les sensibiliser à la cause.

En fin de matinée, les professeurs du Collège de Rosemont ont également manifesté leur appui aux étudiants en faisant du piquetage non loin de l'établissement scolaire.

Les 30 000 étudiants de Concordia ont déjà voté pour la grève qui devra s'amorcer lundi.

LA TRIBUNE: L'hôtel de ville de Sherbrooke transformé en place forte - Publié le jeudi 15 mars 2012 à 09h47



Imacom, Maxime Picard

Claude Plante, La Tribune

(Sherbrooke) Les policiers attendaient les manifestants de pied ferme, jeudi matin, au centre-ville de Sherbrooke. Un large périmètre de sécurité avait été aménagé autour de l'hôtel de ville, où était attendu le premier ministre Jean Charest.

On avait clôturé l'édifice du centre-ville, en plus de fermer des rues. Des policiers de l'escouade du contrôle de foule, équipés de casque et de bouclier, avaient été dépêchés sur les lieux.

Les autorités craignent des débordements en raison du climat de confrontation qui prévaut au Québec concernant la hausse des droits de scolarité. Les agents du Service de police de Sherbrooke (SPS) étaient épaulés par leurs confrères de la Sûreté du Québec.

Les manifestants se tenaient devant l'hôtel de ville et au coin des rues Frontenac et Dufferin. Il s'agissait principalement d'étudiants du Cégep de Sherbrooke et de la faculté des Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

Ceux-ci assuraient vouloir manifester pacifiquement. L'atmosphère était plutôt festive. Certains jouaient de la musique.

Heureusement, le tout s'est déroulé dans l'ordre. Les policiers sherbrookoise n'est pas eu à intervenir ni à procéder à des arrestations.

Toutefois, un groupe d'étudiants a pris la direction d'un édifice abritant les locaux du ministère de l'Éducation, au coin Belvédère et Frontenac.

Les manifestants ont pénétré à l'intérieur du hall d'entrée pour y tenir un *sit in*. Le tout se déroulait dans le calme, mentionnait en fin d'avant-midi Martin Carrier, porte-parole du SPS.

Jeux du Canada

On conférence de presse doit avoir lieu à l'hôtel de ville concernant les prochains Jeux d'été du Canada. M. Charest et sa vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, sont attendus sur place.

Ils ont annoncé une subvention de 13 M\$ pour l'organisation.



RADIO-CANADA / QUÉBEC: Manifestation étudiante à Québec- Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 9 h 00 HAE

Des étudiants manifestent à Québec

Des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité manifestent à Québec dans le secteur du boulevard Hochelaga, à la hauteur de l'autoroute Henri-IV à Sainte-Foy.

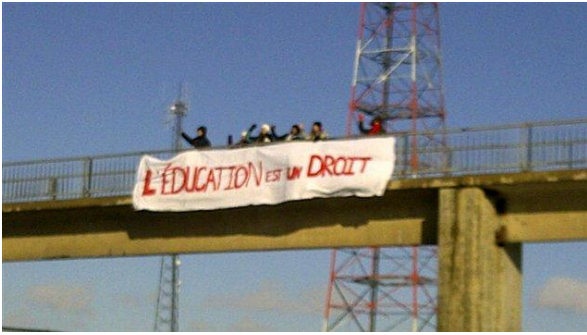
Les manifestants ont accroché une banderole à la passerelle piétonnière au-dessus de l'autoroute.

Les policiers de la Sûreté du Québec sont sur place pour s'assurer que la manifestation ne perturbe pas la circulation dans le secteur.

Les commentaires (5)

Envoyé par [Martin Cloutier](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 57 HAE
J'en compte 6.

Envoyé par [Nicoscope Nicolas](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 41 HAE



Plus ça va, plus je trouve le traitement médiatique des grèves étudiantes fortement biaisés.

Comptez les étudiants à la plupart de ces "manifestations". Ils sont une poignée, une minorité, une exception. Quand il y a 20 étudiants sur 20 000 qui manifestent, on ne parle de 0,1% du total du corps étudiants. Où sont les autres?

Qu'on cesse de monter en épingle et de faire tout un cas avec les petits gestes d'une poignée de contestataires qui, de toutes évidences, ne représentent pas la majorité des étudiants qui, eux, ne manifestent pas.

Envoyé par [AndreJcastonguay André](#) de Québec, 15 mars 2012 à 11 h 25 HAE

Encore une action illégale des étudiants qui peut causer des accidents.

Votre cause est perdue d'avance

Allez étudier pour mieux gagner votre vie

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Éducation | Grève: Promenade sur la 40 - Publié le: mercredi 14 mars 2012, 22H37 | Mise à jour: mercredi 14 mars 2012, 22H45



photo agence qmi, maxime deland

Des étudiants contre la hausse des frais de scolarité en provenance de cégeps du nord de l'île et d'une école secondaire ont marché sur l'autoroute métropolitaine, peu avant 15 h, hier.

Agence QMI et Francis A-Trudel

Les « initiatives spontanées » d'hier qu'étaient l'assaut de l'autoroute métropolitaine et les manifestations devant les bureaux des ministres Bachand et Ménard sont des preuves d'un mouvement étudiant qui se « diversifie. »

C'est l'analyse de Gabriel Nadeau-Dubois, de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Ça démontre que les associations étudiantes en grève sont en train de s'autonomiser de plus en plus, observe-t-il, et font monter la pression. »

Un groupe d'étudiants des cégeps du nord de l'île, dont Ahuntsic, Bois-de-Boulogne et St-Laurent, a envahi l'autoroute métropolitaine à la hauteur de l'entrée Saint-Hubert vers l'est, un peu avant 15 h.

Des jeunes de l'école secondaire Sophie-Barat auraient pris part à la marche.

Ils ont défilé en plein milieu de l'autoroute 40, près de l'avenue Christophe Colomb, laissant une congestion monstre dans leur sillage.

Même lorsque les automobilistes rongent et usent leur frein derrière une manifestation, les appuis restent bons, prétend M. Nadeau-Dubois. « Je suis le premier surpris de ça », lance-t-il.

Les étudiants ont ensuite emprunté la sortie Iberville et la métropolitaine. L'autoroute a été rapidement rouverte à la circulation et est rapidement redevenue fluide dans les deux directions.

L'incursion autoroutière s'est déroulée sans heurts, selon le sergent Ian Lafrenière, de la police de Montréal.

Pas notre genre de manifs

Le porte-parole de la CLASSE a qualifié de « bonne nouvelle » cette initiative locale, mais a admis que ce n'était pas le type d'actions prônées par sa coalition.

« Ce n'est pas le genre de manifs qu'on fait, avoue-t-il. J'ai l'impression que c'était fait dans une volonté de démontrer l'impatience des étudiants. »

Une autre manifestation s'est déroulée en parallèle, en partance de l'Université de Montréal jusqu'au bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand. Près d'un millier d'étudiants ont pris part au défilé.

« Le dépôt du budget se fera dans les prochains jours, donc c'est pour rappeler à M. Bachand qu'il doit assumer la décision de hausser les frais de scolarité, que c'est inacceptable et que le mouvement étudiant ne s'essouffera pas », a expliqué une représentante du mouvement étudiant. La manifestation a pris fin dans le calme, vers 16 h, au niveau de la station de métro Édouard-Monpetit, selon la police.

Du côté de Longueuil, une procession a défilé du cégep Édouard-Monpetit jusqu'aux locaux de la ministre du Tourisme, Nicole Ménard.

Dans le calme

Après une escalade déplorable au cours des dernières semaines, le climat de paix observé durant ces actions rassure Gabriel Nadeau-Dubois.

« Ça démontre que le mouvement étudiant est capable de perturber de plusieurs manières », soutient-il. Il parle d'un « mouvement pluriel qui utilise plusieurs méthodes et moyens pour rejoindre les gens. »

Au total, 52 associations étudiantes de l'Université de Montréal ont donné leur accord à la grève pour lutter contre la hausse des droits de scolarité.

Dépolitiser

Une pétition visant à dépolitiser les associations étudiantes a été présentée, hier, à l'Assemblée nationale par la députée libérale de Trois-Rivières, Danielle Saint-Amand.

Ce sont des étudiants qui en ont fait la demande à la députée.

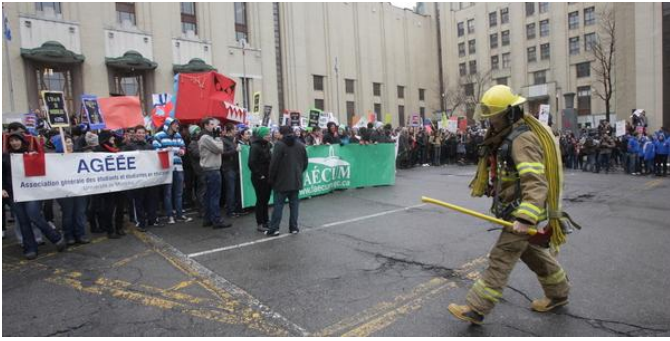
Selon le document, ils considèrent entre autres que « certains élus d'associations et de fédérations étudiantes universitaires et collégiales prennent des positions politiques partiales (...) »

Ainsi, ils considèrent que les associations étudiantes devraient rester neutres sur les questions politiques.

Hier soir, la pétition avait récolté près de 500 signatures.

JOURNALMÉTRO.COM: Les étudiants manifestent... et bloquent la Métropolitaine - Publié: mercredi 14 mars 2012 17:47 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 18:35







MAXENCE KNEPPER, MÉTRO

Une manifestation a perturbé la circulation automobile, mercredi après-midi, peu avant l'heure de pointe. L'autoroute 40, qui avait été fermée pendant la manifestation, a été rendue aux automobilistes vers 15h30. Ce sont des élèves du cégep Ahuntsic, qui ont grimpé vers 14h30 sur l'autoroute 40 à l'entrée de l'avenue Christophe-Colomb. Ils ont ensuite emprunté la voie vers l'est, jusqu'à l'avenue Papineau formant un cortège d'un kilomètre. Les manifestants ont quitté la Métropolitaine vers 15h15, pour continuer sur la rue d'Iberville. Ils défilaient contre la hausse des droits de scolarité proposée par le gouvernement Charest.

Un autre rassemblement

Plus tôt dans l'après-midi, un autre rassemblement de 500 étudiants est parti de l'Université de Montréal (UdeM). Ils ont rejoint le bureau du ministre des Finances Raymond Bachand, chemin de la Côte-des-Neiges avant de se disperser.

Près 157 100 étudiants sont désormais en grève. À l'UdeM, plus de 50 associations étudiantes sont présentement dans le mouvement, soit près de 16 760 membres. Une quinzaine d'autres organisations devraient les rejoindre dans la semaine.

Par ailleurs, le Cégep de Montmorency est lui aussi rentré dans le mouvement avec ses 5800 élèves. Plusieurs regroupements de cégépiens, dont l'un parlait de la rive sud de Montréal, ont souligné la mobilisation des étudiants du collégial.

Chercher le soutien du public

Une organisation à la base étudiante, l'Alliance citoyenne contre la hausse des frais de scolarité, tente de mobiliser le maximum d'organisations politiques, communautaires et associatives afin de sensibiliser le public face à la situation universitaire. « La société civile doit aussi se mobiliser », affirme son porte-parole, Mathieu Boucher.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, les Jeunes Patriotes du Québec, le Réseau de résistance du Québécois, la Fédération des enseignants du Québec et quelques associations cégépiennes ont rejoint l'Alliance pour marquer eux aussi leur désapprobation.

Cinq associations étudiantes françaises et belges, dont la Fédération française SUD Étudiant et l'Assemblée générale des étudiants de Louvain, ont elles aussi apporté leur soutien aux étudiants québécois en grève.

CYBERPRESSE: Des manifestants ont bloqué l'autoroute 40 - Publié le mercredi 14 mars 2012 à 14h14 | Mis à jour le mercredi 14 mars 2012 à 17h45



Photo : Patrick Sanfaçon, La Presse

La manifestation avait débuté au cégep Ahuntsic, mais un groupe s'est détaché pour se rendre sur l'autoroute 40, à Montréal.

Émilie Bilodeau, La Presse

Trois manifestations étudiantes se déroulaient dans la région de Montréal mercredi, mais c'est un groupe d'élèves du cégep et du secondaire qui a créé un coup d'éclat en bloquant l'autoroute 40 pendant une partie de l'après-midi.

Peu avant 15 heures, un peu plus d'une centaine d'élèves ont emprunté la voie d'accès près de la rue Saint-Hubert pour monter sur le Métropolitain.

Ils ont bloqué les voies en direction Est pendant 24 minutes avant de redescendre par la sortie Iberville.

Des élèves des cégeps Bois-de-Boulogne, Saint-Laurent, Marie-Victorin et Ahuntsic, mais aussi quelques-uns de l'école secondaire Sophie-Barat, s'étaient rassemblés au parc Ahuntsic pour une marche. À un certain moment, un groupe s'est détaché pour se diriger vers l'autoroute.

Les policiers de la Ville de Montréal ont alors demandé du renfort à leurs collègues de la Sûreté du Québec. À leur sortie de l'autoroute, les organisateurs ont annoncé la fin de l'événement et le groupe s'est calmement dirigé vers la station de métro Iberville.

UdM et Édouard-Montpetit

Tout comme à Ahuntsic, les élèves du cégep Édouard-Montpetit, à Longueuil, et les étudiants de l'Université de Montréal ont manifesté pendant une partie de l'après-midi.

Vers 14h30, une marche s'est mise en branle à partir de l'université. Ils étaient environ 500 étudiants à marcher et à crier des slogans sur le boulevard Édouard-Montpetit.

Ils se sont rendus vers le bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand, qui est situé à l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges.

Sur leur chemin, de nombreux étudiants sortaient sur leur balcon pour encourager ceux qui étaient dans la rue.

À l'Université de Montréal, 52 des 82 associations étudiantes sont en grève, pour un total de 16 761 membres. Une dizaine d'associations supplémentaires devraient s'ajouter au mouvement dans les cinq prochains jours.

À Longueuil, ce sont 150 élèves qui ont marché jusqu'au bureau de la ministre du Tourisme, Nicole Ménard.

Les policiers n'ont effectué aucune arrestation dans l'une ou l'autre des manifestations étudiantes.

TVA NOUVELLES.CA: Manifestation et blocage de l'A-40: Nouvelles perturbations des étudiants - Première publication mercredi 14 mars 2012 à 13h48 - Mise à jour : mercredi 14 mars 2012 à 17h40



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles et Agence QMI



(Crédit: Agence QMI)

Un groupe d'étudiants qui manifestaient contre la hausse des frais de scolarité, mercredi, dans le quartier Ahuntsic a pris d'assaut l'autoroute

métropolitaine vers l'est, à la hauteur de l'entrée Saint-Hubert, peu avant 15h.

Le groupe était composé d'étudiants des cégeps Ahuntsic, Bois-de-Boulogne et Saint-Laurent, ainsi que de quelques élèves de l'école secondaire Sophie-Barat.

Les jeunes ont défilé en plein milieu de l'autoroute 40, près de l'avenue Christophe-Colomb, bloquant la circulation à cet endroit et engendrant une congestion monstre sur cet artère importante dans la métropole.

Vers 15h10, les étudiants empruntaient la sortie Iberville et se sont dispersés. Un groupe s'est ensuite engouffré dans un autobus à l'angle Jarry et Iberville, tandis qu'un autre se dirigeait vers le métro.

La circulation a été rouverte peu après et est redevenue rapidement fluide dans les deux directions.



(Crédit: Transports Québec)



(Crédit: Transports Québec)

Une importante présence policière avait été déployée dans le secteur, mais l'incursion autoroutière se serait déroulée sans heurts.

Pendant ce temps, à l'Université de Montréal...

Une autre manifestation s'est déroulée parallèlement, entre l'Université de Montréal et le bureau du ministre des Finances. Près d'un millier d'étudiants se sont réunis devant le pavillon principal de l'institution, point de départ de la marche.

Vers 13h30, les étudiants ont amorcé leur déplacement vers les bureaux du ministre Raymond Bachand pour lui présenter leurs revendications.

«Le dépôt du budget se fera dans les prochains jours, donc c'est pour rappeler à M. Bachand qu'il doit assumer la décision de hausser les frais de scolarité, que c'est inacceptable et que le mouvement étudiant ne s'essoufflera pas», explique une représentante du mouvement étudiant.



(Crédit: TVA Nouvelles)

Parcours des manifestants étudiants, mercredi

Les organisateurs de la marche avaient remis les informations sur le parcours qu'ils souhaitaient emprunter aux représentants des forces policières, d'ailleurs présents pour escorter les étudiants.

La manifestation a pris fin dans le calme vers 16h aux abords de la station de métro Édouard-Montpetit, selon la police.

Des graffitis sur le thème du carré rouge ornent toutefois le pavillon principal depuis cet après-midi.

Au total, 52 associations étudiantes de l'Université de Montréal ont voté en faveur d'une grève pour lutter contre la hausse des droits de scolarité.



(Crédit: TVA Nouvelles)



(Crédit: TVA Nouvelles)

En contrôle

Malgré les multiples manifestations des derniers jours, le responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal a affirmé qu'il avait la situation bien en main.

«Il y a des manifestations plus spontanées que d'autres; la Sûreté du Québec s'est occupée du cas à partir du moment où c'était hors de la juridiction de la Ville, mais quand la manifestation s'est mise en branle, les policiers étaient en contrôle tout le temps», a déclaré Claude Trudel, du comité exécutif.



(Crédit: TVA Nouvelles)

Claude Trudel

L'homme admet toutefois que ces manifestations presque quotidiennes nuisent à l'économie montréalaise. «Je ne veux cependant pas enlever aux étudiants le droit de manifester. Ils ont droit de le faire dans le calme, mais si possible - et je dirais plus que si possible -, il faudrait qu'ils nous donnent les parcours qu'ils entendent suivre», a-t-il ajouté.

À l'approche de la manifestation annuelle contre la brutalité policière qui se tient dans la métropole, M. Trudel a souhaité envoyer ce message: «Si j'étais un leader étudiant, je me tiendrais loin de cette manifestation-là.»

LE DEVOIR.COM: Hausse des droits de scolarité - Nouvelles manifestations, dont une qui a bloqué la métropolitaine - Mercredi 14 mars 2012, 15h58

LA PRESSE Canadienne

Les étudiants ont à nouveau joué au chat et à la souris avec les policiers montréalais et leurs collègues de la Sûreté du Québec (SQ), cet après-midi.

Deux manifestations spontanées ont obligé les policiers à intervenir afin d'assurer la sécurité des étudiants qui déambulaient dans les rues sans avoir préalablement donné leur itinéraire.

Dans l'une des manifestations, qui avait débuté au cégep Ahuntsic, les étudiants de cette institution ont même emprunté l'autoroute métropolitaine, entraînant sa fermeture durant près d'une demi-heure en direction est sur le tronçon entre les sorties Christophe-Colomb et Papineau.

Leur irruption sur l'autoroute 40 a forcé les patrouilleurs de la SQ à intervenir, en relève à leurs collègues de Montréal, puisqu'il s'agit d'une voie de juridiction provinciale.

L'autre manifestation réunissait des étudiants de l'Université de Montréal. Ceux-ci se sont d'abord rassemblés devant le pavillon principal de l'institution avant de se diriger vers les bureaux de comté du député d'Outremont et ministre des Finances, Raymond Bachand.

Aucun débordement n'a été noté dans l'une ou l'autre des manifestations.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Une autre manifestation réunissait aussi des étudiants de l'Université de Montréal.

Appui de centaines de professeurs

Par ailleurs, La Presse canadienne a appris que des centaines de professeurs des niveaux collégial et universitaire appuient les étudiants actuellement en grève.

Depuis lundi, plus de 1300 enseignants ont signé un manifeste en guise de solidarité au mouvement étudiant qui conteste la hausse prévue des droits de scolarité.

Le document a déjà reçu l'appui de signataires notoires dont Guy Rocher, sociologue engagé de l'Université de Montréal qui a été membre de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec (Commission Parent) au début des années 1960, et Georges Leroux, spécialiste de la philosophie ancienne de l'Université du Québec à Montréal et correspondant canadien à l'Unesco.

Outre leurs arguments contre une hausse du niveau d'endettement des étudiants et de la diminution de l'accessibilité aux études supérieures, les professeurs s'inquiètent de "la logique de privatisation du financement des services publics" du gouvernement Charest.

«Nous, professeur(e)s qui souhaitons léguer un savoir à tous ceux et celles qui désirent s'instruire, appuyons les étudiant(e)s en grève dans leur défense démocratique de l'accessibilité aux études universitaires et dans leur opposition justifiée à la marchandisation de l'éducation. Nous disons à cette jeunesse étudiante qui se tient debout qu'elle n'est pas seule», peut-on lire dans un document qui circule auprès des enseignants des niveaux collégial et universitaire de la province et dont La Presse canadienne a obtenu copie.

Le manifeste s'intitule Nous sommes tous étudiants!, soulignant que les professeurs demeurent en mode apprentissage. Il s'agit aussi d'un clin d'oeil social au fameux slogan Nous sommes tous des juifs allemands!, de mai 68, en France.

L'objectif des auteurs, les enseignants Anne-Marie Le Saux, du Collège de Maisonneuve, Benoit Guilmain, du Collège Édouard-Montpetit et Stéphane Thellen, du Cégep du Vieux Montréal, est d'amasser 1625 signatures d'ici la publication prévue de l'écrit demain. Ce nombre symbolique correspond à la hausse des frais de scolarité prévue, en dollars, au terme des cinq prochaines années au Québec.

Ces professeurs et plusieurs de leurs collègues font actuellement la tournée des collèges afin de se joindre à la mobilisation étudiante. Ils devaient se rendre au Collège de Maisonneuve aujourd'hui.

Le texte précédant la pétition soutient que le ministre des Finances, Raymond Bachand, s'attaque aux acquis de la Révolution tranquille en ramenant les droits de scolarité à ce qu'ils étaient avant 1968, lorsque l'université était essentiellement réservée à une élite masculine.

On peut aussi y lire qu'«au-delà des revendications légitimes liées à la précarité de la condition étudiante, c'est l'avenir de l'éducation et de la société québécoise qui est en jeu dans le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement.»

24HMONTREAL.CANOE.CA: Manifestation à Montréal: Des étudiants bloquent l'autoroute métropolitaine - mercredi 14 mars 2012 15h33



© TVA Nouvelles

Des étudiants ont manifesté et ont bloqué l'autoroute 40/Métropolitaine, le mercredi 14 mars 2012, à Montréal.

Agence QMI

MONTRÉAL - Un groupe d'étudiants qui manifestaient contre la hausse des frais de scolarité, mercredi, dans le quartier d'Ahuntsic a pris d'assaut

l'autoroute métropolitaine à la hauteur de l'entrée Saint-Hubert vers l'est un peu avant 15 h.

Les jeunes ont défilé en plein milieu de l'autoroute 40, près de l'avenue Christophe Colomb, et ont provoqué une congestion monstre derrière eux. Ils ont ensuite emprunté la sortie Iberville et la métropolitaine a pu être rouverte à la circulation.

Une autre manifestation était en cours parallèlement aux abords de l'Université de Montréal. Près d'un millier d'étudiants se dirigeaient vers les bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand, pour lui présenter leurs revendications.

« Le dépôt du budget se fera dans les prochains jours, donc c'est pour rappeler à M. Bachand qu'il doit assumer la décision de hausser les frais de scolarité, que c'est inacceptable et que le mouvement étudiant ne s'essouffera pas », a expliqué une représentante du mouvement étudiant.

Au total, 52 associations étudiantes de l'Université de Montréal ont donné leur accord à la grève pour lutter contre la hausse des droits de scolarité.

JOURNALMETRO.COM: Droits de scolarité: McGill se drape de rouge - Publié: mercredi 14 mars 2012 12:11 - Mis à jour: mercredi 14 mars 2012 12:16



Yves Provencher/MéTRO

MÉTRO

Des membres du Comité de mobilisation des étudiants au doctorat de McGill (Graduate Student Mobilization Committee) ont affiché leurs couleurs, mercredi matin, alors qu'ils ont décoré la Thomson House de centaines de carrés rouges tricotés à la main.

Une grève de trois jours est prévue la semaine prochaine par la Post-Graduate Student's Society de McGill afin que ses membres puissent participer à la grande manifestation du 22 mars.

LEDEVOIR.COM: 1^{ère} page: La lutte étudiante se poursuit avec l'appui des syndicats / Hausse des droits de scolarité - La manifestation du jour s'est déroulée dans le calme - Mercredi 14 mars 2012

Le Devoir

Quelques milliers d'étudiants ont de nouveau pris la rue à Montréal, hier après-midi, pour protester contre la hausse annoncée des droits de scolarité à l'université. À l'invitation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), les étudiants se sont rassemblés à 13h au square Victoria, avant de se mettre en marche vers une destination qu'ils n'ont pas voulu dévoiler et en suivant un parcours qu'ils ont tout autant gardé secret. La manifestation visait à souligner le caractère international de leur lutte, alors que les droits de scolarité augmentent aussi ailleurs dans le monde.

Il y a eu quelques pétards lancés par quelqu'un dans la foule au cours de la marche et des bruits de détonation; il y a eu aussi quelques balles de peinture lancées sur des immeubles, mais la manifestation s'est déroulée dans le calme. Elle s'est terminée vers 17h15, a indiqué la police de Montréal, faisant état de l'arrestation d'un individu qui refusait de quitter la chaussée lorsque la police a sommé les étudiants de quitter le secteur. La plupart des manifestants avaient choisi de se disperser dans l'ordre vers 16h30, après un rassemblement devant les bureaux du Conseil du patronat du Québec, rue Sherbrooke Ouest.

Photos : Annik MH De Carufel - Le Devoir



LA LUTTE ÉTUDIANTE SE POURSUIT AVEC L'APPUI DES SYNDICATS



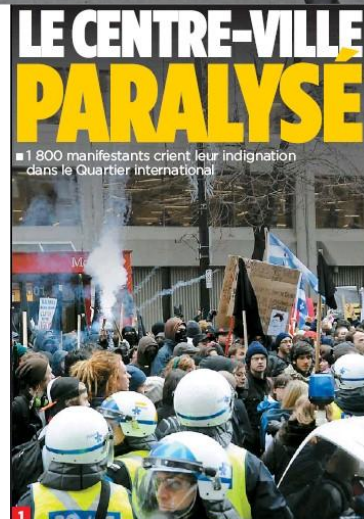
Les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont manifesté à nouveau hier au centre-ville, après avoir reçu l'appui de la CSN, de la CSQ et de la FTQ. Ils tiendront cet après-midi une marche qui les mènera de l'Université de Montréal jusqu'aux bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand. *Page A 2*





JOURNAL DE MONTRÉAL: 1^{ère} page: Sous haute tension: Manifestants et policiers jouent au chat et à la souris / LE CENTRE-VILLE PARALYSÉ: 1 800 manifestants crient leur indignation dans le Quartier international – Mercredi 14 mars 2012

PHOTOS AGENCE QMI, MAXIME DELAND



1 1. Les forces de l'ordre ont repéré une cinquantaine de membres du Black Bloc parmi la foule. 2. Des policiers maîtrisent un manifestant. 3. Des manifestants ont lancé de la peinture sur la porte d'entrée de la compagnie Rio Tinto Alcan, rue Sherbrooke à Montréal. 4. Malgré la présence du Black Bloc, plusieurs étudiants en appelaient au calme. 5. Des manifestants ont fait un « sit-in » devant le consulat de la Colombie.

Agence QMI

Environ 1 800 personnes opposées à la hausse des droits de scolarité se sont réunies hier après-midi au centre-ville de Montréal pour participer à une marche qui s'est déroulée sous haute tension.

Le trajet précis de la manifestation, organisée par la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), n'a pas été dévoilé aux forces de l'ordre.



Partant du métro Square- Victoria, les manifestants ont emprunté la rue Saint- Antoine, le boulevard Saint- Laurent, le boulevard René- Lévesque, la rue Peel, le boulevard de Maisonneuve et la rue Guy, pour enfin aboutir sur la rue Sherbrooke.

Dès le début de la marche, les policiers ont repéré parmi la foule une cinquantaine de membres du Black Bloc. Les leaders étudiants les ont priés de respecter le caractère pacifique de la manifestation.

Voitures de police visées

Ces individus ont toutefois lancé des pièces pyrotechniques en direction des policiers. De la peinture a également été lancée contre le siège social de Rio Tinto Alcan, sur la rue Sherbrooke Ouest.

Vers 16 h, les manifestants ont fait un « sit-in » devant le consulat de la Colombie, situé sur la rue Sherbrooke à l'intersection de la rue Metcalfe. Les organisateurs ont ensuite annoncé la fin de la manifestation qui s'est, somme toute, déroulée dans le calme.

Toutefois, l'ambiance est devenue un peu plus électrique entre manifestants et policiers après le départ de la plupart des marcheurs, alors qu'un

groupe d'environ 350 personnes est demeuré sur place. Des membres du Black Bloc ont tenté de casser les vitres des voitures de police, mais des étudiants se sont interposés.

Peu avant 17 h, les forces policières ont exigé de ceux qui restaient qu'ils se dispersent, en indiquant qu'il y aurait des arrestations s'ils n'obtempéraient pas. Au moins une arrestation a eu lieu, pour une bouteille lancée sur les policiers.

Phénomène mondial

Selon les leaders étudiants, la marche a été planifiée dans le Quartier international afin de dénoncer le contexte mondial de ce qu'ils estiment être une atteinte à l'accessibilité à l'éducation.

« Quelques milliers d'étudiants et d'étudiantes descendent dans les rues du Quartier international pour souligner le fait que les attaques à l'accessibilité à l'éducation ne sont pas seulement le lot du Québec », a expliqué Gabriel Nadeau- Dubois, porte- parole de la CLASSE, selon qui une vague de privatisation des universités déferle sur le monde entier.

Plus tôt dans la journée, les organisateurs avaient invité les mouvements sociaux, les syndicats, les groupes communautaires et tous ceux et celles qui appuient la mobilisation étudiante contre la hausse des droits de scolarité à rejoindre le rassemblement.

Solidarité syndicale

La CSN- Construction, la FTQ et la CSQ ont réitéré leur appui au mouvement étudiant, enjoignant le gouvernement Charest à dialoguer avec les grévistes.

« Qui voudrait une augmentation de 75 % de ses coûts d'épicerie ou de loyer ? a demandé le président de la FTQ, Michel Arsenault. Pourtant, c'est à cela que le gouvernement convie les étudiants et les étudiantes en haussant ainsi les droits de scolarité jusqu'en 2016. Une attitude responsable serait d'engager le dialogue avec eux et de trouver un règlement acceptable avant que le climat ne se gâte davantage. »

Quelque 140 000 étudiants sont en grève et près de 30 000 autres prévoient se joindre au mouvement d'ici la semaine prochaine pour dénoncer une hausse des droits de scolarité de 1 625 \$ sur cinq ans, selon la CLASSE.

24 HEURES: 1ère page: Manifestation sous haute tension / Les étudiants maintiennent la pression / Des appuis syndicaux – Mercredi 14 mars 2012

24 HEURES
MERCREDI
14 MARS 2012
VOL. 11, N° 262
www.24heures.ca

RECYCLEZ SUR TOUTE LA LIGNE

page 15
INFO STM

24H

MANIFESTATION SOUS HAUTE TENSION



DES CASSEURS S'INVITENT - Apparemment désireux de faire du grabuge, des membres du Black Bloc se sont glissés parmi les milliers d'étudiants qui ont paradé hier au centre-ville. Aux tensions entre les policiers et les manifestants se sont donc ajoutées des tensions entre les casseurs et les étudiants, qui ne souhaitent pas être associés à des actes de vandalisme. P3



Les étudiants maintiennent la pression

Une autre marche contre la hausse des droits de scolarité s'est déroulée sous haute tension, hier après-midi, au centre-ville de Montréal.

SAMI BOUARDILLAN
24 HEURES

Une vingtaine de membres du Black Bloc, capotés et portant des drappes noirs, se sont invités parmi les quelque 1800 étudiants grévistes qui souhaitaient tenir une marche pacifique.

La ton a été donné dès le début de la marche, rue Saint-Antoine, quand des feux d'artifice ont été lancés.

Face à cette agitation, les organisateurs de la marche ont tenté de calmer les esprits en énonçant : « On reste pacifique ». À de nombreuses reprises, les étudiants ont englobé les troubles-dites de poser des gestes violents.

Une trentaine de policiers aurait de près le petit groupe de perturbateurs. La cavalerie du SPVM fermait la marche qui a emprunté plusieurs artères.

Automobilistes nerveux

La plupart ne peut diriger leur trajet aux policiers et pour éviter des arrosages massives, les étudiants ont ignoré la directive de circuler dans le sens opposé que la circulation.

Sur René-Lévesque, les manifestants défilent entre les véhicules, devant des automobilistes extrêmement nerveux.

Alors que certains bloquent impatiemment, d'autres, comme Pierre Lachapelle, ont complètement figé devant la horde d'étudiants.

« Ça me fait peur, a affirmé M. Lachapelle, ça sent en plein milieu de la rue et là bloquent tout. Il y en a qui sont violemment ici pour faire du grabuge », a-t-il noté.

Plus loin, des policiers ont été tirés par les pièces pyrotechniques des membres du Black Bloc. Les agents ont dû battre en retraite.

Soutien aux étudiants

Devant l'Université Concordia, les étudiants ont exprimé, en anglais, leur soutien à ceux qui veulent de se joindre au mouvement de grève, pour une première fois dans l'histoire d'une université anglophone québécoise.

Du vandalisme a été signalé. De la peinture a été lancée sur le siège social de Rio Tinto Alcan, sur la rue Sherbrooke Ouest, et des graffitis ont été faits sur des auto-patrouilles de la police de Montréal.

La manifestation s'est terminée vers 16h30 avec le sit-in d'une douzaine de personnes devant les bureaux du consulat de Colombie.

Environ 350 protestataires sont demeurés au coin de Sherbrooke et Metcalfe, malgré la fin de la marche, qui a été déclarée « illégale » à ce moment par le SPVM.

La foule s'est graduellement dispersée, vers 17h30, après l'intervention de la cavalerie et l'arrestation d'un jeune homme.

www.24heures.ca



Des véhicules de police ont été vandalisés.

Des appuis syndicaux

La CSN-Construction, la FTQ et la CSQ ont réitéré hier leur appui au mouvement étudiant, enjoignant le gouvernement Charest de dialoguer avec les grévistes.

« Qui voudrait une augmentation de 75 % de ses coûts d'épicerie ou de loyer ? a demandé le président de la FTQ, Michel Arsenault. Pourtant, c'est à cela que le gouvernement convie les étudiants et les étudiantes en haussant ainsi les droits de scolarité jusqu'en 2016. Une attitude responsable serait d'engager le dialogue avec eux et de trouver un règlement acceptable avant que le climat ne se gâte davantage. »

Quelque 140 000 étudiants sont en grève et plus de 30 000 autres prévoient se joindre au mouvement d'ici la semaine prochaine pour dénoncer une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans, selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

— Joëlle Gué

MÉTRO: Droits de scolarité : Les étudiants proposent des alternatives de financement - Publié: mardi 13 mars 2012 22:49 - Mis à jour: mardi 13 mars 2012 22:57





Paul Chiasson

Quelques milliers d'étudiants ont une fois de plus manifesté contre la hausse des droits de scolarité mardi à Montréal.

MAXENCE KNEPPER, MÉTRO

Des étudiants ont proposé mardi des solutions financières pour pallier la hausse des droits de scolarité.

«Le gouvernement veut aller chercher 265 M\$ dans les poches des étudiants en augmentant les frais de scolarité, déclare Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Mais d'autres solutions existent pour financer nos universités.»

Le syndicat cégépien propose de rogner sur les marges des budgets universitaires. Suivant ses calculs, ces économies permettraient de récolter 170 M\$, soit 74 % de la participation étudiante au plan de financement. Pour trouver les 26 % restants, Léo Bureau-Blouin propose d'augmenter de 0,5 % le taux actuel d'imposition des grandes entreprises et de réinstaurer la taxe sur le capital à hauteur de 0,06 %. Cette loi avait été abrogée en janvier 2011.

«Cette voie, privilégiée par les étudiants, est loin d'être mauvaise, car c'est le développement économique du Québec qui est en jeu aujourd'hui», a commenté Réjean Parent, président de la Centrale des syn-

dicats du Québec (CSQ) qui soutient désormais officiellement la grève illimitée. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) défend elle aussi le mouvement étudiant.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui appuie la proposition de la FECQ, propose également l'instauration de 10 paliers d'imposition au lieu des 3 échelons actuels.

«Une chose est sûre, si les étudiants doivent faire leur part, les entreprises ne sont pas en reste et elles devront participer financièrement à la formation de leurs futurs employés», a affirmé Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE.

En tournée près d'Alma, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) est lui aussi revenu sur ces alternatives. «Des solutions au financement public de l'éducation existent, a déclaré Daniel Boyer. Des présentations en ce sens ont été faites au ministre Bachand lors des consultations prébudgétaires et il n'en tient qu'à lui d'engager les négociations.»

Pour le moment, le ministère des Finances n'a pas souhaité commenter les propositions étudiantes.

«Une crise politique»

Quelques milliers d'étudiants ont manifesté mardi pour exprimer une nouvelle fois leur opposition au projet gouvernemental d'augmentation des frais de scolarité.

Le cortège, parti vers 13 h 30 du square Victoria, avait pour thème la lutte pour un meilleur accès à l'éducation à travers le monde. Les grévistes ont d'ailleurs reçu le soutien officiel de plusieurs syndicats étudiants européens.

«Plus d'un étudiant québécois sur quatre est en grève, on vit désormais une vraie crise politique», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Près de 140 000 étudiants sont présentement en grève générale et illimitée. Si la manifestation s'est déroulée sans perturbations, quelques échauffourées entre la police et un groupe d'agitateurs ont eu lieu en marge du rassemblement.

Un spectacle pour la cause

Le Métropolis accueillera le 22 mars un grand concert de soutien aux étudiants. Paul Piché, Dan Bigras, Martin Léon, Chloé Sainte-Marie, Jérôme Minière, Tomas Jensen, les Zapatistes, Paul Ahmarani, Ivy, Nomadic Massive, Jean-François Lessard et Manu Militari sont attendus pour l'occasion.

TVA NOUVELLES.CA: La marche en images: Le centre-ville occupé par les étudiants - Première publication mardi 13 mars 2012 à 14h14 - Mise à jour : mardi 13 mars 2012 à 18h22



Crédit photo : Agence QMI
TVA Nouvelles

[Une nouvelle manifestation des étudiants](#), qui contestent la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement, a été organisée mardi après-midi à Montréal. Des milliers d'étudiants se sont réunis au centre-ville, malgré la pluie. Voici les images de la marche, partie du square Victoria.









TVANouvelles.ca: Frais de scolarité: Les étudiants manifestent à Saguenay - Première publication 13 mars 2012 à 17h19



Crédit photos : TVA Nouvelles

Par Sonia Lavoie | TVA Nouvelles

Une soixantaine d'étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi et des cégeps de Saint-Félicien et d'Alma ont manifesté dans les rues de Saguenay, mardi midi.

Le mouvement a débuté vers 11 heures à l'intérieur de l'Université. Des agents de sécurité et une douzaine de policiers ont confiné la manifestation tout près des portes d'entrée, à l'intérieur du pavillon principal.



Sans avoir informé les agents de leur trajet, les manifestants ont par la suite pris la direction du centre-ville à travers la circulation automobile. Les policiers ont réussi tant bien que mal à assurer la sécurité.

Sur la rue Racine à Chicoutimi, les étudiants ont investi pendant quelques minutes la Banque Nationale. «C'est pour signifier l'endettement des étudiants qui va augmenter avec la hausse des frais de scolarité et dénoncer les banques qui appuient les politiques néolibérales du gouvernement Charest», a expliqué le porte-parole du mouvement, Benoît Girard.



Le groupe s'est ensuite déplacé au Cégep de Chicoutimi où des manifestants se sont retrouvés coincés dans une cage d'escalier après que des agents de sécurité aient verrouillé les portes.

Deux heures plus tard, la manifestation s'est terminée là où elle avait débuté, à l'UQAC. Cette action était organisée, non pas par l'association étudiante, mais par un groupe autonome en accord avec la grève. Mercredi, tous les étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi sont appelés à se prononcer pour ou contre la grève.



Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, seuls les cégeps d'Alma et de Saint-Félicien, tout comme certains départements de l'UQAC, sont en grève. Cette grève a été rejetée aux cégeps de Jonquière et de Chicoutimi.

TVANouvelles.ca: Manifestation des étudiants à Montréal: Des milliers de marcheurs au centre-ville - Première publication mardi 13 mars 2012 à 10h55 - Mise à jour : mardi 13 mars 2012 à 17h16



Crédit photo : Agence QMI
TVA Nouvelles et Agence QMI

Les manifestations étudiantes visant à contester la hausse des droits de scolarité ne semblent pas vouloir perdre en intensité.

Mardi, malgré la pluie qui tombe sur Montréal, des milliers d'étudiants se sont réunis au centre-ville. Une grande manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité s'est mise en branle en début d'après-midi à partir du square Victoria. Les manifestants étaient escortés par un groupe imposant de voitures de police.

Au terme de la marche, au moins une arrestation a eu lieu, pour une bouteille lancée sur les policiers.

Début calme, fin tendue

Le trajet de la manifestation, organisée par la CLASSE, n'a pas été dévoilé aux forces de l'ordre. Des étudiants questionnés à ce sujet ont d'ailleurs dit ignorer l'endroit où ils se dirigeaient.

Le SPVM a demandé aux étudiants de marcher dans le même sens que la circulation. Les policiers ont spécifié qu'aucune offense ne serait tolérée, sous peine de mettre fin au rassemblement. Ils auraient également repéré parmi la foule des gens masqués, munis de frondes, et une cinquantaine de membres du Black Bloc à l'avant du groupe.

Les leaders étudiants les ont prié de respecter le caractère pacifique de la manifestation. Ils ont toutefois lancé des pièces pyrotechniques en direction des policiers.

De la peinture a également été lancée contre le siège social de Rio Tinto Alcan, sur la rue Sherbrooke Ouest.

Vers 16h, les manifestants ont fait un sit-in devant le consulat de la Colombie, situé sur la rue Sherbrooke à l'intersection de Metcalfe. Les organisateurs ont ensuite annoncé la fin de la manifestation qui s'est, somme toute, déroulée dans le calme.

Toutefois, l'ambiance est devenue plus électrique entre manifestants et policiers après le départ de la plupart des marcheurs, alors qu'un groupe d'environ 350 personnes est demeuré sur place. Des membres du Black Bloc ont tenté de casser les vitres des voitures de police, mais des étudiants se sont interposés.

Peu avant 17h, les forces policières ont exigé de ceux qui restaient qu'ils se dispersent, en indiquant qu'il y aurait des arrestations s'ils n'obtempéraient pas.



Parcours emprunté par les manifestants au centre-ville de Montréal, mardi. (Crédit: TVA Nouvelles)

Phénomène mondial

Les leaders étudiants avaient indiqué que la marche devait se dérouler dans le Quartier international afin de dénoncer le contexte international de ce qu'ils estiment être une atteinte à l'accessibilité à l'éducation.

«Quelques milliers d'étudiants et d'étudiantes descendent dans les rues du Quartier international pour souligner le fait que les attaques à l'accessibilité à l'éducation ne sont pas seulement le lot du Québec», a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, selon lequel une vague de privatisation des universités déferle sur le monde entier.

Les organisateurs avaient invité les mouvements sociaux, les syndicats, les groupes communautaires et tous ceux et celles qui appuient la mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité à rejoindre le rassemblement.

Solidarité syndicale

La CSN-Construction, la FTQ et la CSQ ont réitéré leur appui au mouvement étudiant, enjoignant le gouvernement Charest à dialoguer avec les grévistes.

«Qui voudrait une augmentation de 75% de ses coûts d'épicerie ou de loyer? a demandé le président de la FTQ, Michel Arsenault. Pourtant, c'est à cela que le gouvernement convie les étudiants et les étudiantes en haussant ainsi les droits de scolarité jusqu'en 2016. Une attitude responsable serait d'engager le dialogue avec eux et de trouver un règlement acceptable avant que le climat ne se gâte davantage.»

Le président de la CSN-Construction, Aldo Miguel Paolinelli, a pour sa part condamné «la répression policière et l'usage excessif de la force contre des étudiants pacifiques». Il a également invité les membres de la CSN-Construction à appuyer concrètement les étudiants dans leurs revendications.

Quelque 140 000 étudiants sont en grève et près de 30 000 autres prévoient se joindre au mouvement d'ici la semaine prochaine pour dénoncer une hausse des droits de scolarité de 1625\$ sur cinq ans, selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Lundi, des manifestants étudiants ont bloqué la rue Sainte-Catherine à Montréal. Ce rassemblement a été suivi en soirée par une marche, pendant laquelle des vitrines des locaux de La Presse ont été brisées.

Les autorités ne savent pas s'il s'agissait d'étudiants en colère ou de gens manifestant pour une autre cause. Aucune arrestation n'a eu lieu.

RADIO-CANADA / SAGUENAY- LAC-ST-JEAN: Les étudiants manifestent à Saguenay – Mise à jour mardi 13 mars, 13h45





© Vicky Boutin



© Vicky Boutin

Près de 80 étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et des cégeps de Saint-Félicien et d'Alma ont marché dans les rues de l'arrondissement de Chicoutimi pour dénoncer la hausse des droits de scolarité. À une semaine du dépôt du budget Bachand, les étudiants souhaitent que le gouvernement fasse marche arrière avec son augmentation qui réduira, selon eux, l'accès aux études pour des milliers de jeunes. Ils protestent contre le fait que le gouvernement libéral ne montre toujours aucun signe d'ouverture à la négociation. Les étudiants ont déambulé au centre-ville, avant de se rendre au Cégep de Chicoutimi.

Plus tôt en avant-midi, une quarantaine d'étudiants se sont entassés à l'entrée du pavillon principal de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les étudiants des cégeps de Saint-Félicien et d'Alma sont en grève. Ceux de l'UQAC voteront mercredi. Les étudiants de quatre départements de l'université ont déjà opté pour la grève.

RADIO-CANADA / ESTRIE: Piquet de grève au Cégep de Sherbrooke - Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 11 h 16 HAE

Une centaine d'étudiants du Cégep de Sherbrooke ont tenu des piquets de grève mardi matin devant les portes de l'institution pour forcer la suspension des cours.

Lundi, les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont accepté de poursuivre la grève pendant quatre jours. Ils ont voté à 56 % pour le maintien du débrayage.

Les étudiants protestent contre la hausse des droits de scolarité à l'université décrétée par le gouvernement du Québec.

Certains étudiants vont se rendre à Montréal pour participer à une autre manifestation mardi après-midi.

De leur côté, les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont voté pour un prolongement de la grève. Ils seront de nouveau consultés lundi prochain.

Les 1960 étudiants en lettres et sciences humaines sont en grève depuis le 5 mars.

Les commentaires (4)

Envoyé par [Zoé Carboneau](#) de Québec, 13 mars 2012 à 12 h 59 HAE

@Emilien Marcoux J'imagine que Mme Beauchamp vous prendra au sérieux quand il y aura plus que 100 élèves sur les 56% du 32% des élèves qui ont voté pour la grève iront vraiment manifester au lieu de profiter de leur congé...

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville, 13 mars 2012 à 06 h 08 HAE

Comme d'habitude, Mme Beauchamp, du haut de sa majesté, refusera d'écouter le point de vue des étudiants. Quel mépris envers les étudiants qui sont des citoyens qui votent... Faut apprendre à écouter, les étudiants qui ont plein de raisons de remettre en question cette hausse des droits de scolarité. On ne décrète pas, on négocie mais la gang à Charest a choisi une autre stratégie plus électoraliste. Dommage. Emilien Marcoux Plessisville

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke, 13 mars 2012 à 05 h 57 HAE

Bon j'ai hâte de voir leurs excuse cette semaine... La semaine dernière ils y avaient moins de 150 étudiants lors de la manifestation à Sherbrooke... Le prétexte de ce taux faible de participation était la semaine de relâche. J'ai bien hâte de voir quel excuse nos chers étudiants vont trouver cette semaine!!!! En passant 56% sur un taux de 32% de participation...c'est pas fort!!! (source; La Tribune, publié le 12 mars 2012 à 15h13)

Envoyé par [Pierre-Alexandre Turgeon](#) de Sherbrooke, 12 mars 2012 à 15 h 28 HAE

À titre d'information: Le RECSUS (Regroupement des Étudiants-Chercheurs en Sciences de l'Université de Sherbrooke), environ 500 membres, vient de voter un mandat de grève générale illimitée en A.G. au début de l'après-midi. Cette association regroupe l'ensemble des étudiants à la maîtrise et au doctorat de la faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke.

TVANOUVELLES.CA: Montréal: Les étudiants se réunissent au Square Victoria - Première publication mardi 13 mars 2012 à 10h55



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles

Les manifestations étudiantes visant à contester la hausse des droits de scolarité ne semblent pas vouloir perdre en intensité.

Mardi, malgré la pluie qui tombe sur Montréal, les étudiants se donnent rendez-vous au centre-ville. Une grande manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité est en effet prévue pour 13h cet après-midi au Square Victoria.

Cet autre rassemblement est organisé par la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). Les organisateurs invitent d'ailleurs les mouvements sociaux, les syndicats, les groupes communautaires et tous ceux et celles qui appuient la mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité à rejoindre le rassemblement.

Lundi, des manifestants étudiants ont bloqué la rue Sainte-Catherine à Montréal. Ce rassemblement a été [suivi en soirée](#) par une marche, pendant laquelle des vitrines des locaux de *La Presse* ont été brisées.

Les autorités ne savent pas s'il s'agissait d'étudiants en colère ou de gens manifestant pour une autre cause. Aucune arrestation n'a eu lieu.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Des étudiants affichent leurs couleurs à l'UQAC - Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 10 h 07 HAE

Une immense banderole rouge a été installée du côté est du pavillon principal de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Le message inscrit sur la banderole prend clairement position en faveur de la grève. Les personnes à l'origine de cette campagne disant « L'éducation n'est pas à vendre. Oui à la grève générale » refusent d'être identifiées.

Le Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC) n'endosse pas l'affichage, mais ne le dénonce pas non plus.



Le MAGE-UQAC souhaite mener une campagne non partisane parce que les étudiants de l'université ne se sont pas encore prononcés.



Une banderole a été installée sur le pavillon principal de l'UQAC.

Toutefois, sur la page Facebook du MAGE-UQAC, où une photo de la banderole est publiée, plusieurs étudiants expriment leur mécontentement envers le geste.

« Pourquoi permettre cet affichage si on ne sait toujours pas si la majorité de l'UQAC est pour ou contre la grève », demande Sylvain Mercier?

« J'aurais préféré qu'ils attendent le vote de la grève avant de mettre ça! Ce n'est pas les intentions de tout le monde », ajoute Tanya Maldemay sur le site du réseau social.

Les étudiants de l'UQAC sont convoqués en assemblée générale mercredi pour décider s'ils vont participer au mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité.

Déjà, 424 étudiants des départements d'histoire, de sciences politiques et de travail social ont déclenché la grève.

La direction de l'UQAC a fait savoir qu'elle ne retirerait pas la banderole pour ne pas jeter d'huile sur le feu.

Nouveau vote à Saint-Félicien

Au Cégep de Saint-Félicien, les étudiants ont décidé de poursuivre la grève. En assemblée générale, ils ont voté dans une proportion de 65 % pour le prolongement du débrayage amorcé le 27 février dernier.

Près de 500 étudiants ont exercé leur droit de vote. Le taux de participation se situe à 68 %.

L'association étudiante tiendra un nouveau vote lundi prochain sur la poursuite du mouvement de grève pour une période de deux semaines.

En complément



Vidéo - Le reportage de Sabrina Myre

LE DROIT: Première journée de grève en Outaouais - Publié le mardi 13 mars 2012 à 09h55



Archives, LeDroit

Justine Mercier, Le Droit

Quelque 250 étudiants du Cégep de l'Outaouais ont manifesté pacifiquement aux abords du campus Gabrielle-Roy, mardi matin, dans le cadre de leur première journée de grève pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité.

Constatant la présence massive d'étudiants au piquet de grève, la direction de l'établissement collégial a annoncé vers 7h30 que les cours étaient suspendus pour la journée.

Les manifestants bloquaient l'entrée du stationnement du cégep située à l'extrémité du boulevard Mont-Bleu, tandis que d'autres laissent passer au compte-gouttes les voitures qui empruntaient l'entrée au niveau de la rue des Étudiants. Les autobus de la Société de transport de l'Outaouais pouvaient pour leur part circuler librement, puisque l'association étudiante avait convenu qu'elle ne devait pas leur bloquer le chemin.

Au campus Félix-Leclerc, une centaine d'étudiants ont aussi manifesté calmement, marchant notamment sur les rues avoisinantes, sous surveillance policière.

Les étudiants du Cégep de l'Outaouais joignent ainsi le mouvement de grève provincial observé à la grandeur du Québec pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité de 1625\$ sur cinq ans qu'entend mettre en place le gouvernement de Jean Charest.

Une assemblée générale est prévue vendredi pour décider si la grève sera reconduite ou non. En vertu du règlement en vigueur, la session devrait être prolongée en fonction du nombre de journées de grève.

L'accès au Cégep est maintenu pendant la grève, par la porte 19 au campus Gabrielle-Roy et par la porte 11 au campus Félix-Leclerc. Les cours de la formation continue et les stages sont maintenus, tout comme les activités socioculturelles et sportives.

LA PRESSE: 1^{ère} page: Les étudiants baissent le ton / Manifestations étudiantes: le calme, puis la tension - Publié le lundi 12 mars 2012 à 08h57 | Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 06h36



LES ÉTUDIANTS BAISSENT LE TON

Un sit-in improvisé et pacifique, hier au centre-ville, laissait croire que policiers, étudiants et élèves en grève avaient tiré des leçons des débordements de la semaine dernière. Mais la tension a monté en fin de soirée.

PAGE A7



Photo: André Pichette, La Presse

Les manifestants se sont installés rue Sainte-Catherine, angle Sanguinet, avant de se diriger vers le Vieux-Montréal en début de nuit.

David Santerre, La Presse

Les policiers et les étudiants en grève ont donné l'impression d'avoir tiré des leçons des débordements de la semaine dernière lors de manifestations qui se sont déroulées dans le calme, lundi après-midi, mais la tension est montée d'un cran en début de nuit.

Après avoir fait un sit-in rue Sainte-Catherine pendant la soirée de lundi, un groupe de manifestants s'est dirigé vers les locaux de *La Presse* vers minuit, où ils ont endommagé des vitrines, puis ils se sont dispersés dans le Vieux-Montréal.

Dans l'après-midi, un petit groupe d'étudiants de l'UQAM a décidé de bloquer la rue Sainte-Catherine, à l'angle de la rue Sanguinet. Ils protestaient contre la décision de la direction de leur université de fermer quatre pavillons de peur d'une occupation par les protestataires.

Des railleries

Des hommes du groupe d'intervention de la police de Montréal se sont rapidement postés devant eux. Quand ils leur ont intimé l'ordre de quitter les lieux, les manifestants, assis sur la chaussée, ont regagné les trottoirs, non sans décocher quelques railleries à l'endroit des hommes casqués.

Mais quelques minutes plus tard, plus de 200 élèves du Cégep du Vieux Montréal qui sortaient d'une assemblée écourtée, car il n'y avait pas quorum, sont arrivés en trombe par la rue Sanguinet, croyant les étudiants toujours sur place. Ils ont rapidement occupé le carrefour qui venait tout juste d'être libéré, sous l'oeil amusé des étudiants de l'UQAM qui ne les attendaient pas. Même les policiers, pris de court puisque plusieurs d'entre eux venaient de quitter les lieux, ont pris cet imprévu de taille avec le sourire.

Puis, tout ce beau monde réuni s'est de nouveau installé sur l'asphalte.

Sous le soleil, la tension semblait s'être atténuée entre les jeunes et les forces de l'ordre.

Discussions

Deux officiers du groupe d'intervention, vêtus de leur impressionnante armure, mais sans leur casque, se sont même mêlés aux manifestants. Des discussions animées, mais polies, ont eu lieu entre les deux groupes. Les jeunes avaient une multitude de critiques et de questions sur les raisons de l'utilisation qu'ils jugent déraisonnable de la force employée par la police lors de la manifestation devant Loto-Québec, mercredi dernier. Les officiers leur ont répondu avec calme ce qui, pour eux, justifie l'utilisation de la «force raisonnable».

Ils les ont renseignés sur le type d'armes et de projectiles qu'ils utilisent, dont les fameuses grenades assourdissantes. Et ils étaient catégoriques : le type d'engin argenté décrit par le jeune Francis Grenier, qui a été gravement blessé à un oeil, ne ferait pas partie de leur arsenal.

Pas de réconciliation

Au final, il y avait toujours méfiance entre les manifestants et les policiers. Leurs positions sont aux antipodes.

Mais plusieurs étudiants, même parmi les plus militants, ont confié avoir apprécié cette possibilité d'échanger avec la police.

Dans la rue, ils jouaient de la musique, dansaient, jouaient au soccer. Même eux ne sont pas tous sur la même longueur d'onde. Certains réclament la gratuité scolaire. D'autres, le gel des droits de scolarité.

La tactique de la police, en fin d'après-midi: les laisser faire jusqu'à ce qu'ils se dispersent d'eux-mêmes.

«C'est une très belle manifestation. Un sit-in, c'est une incitation à la non-violence», croit un élève du Cégep du Vieux Montréal qui considérait comme une victoire cette longue occupation.

Plus tôt dans la matinée, un millier d'étudiants et d'élèves ont participé à une marche silencieuse, de l'UQAM au bureau du premier ministre Jean Charest, rue McGill.

«Dans la plupart des manifestations, on crie beaucoup, et malheureusement, le gouvernement reste sourd à nos demandes. Nous avons donc questionné la valeur de notre parole et décidé d'organiser cette action symbolique. Parfois, le silence peut parler autant que des mots», explique une organisatrice, Amélie Larose-Dubois, étudiante en art dramatique à l'UQAM.

Plus tôt, des étudiants de l'Université Laval, à Québec, ont bloqué les accès aux bureaux administratifs de leur institution et des professeurs du collège Édouard-Montpetit de Longueuil, ont manifesté pour appuyer les étudiants et élèves, qui sont maintenant 150 000 en grève. Plusieurs manifestations sont encore à prévoir cette semaine.

- Avec *Émilie Bilodeau*

TVANOUVELLES.CA / Manifestations étudiantes: Des vitrines de *La Presse* brisées - Première publication mardi 13 mars 2012 à 06h08

Agence QMI

Après avoir bloqué la rue Sainte-Catherine à Montréal en journée, des manifestants ont entrepris une marche lundi soir pendant laquelle des vitrines des locaux de *La Presse* ont été brisées.

Après être demeurés sur la rue Sainte-Catherine une partie de la soirée, les manifestants ont entrepris une marche dont l'itinéraire n'était pas connu par les policiers. Vers 23h45, trois vitrines de l'édifice du quotidien *La Presse* ont été fracassées. Selon nos informations, il s'agirait d'actions commises par des individus isolés.



(Photo: Agence QMI)



Crédit photo : Agence QMI



(Photo: Agence QMI)

À la suite de ces événements, les marcheurs se sont dispersés. Vers 00 h 10, la manifestation était terminée.

Les policiers n'ont procédé à aucune arrestation.

Sit-in pacifique en journée

Quelques centaines de manifestants avaient bloqué la rue Sainte-Catherine près de l'intersection Sanguinet, à Montréal, lundi après-midi. Parmi eux se trouvait un groupe venu protester contre la gestion du Plan Nord et le traitement des Innus.

Après une manifestation silencieuse pendant la matinée, les personnes présentes avaient profité du départ des policiers, vers 14 h, pour réinvestir la place et s'asseoir sur la chaussée de façon spontanée.

Ils ont ensuite sorti du mobilier du pavillon J.-A. DeSève, à l'UQAM, et se sont installés confortablement, transformant la rue en un événement artistique baptisé la «nuit de la création».

Les policiers, une fois de retour sur les lieux, avaient confirmé qu'ils n'interviendraient pas pour déloger les manifestants si l'ambiance pacifique était maintenue.

«J'ai l'impression qu'avec tout le battage médiatique qui entoure la brutalité policière qui a eu lieu, [les policiers] ont tendance à être plus tolérants, a estimé un étudiant rencontré sur la rue. Sinon, ça ferait un bout qu'ils nous auraient frappé sur la tête.»

LE DEVOIR: Manifestations étudiantes - Le calme après les dérapages – mardi 13 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Après avoir manifesté dans le calme et le silence, les étudiants ont effectué, en fin d'après-midi hier, un blocage de la rue Sainte-Catherine, tout près de l'UQAM.

Lisa-Marie Gervais

Après les dérapages des affrontements de la semaine dernière, le mouvement étudiant entamait hier matin sa cinquième semaine de grève... dans le silence. Sans mot dire, les étudiants ont été près d'un millier à défilé dans le centre-ville de Montréal arborant une touche de rouge.

«[La manifestation] s'inscrit dans la lutte contre la hausse des frais et elle envoie un message qui dit qu'on ne veut pas d'actions violentes», a expliqué Marie-Michelle, une étudiante en travail social à l'UQAM. «Et une voix, c'est pas juste dans les slogans qu'on peut l'avoir... Notre message passe dans les actions comme celle-là et la solidarité.»

Dans un itinéraire bien établi et fourni à la police, le cortège muet s'est mis en branle au parc Émilie-Gamelin, près de l'UQAM, pour terminer sa course dans un immense sit-in devant les bureaux de Jean Charest avenue McGill College. Un bruit de cloches a retenti depuis l'Université McGill, et les étudiants se sont mis à crier et à applaudir comme s'ils livraient une ovation à leur idole. Le silence a ainsi été rompu, mais il avait produit son

effet. «À la sourde oreille des têtes dirigeantes, nous opposons notre mutisme. Il n'y a plus de mot pour crier notre désaccord», ont signifié les organisateurs.

D'autres actions pacifiques ont été menées dans le courant de la journée dans le but de montrer que les étudiants ont toujours su respecter l'ordre. C'est dans cet esprit de calme, bon enfant, que des grévistes ont effectué un blocage de la rue Sainte-Catherine, tout près de l'UQAM. «À nous la rue» a rassemblé une centaine d'étudiants venus tricoter, jouer de la musique et faire des dessins à la craie. Les policiers les observaient de loin et l'ambiance était tout à fait décontractée. Craignant une occupation par des étudiants, la direction de l'UQAM avait néanmoins ordonné le matin même la fermeture de quatre de ses principaux pavillons (Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain).

Rappelons que la blessure grave à l'oeil de Francis Grenier, qui avait reçu des éclats de grenade assourdissante, avait semé l'émoi chez les étudiants. Déçu du manque d'assistance de la part des policiers, il songe à déposer une plainte. Par ailleurs, Le Devoir a voulu connaître le nombre de plaintes et d'enquêtes ouvertes en lien avec les manifestations étudiantes. Or, la déontologie policière a indiqué que ces renseignements étaient confidentiels et le Service de police de la Ville Montréal n'a pas été en mesure de donner l'information.

Poursuite du mouvement

Avec ceux de l'Université Concordia, qui se joint au mouvement, le nombre d'étudiants en grève devrait franchir le cap des 175 000 jeudi prochain. Demain, ce sera au tour des étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi de se positionner sur leur participation au mouvement de contestation.

Plusieurs autres actions se dérouleront dans les prochains jours, dont une manifestation organisée par des étudiants de l'Université de Montréal mercredi à 13h30. Jeudi 15 mars à Montréal, les étudiants retourneront voir Raymond Bachand afin de prendre le thé en sa compagnie, «si possible», ont-ils indiqué.

Avec La Presse canadienne

LE DEVOIR: En visite à Paris - Charest rattrapé par la grève étudiante – Mardi 13 mars 2012

Christian Rioux

Paris — Pas de répit pour Jean Charest. À peine arrivé à Paris pour une visite de deux jours, le premier ministre a été interpellé par un étudiant qui voulait lui rappeler que plusieurs dizaines de milliers de ses camarades étaient en grève au Québec. Le premier ministre était sur le point de pénétrer dans le siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avenue Bosquet dans le VII^e arrondissement, lorsque William J. Beauchemin a brusquement franchi le cordon de sécurité pour offrir au premier ministre un billet d'avion de retour afin d'aller négocier avec ses camarades en grève.

L'étudiant, inscrit en philosophie à la Sorbonne et à l'UQAM, a été violemment maîtrisé par l'agent de la Sûreté du Québec qui assure la garde rapprochée du premier ministre. L'agent l'a aussitôt écarté de la foule et maintenu fermement pendant de longues minutes. William J. Beauchemin a ensuite été remis au policier du Service français de protection des hautes personnalités. Celui-ci lui a demandé de décliner son identité et l'a menacé de lui retirer son visa. L'étudiant québécois a été relâché au bout de 45 minutes, non sans qu'on lui intime l'ordre de se tenir tranquille s'il voulait conserver son visa. L'agent de la SQ nous a ensuite confié avoir craint le pire puisque l'étudiant, par ailleurs tout à fait inoffensif, avait une main dans sa poche. «On ne sait jamais», dit-il.

L'incident s'est déroulé si rapidement que le premier ministre n'a pas eu le temps de voir l'aller simple pour Montréal qu'on lui destinait. Son prix était de «160 000 étudiants en grève». Sa durée, celle d'une «grève générale illimitée». «Les étudiants sont impatients, et Jean Charest devrait aller négocier, au lieu de venir à Paris», dit William J. Beauchemin qui était parmi les organisateurs de la manifestation qui a réuni vendredi une soixantaine d'étudiants devant la Délégation générale du Québec à Paris.

Après cet incident, le premier ministre du Québec s'est entretenu longuement avec le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, de l'organisation prochaine du Forum international sur la langue française qui se tiendra à Québec du 2 au 6 juillet. Ce forum, ouvert largement aux membres de la société civile, sera «l'occasion de parler de la langue française, mais dans un environnement très différent de celui des sommets», a déclaré Jean Charest.

Dans ce qui pourrait être une allusion à peine voilée au très bref passage du président Nicolas Sarkozy lors du sommet de la Francophonie tenu à Québec en octobre 2008, Abdou Diouf a insisté pour dire: «Je serai à Québec pendant cette période du 2 au 6 juillet sans discontinuer. Je ne

vais pas venir pour l'inauguration et reprendre l'avion.» L'attitude du président français avait alors été très controversée.

Le secrétaire de la Francophonie s'est par ailleurs félicité des préparatifs du Forum qui sont «au-delà de nos espérances», dit-il. Il a aussi confirmé l'organisation, «sauf crise majeure», en octobre prochain du prochain sommet de l'OIF à Kinshasa sur les thèmes de l'environnement et de l'économie.

Concernant les difficultés du français à Montréal, à la Caisse de dépôt ou au CHUM alors même que le Québec accueillera ce premier Forum international sur la langue française, le premier ministre s'est voulu rassurant. «Chez nous, on sera toujours très vigilant sur la langue française, dit-il. [...] Quand on fait tout le portrait de la langue au Québec, il y a une progression. Entre autres chez les immigrants qui ne parlent ni l'anglais ni le français.» Et Abdou Diouf d'ajouter: «D'après les statistiques que j'ai, le français progresse au Québec.» Il a néanmoins précisé que «c'est notre honneur et notre force de pouvoir dire: "non, nous refusons un monde unilingue!", "non, nous refusons la pensée unique!", "non, nous voulons le pluralisme sur le plan linguistique, sur le plan culturel et sur tous les autres plans de l'activité humaine!"»

«Buy European Act»

Interrogé sur la proposition faite dimanche par Nicolas Sarkozy de faire adopter un Buy European Act, à l'image du Buy American Act qui force les États et les entreprises subventionnées à acheter des produits américains, Jean Charest s'est de nouveau voulu rassurant.

«La crise financière et économique a eu pour effet de raviver les réflexes protectionnistes un peu partout sur la planète, pas uniquement aux États-Unis, dit-il. [...] Ce que nous visons, c'est l'ouverture des marchés et la réciprocité. Je pense que c'est ce que veulent aussi les Européens, incluant les Français. [...]»

Selon le premier ministre, cette initiative du président français, pourtant le principal allié du Québec dans les négociations de libre-échange entre la France et le Canada, ne devrait pas compromettre le traité dont la signature se fait toujours attendre. «Je me fie à ce que nous négocions avec l'Europe et [...], on peut être rassuré», dit-il.

Le premier ministre a assisté en soirée à une représentation de la version chantée des Belles-Soeurs au Théâtre du Rond-Point. Parmi les personnalités présentes, on remarquait les artistes québécois Claude Meunier et Carole Laure ainsi que le couturier et homme d'affaires français Pierre Cardin et le secrétaire d'État Frédéric Lefebvre. Aux spectateurs français, Jean Charest a tenu à préciser: «Dans cette salle et pour toute la soirée, c'est vous qui avez un accent.»

Vos réactions

- Yves Côté, Abonné, mardi 13 mars 2012 06h34
Statistiques...
Pour donner une si fausse idée de la réalité la plus élémentaire, quels sont donc ces statistiques qui ont été remises à Monsieur Abdou Diouf ?
Quel est l'organisme qui les a compilées et en quelles circonstances ont-elles été traitées ?
Parions donc que celles-ci viennent d'une source en rien indépendante du gouvernement actuel...
Ceci dit, je ne crois pas Monsieur Diouf du genre à se laisser bernier par ce genre de

procédé, stratégie des plus commune chez les politiques en mal d'arguments factuels. Vive le Québec libre et lié d'amour pour la langue française !

- Henry Fleury, Inscrit, mardi 13 mars 2012 06h46
Patapouf par la voie des airs
Au Québec, les étudiants sont, sous Jean Charest, traités comme des terroristes. Plusieurs sont d'avis, tout comme moi, que c'est le passé Conservateur de Jean Charest qui l'a rejoint sur le tapis du printemps québécois. Bravo William J. Beauchemin. Savourez votre chance puisque, à Montréal, vous auriez pu perdre un œil !
- Discret, Inscrit, mardi 13 mars 2012 07h42
Félicitations à cet étudiant pour son courage

Et continuons à soutenir tous les étudiants du Québec qui luttent, eux aussi courageusement, contre les forces réactionnaires de Charest et sa bande, ces gaspilleurs de fonds publics, qui ne savent rien faire d'autre que faire payer les citoyens encore et encore, pendant qu'ils laissent tout pourrir au Québec, santé, éducation infrastructures, économie...
Et le français! Quel culot, quel cynisme Charest montre-t-il en se présentant à l'OIF, lui qui se soucie de la langue française comme de sa première chemise, et sous le régime de qui le français a reculé comme jamais. Et il prétend le contraire, cet hypocrite menteur!
Dehors, John James!

JOURNAL DE MONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Débrayage « historique »: Plus de 171 000 étudiants seront hors des classes à compter de jeudi – Publié le: lundi 12 mars 2012, 20H50 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 20H59



photo jocelyne malette, Le Journal de Montréal

✓ Des étudiants ont participé ce matin à une marche silencieuse qui les a menés devant les bureaux du premier ministre Jean Charest.

SARAH- MAUDE LEFEBVRE

✓ Le mouvement étudiant se dirige vers un sommet historique, alors que le nombre d'étudiants en débrayage est en voie de dépasser le record de 200 000 atteint en 2005.

Actuellement, plus 141 000 étudiants sont en débrayage et les associations étudiantes comptent franchir le cap des 171 000 grévistes ce jeudi. C'est largement supérieur à la moyenne quotidienne de 100 000 étudiants observée lors du mouvement de 2005 contre les coupures de 103 M\$ dans les programmes de prêts et bourses.

« C'est du jamais vu », affirme la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

« Le 16 mars 2005, un record avait été établi lorsque plus de 200 000 étudiants avaient débrayé. On s'attend à ce que beaucoup plus de personnes participent à la manifestation nationale qui aura lieu le 22 mars. » Situation inhabituelle

« C'est vraiment un mouvement de protestation historique, soutient Mme Desjardins. Jeudi, ce sera la première fois de son histoire que l'Université Concordia sera complètement en grève. Aussi, des associations étudiantes habituellement peu militantes, comme celle de HEC, réfléchissent à savoir si elles embarqueront dans le mouvement. C'est inhabituel. »

Pour Léo Bureau-blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ce n'est qu'une « question de quelques jours », avant que le « cap psychologique » des 200 000 grévistes ne soit atteint.

« Le gouvernement nous a sous-estimés et maintenant la balle est dans son camp. Il devrait pourtant se rappeler de l'impact que nous avons eu en 2005. Nous sommes encore plus forts aujourd'hui », croit ce dernier.

Autre journée de perturbations

Par ailleurs, les étudiants ont multiplié les actions hier, poursuivant dans la même lancée que la semaine dernière.

Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté silencieusement devant le bureau du premier ministre Jean Charest en matinée.

Par la suite, certains d'entre eux se sont dirigés vers L'UQAM afin de protester contre la fermeture préventive de quatre pavillons.

Une poignée de manifestants ont ensuite bloqué une partie de la rue Sainte-catherine, en après-midi, lors d'un « sit-in » improvisé.

En soirée, ces mêmes manifestants se sont installés dans des locaux de L'UQAM et prévoyaient y passer une partie de la nuit.

À Québec, des étudiants ont bloqué l'accès au pavillon des Sciences de l'éducation de l'université Laval.



Martine Desjardins



Léo Bureau-Blouin

En collaboration avec l'agence QMI

DES MILLIERS D'ÉTUDIANTS DANS LA RUE

La grève étudiante de 2005

■ Motif : **coups de 103 M\$ dans le programme de prêts et bourses** imposés par le gouvernement Charest

■ Moyenne d'étudiants en grève par jour : **100 000**

■ **200 000 étudiants** en débrayage au plus fort de la grève

La grève étudiante de 2012

■ Motif : **hausse des droits de scolarité**

■ Nombre d'étudiants en grève (en date du 12 mars) : **141 520**

■ Nombre d'étudiants attendus à la manifestation nationale du 22 mars : **plusieurs dizaines de milliers**

JOURNAL DE MONTRÉAL: Grosse semaine à prévoir – Mardi 13 mars 2012

SARAH- MAUDE LEFEBVRE

Les étudiants comptent multiplier les actes d'éclat d'ici la tenue de la manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité, le 22 mars.

Les associations étudiantes entendent tenir des « actions de visibilité » tous les jours cette semaine.

« Pendant combien de temps encore le gouvernement de Jean Charest va-t-il nous répéter que

la hausse des frais de scolarité est responsable ? Nous souhaitons au gouvernement de régler le conflit avant qu'il devienne démesuré », a indiqué Léo Bureau-blouin, président de la FECQ, en point de presse hier matin.

Ce mercredi, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'université de Montréal marchera jusqu'au bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand.

D'autres grévistes comptent d'ailleurs y retourner le lendemain.

Pendant ce temps, des étudiants de Victoriaville se réuniront devant les bureaux du député Claude Bachand.

Des actions auront également lieu à Val-d'or et à Rimouski.

Vers le 22 mars



Toutes ces activités serviront à réchauffer les troupes en prévision de la manifestation nationale qui aura lieu le 22 mars.

« Nous étions 30 000 dans les rues le 10 novembre dernier. Le 22 mars prochain, nous

serons encore plus nombreux et nous allons prouver à Jean Charest que les étudiants sont plus déterminés que jamais à le faire reculer sur la hausse des frais de scolarité », affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

La marche de protestation, qui devrait réunir quelques dizaines de milliers d'étudiants, débutera à la Place du Canada à 13 h pour se terminer au Vieux-port de Montréal quelques heures plus tard.

JOURNALDEQUÉBEC: Université Laval: Les bureaux du recteur bloqués - Publié le: lundi 12 mars 2012, 9H29 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 23H09

Vidéo: Quelques étudiants ont manifesté ce matin à l'Université Laval pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

Dominique Hardy

Une quarantaine d'étudiants ont bloqué l'accès au pavillon des sciences de l'éducation de l'Université Laval mardi, au cours de la matinée, pour dénoncer la hausse salariale du recteur et celle des frais de scolarité.

Les étudiants ont pacifiquement quitté les lieux vers 11 h 30 après 4 h 30 min de siège à l'entrée de l'édifice. Le pavillon de l'éducation était particulièrement visé par les manifestants en raison de la présence au dernier étage des bureaux du recteur Denis Brière.

« Nous voulons passer un message contre la mauvaise gouvernance de l'université et contre la hausse des frais de scolarité », mentionne

Marie-Christine Trottier, porte-parole du Front régional des associations étudiantes à Québec de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (FRAQ-ASSÉ), qui était cantonnée à l'extérieur du périmètre de sécurité érigé par les policiers autour du pavillon pendant que ses collègues en bloquaient l'accès.

Message

« Arrêtez de dilapider notre argent comme vous le faites actuellement », signale la porte-parole. « Ce n'est pas comme ça que nous allons avoir une meilleure éducation. »

Les étudiants dénoncent les coûts engendrés par l'implantation du programme informatique de gestion Capsule, les chaires en leadership et la hausse de salaire de 100 000 \$ du recteur Denis Brière.

Pacifique

Les manifestants n'ont offert aucune résistance aux policiers du Service de police de la ville de Québec (SPVQ) et ils ont quitté dès que l'avis d'éviction leur a été communiqué par un responsable de l'Université Laval.

Les policiers ont ensuite fait le tour de l'établissement afin de s'assurer que tous avaient quitté. Les employés, relégués sur le trottoir depuis le début de la matinée, ont ensuite pu commencer leur journée de travail.

Le SPVQ se dit satisfait du déroulement de la manifestation. Le corps policier avait dépêché une partie de l'unité antiémeute et du contrôle de foule et les agents avaient encerclé l'édifice. « Il n'y a pas eu d'arrestation et seulement trois constats d'émis, soit deux pour entrave et un pour avoir insulté un policier », confirme Catherine Viel, porte-parole du SPVQ.

JOURNLMÉTRO.COM: Droits de scolarité: Un «sit-in» sur Sainte-Catherine - Publié: lundi 12 mars 2012 22:47 - Mis à jour: lundi 12 mars 2012 22:48



Laurent-D Chantal-Fortin

Après avoir marché silencieusement dans les rues du centre-ville, en matinée, une cinquantaine d'étudiants ont bloqué la rue Sainte-Catherine, non loin de l'UQAM, lundi après-midi.

CHARLES-ÉRIC BLAIS-POULIN - MÉTRO

Environ 200 étudiants du cégep du Vieux-Montréal et de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont bloqué la rue Sainte-Catherine, lundi après-midi et en soirée.

Les manifestants se sont assis sur la chaussée, entre les rues Sanguinet et Saint-Denis, pour exprimer leur mécontentement après la fermeture de quatre pavillons de l'UQAM. L'activité de création artistique, qui devait avoir lieu dans les locaux de l'université, la nuit dernière, s'est plutôt déroulée à même le sol de la rue Sainte-Catherine. La direction de l'établissement craignait des dérapages similaires à ceux survenus le 17 février dernier au cégep du Vieux-Montréal, alors que des étudiants s'étaient barricadés dans l'établissement.

Plus tôt en journée, près de 2 000 étudiants ont foulé la rue Maisonneuve, en silence, pour tenter une énième fois d'attirer l'attention du premier ministre Jean Charest. Le gouvernement libéral refuse toujours d'entendre les quelque 140 000 étudiants en grève pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

Les marcheurs, réunis en début de journée au parc Émilie-Gamelin, se sont dirigés sans bruit vers le bureau du premier ministre, sur l'avenue McGill. «On avait préparé l'événement en fonction de 100 ou 200 personnes», explique l'une des organisatrices, Suzanne Vallières-Nollet, visiblement incrédule devant les centaines de protestataires colorés en rouge pour l'occasion.

Le cortège, escorté par des policiers à bicyclette, s'est déplacé sans heurts. «C'est une belle réussite», explique Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Ça démontre la capacité des étudiants à manifester pacifiquement.» Mercredi, des échauffourées entre la police et les manifestants s'étaient soldées par la blessure à l'œil droit d'un cégépien, Francis Grenier, touché par une grenade assourdissante.

Les étudiants et la police renoueront avec la rue dès aujourd'hui. Des milliers de manifestants devraient répondre à l'appel de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante et fouler le pavé du quartier des affaires. Deux autres manifestations contre la hausse des frais de scolarité sont prévues à Montréal les 14 mars et 22 mars.

Pour un dialogue

La commission de la sécurité publique doit jouer un plus grand rôle pour favoriser le dialogue entre les étudiants et les policiers, a déclaré lundi Réal Ménard, maire de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve et vice-président de la Commission de la sécurité publique.

«Les événements des derniers jours nous placent devant une situation qui pourrait, s'il n'y a pas ouverture d'un dialogue, entraîner des débordements», précise-t-il.

La chef de l'opposition officielle, Louise Harel, appuie une motion en ce sens qui sera déposée devant la Commission de la sécurité publique le 14 mars. «Pour que revienne le sentiment de sécurité à Montréal, nous avons tout à gagner en rassemblant autour d'une même table les parties concernées», explique-t-elle.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : manifestation pacifique au centre de Montréal - Mise à jour le lundi 12 mars 2012 à 20 h 50 HAE

Entre 200 et 300 étudiants en grève de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et du cégep du Vieux-Montréal ont bloqué pendant quelques heures l'intersection des rues Sanguinet et Sainte-Catherine, à Montréal, où un groupe d'intervention de la police avait été dépêché.

En fin d'après-midi, la majorité d'entre eux s'étaient dispersés sans encombre.

Aucun avis d'éviction n'a été émis pour ce sit-in fort pacifique, qui se déroulait devant le pavillon J-A.-DeSève de l'UQAM.

Les étudiants affirmaient agir en réaction à la fermeture lundi de quatre pavillons de l'UQAM par mesure de sécurité, soit Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain.

« Je me dis que si on veut se faire entendre, il faut sortir dans la rue, car quand on essaye d'aller dans les endroits publics, on ferme l'endroit, sous prétexte qu'on va faire du grabuge », déplorait lundi un des manifestants. Quelques heures plus tôt, 200 étudiants avaient manifesté à l'intérieur du pavillon J-A.-DeSève.



Sit-in devant les bureaux de Jean Charest

En début de journée aussi, des étudiants s'étaient réunis devant les bureaux du premier ministre Jean Charest à Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.



Des étudiants en grève bloquant la rue Sainte-Catherine

Partis du parc Émilie-Gamelin, plus de 1000 étudiants ont marché en silence dans les rues de Montréal pour se rendre devant les bureaux de M. Charest. Ils se sont assis sur le pavé de la rue McGill et ont gardé le silence pendant de longues minutes, sous le regard de policiers quelque peu étonnés, mais qui n'ont pas bronché. Les étudiants se sont ensuite levés pour manifester plus bruyamment, mais toujours dans le calme. Les étudiants ont expliqué avoir choisi de marcher en silence pour dénoncer la « sourde oreille » que fait le gouvernement à leurs revendications. Ils reprochent principalement à Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp de ne pas vouloir discuter avec eux.

« C'est un peu insultant. On est des citoyens et il n'y a pas juste nous qui se mobilisent pour ça. On pense qu'il devrait y avoir un dialogue parce que c'est un débat de société », a expliqué Suzanne Valière-Nolet, une des porte-parole des étudiants.

Ces étudiants, qui font partie de la CLASSE, n'avaient pas fourni l'itinéraire de leur marche.



Des étudiants devant les bureaux de Jean Charest, à Montréal.

La FEUQ et la FECQ ont de leur côté décidé de rendre publics les itinéraires des prochaines manifestations.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a exprimé l'inquiétude des membres de l'organisation devant « la façon d'agir » des policiers lors des dernières manifestations. Selon lui, il y a eu une « surutilisation de la force ».

« La sécurité des militants est une priorité », a déclaré M. Léo Bureau-Blouin.

La semaine dernière, une manifestation [a tourné à l'affrontement](#) entre étudiants et policiers. Un étudiant a été gravement blessé à l'oeil.

Pour leur part, les étudiants du Collège Ahuntsic, qui ont rejoint le mouvement de grève la semaine dernière, ont manifesté devant leur établissement.

À Québec, [une soixantaine d'étudiants ont bloqué](#) lundi avant-midi tous les accès à une tour de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, où se trouvent les bureaux du recteur, Denis Brière.

Des professeurs solidaires des étudiants

Par ailleurs, une cinquantaine de professeurs du Collège Édouard-Montpetit, à Longueuil, ont manifesté devant leur établissement pour appuyer la grève des étudiants contre la hausse des droits de scolarité.

Les professeurs brandissaient notamment une grande banderole rouge sur laquelle on pouvait lire : « Ensemble bloquons la hausse ».

Yves de Repentigny, un porte-parole des professeurs, a expliqué leur appui par le fait que la question du droit à l'éducation dépasse le mouvement étudiant. « C'est une question qui concerne l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec », a-t-il déclaré.

Pour Gabrielle Benoît, une étudiante du collège, cet appui est la preuve que la lutte contre la hausse des droits de scolarité ne touche pas uniquement les étudiants.

Près de 150 000 étudiants sont en grève dans l'ensemble du Québec. Lundi, les étudiants du premier cycle de l'Université Concordia à Montréal ont voté pour la grève.

Comité de surveillance

Des étudiants en droit de l'UQAM ont constitué un comité de surveillance des interventions policières. Ces étudiants ont déjà produit un rapport sur l'intervention policière de la semaine dernière. Ce comité demande aux étudiants de lui transmettre des vidéos et des témoignages afin de recueillir de la preuve qui peut éventuellement servir pour le dépôt de plaintes en matière de déontologie policière.

Ces étudiants veulent se servir de leurs connaissances pour contribuer à la contestation contre la hausse des droits de scolarité.

En complément



Audio - Marc Verrault a rencontré des membres du comité de surveillance



Vidéo - Des professeurs manifestent leur appui aux étudiants, dit Karine Bastien.



Vidéo - Les étudiants manifestent en silence.

Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)

[Commentaires \(404\)](#)

JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNAL DE QUÉBEC: Manifestations étudiantes: La rue Sainte-Catherine occupée - Publié le: lundi 12 mars 2012, 11H37 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 20H28

Agence QMI

Les manifestants ont profité du départ des policiers, vers 14 h, pour réinvestir la place et s'asseoir sur la chaussée de façon spontanée.

Depuis, ils ont sorti du mobilier du pavillon J.-A. DeSève, à l'UQAM, et se sont installés confortablement, transformant la rue en un événement artistique baptisé la « nuit de la création ». Ils prévoyaient y demeurer au moins une partie de la soirée et souhaitaient ensuite réintégrer les locaux de l'UQAM.

Les policiers, une fois de retour sur les lieux, ont confirmé qu'ils n'interviendraient pas pour déloger les manifestants si l'ambiance pacifique était maintenue.

« J'ai l'impression qu'avec tout le battage médiatique qui entoure la brutalité policière qui a eu lieu, [les policiers] ont tendance à être plus tolérants, a estimé un étudiant rencontré sur la rue. Sinon, ça ferait un bout qu'ils nous auraient frappé sur la tête. »

En raison de cette occupation, les véhicules en direction du pont Jacques-Cartier sont redirigés vers René-Lévesque.

Manifestation silencieuse

Plutôt lundi matin, plus d'un millier d'étudiants ont défilé en silence dans le centre-ville de Montréal, afin de manifester leur mécontentement relativement à la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement Charest.

Partis main dans la main du parc Émilie-Gamelin, ils ont emprunté le boulevard de Maisonneuve en direction ouest jusqu'à l'avenue McGill College, où sont situés les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest.



Quelques centaines de manifestants ont bloqué la rue Sainte-Catherine près de l'intersection Sanguinet, à Montréal, lundi après-midi. Parmi eux se trouvait un groupe venu protester contre la gestion du Plan Nord et le traitement des Innus.

Ils s'y sont assis et ont symboliquement envoyé la main aux policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) présents pour encadrer la manifestation, ainsi qu'en direction de l'édifice où le premier ministre était absent.

La foule s'est ensuite levée en applaudissant, avant de scander avec vigueur : «Crions plus fort, pour que personne ne nous ignore». «On croit que le silence a autant de force que les cris», a expliqué Amélie Larose-Dubois, une étudiante en enseignement de l'art dramatique à l'UQAM qui est à l'origine de la marche.

Elle s'est dite elle-même surprise de la participation populaire, s'attendant tout au plus à voir une centaine de personnes prendre part à la marche.

Contre la violence

Geneviève Vergnolle, qui étudie au Cégep de Saint-Laurent en Lettres, considère que le silence volontaire des participants est nécessaire pour attirer l'attention.

«Crier, ça marche, a-t-elle indiqué. On n'arrêtera jamais de crier. Mais on sait que si on fait une manifestation silencieuse et qu'on la finit par un sit-in, il n'y aura pas de problèmes avec les policiers.»

À 12 h 30, l'avenue McGill College était rouverte à la circulation, les étudiants ayant tous quitté les lieux.

Enseignants solidaires

Une cinquantaine d'enseignants ont également manifesté lundi matin, devant le collège Édouard-Montpetit, à Longueuil, en compagnie des étudiants.

Lors de cette première sortie publique, des professeurs se sont dit contre la hausse des frais de scolarité que veut imposer le gouvernement Charest.

Il s'agit d'une initiative personnelle d'un groupe d'enseignants, les syndicats n'étaient pas directement impliqués dans cette manifestation.

Les professeurs présents ont invité les étudiants à poursuivre leurs manifestations tout en demeurant pacifiques.

Dans la nuit de dimanche à lundi, quelques étudiants ont d'ailleurs passé la nuit dans le collège.

Manifestation à Saint-Jérôme

Sous l'œil attentif des policiers, quelques centaines de cégépiens ont décidé d'organiser une manifestation dans les rues de Saint-Jérôme.

Des étudiants des cégeps de Mont-Laurier, Lionel-Groulx, l'Assomption, Longueuil et Édouard-Montpetit ont joint la marche pour démontrer au gouvernement «qu'il n'y a pas qu'à Montréal et Québec où les étudiants sont répu gnés».

Environ 140 000 étudiants sont actuellement en grève générale illimitée à travers le Québec pour protester contre une hausse de 75 % des droits de scolarité d'ici 2016-2017.

TVA NOUVELLES.CA: Manifestation des étudiants à Montréal: La rue Sainte-Catherine occupée - Première publication lundi 12 mars 2012 à 11h07 - Mise à jour : lundi 12 mars 2012 à 19h19



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles et Agence QMI

Une centaine de manifestants ont bloqué la rue Sainte-Catherine près de l'intersection Sanguinet, à Montréal, dès 14h lundi. Parmi ceux-ci, se trouvaient des étudiants qui se sont joints à un groupe venu protester contre la gestion du Plan Nord et le traitement des Innus.

Les manifestants ont profité du départ des policiers, vers 14h, pour réinvestir la place et s'asseoir sur la chaussée de façon spontanée.

Depuis, ils ont sorti du mobilier du pavillon J.-A. DeSève, à l'UQAM, et se sont installés confortablement, transformant la rue en un événement artistique baptisé la «nuit de la création». Ils devaient y demeurer au moins une partie de la soirée et souhaitaient ensuite réintégrer les locaux de l'UQAM.

Les quelques policiers de retour sur les lieux ont confirmé qu'ils n'interviendraient pas pour déloger les manifestants si l'ambiance pacifique était maintenue.

«J'ai l'impression qu'avec tout le battage médiatique qui entoure la brutalité policière qui a eu lieu, [les policiers] ont tendance à être plus tolérants. Sinon, ça fait un bout qu'ils nous auraient frappé sur la tête», estime un étudiant rencontré sur la rue.

En raison de cette occupation, les véhicules en direction du pont Jacques-Cartier ont été redirigés vers René-Lévesque.

Les étudiants devaient occuper la rue jusqu'à 23h. Ils promettent de manifester de nouveau mardi.

Manifestation silencieuse

Plus tôt lundi, plus d'un millier d'étudiants ont défilé en silence dans le centre-ville de Montréal, en matinée, afin de manifester leur mécontentement relativement à la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement Charest.

Partis main dans la main du parc Émilie-Gamelin, ils ont emprunté le boulevard de Maisonneuve en direction ouest jusqu'à l'avenue McGill College, où sont situés les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest.

Ils s'y sont assis et ont symboliquement envoyé la main aux policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) présents pour encadrer la manifestation, ainsi qu'à l'édifice où le premier ministre était absent.



(Crédit: Agence QMI)

La foule s'est ensuite levée en applaudissant, avant de scander avec vigueur : «Crions plus fort, pour que personne ne nous ignore».

«On croit que le silence a autant de force que les cris», a expliqué Amélie Larose-Dubois, une étudiante en enseignement de l'art dramatique à l'UQAM et qui est à l'origine de la marche.

Elle s'est dite elle-même surprise de la participation populaire, s'attendant tout au plus à voir une centaine de personnes prendre part à la marche.

Contre la violence

Geneviève Vergnolle, qui étudie au Cégep de Saint-Laurent en Lettres, considère que le silence volontaire des participants est nécessaire pour attirer l'attention. «On gueule dans les rues, c'est bien, mais il faut aussi faire un contraste.»

«Crier, ça marche, a-t-elle indiqué. On n'arrêtera jamais de crier. Mais on sait que si on fait une manifestation silencieuse et qu'on la finit par un sit-in, il n'y aura pas de problèmes avec les policiers.»

À 12h30, l'avenue McGill College était rouverte à la circulation, les étudiants ayant tous quitté les lieux.

Seul un petit groupe de manifestants est retourné à l'UQAM pour y effectuer une occupation, selon le SPVM.



(Crédit: Agence QMI)

Enseignants solidaires

À Longueuil, une cinquantaine d'enseignants ont décidé de prendre position en faveur des étudiants, lundi matin, et ont manifesté en leur compagnie devant le collège Édouard-Montpetit.

Lors de cette première sortie publique, des professeurs se sont dit contre la hausse des frais de scolarité que veut imposer le gouvernement Charrest.

Il s'agit d'une initiative personnelle d'un groupe d'enseignants, les syndicats n'étaient pas directement impliqués dans cette manifestation.

Les professeurs présents ont invité les étudiants à poursuivre leurs manifestations tout en demeurant pacifiques.

Dans la nuit de dimanche à lundi, quelques étudiants ont d'ailleurs passé la nuit dans le collège.

Manifestation à Saint-Jérôme

Sous l'œil attentif des policiers, quelques centaines de cégépiens ont décidé d'organiser une manifestation dans les rues de Saint-Jérôme.

Des étudiants des cégeps de Mont-Laurier, Lionel-Groulx, l'Assomption, Longueuil et Édouard-Montpetit ont joint la marche pour démontrer au gouvernement «qu'il n'y a pas qu'à Montréal et Québec où les étudiants sont régnés».

Environ 140 000 étudiants sont actuellement en grève générale illimitée à travers le Québec pour protester contre une hausse de 75% des droits de scolarité d'ici 2016-2017.

JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève étudiante: Des pavillons fermés à l'UQAM - Publié le: lundi 12 mars 2012, 9H40 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 11H54



Photo Archives Joël Lemay / Agence QMI

Marie-Andrée Gosselin / Agence QMI

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) a annoncé lundi matin la fermeture de quatre de ses pavillons, après que plusieurs mouvements étudiants aient annoncé une occupation des lieux.

Par la voie de sites web et de médias sociaux, la direction de l'UQAM a pris connaissance de la «Nuit de la création» annoncée par les mouvements étudiants il y a une dizaine de jours, a déclaré la relationniste Jenny Desrochers.

Les responsables de l'université n'avaient pas été prévenus de cette occupation. «Depuis le début, on travaille avec les étudiants et on facilite leurs actions, mais cette fois nous n'avons reçu aucune information à ce sujet», a affirmé Mme Desrochers.

Malgré que l'UQAM ait rectifié le tir et annoncé que l'activité n'aurait pas lieu, les différents mouvements étudiants n'ont annoncé aucune modification ou annulation de leur projet. La direction a donc décidé de fermer les pavillons Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain par «mesures de sécurité».

La fermeture de plusieurs pavillons à la fois s'explique par le fait que l'UQAM dispose de locaux qui communiquent facilement par voie souterraine. «C'est comme un effet domino», a illustré Jenny Desrochers.

La Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE) a fait savoir qu'elle n'était pas impliquée dans l'organisation de l'activité et que celle-ci était plutôt le fruit de grévistes de l'UQAM. «Il s'agissait d'une soirée de création artistique de toutes sortes qui devait se poursuivre au-delà des heures d'ouverture de l'université», a déclaré Mathilde Létourneau, attachée de presse de la CLASSE.

Les pavillons demeureront fermés toute la journée. Les services de prévention en sécurité de l'UQAM évaluent tout de même la situation «d'heure en heure» et sont «toujours en communication avec le Service de Police de la Ville de Montréal», a fait savoir la porte-parole.

LE SOLEIL: Université Laval: les policiers mettent un terme à la manifestation - Publié le lundi 12 mars 2012 à 09h36 | Mis à jour le lundi 12 mars 2012 à 19h25



Le Soleil, Erick Labbé

Les manifestants ont quitté les lieux de façon pacifique.
Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Durant tout l'avant-midi, lundi, une trentaine d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont bloqué le pavillon où se trouve le bureau du recteur de l'Université Laval, Denis Brière.

Dès 7h30, des manifestants du Front régional des associations étudiantes à Québec (FRAQ) ont barré le passage à tous ceux qui voulaient entrer dans le pavillon des Sciences de l'éducation. Des étudiants piquetaient devant chacune des portes, parfois obstruées à l'aide de chaînes ou de tréteaux.

Peu de temps après leur arrivée, les policiers ont dressé un large périmètre de sécurité pour empêcher d'autres étudiants de se joindre aux manifestants. Ces derniers ont occupé les lieux durant quatre heures, brandissant leurs drapeaux rouges et leurs pancartes contre la hausse devant les médias et les curieux.

Les manifestants ont affirmé qu'ils s'étaient assurés qu'il n'y ait pas de cours hier matin dans ce pavillon. L'Université confirme qu'il n'y en avait pas.

Mais de nombreux cadres et employés de l'Université, notamment à l'administration, ont perdu une demi-journée. Des étudiants qui travaillent à la clinique de counseling et d'orientation ont aussi dû annuler leurs rendez-vous.

Les manifestants ont cessé de bloquer l'immeuble vers midi, lorsque l'Université Laval a donné un ordre d'éviction. Une dizaine de policiers

antiémeute, qui portaient des casques à visière, étaient prêts à intervenir. Mais les étudiants ont quitté les lieux sans résister. Les manifestants n'ont pas croisé le recteur, Denis Brière, qui ne s'est pas présenté à son bureau. Ils souhaitaient toutefois lui envoyer un message en bloquant la tour d'où il gouverne l'Université Laval.

Endosser la hausse

Les militants du FRAQ, qui est lié à l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante), reprochent au recteur Brière d'endosser la hausse à titre de président du Conseil de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Le FRAQ-ASSÉ rejette l'argument selon lequel il faut augmenter les droits de scolarité parce que les universités sont sous-financées. Selon le Front, les finances des universités sont mal gérées et l'Université Laval n'y fait pas exception.

La porte-parole du FRAQ-ASSÉ, Marie-Christine Trottier, donne l'exemple de Capsule, le site Web de gestion des études de l'Université, qui a coûté

20,5 millions \$ et a fait l'objet de nombreuses plaintes de la part des étudiants. Elle dénonce aussi l'augmentation du salaire du recteur de 100 000 \$ en un an. «On a l'argent dans les universités, c'est juste qu'il faut l'utiliser à bon escient, dit Mme Trottier. Ce qui n'est pas le cas du tout en ce moment.»

Mercredi dernier, une occupation de l'édifice abritant les bureaux de Loto-Québec et de la CREPUQ, à Montréal, a tourné à l'affrontement entre les manifestants et les policiers. Atteint à un œil par l'éclat d'une «grenade de diversion», Francis Grenier, un cégépien de 22 ans, a dû être opéré.

Lundi, la police de Québec était satisfaite de son intervention à l'Université Laval, a indiqué la porte-parole, Catherine Viel. Il n'y a pas eu d'arrestation. Les policiers ont remis trois constats d'infraction, deux pour entrave à leur travail et un pour avoir insulté un agent de la paix.

Plus de 3000 étudiants sont en grève à l'Université Laval. Au Québec, ils étaient environ 140 000, lundi, à désertier leurs cours.

JOURNAL DE MONTREAL.COM: Des actions plus musclées - Publié le: dimanche 11 mars 2012, 22H31 | Mise à jour: lundi 12 mars 2012, 9H13

Blocages, occupations, manifs à l'itinéraire secret : la Coalition large de l'ASSÉ prévoit une hausse des perturbations en réponse à l'inflexibilité du gouvernement sur la question des frais de scolarité.

« Le niveau de perturbation va augmenter, c'est incontournable », prédit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Devant la fermeté affichée samedi par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, il ne faudrait pas s'étonner que « de plus en plus d'étudiants organisent sur leur propre base des coups d'éclat plus dérangeants à partir de cette semaine », ajoute-t-il, sans les détailler.

Même s'il affirme ne pas appeler à de telles actions, M. Nadeau-Dubois « encourage l'ensemble des étudiants à ne pas attendre un

appel organisationnel et à prendre l'initiative de s'organiser eux-mêmes ».

« Nous sommes rendus là dans l'escalade de la pression, dit-il. Si on veut gagner, il faut que les étudiants prennent des initiatives, mettent sur pieds des actions. »

Brutalité policière

Même s'il ne s'agit pas d'une initiative étudiante, la manifestation annuelle contre la brutalité policière de jeudi devrait rallier plusieurs grévistes solidaires de Francis Grenier.

« Dans ce genre de manif, avec le contexte actuel et la tension dans l'air, je pense que c'est à l'avantage de tout le monde que les forces policières soient en retrait », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois. Il a précisé que la CLASSE n'avait pas l'intention de partager avec la police

de Montréal l'itinéraire de la manifestation qu'elle organise demain.

« Avec ce qui s'est passé dans les dernières manifs, pour nous, ce ne sont pas des événements qui renforcent le lien de confiance avec la police. »

Cibler les élus

Face au refus de plier du gouvernement, la Fédération des universités du Québec (FEUQ) prône pour sa part des actions plus « ciblées ».

« Les manifs, c'est bien, mais ça prend des actions plus directes sur les députés », a lancé sa présidente, Martine Desjardins, dont la semaine sera ponctuée d'actions communautaires.

► Avec le débrayage de l'Université de Concordia, le mouvement de grève englobe aujourd'hui quelque 200 000 étudiants.

98,5FM: La semaine des étudiants: Quoi prévoir ? - le lundi 12 mars 2012 à 06h17. Modifié à 06h22



Cogeco Nouvelles

Publié par Charles Payette pour CogecoNouvelles.

(Cogeco Nouvelles) - Une autre semaine d'action s'amorce pour les étudiants qui protestent contre la hausse des droits de scolarité.

La Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec feront le point lundi matin sur la mobilisation et annonceront les actions à venir.

Le point de presse se déroulera sur les piquets de grève du Collège Ahuntic à Montréal.

Les deux associations indiquent représenter 115 000 étudiants en grève ou ayant un mandat de grève.

Par ailleurs, il semble qu'une marche silencieuse est prévue à 10h lundi matin à partir du Parc Émilie-Gamelin, à Montréal.

LEDEVOIR.COM: Mouvement étudiant - L'UQAM et l'Université Laval perturbées - Lundi 12 mars, 17h09

La Presse canadienne

Le mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité a encore donné lieu aujourd'hui à des actions ayant mobilisé les forces policières, mais aucun affrontement n'était à noter entre les deux camps en fin d'après-midi. Les activités d'au moins deux des universités québécoises ont été perturbées, et des étudiants ont formé un «sit-in».

Le «sit-in» a eu lieu sur la rue Sainte-Catherine, près de la rue Sanguinet, forçant le blocage d'une partie du centre-ville de Montréal.

La police a indiqué en milieu d'après-midi que les voitures ne pouvaient circuler sur la rue Sainte-Catherine entre les rues Saint-Laurent et Saint-Denis, et sur la rue Sanguinet entre De Maisonneuve et René-Lévesque.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a qualifié la manifestation de «paisible» et affirmait vers 16h15 qu'aucun avis d'éviction n'avait été lancé.

Pas d'essoufflement

Une grande manifestation est prévue dans les rues du Quartier international de Montréal demain à 13h, à l'appel de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Loin de s'essouffler, le mouvement de contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité prend de l'ampleur.

Les étudiants du premier cycle de l'Université Concordia à Montréal ont voté en faveur de la grève, ce matin.

Mercredi, ce sera au tour des étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) de se positionner sur leur participation au mouvement de contestation.

Près de 150 000 étudiants sont en grève à ce jour, estime Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Mme Desjardins en a profité pour dénoncer l'attitude du gouvernement Charest qui refuse toujours d'entamer un dialogue avec les étudiants sur la question de la hausse des droits de scolarité.

Québec entend augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur une période de cinq ans.

Plusieurs actions ont encore eu lieu, aujourd'hui, à travers le Québec. Une marche silencieuse s'est tenue en matinée à partir du parc Émilie-Gamelin, à Montréal.

Les activités d'au moins deux des universités québécoises ont été perturbées. D'abord, tôt en matinée, des étudiants ont bloqué l'accès à la Tour des sciences de l'éducation de l'Université Laval, où sont aménagés plusieurs bureaux de l'administration de l'Université, dont celui du recteur, Denis Brière.

Marie Christine Trottier, porte-parole du Front Régional des Associations étudiantes à Québec de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (FRAQ-ASSÉ), reproche au recteur Brière d'endosser la hausse des droits en sa qualité de président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Des pavillons fermés

Également en matinée, la direction de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a ordonné la fermeture pour la journée de quatre de ses principaux pavillons, par crainte de leur occupation par des étudiants. Les pavillons affectés sont Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain. Ils sont inaccessibles jusqu'à nouvel ordre, mais

l'UQAM assure que ses autres pavillons demeurent ouverts et que les activités continueront de s'y dérouler. De plus, peu après l'aube, un piquetage d'enseignants en appui à la lutte des étudiants a eu lieu au Collège Édouard-Montpetit, à Longueuil.

Vos réactions

- André Michaud, Inscrit, lundi 12 mars 2012 11h22
Taux de participation?
À Québec les étudiants des CEGEP ont été voté à plus de 66% , et le vote contre la grève a été de 70%
Dans les universités qui ont voté pour la grève , quel fut le taux de participation?
Est-ce vraiment le choix de la majorité démocratique?
Ayant été longtemps délégué syndical, j'ai réalisé que plus les gens vont voter, et moins la grève sera acceptée..
- Serge123, Inscrit, lundi 12 mars 2012 12h31
Grève sauvage
(A l'éditeur: "Au nom de la démocratie", on va voir si vous allez inclure mon commentaire...)
Mercredi passé, soit le 7 mars, à environ 16h00, les étudiants en grève ont décidé de marcher sur René-Lévesque, dans les 2 sens de la rue, soit est et ouest, ralentissant ainsi le flot des ambulances qui essayaient de se diriger vers l'urgence de St-Luc! Des patients n'ont pu se présenter à leurs rendez-vous de cardiologie à cause de la rue bloquée! Non, ne mettez pas le blâme sur les policiers, mettez le blâme sur les étudiants! Ce sont eux qui ont choisi de marcher de façon désordonnée sur René-Lévesque! Leur "exercice de la démocratie" met maintenant la vie et la santé des patients en danger! Cela doit cesser! Doit-on les écouter à tout prix, même au prix de la vie des malades!?
- plan sud, Inscrit, lundi 12 mars 2012 13h57
Serge 123
Moi je crois que ce qui met les plus en danger la santé, c'est le système santé.
Ce qui ne l'aidera pas non plus, ce sera d'avoir moins de médecins acceptés pour leurs capacités intellectuelles, puisque le 1er critère de sélection sera d'abord la capacité de payer.
Pour ce qui est de la démocratie, dites-vous que le gouvernement conservateur est au pouvoir avec 36,9% des votes. Le gouvernement à Québec quant à lui a perdu la plus importante composante qui permet de gouverner...la confiance.
Quand la première chose que fait un pm s'est d'encaisser un salaire additionnel de 75000\$, complètement dénué du plus petit sens éthique que nécessite sa fonction...
Étrange quand même, pour cette grève tant de policiers disponibles, alors que moi les policiers j'aimerais les voir à sagard... dans le vif de l'action!!!
- Michel Richard, Inscrit, lundi 12 mars 2012 15h33
@ plan sud
Si je comprend bien, y'a rien qui est la faute des étudiants. Si ils bloquent l'entrée de l'urgence d'un hôpital, c'est pas leur faute ? Ben voyons.
Pis les premiers critères pour se faire accepter en médecine, ce sont des résultats scolaires au delà d'un certain minimum et bien se présenter aux entrevues ! La capacité de payer n'a à peu près rien à voir, voyons donc.
D'après ce qu'on a lu dans les journaux la semaine dernière, les 30 000 étudiants de Concordia en grève le sont à la suite d'un vote où 1 000 mains se sont levées en faveur, et 500 contre. Un quorum de 1 500 personnes pour lier un groupe de 30 000 ? c'est ça qui est ridicule.
- Maxime Bisson, Inscrit, lundi 12 mars 2012 15h51
Un peu de discernement...
Oui,
C'est déplorable que quelques citoyens aient été retardés par l'action irresponsable de quelques manifestants, et évidemment condamnable que cet incident ait pu menacer la santé de personnes qui ont été prises dans cet embouteillage dont parle Serge123 et plusieurs médias...
Il faut cependant voir plus loin, réfléchir à ce qui est nécessaire afin de préserver l'accès à des services essentiels de la population québécoise, des acquis importants. L'éducation publique, comme le système de santé, fait partie des ces services. Malheureusement, si la violence et la confrontation sont des mauvais leviers de la cause étudiante, ce n'est pas par le processus bureaucratique que la population du Québec va réaliser que le gouvernement Charest hypothèque par cette mesure l'intégrité intellectuelle du système académique (ce qu'il en reste), mais aussi notre culture et notre avenir, au profit d'intérêts corporatistes qui ne pourront alors que teinter de plus en plus nos institutions, notre vision commune. La culture de notre province (ou de notre pays si ça vous convient mieux) ne peut rester forte et positive si on soumet les cadres de développement de la pensée (écoles, cégeps et universités) à l'influence des milieux industriels.
Quand à la représentation démocratique des étudiant-e-s, les Assemblées Générales Étudiantes (réunions où la voie commune des étudiant-e-s peut faire loi quant à l'orientation des étudiants dans l'institution) sont là pour la faire respecter...
Nous n'avons pas voté pour ça.
On doit toutes et tous avoir un accès équitable à la connaissance, qu'on soit riche ou pauvre.
- Michel Richard, Inscrit, lundi 12 mars 2012 16h38
@ Maxime Bisson
Je situe le débat exactement au même endroit que vous: ce qui compte dans tout ce débat, c'est s'assurer que les études supérieures demeurent accessibles.
Par contre, je ne pense pas que les hausses décrétées par le gouvernement soient de nature à menacer inévitablement cette accessibilité. D'abord, les étudiants les moins nantis ne verront pas de hausse parce que les bourses seront bonifiées pour eux autant que les droits de scolarité augmenteront. Ensuite, la hausse sera graduelle, ce qui permettra les ajustements.
D'accord, ce ne sera pas toujours facile. Mais je n'ai pas vu d'argument solide que l'augmentation, telle qu'elle doit être mise en place, menacera l'accessibilité.
Et je ne crois pas non plus que cette augmentation risque de soumettre "la pensée à l'influence des milieux industriels". Je ne vois pas de lien entre les deux.
- Julie C, Inscrite, lundi 12 mars 2012 19h29
Quelques réponses...
@ Michel Richard.
Il existe malheureusement une grande lacune en ce qui a trait au système des prêts et bourses du gouvernement provincial. Pour avoir moi-même fait ma demande l'an dernier, l'étudiant doit remplir certains critères assez stricte pour y être éligible. Voici quelques exemples : Le gouvernement se fie, tout d'abord, sur le salaire annuel des parents de l'étudiant, et ce, qu'ils l'aident ou non. Si ces derniers gagnent ensemble un salaire de plus de 30 000\$ par année, l'étudiant ne peut automatiquement pas obtenir de bourse à moins qu'il réponde à ses critères : que l'un (ou les deux) de ses parents soit décédé, qu'il ait vécu dans une famille d'accueil, que l'étudiant ait un (ou plusieurs) enfants, que l'étudiant soit marié, qu'il soit en situation de retour aux études ou que l'étudiant n'habite plus chez ses parents depuis 7 ans. Le problème d'accessibilité aux études ne touchent pas les étudiants pauvres, mais bien ceux de la classe moyenne dont la plupart sont en situation régulière selon le programme des prêts et bourses. Ces derniers, tout comme moi, ne sont et ne seront, avec ce projet de hausse des frais de scolarité, pas éligible à des prêts et bourses du gouvernement du Québec.
@André Michaud.
En ce qui a trait au taux de participation des assemblées générales de grève, il dépend bien entendu de chaque facultés. Mais grosso modo, le taux de participation se promène entre 55-70 %. De toute façon, c'est d'ores et déjà davantage qu'aux élections provinciales et fédérales. En ce qui me concerne, ma faculté qui compte plus de 3500 membres, a voté pour le déclenchement de la grève générale illimitée à 94 % et les votes de reconduction ont des pourcentages semblables. Si ça peut un peu répondre à votre question...
roger kekchose, Inscrit, lundi 12 mars 2012 21h20
Michel Richard
Si ce sont des exemples concrets qu'il vous faut sachez que j'ai arrêté mes études universitaires en partie pour des raisons pécuniaires, et dans mon programme d'étude, je n'étais vraiment pas une exception...On parle ici de 2008, et vous doutez du fait qu'une augmentation des frais réduira l'accessibilité. Les bourses... permettez moi d'en rire, je n'ai jamais été éludé à une bourse et ce malgré ma cote R qui était l'une des plus élevés de tout mon programme.
- François G, Inscrit, lundi 12 mars 2012 22h25
Le vrai cout des etudes
La hausse réelle n est pas de 75%. Le vrai cout des etudes est de ne pas pouvoir travailler a temps plein pendant les cours. Meme en travaillant l ete, ca fait un manque a gagner d environ 20 000. Cest donc une hausse de moins de 10% pour la plupart des eleves.
Cette hausse aura probablement un effet marginal sur l accessibilite. Celui ou celle qui ne se rend pas aux etudes a cause de son milieu lache bien avant. Le vrai probleme de l education se situe au primaire, au secondaire et, tres souvent, a la maison.
Pendant que l on accuse un taux de décrochage catastrophique, les jeunes descendent dans la rue pour que la societe se cotise afin de payer les etudes des citoyens deja choyes...
F. Viau, Inscrit, lundi 12 mars 2012 22h36
En espérant éclairer quelques lanternes...
@serge123
Salut!
Premièrement, évitons les sophismes... Critiquer le mouvement étudiant et les manifestations en évoquant la pitié envers les quelques patients qui n'ont pu accéder à l'hôpital, c'est fallacieux comme argument.

Et ici je ne dis pas que cet événement n'est pas déplorable. Par contre, je n'ai jamais assisté à une manifestation où on cognait au vitre des voitures pour s'assurer que personne ne manquait des rendez-vous importants.

Deuxièmement, j'étais à cette manifestation et j'ai effectivement croisé une ambulance, mais elle ne semblait aucunement dans un état d'urgence. Je peux vous assurer que les étudiants ne prennent pas en otage des patients dans un état d'urgence pour faire passer leur message.

- F. Viau, Inscrit, lundi 12 mars 2012 22h37
En espérant éclairer quelques lanternes... (suite)
@Michel Richard
Salut!

1. Aux votes de grève, l'ensemble des étudiants sont invités et avertis d'avance (minimum une semaine d'avance). Alors, si on peut déplorer le manque d'intérêt des étudiants pour un processus démocratique qui les concerne directement, on ne peut par

contre pas dire que le vote est «ridicule» ou laisser entendre qu'il est illégitime.

2. «Et je ne crois pas non plus que cette augmentation risque de soumettre "la pensée à l'influence des milieu(x) industriels". Je ne vois pas de lien entre les deux.»

Premièrement, il y a la logique de rentabilité que le gouvernement met de l'avant. L'université est un investissement rentable! Peut-être, mais à condition que tu le rentabilises en mettant ton intelligence, tes connaissances, ton sens critique, au service du milieu privé et que tu obtiennes un diplôme dans un «domaine rentable».

Deuxièmement, cette logique de rentabilité n'influence pas seulement l'étudiant-client elle influence aussi l'université-industrie (ici, les termes sont peut-être mal choisis, mais c'est pour illustrer la dynamique) qui doit produire des «diplômes rentables». Cela s'illustre dans l'insertion du privé dans les conseils d'administration et dans la décision du curriculum universitaire; ce n'est pas une élucubration d'un esprit malade, c'est une situation qui est déjà une réalité (encouragée

par l'État) et qui prendra de l'ampleur au fur et à mesure que certains étudiants voudront «rentabiliser» leur diplôme et que le privé exigera des employés mieux formés en contrepartie de sa collaboration au financement universitaire.

Alors, en soumettant la pensée à un calcul comptable, on la transforme en un outil achetable ouvrant la porte à différents emplois. On expulse alors perniciousement la pensée libre, critique, fondamentale, «inutile» et «non-rentable» des cours, des recherches et de la mission des universités. En haussant les frais, le gouvernement acc

F. Viau, Inscrit, lundi 12 mars 2012 22h39
Invitation

En tout cas, je vous invite tous, de tout âge et de toute opinion, à venir faire un tour au CEGEP Saint-Laurent qui offre des conférences gratuites offertes par différents professeurs dans le cadre du Cegep Populaire. Il y en a presque chaque jour, et sinon, il y a des manifestations et des assemblées générales qui peuvent aussi éclairer votre lanterne...

LE QUOTIDIEN: [UQAC]: Une affiche géante en faveur de la grève - Publié le lundi 12 mars 2012 à 14h48



Photo Jeannot Lévesque

UQAC

MYRIAM GAUTHIER, Le Quotidien (CHICOUTIMI) Certains étudiants de l'UQAC ont visiblement été occupés pendant la semaine de relâche.

Ils ont préparé une affiche géante en toile qu'ils ont ensuite accrochée au moyen de câbles d'acier sur le mur extérieur du pavillon principal de l'université. L'affiche, à l'effigie du carré rouge que portent les étudiants pour signifier leur opposition à la hausse des frais de scolarité, véhicule le message suivant: «L'éducation n'est pas à vendre: oui à la grève générale!».

L'administration n'a pas l'intention de retirer l'affiche géante. «Nous ne savons pas par qui ni comment l'affiche a été posée, comment le responsable des communications, Jean Wauthier. Nous allons vérifier, aujourd'hui, si elle est sécuritaire. Si c'est le cas, nous la laisserons jusqu'à l'assemblée du vote de grève des étudiants.»

Rappelons que l'assemblée générale de grève des étudiants de l'université se tiendra au pavillon sportif, mercredi à 11h.

Le MAGE-UQAC devrait proposer aux étudiants de tenir un vote de grève électronique.

CYBERPRESSE.CA: Charest rattrapé par les droits de scolarité à Paris - Publié le lundi 12 mars 2012 à 14h24



Photo AP

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Abdou Diouf a reçu le premier ministre du Québec, Jean Charest.

Michel Dolbec, La Presse Canadienne, Paris

Un très léger incident a marqué lundi la visite à Paris du premier ministre Jean Charest, sur fond de grève contre la hausse des droits de scolarité.

Il s'est produit au moment où M. Charest arrivait au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie, pour une rencontre avec son secrétaire général, Abdou Diouf.

Aucun manifestant n'attendait le premier ministre. Toutefois, un jeune Québécois étudiant à Paris, selon toute vraisemblance, s'est forcé un passage entre les quelques journalistes, caméramans et photographes présents, dans le but de tenter de déplier une pancarte ou une banderole devant M. Charest, ont raconté les témoins de la scène.

Un des agents de la Sûreté du Québec chargés de la sécurité du chef du gouvernement a rapidement intercepté le jeune homme et l'a entraîné à l'écart. L'étudiant a du décliner son identité devant les policiers français et a pu repartir sans être inquiété davantage, a-t-on indiqué.

Le jeune homme, a confirmé un témoin, faisait partie de la soixantaine de manifestants qui se sont réunis vendredi devant la Délégation générale du Québec à Paris en signe de solidarité avec les grévistes québécois.

CYBERPRESSE.CA / LE DEVOIR: Grève étudiante - Un marathon musical pour se faire entendre - Publié le dimanche 11 mars 2012 à 11h45 | Mis à jour le dimanche 11 mars 2012 à 15h18 Lundi 12 mars 2012

La Presse canadienne

Les étudiants en grève opposés à l'augmentation des droits de scolarité tenteront de se faire entendre grâce à un marathon musical de 48 heures à compter de vendredi, à Montréal.

C'est ce qui a été dévoilé hier par les représentants de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), en compagnie du Mouvement de mobilisation des étudiants en musique (MEM). En entrevue, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a expliqué que plus de 175 artistes,

dont les Zapartistes, se succéderont sur scène. La journée de samedi se déroulera par ailleurs à la salle de spectacle L'Astral.

Selon elle, il s'agit d'une nouvelle façon pour les étudiants de rallier la population à leur cause grâce à des moyens qui ne sont pas des manifestations. La présidente de la FEUQ espère que la notoriété des artistes en incitera plusieurs à rejoindre les étudiants dans leur combat contre le gouvernement de Jean Charest.

Par ailleurs, la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'impliqueront dans

des activités communautaires au cours de la semaine un peu partout au Québec. Mme Desjardins a indiqué qu'en agissant de la sorte, les étudiants veulent «redonner ce que la société québécoise a investi en eux».

Selon la présidente de la FEUQ, plus de 160 000 étudiants sont actuellement en grève, un nombre qui devrait augmenter dans les prochains jours, malgré le refus du gouvernement de Jean Charest de modifier sa position. Elle déplore que les libéraux continuent de «confronter» la jeunesse

plutôt que de lui laisser sa place au sein de la société.

Mme Desjardins rappelle que le premier ministre Jean Charest, qui est également responsable des dossiers qui concernent la jeunesse, a fait très peu dans ce domaine récemment.

Vos réactions [Le Devoir]

- Carole Dionne, Inscrit, lundi 12 mars 2012 02h45

160,000 étudiants en grève?

Les représentants étudiants aiment bien sortir cette ligne là. C'est un gros chiffre. Mais qu'en est-il dans le fond. EX: on passe un vote Sur 1000 étudiants, pour quelques raisons que ce soit, 1000 étudiants votent. Sur les 100 qui ont voté, 51 pour la grève et 49 contre. Donc, 1000 étudiants sont en arrêts de cour. 51 étudiants forcent 1000 étudiants en arrêt. Et multiplions cela par 130.

Donc 130,000 étudiants sont en arrêt de cour suite aux votes de 5100 étudiants qui sont pour cet arrêt.

Alors, si on fait de bonnes communications, il est bien plus important de parler de 130,000 étudiants "en grève" que de seulement 5100 réellement.

"Est-ce que les adultes vous appuient?" Réponse. Cela grandit toujours sans donner de vraies réponses. Les parents contestent? Je n'en vois pas dans les rues avec les étudiants.

Il reste ces chers artistes. Eux ils l'ont l'faire. Des génies!!!

- Andrée Lafontaine, Abonnée, lundi 12 mars 2012 08h55

Nous n'avons visiblement pas participé à la même assemblée de grève!

Peut-être un cas d'exception, mais notre assemblée ressemblait à quelque chose de très différent du portrait que vous dressez. Sur environ 450 étudiants réunis (qui représentaient 10% de nos membres), seulement 7 ont voté contre la grève.

C'est vrai que 10% des membres ce n'est pas 100%, mais c'est comme ça que les élections se déroulent! Tous les membres étaient au courant qu'un vote allait se tenir et tous étaient invités à y participer. Ceux qui tenaient à s'exprimer pour ou contre la grève sont venus, et on ne peut présumer sur les intentions de vote de ceux qui ne se sont pas pointés. Mais ce qui est clair c'est que le vote était loin d'être serré comme celui (hypothétique ou pas réel?) que vous décrivez, et que ceux qui étaient contre la grève étaient très minoritaires.

- Justin Duncan, Abonné, lundi 12 mars 2012 09h13

En quoi une association étudiante n'est-elle pas légitime?

Il faut croire que le lavage de cerveau est efficace. On a réussi à en convaincre certains qu'un vote démocratique au sein d'une association étudiante, qui a le statut d'entité autonome, est moins légitime qu'un autre.

Lorsque les libéraux ont gagné la dernière élection avec une majorité relative (lire : avec moins de 50% 1 des votes de la population), on l'a reconnu comme gouvernement légitime et tous ceux qui n'avaient pas voté se sont ralliés au choix de la population. Idem avec les conservateurs. Pourquoi, donc, un vote tenu de manière démocratique par les étudiants dans leur association autonome serait-il moins légitime. D'autant plus que le résultat, qu'il soit favorable ou non à l'action, requiert et satisfait le critère du 50% 1 des voix. Sa légitimité en serait donc encore plus véritable.

Lorsqu'un gouvernement démocratiquement élu, avec ou sans 50% 1 des voix, vote des lois, elles s'appliquent à toute la population, nonobstant leur allégeance idéologique. Par exemple, je pourrais décider de m'opposer à la loi qui limite la vitesse à 100km/h sur l'autoroute et la transgresser en roulant à 140km/h, puisque je n'ai jamais voté pour celle-ci; or, cette loi n'en demeure pas moins une loi et je m'expose ainsi à des représailles. Pourquoi serait-il plus acceptable de transgresser l'esprit d'une motion entérinée par une majorité absolue d'étudiants lors d'une réunion tenue par une association étudiante?

- Justin Duncan, Abonné, lundi 12 mars 2012 09h13

En quoi une association étudiante ne serait-elle pas légitime? (fin)

Il est tout-à-fait légitime pour ceux qui contestent la position de leur association étudiante de le faire avec les mots, lors de réunions de celle-ci (qui soit dit en passant, ont lieu au moins une fois par semaine); or il est inacceptable qu'elles tentent de perturber le choix de la majorité. Lorsque semaine après semaine, les étudiants continuent de renouveler leur mandat de grève, il est attendu que ces dissidents se rallient au choix de la majorité; comme c'est le cas lorsque les gens sont insatisfaits du gouvernement, sans toutefois cesser la contestation là où elle est permise : à l'assemblée.

- Justin Duncan, Abonné, lundi 12 mars 2012 09h15

Conclusion

Donc oui, ce sont bel et bien 160 000 étudiants qui sont en grève, même si seulement 80 001 l'appuient et ont voté en faveur.

- Sanzaleu, Inscrit, lundi 12 mars 2012 09h26

Encore Carole Dionne

Comptez les autres comme vous voulez, vous vous êtes toute seule.

Vous ne représentez absolument personne d'autre que vous-même !

Serge Grenier

- Simov Hoffma, Inscrit, lundi 12 mars 2012 09h31

@Carole Dionne

Ce serait faire preuve du même déficit d'attention que les médias que de répondre par la négative à votre question :

"Est-ce que les adultes vous appuient?" Réponse. Cela grandit toujours sans donner de vraies réponses. Les parents contestent?

Lors de la journée de la femme, nous avons pu constater la présence de plusieurs parents avec leurs enfants dans les rues de Montréal.

et
8 mars 2012 - Plusieurs parents étudiants occupent le registrariat de l'Uqam avec leur enfants pour dénoncer la hausse des frais de scolarité. Malgré la présence, directement devant le pavillon, des camions de nouvelles TVA, aucune image ne fut prise. Sommes-nous trop sages et pas assez vandales pour eux? Qu'on montre enfin que la hausse appauvrira aussi des familles.

Enfin

Lorsqu'il y a un vote, n'est-ce pas parfaitement normal de ne compter que les voix qui se sont engagées. Si non, que fait-on avec nos élections, qui ne cessent de connaître des records d'absentéisme ?

Si l'on commence à apprendre de quelle façon contourner les principes démocratiques dès le Cegep, que peut-on attendre du futur ?

Enfin, on dira qu'il y a une différence entre une association étudiante et un gouverne-

ment, mais... À titre de Québécois sous un régime libéral, tu as le droit d'avoir ta carte du parti Libéral ou pas, d'épouser la ligne du parti ou être en désaccord ; en revanche, tu ne peux pas déclarer unilatéralement que le gouvernement élu démocratiquement n'est pas le tien et que ses lois ne s'appliquent pas à ta petite personne. Ce petit principe démocratique s'applique aux associations étudiantes, et ce, heureusement. Si tu n'es pas d'accord avec ton association, tu peux toujours le manifester et tenter de renverser la tendance. Il s'agit là aussi d'un principe démocratique.

Par ailleurs, il faudrait revoir le calcul. À la lumière des manifestations, on peut déjà constater que le nombre d'étudiants dans les rues dépassent largement 5000 pe

Simon-Pierre Chevarie Cossette, Abonné, lundi 12 mars 2012 09h46

Et les autres?

Il y a plusieurs associations qui ont voté NON avec environ 55-70% (orthophonie, communication, droit UdeM.....) Doit-on compter tous ceux qui ont voté OUI comme des gens en grève? Bien sûr que non! Donc, 160 000; il n'est pas question de commencer à retirer ceux qui ont voté NON des associations qui ont voté OUI!

Jacques Morissette, Abonné, lundi 12 mars 2012 09h58

La bataille des étudiants que j'encourage à continuer.

C'est effectivement l'opinion qui renversera la vapeur du gouvernement de Jean Charest concernant l'augmentation des frais de scolarité. C'est donc une bonne idée de sortir des sentiers battus pour gagner les faveurs des gens.

D'autre part, gagner cette bataille de la hausse des frais de scolarité est le cheval de bataille de Jean Charest Ce dernier pense fort probablement que cette bataille, une fois gagnée, fera pencher son taux de popularité de son côté auprès de la population.

Pour Jean Charest, cette bataille que Jean Charest veut absolument gagner compte beaucoup plus pour augmenter la popularité du parti Libéral que l'augmentation des frais de scolarité en tant que tels.

Je présume fortement que les indécis qui pencheront du côté de Jean Charest s'il gagne cette bataille des frais de scolarité sont des gens moins instruits dont certains ont parmi eux vécu, peut-être, dans un climat familial plus autoritaire.

badaza@hotmail.com, Abonnée, lundi 12 mars 2012 10h07

Si on a pas voté...

On a pas grand chose à dire sur le résultat. Les étudiants qui ne veulent pas de cette grève n'ont qu'à se présenter aux assemblées et voter contre. Les assemblées sont habituellement annoncées par courriel et des par des affiches à l'université, il y a donc peu d'excuses à ne pas s'y présenter.

Mario Gauthier, Inscrit, lundi 12 mars 2012 10h14

À tous ceux...

...Qui considèrent cette grève comme soit-disant "non démocratique", avez-vous réalisé qu'elle était un exact reflet de notre démocratie qui comporte généralement une minorité de votants et un vaste majorité de geignards qui n'exercent pas leur droit de vote? Et à ceux qui disent que tout ceci n'est qu'enfantillage, que les étudiants "doivent faire leur part" (comme s'il ne la feront pas ensuite en remboursant grassement les banques et en payant toute leur vie des im-

pôts!), que "l'éducation n'est pas un droit" et tutti quanti. Que celui qui puisse honnêtement dire qu'il n'a pas pu jouer, directement ou indirectement, de frais de scolarité plus raisonnables, lesquels lui permirent probablement de parvenir à ses aspirations sans avoir à trop hypothéquer sa vie...

Que celui ou celle-là, dis-je, se lève et lance la première pierre.

Je doute fort que qui que ce soit le fasse. Ou plutôt: puisse le faire.

□ nathalie cloutier, Inscrite, lundi 12 mars 2012 11h21

On attend toujours...

Le gouvernement a une responsabilité importante quant à l'issue de ce bras-de-fer avec les étudiants. Pourquoi ne les rencontrent-ils pas? Parce qu'il veulent enfoncer le clou, passer leur hausse et faire ce que l'on connaît tous depuis que J Charest est au pouvoir faire « de la politique du bâillon ».

Les étudiants sont courageux et je suis, comme professeur, très fière d'eux. Je descendrai dans les rues le 18 mars prochain avec autant de familles concernées par ces mesures de hausse disproportionnées. C'est évident que ce fardeau fiscal supplémentaire sera épongé par la classe moyenne... et que le désengagement de l'État fera de nos universités des « entreprises privées » au service de la consommation plus que du Savoir et de la Connaissance (lire l'article dans le Devoir de samedi dernier).

Je serai de la partie aussi le 22 mars prochain ; je me suis alliée au regroupement des professeurs de cégep qui appuie les étudiants. Il est grand temps que le gouvernement daigne nous écouter. Dire qu'un jeune a perdu un oeil ou est en voie de le perdre parce que le gouvernement fait la sourde oreille depuis plus de trois semaines, voir un

an..., pour moi, c'est scandaleux! On oublie trop vite...

□ Carole Dionne, Inscrite, lundi 12 mars 2012 11h44

@ Mario gauthier

Nous prenez vous tous pour des connes? Il y a quelques années, il y a eu un vote de grève à l'université Laval. Ma fille était en pharmacie. Par hasard, le vote se tenait durant un examen. Et examen pour la plupart des Étudiants en sciences de la santé. Et eux avant un examen, ils ou elles étudient...

Désolé, vous ne me ferai pas pleurer: il y a une énorme différence entre étudier en médecine ou pharmacie et les sciences sociales.

□ André Michaud, Inscrit, lundi 12 mars 2012 14h25

Le Message a déjà entendu par les citoyens

Les citoyens ont bien compris le message des étudiants en grève, il ne faut pas monter les frais universitaires des étudiants, d'aucuns allant même jusqu'à réclamer la fin totale des frais.

Cependant la grande majorité démocratique des citoyens contribuables qui payent déjà 80% des études des étudiants, eux estiment aider assez comme ça, et que les individus doivent payer au moins 20% de LEURS études n'est pas trop demander. Pour les plus démunis seulement, on est d'accord pour monter l'aide.

Et les étudiants, eux, ont-ils compris le message des citoyens? Ce n'est pas que Charest qui trouve que le contribuable paye assez pour les étudiants.

Est-ce qu'ils croient que perturber leur quotidien et provoquer les policiers en ne les mettant pas au courant de leurs trajets va vraiment nous faire changer d'idée et accepter de payer plus?

□ jmitch, Inscrit, lundi 12 mars 2012 14h41 rien de parfait

@ Carole Dionne

Je suis désolé pour votre fille. C'est enrageant de ne pas pouvoir participé à un vote démocratique lorsque cela nous implique. Malheureusement, je ne crois pas que les associations étudiantes aient suffisamment d'argent pour mettre en place un système de vote secret fiable. À faible coût, le mode assemblé et vote non-secret reste le moyen le moins coûteux et plus sécuritaire, mais évidemment c'est loin d'être le meilleur, car comme votre fille la vécu il impose un certain sacrifice. Dans le meilleur des cas, une association choisira le moment où le plus de personnes possible peuvent se présenter en assemblée. La ou vous m'accrocher légèrement est dans la "différence" que vous mentionnez. Parlez-vous de différence d'effort entre les programmes ou de différence en terme d'importance dans notre société? Merci

□ MLR, Inscrite, lundi 12 mars 2012 16h18

Réponse à Simon-Pierre Chevarie Cossette

Voici une rectification sur les résultats des votes de grève ayant eu lieu à l'Université de Montréal rapportés par S.-P. Chevarie Cossette:

-Orthophonie et audiologie: assemblée générale spéciale suspendue par manque de temps. Elle sera reprise dans les prochains jours.

-Communication : assemblée générale spéciale à venir (13 mars). Communication, cycles supérieurs, est présentement en grève. Il en est de même pour Communication et politique.

-Droit : en grève le 22 mars. Droit, cycles supérieurs, tiendra son assemblée le 15 mars.

On ne peut donc conclure que ces associations se sont prononcées contre toute forme de grève. Attention!